




H. Morse Stephens.





# HISTOIRE DE L'ESPAGNE

## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

*Histoire politique et littéraire de la Restauration*, un vol. in-8° : chez Hetzel.

*Mirabeau et la Constituante* (ouvrage couronné par l'Académie française), un vol. in-8° : chez Didier.

# HISTOIRE

DE

# L'ESPAGNE

## DEPUIS LA MORT DE CHARLES III

JUSQU'A NOS JOURS

PAR

**H. REYNALD**

ancien Elève de l'Ecole Normale, Professeur à la Faculté
des Lettres d'Aix.

---

PARIS

LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE

17, rue de l'Ecole-de-Médecine.

—

1873

ac

A Monsieur EMILIO CASTELAR,

DÉPUTÉ AUX CORTÈS.

—

Monsieur,

Vous m'avez, pendant mon séjour à Madrid, accordé la plus gracieuse hospitalité; mais j'ai été beaucoup moins touché de votre bienveillance pour moi que de votre sympathie pour la France et pour les idées qu'elle représente. C'est pour vous remercier de ces sentiments que je vous offre ce livre. Tout sans doute ne vous en plaira pas, car un Espagnol ne peut pas voir sa patrie du même œil qu'un étranger, même lorsque cet étranger s'efforce de se montrer aussi bienveillant qu'équitable. Mais l'histoire ne doit parler qu'un langage, celui de la vérité; les peuples, d'ailleurs, méritent de n'être pas flattés; ce qui est le plus nécessaire aujourd'hui, c'est de leur signaler leurs erreurs et leurs faiblesses, surtout quand ces erreurs et ces faiblesses peuvent être réparées, et telle est en ce moment la condition de l'Espagne.

Je n'ai pu parcourir ses provinces, me mêler à sa population sans être frappé des éléments de prospérité que renferme ce pays, des qualités que possèdent ses habitants. Chez vous, le courage, la sobriété, la patience

ne sont plus des vertus, tant elles semblent naturelles; les manières simples et cordiales gardent jusque dans la familiarité une noblesse qui se retrouve dans le langage; les mœurs sont bonnes, et la famille a gardé l'unité des anciens jours; le malheur resserre les liens de la parenté au lieu de les rompre. L'esprit politique, formé depuis longtemps par la pratique des institutions municipales, s'est développé de bonne heure et ne s'est pas laissé affaiblir; dans les établissements qui dépendent des autorités locales : hôpitaux, écoles, prisons, marchés, associations agricoles, à Séville, à Tolède, à Valence, à Pampelune, tout est réglé avec la plus grande sagesse.

Malgré ces avantages, l'Espagne semble depuis longtemps condamnée à une agitation stérile et travaillée d'une incurable impuissance. La faute en est un peu à tout le monde; à la nation qui s'endort volontiers dans l'ignorance et l'oisiveté, au gouvernement qui, par insouciance ou par système, gaspille inutilement les ressources du pays, et n'étend la centralisation à toutes les provinces que pour augmenter le désordre et l'anarchie. Si vos institutions locales sont excellentes, le plus souvent les administrations centrales sont détestables. Quant aux gouvernements qui se sont succédé depuis un siècle, l'histoire a déjà prononcé leur arrêt; il est difficile d'en trouver de plus malheureux et de plus coupables; royauté avilie, sceptre abandonné à des favoris scandaleux, dictatures militaires, sanglantes théocraties, despotisme déguisé sous l'apparence d'une monarchie constitutionnelle, révolutions stériles suivies de restaurations implacables, guerres civiles, invasions étrangères, aucune épreuve ne vous a été épargnée : telle est cependant la singulière énergie de votre nation qu'elle n'a point péri, là

où tant d'autres auraient succombé mille fois. Au milieu de ses malheurs, ce pays s'est renouvelé, et par les progrès de son agriculture et de son industrie, par le développement des chemins de fer, il s'est résolûment associé au mouvement de la société moderne. Il lui a suffi de quelques années de repos, sous le ministère d'O'Donnell, pour montrer ce qu'il pourrait faire dès que la tranquillité lui serait assurée; en même temps, il a prouvé par la campagne du Maroc que votre armée savait joindre à la bravoure qui gagne les batailles ces esprits de patience et d'abnégation qui poursuit et achève glorieusement les plus difficiles campagnes.

Vous possédez aujourd'hui sans restriction toutes les conquêtes des gouvernements libres : la liberté des cultes, la liberté d'enseignement, la liberté de la presse, le droit de réunion et le droit d'association; la souveraineté de la nation s'affirme par le suffrage universel. Que l'Espagne garde ses conquêtes, qu'elle fonde sur la justice et la liberté un gouvernement durable, elle reprendra son rang parmi les grandes nations. C'est le vœu de tous ceux qui, repoussant les traditions d'une politique égoïste et jalouse, ne veulent pas établir la grandeur de leur patrie sur l'abaissement des nations voisines; c'est mon vœu le plus cher. Qui sait ce que nous réserve l'avenir? La guerre de 1870 nous a montré quels orages se forment dans le Nord de l'Europe. En présence de l'invasion terrible qui menace le Midi, la France ne peut souhaiter que la prospérité de ses alliés naturels, et l'Espagne est de ce nombre.

Filles d'une même civilisation, un moment réunies sous le sceptre d'une seule famille, la France et l'Espagne doivent se tenir par la main et se protéger

comme des sœurs qui, avec des génies divers, gardent toujours la trace d'une même origine

Facics non omnibus una,
Nec diversa tamen, qualis solet esse sororum.

Cet union est facile aujourd'hui, car rien ne rapproche les peuples autant que la liberté. Cette alliance est surtout puissamment servie par des hommes comme vous qui, ne se renfermant pas dans un patriotisme étroit, défendent toutes les grandes idées et toutes les nobles causes, sans leur demander ni d'où elles viennent, ni quel nom elles portent. Disciple des philosophes français et des hommes d'Etat américains, vous voulez la République que vous ne séparez pas de l'observation des lois et du respect de la liberté. Ancien hôte de la France, pendant les jours de votre exil, vous n'avez depuis ses malheurs cessé de lui témoigner toute votre sympathie. Dans votre éloquent discours d'Alicante, après avoir protesté contre l'emploi de la violence dans les démocraties et flétri les crimes de la Commune, vous avez demandé que la République française ne restât pas isolée dans le monde; il y a quelques jours à peine, en combattant l'esclavage, vous avez encore salué la France avec un sentiment de tendresse, vous avez redemandé pour elle nos chères provinces d'Alsace et de Lorraine. Ce sont là des témoignages qu'il ne nous est pas permis d'oublier, et je suis heureux de vous en exprimer ici ma reconnaissance, avec l'expression de mon affectueuse estime.

Hermile REYNALD.

Aix, 10 janvier 1873.

# INTRODUCTION

—

La situation géographique de l'Espagne, la richesse de son territoire et le génie de ses habitants semblaient l'appeler aux plus hautes destinées. Placée entre l'Atlantique et la Méditerranée, voisine de la France et de l'Italie, rapprochée plutôt que séparée de l'Afrique par le détroit de Gibraltar, avec un développement de côtes de six cents lieues, des ports nombreux et commodes, elle pouvait facilement attirer à elle le commerce de deux mondes, et unir dans une civilisation commune l'Orient et l'Occident. L'Espagne produit en abondance du vin, de l'huile, des fruits délicieux ; elle possède des carrières de très-beaux marbres, et à ces richesses il faut ajouter des mines d'argent, de cuivre, de houille et de plomb. La nature n'a pas été plus avare pour les hommes eux-mêmes. Les Espagnols sont généreux, sobres, patients, d'un courage à toute épreuve ; ils ont eu de vaillants capitaines, d'habiles politiques, de hardis marins, des écrivains de génie, des artistes admirables, de grands rois. Aussi dans ce moment presque unique où l'Espagne en possession de toutes ses forces a pu déployer son génie en liberté, elle a dominé le monde. Pendant le XVI[e] siècle, l'Espagne a été sans rivale. Sous Charles-Quint et Philippe II, tandis qu'en Europe elle brisait

l'épée de la France à Pavie, soumettait l'Allemagne, s'emparait de l'Italie, menaçait l'Angleterre, et sauvait la chrétienté au Nord et au Midi, c'est pour elle que Christophe Colomb découvrait l'Amérique, et que de simples soldats comme Fernand Cortez et Pizarre soumettaient de vastes empires. Le soleil ne se couchait pas dans les domaines du roi d'Espagne. Mais cet empire n'était pas seulement fondé sur la force des armes. La religion catholique avait jusqu'alors gouverné le monde, et l'Espagne s'était donnée pour premier devoir la défense de la religion catholique; le duc d'Albe combattait pour elle à la tête de ses troupes, tandis qu'Ignace de Loyola lui donnait sa dernière et plus vaillante milice. Au XVIe siècle, la royauté absolue s'élevait partout en Europe sur les débris des institutions du moyen-âge, nulle part la royauté absolue n'a été obéie, respectée, adorée comme en Espagne; enfin, les lettres et les arts consacraient cette domination. Née la première à la civilisation, mais épuisée par un effort prématuré, l'Italie se taisait; l'Allemagne était encore barbare, la France et l'Angleterre parlaient espagnol, et balbutiaient à l'école d'Antonio Perez et de Gongora la langue de Calderon, de Lope de Vega et de Cervantes.

Comment a disparu tant de grandeur? Faut-il en accuser cette loi mystérieuse qui semble condamner toutes les œuvres des hommes à la décadence et à la mort, loi que l'antiquité représentait par la colère de l'implacable Némésis? Non! C'est que là, comme partout, Dieu a placé le mal à côté du bien, et a voulu laisser la nation arbitre de ses destinées. Pour maintenir sa prospérité, l'Espagne avait à lutter contre bien des inconvénients. Le sol y forme une suite de plateaux désolés par le froid ou brûlés par un soleil ar-

dent, tandis que la sécheresse frappe de stérilité des plaines immenses. Les fleuves, ces chemins qui marchent pour répandre sur leur route la fécondité et le commerce, refusent à l'Espagne leurs bienfaits accoutumés; dirigés tous vers l'Océan, sauf l'Ebre qui se jette dans la Méditerranée, encaissés dans des lits trop profonds pour arroser les rives voisines, rebelles à la navigation, ils ne sont, après les orages, que des torrents dévastateurs qui empêchent les communications au lieu de les favoriser. Les différentes provinces sont également séparées par des montagnes qui traversent le pays de l'Est à l'Ouest, tandis que les Pyrénées élèvent entre l'Espagne et le reste de l'Europe une barrière presque insurmontable. Isolément intérieur, isolément extérieur, voilà dans quelles conditions s'est développée une race qui, concentrée en elle-même. n'a connu l'étranger qu'en ennemi, et a dû par sentiment national exagérer ses défauts comme ses qualités.

Elevé sous un climat brûlant l'Espagnol se livre tout entier à des passions embrasées de tous les feux du Midi ; sa fierté dégénère souvent en fol entêtement, son courage en cruauté ; son amour en entraînement des sens et en sanglants accès de jalousie ; l'imagination l'emporte presque toujours sur la raison. Dans la plupart des âmes, la religion est remplacée par une superstition grossière qui empêche toute instruction solide; en même temps, la sobriété, l'absence de besoins développent partout une paresse qui frappe de la même paralysie les bras et l'intelligence. Ainsi, les plus grandes qualités sont corrompues de bonne heure, comme des fruits atteints avant leur maturité. Dès le XVI[e] siècle, le commerce et l'industrie languissent ; l'agriculture est sacrifiée au pâturage ; les ports,

au lieu de s'ouvrir, comme ceux de Gênes ou de Venise, à des flottes qui apportent les richesses du monde, ne servent qu'à des expéditions lointaines, à des conquêtes aventureuses, sans profit ni pour les colonies que la métropole épuisera, ni pour l'Espagne qui, aux avantages du commerce et de l'industrie, préférera un or inutile. Ce pays a donc été victime de ses propres fautes et des idées qu'il a représentées.

Peuplée par les Ibères, colonisée par les Carthaginois, puis conquise pied à pied par les Romains après une lutte aussi longue que sanglante, l'Espagne se développait sous la double influence de la civilisation antique et de la religion chrétienne, quand survint l'invasion du IVe siècle. Les Vandales ne firent que traverser le pays. Les Goths s'y fixèrent, et ces barbares, à moitié Romains, conservèrent les mœurs et les institutions nationales. Les lois des Wisigoths avaient gardé quelque chose de l'esprit de la loi romaine; les assemblées, où dominait le clergé, imposaient de sages limites à l'autorité royale; mais l'anarchie affaiblit bientôt le nouveau royaume, et la trahison acheva ce que l'anarchie avait commencée.

Appelés par le comte Julien, les Arabes refoulèrent les Goths dans les Pyrénées, et maîtres de tout le pays, ils y firent fleurir pendant quelques siècles une civilisation brillante, mais plus éclatante que solide. Malgré leurs succès, les Arabes ne devaient pas garder l'Espagne. Rejetés en deçà des Pyrénées par la valeur de Charles Martel, ils eurent bientôt à lutter contre les Goths sortis de leurs retraites; déjà séparés des Arabes d'Afrique, ils se divisèrent eux-mêmes en une foule de souverainetés indépendantes. Il y eut, dès le XIe siècle, les royaumes de Cordoue, de Tolède, de Séville, de Jaen, de Grenade, de Valence et de Sarra-

gosse. En 1212, la bataille de las Navas de Tolosa décida que l'Espagne ne resterait pas aux Arabes. Si les Espagnols, divisés eux-mêmes en plusieurs royaumes, ne purent pas alors consommer leur victoire, la réunion de la Castille et de l'Aragon sous Ferdinand le Catholique et Isabelle entraîna la prise de Grenade et la chute des Mores.

Une situation nouvelle commençait pour l'Espagne. C'était le moment où, dans toute l'Europe, la royauté moderne s'établissait sur les ruines de la féodalité. Ferdinand poursuivit le même but. Il absorba les ordres de chevalerie dont il se déclara le chef, s'attribua la nomination des archevêchés, des évêchés et de toutes les dignités ecclésiastiques; pour dominer le clergé, il établit le redoutable tribunal de l'Inquisition, alors dépendant du roi; il organisa la Sainte-Hermandad, et n'épargna rien pour agrandir les droits de la couronne. L'Espagne suivait le mouvement de toutes les autres nations, et pouvait arriver à la prospérité ainsi qu'à la grandeur. Son ambition la perdit. Elle se jeta dans les expéditions lointaines : les Aragonais se répandirent en Italie; les Castillans allèrent chercher fortune en Amérique, et bientôt, Charles-Quint ruina l'Espagne en la flattant par l'espoir de la monarchie universelle. Uniquement préoccupé des intérêts allemands de la dynastie autrichienne, le petit-fils de Maximilien commença l'épuisement de l'Espagne en la condamnant à des guerres continuelles; en même temps qu'il répandait son sang le plus pur, il lui enlevait toute énergie par la suppression de ses libertés. Dans la réunion de l'Aragon et de la Castille, ces deux provinces animées d'un esprit si différend, l'indépendance des Aragonais qui imposaient aux rois leurs volontés et ne leur promettaient

qu'une obéissance conditionnelle, ne put pas triompher des habitudes déjà serviles des Castillans habitués à se prosterner devant la volonté du souverain; les anciennes franchises furent oubliées, et l'orgueil de la noblesse s'humilia devant les jalouses prescriptions d'une étiquette hautaine. Tandis que les Cortès n'étaient plus qu'une vaine décoration, les seigneurs les plus puissants se voyaient sacrifiés à des favoris obscurs, dont le premier mérite était l'obéissance; les villes perdirent leurs priviléges. Enfin, Charles-Quint combattit dans le protestantisme l'essor de l'esprit nouveau, et soutint contre la liberté une lutte où il succomba.

Malheureusement, sa défaite ne profita qu'à l'Allemagne. En Espagne, Philippe II poursuivit les mêmes chimères que son père avec la cruauté d'un sombre génie qui croit accomplir un devoir. Enfermé dans l'Escurial, d'où il gouverna par écrit, étranger à la guerre et absorbé par la politique, ce prince n'en garda pas moins l'amour effréné de la tyrannie et le goût des expéditions lointaines. Il fit peser sur ses sujets un despotisme sans bornes, enleva ses droits à l'Aragon, comme Charles-Quint les avait enlevés à la Castille, déploya contre l'hérésie les rigueurs de l'inquisition et noya les Flandres dans des flots de sang; en même temps, il s'empara du Portugal, il essaya deux fois de conquérir l'Angleterre par son mariage avec la reine Marie, puis par l'expédition de l'*Armada*, et de soumettre la France par son intervention dans les troubles de la Ligue; le résultat de tant d'efforts fut la perte des Pays-Bas, la diminution des ressources matérielles de l'Espagne, l'anéantissement de ses forces morales. Avant de mourir, Philippe sentait son pays condamné à une décadence inévi-

table; il n'avait aucune confiance dans son successeur. « Dieu qui m'a fait, disait-il, la grâce de me donner tant d'Etats, ne m'a pas fait celle de me donner un héritier capable de les gouverner. » Il ne se trompait pas. Philippe III ne fit pas la guerre, mais par l'expulsion des Mores, il anéantit l'agriculture. Les suites de ce triste règne apparurent plus clairement quand son successeur Philippe IV voulut de nouveau entreprendre des conquêtes. L'ambition et l'activité du duc d'Olivarès montrèrent ce que l'Espagne était devenue : elle perdit ses armées et ses provinces, Naples et le Portugal. Sous Charles II, il n'y a plus ni marine, ni armée, ni argent. Le commerce et l'agriculture sont anéantis ; tous les trésors des colonies sont absorbés par des marchands étrangers qui habillent, nourissent et ruinent l'Espagne. La capitale elle-même, Madrid, voit sa population réduite de moitié; Séville qui possédait seize mille métiers n'en a plus que huit cents ; à Tolède, les manufactures de laine sont tombées de trois cents à quarante-trois. Cette industrie a été transportée à Tunis. En 1635, la fabrication des gants, qui enrichissait l'Espagne, a complétement cessé. Ségovie, Burgos sont ruinées. Dès 1640, dans le Midi, on ne paie plus la taxe ; les fermiers refusent d'approvisionner Madrid ; en 1644, le président de Castille se rend auprès des paysans avec des soldats et le bourreau pour les obliger à porter leurs denrées au marché ; l'argent manque même pour payer le service du roi ; ses domestiques ne reçoivent plus de gages, et volent pour se nourrir.

Cette décadence universelle, cette décrépitude qui atteint à la fois le royaume et la dynastie, est éloquemment exprimée par M. Mignet. « La mort, dit l'éminent historien, avait pénétré partout, dans la nation

par la ruine de ses libertés, dans le gouvernement par la destruction de sa marine, de ses armées et de ses finances, dans la propriété par la cessation du travail, les substitutions et la main-morte, dans la population par l'inaction et la pauvreté. Elle atteignit aussi la dynastie par l'impuissance. Ce qui finit les nations perd les rois ; les princes qui éteignent un pays travaillent donc à l'épuisement de leur race. Jamais la décadence d'une famille n'a été plus marquée qu'en Espagne. A mesure que l'action diminue pour la royauté, les facultés royales s'amoindrissent. Charles-Quint avait été général et roi ; Philippe II n'avait été que roi ; Philippe III et Philippe IV n'avaient pas même été rois ; Charles II ne fut pas même un homme. »

Ce triste prince, incapable même d'avoir une postérité, le corps voûté, chauve et vieux à trente ans, ayant toujours besoin de se faire exorciser, et n'osant entrer dans sa chambre sans un prêtre et deux moines, représentait bien cette monarchie que l'Europe s'apprêtait à partager. Il eut cependant un moment de bon sens, et voulut sauver son royaume de sa ruine en le léguant à un petit-fils de Louis XIV. Il serait injuste de méconnaître ce que la nouvelle dynastie fit d'efforts pour relever la prospérité de l'Espagne. Rapprochée de la France par une alliance naturelle, que devaient fortifier encore des relations de famille, l'Espagne retrouvait sa place parmi les puissances européennes. En renonçant, par le traité d'Utrecht, à des possessions plus dangereuses que brillantes, et bornant tous ses soins aux intérêts de la Péninsule et de ses colonies, elle se créait des ressources nouvelles et se débarrassait de préoccupations ruineuses. Soutenue par de sages réformes à l'intérieur, cette politique ne fut pas sans succès. Si l'ambition turbulente

d'Alberoni eût le tort d'engager un moment son pays dans une lutte où se trouvaient réunies contre lui la France et l'Angleterre, la déception qui suivit ces plans gigantesques et mal conçus ramena bientôt Philippe V à une politique plus sage. Ce prince rétablit la discipline dans l'armée, créa une nouvelle marine, réforma les tribunaux, favorisa les lettres, et à l'aide des conseils de Riperda, essaya de ranimer le commerce et l'industrie.

Ses successeurs suivirent la même voie; l'alliance avec la France fut maintenue. La conquête de Naples et de la Sicile, séparées du royaume d'Espagne, mais gouvernées par un prince de la maison de Bourbon, enfin le pacte de famille qui réunissait dans une pensée commune tout le midi de l'Europe sous l'autorité d'une même dynastie, tous ces avantages permirent à l'Espagne de figurer avec honneur dans les guerres du XVIIIe siècle, et si, à la paix de 1783, elle fut obligée de laisser Gibraltar aux Anglais, elle recouvra du moins Minorque et la Floride.

Les réformes intérieures furent également poursuivies avec plus de constance qu'on aurait pu l'espérer. Ferdinand VI s'occupa de percer des routes, de creuser des canaux, de favoriser le commerce en développant la marine. Charles III établit aux pieds de la Sierra-Morena des colonies qui, sous l'habile direction d'Olavidès, prospérèrent rapidement; la route tracée par l'ingénieur français Le Maure, le canal d'Aragon, attestent les soins donnés à l'agriculture et au commerce. Des ministres animés de l'esprit philosophique du XVIIIe siècle, Campomanes, D'Aranda, Florida-Blanca essayèrent aussi d'aracher la nation a sa torpeur intellectuelle, de limiter la puissance du clergé et de combattre l'ignorance; malheureusement, l'Espagne ainsi

agitée ressemblait à un cadavre galvanisé, qu'une violente secousse peut mettre en mouvement, qu'aucun remède ne rappelle à la vie.

Cette impuissance s'explique facilement. Tout manquait alors à l'Espagne, les hommes et les institutions. L'absence d'hommes capables se trahit au début du XVIIIe siècle, quand le gouvernement essaie d'ouvrir à la nation des voies nouvelles et de stimuler son activité. Pendant la guerre de la succession d'Espagne, les armées sont commandées par des étrangers : Berwick, Tessé, Vendôme; Orry administre les finances. Après le second mariage de Philippe V, quand l'influence française a disparu, la politique est dirigée par un italien, Alberoni, qui abandonne toutes les traditions espagnoles et fait un traité d'alliance avec les Musulmans ; l'administration est aux mains d'un Hollandais, Riperda, et d'un Allemand, Kœnigleg. Grimaldi, qui succède à Riperda, est un élève d'Orry. D'Aranda a longtemps vécu hors de l'Espagne, ainsi que Charles III lui-même, préparé par son éducation et ses voyages à subir l'influence des idées françaises. Sous le règne de ce prince, c'est encore aux étrangers qu'il faut avoir recours. L'infanterie est commandée par un Irlandais, O'Reilly, l'école navale par un Français, l'artillerie par un Français et un Italien. L'industrie échappe également aux Espagnols : les mines de cobalt sont exploitées par des Allemands; les mines d'Aragon, celles d'Almaden par des Anglais, sous la direction d'un naturaliste irlandais, Bowle. La Banque est organisée par un Français, Cabarrus; enfin, l'Espagne n'a même plus d'ouvriers. En 1752, pour relever la marine, il faut aller chercher en Angleterre des charpentiers et des cordiers. Riperda, Wall empruntent aux mêmes pays des ouvriers pour les manufac-

tures de laines; enfin, on se décide à fonder des villages entiers, où l'on appelle des Allemands; il faut des colonies pour repeupler l'intérieur de l'Espagne.

Un pareil système entraîne les plus graves inconvénients; il n'accuse pas seulement la stérilité de l'Espagne; il compromet l'avenir en même temps qu'il condamne le passé. Ces étrangers qui gouvernent l'Espagne la connaissent mal, et lui imposent des réformes auxquelles elle n'est pas suffisamment préparée. Leur œuvre essentiellement éphémère ne se soutient que par leur activité personnelle; qu'ils disparaissent, les progrès qu'ils ont accomplis sont perdus et ne survivent pas à leurs disgrâces. Ainsi voyons-nous, dès les premiers jours du règne de Charles IV, s'évanouir une grandeur plus apparente que réelle. Les hommes qui avaient apporté à l'Espagne le secours de leurs lumières sont tous frappés : Cabarrus est emprisonné, d'Aranda et Florida-Blanca destitués, Olavidès atteint par l'inquisition; les résultats de leurs travaux sont anéantis, et l'Espagne paraît condamnée à ne jamais réparer ses blessures.

C'est que les princes de la maison de Bourbon, et Charles III lui-même, qui a pourtant réalisé en Espagne de si utiles réformes, avaient vu le mal sans en connaître le véritable remède. « Si l'on examine de près le gouvernement de cette monarchie, écrivait le comte de Rébenac à Louis XIV, on trouvera que le désordre y est excessif, mais que dans l'état où sont les choses, on ne peut y apporter de changements sans s'exposer à des inconvénients plus à craindre que le mal même; *il faudrait une révolution entière* avant d'établir un ordre parfait dans cet Etat. Cette révolution ne peut se trouver *qu'en changeant la forme du gouvernement.* » Or, ce changement, la dynastie des Bourbons ne sut

pas plus l'opérer que la maison d'Autriche. C'est aux institutions seules qu'il appartient de renouveler les peuples et de les arracher à la décadence. Sans elles, les meilleures princes, les plus grands génies se consument en efforts stériles. Les réformateurs qui, au XVIII^e siècle, essaient de ranimer la société espagnole, ne peuvent qu'en agiter la surface ; ils n'atteignent pas la masse du peuple qui garde tous ses préjugés. Les plus hardis, comme Campomanès et d'Aranda, essaient de civiliser la nation malgré elle, selon la méthode de Pierre-le-Grand ; ils veulent introduire la philosophie en Espagne par la force, à peu près comme le réformateur de la Russie conduisait ses sujettes au bal à coups de canne ; on n'obtient rien par de pareils moyens. Les classes éclairées adoptaient les idées françaises, mais elles ne faisaient que creuser une séparation profonde entre elles et le peuple qui restait obstinément attaché à ses vieilles coutumes. Sous Charles III, il y eut une émeute à Madrid, parce que le roi voulut abolir les anciens chapeaux connus sous le nom de *sombreros*. Partout se retrouve le même contraste. D'Aranda expulse les jésuites, mais la superstition reste. Le clergé compte encore cinquante mille membres, et l'inquisition est assez puissante pour frapper Olavidès et le punir des réformes qu'il a pu accomplir.

L'Espagne ne se relève pas au XVIII^e siècle, parce qu'elle reste soumise au régime du bon plaisir et à tous les caprices d'un gouvernement absolu. Elle restera dans le même état d'abaissement au XIX^e siècle, parce que les bienfaits d'un gouvernement libre lui étant toujours refusés par des souverains incapables et corrompus, elle passera successivement de la plus cruelle tyrannie aux excès de la révolution, et qu'elle

méritera, elle aussi, cette cruelle accusation portée par Tacite contre le peuple romain, aux jours de la décadence, de ne pouvoir supporter ni la servitude, ni la liberté. Mais pourquoi un pays où les hommes ont montré tant de fierté et d'indépendance n'a-t-il pas eu, dans les temps modernes, des institutions dignes de lui et capables d'assurer sa liberté; c'est le curieux problème qu'il nous reste à examiner.

L'Espagne s'est formée et développée sous l'action de deux principes auxquels elle est toujours restée fidèle : la royauté et la religion. Ses rois ont été pour elle l'objet d'un véritable culte, et cette nation d'ailleurs si fière n'a jamais su ni voulu mettre de bornes à l'obéissance et à la soumission devant la majesté du trône. Au moyen-âge, c'est le dévouement sans limites que la féodalité impose au vassal pour son suzerain. Persécuté par son roi, le Cid n'en va pas moins combattre pour lui, et lui envoie les prémices de ses victoires. Dans les temps modernes, la royauté revêt tout l'aspect solennel et religieux des monarchies orientales. Relégué dans les profondeurs mystérieuses de l'Escurial, Philippe II n'apparaît plus à la nation prosternée que dans la majesté solitaire d'une divinité. Nul souverain n'a été plus cruel et plus fatal; nul n'a été l'objet d'un culte plus respectueux et plus passionné. Il était obéi, aimé, adoré; et le fétichisme monarchique (quel autre nom donner à de pareils sentiments?) avait poussé de telles racines, que ses indignes successeurs en ont également profité. A partir du XVI[e] siècle, le roi d'Espagne est un Dieu; tout ce qui sert à son usage est consacré. La veuve du roi se retire au couvent, sa maîtresse est soumise à la même obligation (1); nul ne peut monter le cheval dont il s'est servi; ainsi s'expliquent les rigueurs de

l'étiquette imposée à tout ce qui approche le roi ; ce sont les exigences même d'un culte qui ne souffre pas de profanation. Il est facile de comprendre à quels périls était exposé un peuple animé de tels sentiments, quand ses destinées étaient dans les mains de rois mauvais ou incapables ; à partir de Philippe III, il est condamné à une inévitable décadence, et, comme il ne veut pas mettre de bornes à l'autorité royale, il persiste à attendre son salut d'idoles impuissantes, et leur continue un amour dont elles ne sont pas dignes.

Si le culte de l'Espagne pour la royauté l'a toujours empêchée d'adopter les institutions libérales, elle n'en a pas été moins détournée par son attachement à la religion catholique, telle qu'elle l'a longtemps comprise et pratiquée. L'Eglise a toujours eu en Espagne une grande autorité, non seulement par l'ascendant qu'elle prenait sur les âmes, mais comme corps politique. Déjà au temps des Goths, les conciles des évêques étaient les véritables conseils de la nation ; ils avaient l'autorité législative, et les rois se proternaient devant eux. La longue guerre soutenue par les Espagnols contre les Musulmans, véritable croisade où l'on combattait pour la religion autant que pour la patrie, augmenta encore cette autorité de l'Eglise, qui finit par s'imposer aux souverains eux-mêmes, dicta leur politique, leur désigna leurs alliés et leurs ennemis. C'est pour l'Eglise que Ferdinand et Isabelle s'emparent de Grenade ; c'est pour elle qu'ils envoient Christophe Colomb à la découverte du Nouveau-Monde ; c'est surtout pour elle qu'ils appauvrissent l'Espagne par l'expulsion des juifs. Sur les trois grandes guerres qu'entreprit Charles-Quint, deux, la guerre contre les Turcs et la guerre contre les protestants, sont des guerres religieuses. Sous son règne, les

hérétiques sont brûlés s'ils persistent dans leurs erreurs, décapités s'ils se convertissent; en mourant, il déclare qu'il a toujours préféré sa foi à son pays, et que son unique but a été de défendre la religion. La politique de Philippe II est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'insister. Mais à la mort de ce prince, sous des successeurs incapables, l'Eglise profita de l'affaiblissement de la royauté, et finit par absorber toutes les forces du pays. Au xvii^e siècle, rien ne lui échappe. Elle gouverne l'Etat par les cardinaux, domine les âmes par l'inquisition, et attire à elle tous les hommes supérieurs : Lope de Vega est au service de l'inquisition; Calderon, prêtre; Cervantes lui-même meurt sous un habit de franciscain. Malheureusement, l'intolérance de l'Eglise grandit avec son pouvoir; l'esprit moderne lui est suspect, et partout elle ne voit que des ennemis à frapper. En 1622, l'archevêque de Valence demande l'expulsion des Mores; il est appuyé par l'archevêque de Tolède ; et le cardinal de Lerna, pour les satisfaire, ruine l'industrie de l'Espagne. En 1626, on compte neuf mille monastères, et Davila prétend que les dominicains et les franciscains sont plus de trente-deux mille. Sous Philippe III, cent prêtres sont attachés à la cathédrale de Séville; le diocèse possède quatorze mille chapelains.

De temps en temps s'élèvent des protestations isolées, comme celle des Cortès qui demandent, en 1626, une limite aux agrandissements des domaines ecclésiastiques ; ces tentatives ne font que prouver plus clairement la force d'une Eglise appuyée sur les pouvoirs de l'Etat et soutenue par l'assentiment de l'opinion publique. En Espagne, l'Eglise résiste même aux attaques du xviii^e siècle ; elle brave les prétentions fiscales d'Orry et d'Alberoni, aussi bien que les réformes

philosophiques d'Aranda. L'ordre des jésuites est aboli en 1764; le 1er janvier 1765, Charles III voit se presser autour de lui une foule nombreuse, ardente, qui redemande les jésuites, réclame le bonheur de voir ces saints hommes; sous son règne, les revenus de l'Eglise doublent, et, en 1778, l'année même où meurent Voltaire et Rousseau, l'inquisition fait brûler un hérétique; les nobles se font les aides du bourreau.

Dans notre siècle même, l'Eglise, associée à l'héroïque résistance de l'Espagne pendant la guerre de l'Indépendance, a su reconquérir une nouvelle popularité, et maintenir tous ses priviléges. Elle ne s'est vraiment compromise qu'en embrassant la cause de don Carlos. Mais ni Mendizabal, ni Espartero, ni Madoz n'ont pu briser sa puissance. L'Eglise n'a pas seulement sauvé ses biens, elle a dicté le concordat de 1851 qui lui reconnaît le droit d'acquérir et de posséder; elle a répondu à la loi de désamortissement par la menace d'une insurrection; et dans un pays sans cesse agité par des révolutions nouvelles, il ne s'est pas trouvé, avant la Constituante de 1868, une assemblée qui ait osé enlever à la religion catholique le titre de religion d'Etat, et accorder la liberté de conscience.

L'Espagne est enfin affranchie du joug qui pesait sur elle; comme la France, elle s'est courageusement confiée à la révolution; puisse-t-elle trouver, dans la liberté, la récompense de ses efforts et le prix de ses longs sacrifices.

# HISTOIRE DE L'ESPAGNE

## depuis la mort de Charles III jusqu'à nos jours.

---

# LIVRE PREMIER

## CHARLES IV

—

### CHAPITRE I

#### AVÉNEMENT DE CHARLES IV

Charles III mourut le 14 décembre 1788, laissant le trône à son fils Charles IV, alors âgé de quarante ans. Ce prince arrivait au pouvoir dans des circonstances difficiles et sans la force nécessaire pour les surmonter. Il ne manquait ni de bonté ni d'instruction, mais ses qualités étaient obscurcies par un mélange de violence et de faiblesse qui faisait tout craindre. Charles IV, qui devait étonner l'Europe par le spectacle de ses lâches et aveugles complaisances, s'était d'abord montré fougueux et emporté. Irrité contre le marquis de Squilace, que son père refusait de renvoyer, il s'était jeté sur lui l'épée à la main. Deux autres ministres, Grimaldi et d'Aranda, avaient eu à souffrir de sa brutalité. Plein d'ardeur pour les exercices du corps, il ne se contentait pas, dans sa jeunesse, de la chasse et de l'escrime qu'il aimait avec passion ; il ne

rougissait pas même de lutter à coups de poing avec les matelots et les palefreniers; plus tard, condamné au repos par une maladie de poitrine, il languissait dans une incurable faiblesse et n'attendait qu'un maître. Tour à tour sous le joug de la reine, d'Aranda, de Florida-Blanca et de Godoy, jusqu'au jour où il vint se jeter aux pieds de Napoléon, il ne fit guère que changer de domination, et ne garda jamais la dignité d'un homme, d'un père et d'un roi.

Cette faiblesse se trahit dès les premiers jours de son règne. Il commença par garder les principaux ministres de son père : Campomanès et Florida-Blanca, réformateurs intrépides, mais ennemis de toutes les idées libérales, partisans du progrès, mais attachés aux principes de la monarchie absolue, et qui unirent leurs efforts pour affermir l'autorité du nouveau roi. Par ses intrigues, ses menaces et ses promesses, Florida-Blanca obtint que les Cortès, présidées par Campomanès, au lieu de réclamer contre des abus invétérés, se réduisissent au rôle d'une assemblée muette et condamnée à une servile obéissance. Charles IV fut proclamé roi sans condition. Mais un des premiers soins du nouveau souverain fut d'admettre la reine au conseil, et de lui laisser prendre sur les affaires de l'Etat une influence fatale.

L'amour du roi pour sa fille le décida en même temps à une résolution bien autrement hardie, et qui devait avoir les plus graves conséquences, puisqu'il ne s'agissait de rien moins que de changer la loi qui réglait la sucession au trône. Le petit-fils de Louis XIV, Philippe V, avait introduit en Espagne la loi salique. Un décret de 1713, ratifié par les Cortès, mit en vigueur le principe adopté depuis longtemps en France, et qui excluait les femmes du trône (1). Charles IV avait

perdu plusieurs enfants ; il ne lui restait plus que deux fils : Ferdinand, prince des Asturies, alors âgé de quatre ans, et don Carlos Maria-Isidoro, né seulement depuis huit mois. Ces enfants étaient d'ailleurs d'une mauvaise santé. Pour empêcher la couronne de passer à la branche italienne de la famille, et la réserver à sa fille dona Carlotta, Charles IV demanda aux Cortès et en obtint le retour aux anciennes constitutions d'Aragon et de Castille, qui permettaient aux femmes de régner. C'est ainsi que Ferdinand le Catholique et Isabelle avaient, par la réunion de l'Aragon et de la Castille, fondé la monarchie espagnole. Mariée au fils du roi de Portugal, dona Carlotta pouvait à son tour réunir sous une seule domination l'Espagne et le Portugal.

L'acte, adopté par les Cortès, resta secret. La santé des fils du roi se raffermit ; et la nouvelle loi, longtemps oubliée, dormit dans les archives du royaume jusqu'à la fin du règne de Ferdinand VII. Ce n'est donc pas de ce côté que pouvaient alors venir les difficultés. Elles n'en étaient pas moins très-considérables. A l'intérieur, l'Espagne présentait tous les éléments de désorganisation qui annoncent et préparent les guerres civiles. La nation était divisée entre des partis qui n'avaient aucun sentiment commun. Si dans les classes élevées quelques hommes avaient adopté les idées philosophiques répandues par la littérature française, le reste de la noblesse croupissait dans la plus grossière ignorance. L'Eglise, par le clergé séculier et les couvents, servait de refuge à plus de cinquante mille individus qui exploitaient les passions populaires pour vivre dans l'oisiveté et la débauche. Obstinément attaché à de vieilles habitudes, le peuple résistait à toutes les réformes tentées par les

souverains; atteintes d'une incurable paresse des populations entières attendaient à la porte des couvents la distribution de la soupe, et n'étaient arrachées à leur indifférence que par deux distractions également populaires : un combat de taureaux ou un auto-da-fé. Les diverses provinces n'étaient même pas unies entre elles par des liens solides. La Catalogne, la Navarre, la Biscaye conservaient des priviléges incompatibles avec l'unité du royaume, et dans leur patriotisme étroit et jaloux se montraient toujours prêtes à la guerre civile. Le commerce et l'industrie n'existaient pas; l'armée était commandée par des généraux incapables. La marine seule était ou plutôt paraissait florissante; elle comptait alors 64 navires de 60 à 120 canons, et 53 frégates; mais l'incurie de l'administration laissait les plus beaux vaisseaux dépérir dans les ports; les arsenaux étaient vides, et les matelots allaient bientôt manquer aussi bien que les officiers. Les colonies ruinées, moins encore par l'avidité du gouvernement que par les exigences de la métropole, n'attendaient qu'une occasion pour proclamer leur indépendance, et contre tous ces dangers, la royauté n'avait pour appui que quelques conseillers pris au hasard, tirés du néant par le caprice du souverain, replongés dans l'obscurité pour les motifs les plus frivoles, qui devaient tout à la fortune, rien à leur mérite.

La situation extérieure n'offrait pas moins de dangers. Jaloux de rétablir la grandeur de l'Autriche, Joseph II avait voulu s'allier à la Russie pour de nouvelles conquêtes; de son côté, le ministre prussien Herzberg, rêvant pour son pays la suprématie en Allemagne, avait conclu une alliance avec l'Angleterre et la Porte. Le nord de l'Europe allait être en feu, quand deux

nouveaux événements vinrent transporter la lutte sur un autre théâtre; ces deux faits sont la mort de l'empereur Joseph et la Révolution française. Le prudent et habile Léopold obtint du roi de Prusse, à Reichenbach, une paix qu'il dictait en paraissant la subir, et bientôt après les grandes puissances purent se coaliser contre la France. Liée par le pacte de famille, peu soucieuse d'ailleurs de se jeter dans de nouvelles aventures, l'Espagne n'entra pas d'abord dans la coalition. En 1790 même, inquiétée par l'Angleterre pour ses possessions dans la baie de Nootka-Sund, elle réclama l'appui de la France. Au premier appel de Florida-Blanca, Louis XVI fit armer une flotte de douze vaisseaux. Ces préparatifs furent à l'Assemblée constituante l'occasion du fameux débat sur le droit de paix et de guerre, où Mirabeau déploya tant de raison et tant d'éloquence. Mais Louis XVI fut obligé de se contenter d'une vaine démonstration, et Florida-Blanca céda aux exigences de l'Angleterre. « Seule, dit-il avec tristesse, l'Espagne ne pouvait soutenir la lutte. »

Soit par sentiment de sa faiblesse, soit par attachement à la paix, Charles IV resta étranger aux conférences de Mantoue et au Congrès de Pilnitz. Florida-Blanca ne trahit sa haine pour la Révolution que par deux mesures qui tournèrent contre lui. Après le voyage de Varennes, il voulut exiger de tous les étrangers qui séjournaient en Espagne un serment de fidélité à la religion catholique et à Charles IV. Tous les ambassadeurs protestèrent contre cette mesure qui ne fut pas appliquée. Un peu plus tard, Louis XVI ayant communiqué au roi d'Espagne son adhésion à la Constitution de 91, le cabinet espagnol répondit « qu'il attendait les preuves positives de l'entière liberté

du roi de France, et que, jusque-là, il s'abstiendrait de répondre à toute dépêche venant sous le nom du Roi des Français. » Sur les représentations énergiques de notre ambassadeur, Florida-Blanca fut destitué, et remplacé par d'Aranda qui passait pour favorable à la Révolution. Les relations entre les deux pays ne furent même pas rompues après la journée du 10 août, mais les dangers croissants de Louis XVI et les actes de l'Assemblée législative rendaient tous les jours plus difficile la situation de d'Aranda. Il perdit le pouvoir, et eut pour successeur un jeune homme, Manuel Godoy, devenu célèbre sous le nom de *Prince de la Paix*. Nous aurons à revenir sur ce singulier personnage qui, simple garde du corps en 1784, était six ans plus tard adjudant général, duc de la Alcudia, ministre des affaires étrangères, et devait pousser encore plus loin une fortune aussi extraordinaire. Contentons-nous pour le moment de signaler un des malheurs des monarchies absolues qui, toujours en quête de favoris, confient les destinées d'un grand pays, dans une crise des plus redoutables, à un jeune homme de vingt-cinq ans.

Godoy pourtant resta d'abord fidèle à la politique de d'Aranda, et n'intervint auprès du gouvernement français que par une démarche imprudente peut-être, mais honorable, pour sauver les jours de Louis XVI. Le 28 décembre 1792, M. Occariz, chargé d'affaires d'Espagne, communiquait à la Convention deux notes du duc de la Alcudia, promettant la neutralité de l'Espagne si les jours de Louis XVI étaient épargnés. La Convention répondit par la condamnation du roi et une déclaration de guerre. C'est par un décret du 7 mars 1793 que cette résolution fut notifiée, mais déjà l'embargo avait été mis sur tous les

vaisseaux espagnols qui se trouvaient dans les ports français. Charles IV répondit par un manifeste à la date du 21, et se sentit soutenu par l'enthousiasme de ses sujets. Blessés dans leur amour-propre national et dans leur affection pour la royauté, les Espagnols montrèrent une ardeur extraordinaire. Partout ils faisaient éclater leur fureur contre les Français, et, ce qui vaut mieux, en quelques jours ils s'imposèrent une contribution volontaire de soixante-treize millions. La guerre fut menée avec vigueur ; au mois de juillet, deux armées espagnoles pénétrèrent sur le territoire français : le général Caro franchit la Bidassoa, et le général Ricardos entra dans le Roussillon.

Obligée en ce moment de lutter contre toute l'Europe, la France fut d'abord mal défendue du côté des Pyrénées. Ricardos s'empara de Bellegarde, battit Dagobert à Trouillas, et le successeur de Dagobert, Turreau, à Boulou ; il menaçait Perpignan, quand il fut arrêté par l'hiver. Partout ailleurs la France était victorieuse. La Convention prit des mesures énergiques pour réparer nos échecs dans les Pyrénées. L'année suivante, Dugommier attaquait les Espagnols dans le Roussillon, et Moncey se portait vers le Guipuscoa. En peu de temps, Dugommier enleva aux ennemis Saint-Elme, Port-Vendres et Collioure. Bellegarde, vigoureusement assiégée, capitula le 18 septembre. Au mois de novembre, Dugommier engagea un combat contre les troupes espagnoles sur les hauteurs des Pyrénées. Sa mort arrêta la bataille le second jour, mais le lendemain, Pérignon reprit l'offensive et remporta une victoire complète. Il en profita pour attaquer Figuièce qui, malgré une nombreuse garnison et une puissante artillerie, se livra sans combat. Pérignon, encouragé par ce succès, entra dans l'Ampurdan, et vint assiéger

Rosas. Mais cette fois, la garnison résista héroïquement, et, au moment de la capitulation, elle s'échappa par mer. Moncey, de son côté, avait envahi le Guipuscoa, et était entré dans Saint-Sébastien, qui lui fut livré par trahison.

Cependant, les événements du 9 thermidor et nos victoires avaient changé pour nous les dispositions de l'Europe. Quelques puissances demandèrent la paix, et l'obtinrent. L'Espagne fut de ce nombre. Le gouvernement français lui fit même des conditions honorables; il lui rendit toutes les conquêtes faites sur son territoire; en échange, Charles IV nous cédait la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue. Godoy, qui avait signé le traité de Bâle (22 juillet 1795), reçut le titre de Prince de la Paix.

Pendant le XVIII^e siècle, l'Espagne avait été liée à la France au moins autant par conformité d'intérêts que par le pacte de famille. Elle n'avait pas eu à se louer des alliés auxquels elle venait de se joindre pour nous combattre. L'Angleterre n'avait pas respecté son pavillon; elle avait inondé ses côtes de produits de contrebande, enfin elle avait refusé de la secourir en 1795. L'Espagne se retourna naturellement du côté de la France. Le 18 août 1796 fut signé, à Saint-Ildefonse, un traité d'alliance offensive et défensive, par lequel chacune des deux puissances s'engageait à fournir à l'autre, dès qu'elle en serait requise : 15 vaisseaux de ligne, dont 3 à trois ponts, 12 de 70 à 72 canons, 6 frégates, 4 corvettes, plus 18,000 hommes d'infanterie, 6,000 de cavalerie, avec un train d'artillerie proportionné. « Si les secours ci-dessus mentionnés étaient ou devenaient insuffisants, disait l'article 11, les deux puissances contractantes mettront en mouvement le plus de troupes qu'il leur sera possible, soit

de terre, soit de mer, contre l'ennemi de la puissance attaquée, laquelle en usera en les faisant agir avec les siennes ou séparément, mais toujours d'après un plan général et concerté d'avance. » L'article 18 stipulait que, pour le moment, l'Espagne s'alliait avec la France seulement contre l'Angleterre ; elle gardait la neutralité à l'égard des autres puissances, alors en guerre avec la République.

Le principal inspirateur de ce traité était Godoy, arrivé à cette époque au comble de la faveur. Charles IV avait voulu qu'il fut allié à la famille royale, et lui avait fait épouser la comtesse de Chinchon, fille de l'infant don Luis. Godoy avait conseillé l'alliance française pour deux raisons : le faible monarque Charles IV craignait l'introduction en Espagne des principes républicains, et déjà, en 1794, il avait songé à s'embarquer pour les Indes, afin d'échapper à ce danger ; il fallait donc désarmer la République et l'avoir pour amie, afin de l'arrêter de l'autre côté des Pyrénées. Godoy voulait aussi accomplir en Espagne des réformes sérieuses ; il ne pouvait compter ni sur la noblesse qui le détestait, ni sur le clergé dont il attaquait les priviléges ; il avait espéré trouver un appui dans l'alliance française. Il profita en effet de ce moment pour se mettre sérieusement à l'œuvre ; sur ses conseils, le gouvernement s'empara d'une partie des biens du clergé, c'est-à-dire fit saisir les biens consacrés à *des œuvres pies*, mais avec l'autorisation du pape ; il fut d'ailleurs décidé que l'intérêt des biens ou des capitaux qui revenaient à l'Etat serait payé sur le pied de trois pour cent, et la ferme des tabacs fut affectée à la garantie de cette dette. C'était un moyen de relever à la fois le crédit et l'agriculture. Godoy eut soin en même temps de s'entourer d'hommes

1.

recommandables; il appela au ministère Francisco Saavedra, le poète Melendez et Jovellanos, le célèbre auteur de l'*Informe en el espediente de la ley agraria*, le plus grand économiste qu'ait eu l'Espagne.

Nous insistons sur ces détails par le désir d'être juste, et pour ne rien omettre de ce qui est favorable au Prince de la Paix. Godoy a été toujours très-sévèrement jugé, et il a sans doute mérité bien des reproches; raison de plus pour lui tenir compte du peu de bien qu'il a fait ou voulu faire, surtout si l'on songe contre quels obstacles il s'est brisé.

Cette fois, le temps lui manqua, et ce sont les difficultés de la politique étrangère qui déterminèrent sa chute. Les Anglais poursuivaient en lui l'auteur du traité de paix de Bâle; l'ambassadeur français, de son côté, demandait au ministre l'expulsion des émigrés qui avaient trouvé un asile en Espagne. Ses instances devinrent plus pressantes après le coup-d'Etat de fructidor (4 septembre 1797), car il accusait le gouvernement espagnol de s'être entendu avec le parti qui venait d'être renversé. Ainsi pressé de tous les côtés, Godoy n'était plus soutenu que par le roi qui ne pouvait consentir à l'abandonner. Il y fut bientôt contraint par l'indignation publique. Menacée par la France, qui depuis le traité de Campo-Formio n'avait plus d'ennemis sur le continent, l'Angleterre cherchait partout les flottes ennemies. Les Anglais rencontrèrent l'escadre espagnole près du cap de Saint-Vincent, la battirent, et après lui avoir pris quatre beaux navires, l'obligèrent à se réfugier dans le port de Cadix qu'ils vinrent assiéger. La ville n'eut pas beaucoup à souffrir, mais le blocus qui interdisait au commerce tout rapport avec l'Amérique troubla profondément l'Espagne. Il n'y eut qu'un cri d'indignation contre Godoy qui

fut forcé de se retirer. Le roi se décida enfin à lui écrire, le 4 mars 1798, que, *sur ses demandes réitérées*, il consentait à le décharger de ses emplois de premier secrétaire d'Etat et de major des gardes; il lui conservait pourtant tous ses appointements, ses honneurs, ses entrées à la cour, et lui promettait une reconnaissance éternelle. Godoy disparaissait de la scène, mais ne perdait pas son pouvoir. Ses relations avec la reine, origine de sa rapide fortune et source de tant d'accusations scandaleuses, lui assuraient encore la haute main sur toutes les affaires; il était toujours le maître de l'Espagne.

Son successeur, Urquijo, ne fut pas plus heureux; les Anglais continuèrent la guerre, et tandis que les flottes espagnoles étaient rigoureusement bloquées, ils s'emparèrent de la Trinité et de la plus importante des Baléares; ils avaient été jusqu'à enlever deux frégates espagnoles à l'ancre devant la rade de Barcelone; il est vrai qu'en cette circonstance, ils s'étaient rendus coupables d'une véritable trahison. S'emparant d'une galiote suédoise, *la Hoffnung*, ils avaient abordé les frégates espagnoles sous un pavillon neutre. Malgré leur perfidie, leurs succès furent pourtant mêlés de revers, et la lutte ne fut pas sans honneur pour l'Espagne. Nelson échoua dans une tentative sur les Canaries, et fut même assez grièvement blessé. L'amiral Keith qui s'était présenté devant Cadix, alors ravagée par la fièvre jaune, avait cru pouvoir profiter de cette circonstance. Prié par le gouverneur espagnol, au nom de l'humanité, de suspendre les hostilités, il n'insista que plus vivement pour qu'on lui livrât la flotte et les arsenaux. Le gouverneur Thomas de Morla écrivit alors la lettre suivante aux chefs des forces anglaises : « Messieurs les généraux de Sa Majesté britannique, en exposant à vos Excellences la

triste situation des habitants de cette ville, pour vous inspirer des sentiments d'humanité, il ne me vint point à l'esprit que vous puissiez jamais considérer cette démarche comme un acte de faiblesse. Vos Excellences renouvellent une proposition plus déshonorante pour celui qui la fait que pour celui à qui on ose l'adresser. Soyez bien persuadés, messieurs, que si vous tentez de réaliser vos menaces, vous apprendrez à écrire dorénavant avec plus d'égards à des gouverneurs espagnols. Si les leçons que vous avez déjà reçues en peu de temps à Porto-Rico, aux Canaries, au Ferrol, ne vous suffisent pas, les troupes que j'ai l'honneur de commander soit dans cette ville, soit dans la province, et tous leurs généreux habitants, sauront par de nouveaux efforts se rendre encore plus dignes de l'estime de vos Excellences. » Lord Keith se retira.

Mais ces succès partiels, si honorables qu'ils fussent, n'empêchaient pas la guerre d'être désastreuse. La flotte de Gravina restait prisonnière dans Brest, tandis que les côtes de l'Espagne étaient bloquées ; l'interruption de tous rapports avec l'Amérique ruinait à la fois le Trésor public et le commerce ; ce fut donc avec bonheur que l'Espagne accepta l'occasion de conclure la paix. Au Directoire avait succédé le général Bonaparte qui gouvernait avec le titre de premier Consul. Il voulait la paix, et la fit proposer aux différentes puissances de l'Europe. Dès que les premières négociations furent entamées avec l'Autriche et la Russie, il envoya son aide-de-camp Berthier à Madrid pour arrêter les conditions qui devaient être faites à l'Espagne dans le nouveau traité. L'envoyé de Bonaparte fut admirablement accueilli. Le roi, la reine, le Prince de la Paix manifestaient pour le général français le plus grand enthousiasme ; Urquijo, d'abord moins

bien disposé, finit par se laisser entraîner par le torrent, et se montra favorable aux desseins du premier Consul. Celui-ci demandait à l'Espagne de lui céder six de ses vaisseaux captifs dans la rade de Brest, de nous rendre la Louisiane, colonie dont elle ne faisait rien et qui nous avait si longtemps appartenu, enfin de peser sur le roi de Portugal pour l'obliger à fermer ses ports aux Anglais. Pour obtenir ces concessions, Bonaparte avait flatté un des projets les plus chers au cœur du roi et de la reine. Sœur du duc de Parme, la reine avait marié sa fille Marie-Louise au prince héréditaire de Parme, son neveu. Mettre une couronne sur la tête de l'infante qu'ils adoraient, tel était le vœu secret du roi et de la reine; Bonaparte, qui le savait, résolut d'en profiter; il offrit de constituer en Italie pour le duc de Parme une principauté de douze cent mille âmes, et le 1er octobre 1800, le traité fut signé à Saint-Ildefonse. Bonaparte y gagnait la Louisiane, et donnait à Charles IV la Toscane qu'il ne possédait pas encore. Il comptait sur une nouvelle guerre pour s'en emparer. En effet, les hostilités recommencèrent dès le mois de novembre; vaincue en Allemagne et en Italie, l'Autriche accepta enfin la paix, qui fut signée à Lunéville le 9 février 1801. La Toscane était donnée au duc de Parme sous le nom de royaume d'Etrurie.

L'Espagne était heureuse de ce traité; mais elle venait de se donner un terrible allié. Bonaparte ne prodiguait pas inutilement ses faveurs; il allait entraîner l'Espagne dans sa lutte contre l'Angleterre, épuiser sa marine, l'exposer à d'immenses désastres, en attendant le jour où il mettrait la main sur ce pays ruiné pour en faire une province de l'Empire, gouvernée par son frère et vassal; c'est cette triste histoire que nous avons à raconter.

## CHAPITRE II

### DU TRAITÉ DE LUNÉVILLE A TRAFALGAR

L'Angleterre refusant d'accepter la paix, Bonaparte résolut de la frapper en même temps à Naples et dans le Portugal ; ces deux pays, livrés au commerce anglais, n'étaient plus que deux comptoirs qu'il exploitait, et chassés de ces ports, les Anglais étaient exclus du continent. Murat reçut l'ordre de marcher sur Naples, et la cour de Naples effrayée fut heureuse de signer le traité de Florence qui lui laissait tous ses Etats à deux conditions : elle fermerait ses ports aux Anglais, donnerait à la France trois frégates équipées, et recevrait dans le port de Tarente une division de douze à quinze mille Français que le premier Consul destinait à secourir l'Egypte. En Espagne, les négociations présentaient moins de difficulté. Lucien, dès son arrivée, trouva partout le plus grand empressement. Urquijo ne pouvait plus s'opposer aux projets de la France. Tombé du ministère pour avoir essayé d'introduire quelques réformes dans le clergé, il avait été remplacé par de Cevallos, créature de Godoy, qui gouvernait sous son nom. Lucien s'adressa directement au Prince de la Paix. Celui-ci désirait se ménager l'appui de Bonaparte. Haï de la noblesse et du clergé, détesté par la nation, il avait au palais même un ennemi acharné dans le fils de Charles IV, le prince des Asturies, Ferdinand, qui souffrait d'être annulé par le tout puissant favori. Le Prince de la Paix comptait trouver dans la France une protection efficace ; Bona-

parte, peu scrupuleux quand il s'agissait de ses intérêts, promit tout ce qu'on voulût; peut-être même dès cette époque laissa-t-il germer dans l'esprit de Godoy l'espoir d'une principauté indépendante en Portugal. Quoi qu'il en soit, il fut bientôt décidé entre Godoy et Lucien que l'Espagne agirait énergiquement contre le Portugal; seulement, la France joindrait à l'armée espagnole une division de vingt-cinq mille hommes, et pour ne pas alarmer le roi et la reine, toutes les troupes seraient placées sous les ordres d'un général espagnol qui devait être le Prince de la Paix. Charles IV accepta ces conditions; il demanda seulement, et obtint du premier Consul, que si le roi de Portugal fermait ses ports aux Anglais, il ne perdrait aucune partie de son territoire.

Ces négociations rapidement conclues devaient être pour l'Espagne, et surtout pour le Prince de la Paix, la source des plus graves embarras. Ce ne fut d'abord qu'avec peine que le gouvernement espagnol put nous fournir les vaisseaux promis; il fallut l'insistance du premier Consul pour les obtenir, et l'activité de l'amiral Dumanoir pour les armer. Etroitement liée au sort de notre marine, la flotte espagnole subissait des pertes qu'elle ne réparait pas. Ainsi nous nous étions couverts de gloire au combat d'Algésiras, et quand nos vaisseaux, attaqués devant Cadix par l'amiral anglais Saumarez, qui voulait une revanche, rentraient triomphants dans le port, l'Espagne avait à déplorer la perte du *San Carlos* et du *Saint-Herménigilde*.

Les succès du Prince de la Paix en Portugal n'eurent pas des conséquences moins fâcheuses. Charles IV, nous l'avons déjà indiqué, devait répugner à dépouiller son gendre, le roi de Portugal; il craignait en outre

l'entrée des soldats français sur le territoire espagnol. Malgré l'excellente tenue de ces troupes, auxquelles Bonaparte, qui n'oubliait rien, avait fait donner l'ordre d'assister régulièrement à la messe tous les dimanches, Charles IV craignait qu'elles n'apportassent en Espagne les principes de la Révolution française. Le Prince de la Paix crut parer à ces deux inconvénients en précipitant les événements. Tandis que nos soldats marchaient par Salamanque sur le Tras-os-Montes, Godoy entre en Portugal et s'empare d'Olivenza; repoussé par les garnisons d'Elvas et de Campo-Mayor, il marche au devant de l'armée portugaise qui ne l'attend pas, et s'empare à peu près de toute la province de l'Alentejo. Les Portugais effrayés offrent de traiter; le Prince de la Paix y consent, et se hâte d'accepter les conditions du Portugal : l'Espagne gardait la province d'Olivenza, et la France touchait une indemnité de vingt millions; le traité fut signé à Badajoz, et immédiatement ratifié par le roi d'Espagne.

Cette nouvelle jeta Bonaparte dans une fureur extraordinaire; c'était le moment où il négociait la paix avec l'Angleterre. Il envoya immédiatement en Espagne des courriers extraordinaires pour s'opposer à la conclusion du traité; ils ne lui rapportèrent qu'une réponse insolente du Prince de la Paix. Dans une note du 29 juillet, ce ministre léger et présomptueux annonçait la cessation de toute hostilité avec le Portugal; il demandait la retraite des troupes françaises, ajoutant que l'envoi d'un nouveau corps d'armée serait considéré comme une déclaration de guerre; enfin, il exigeait la restitution de la flotte espagnole enfermée dans le port de Brest, et insistait pour la conclusion d'une paix générale. Au point de vue de l'Espagne, tout dans cette note n'était pas à

blâmer. La vraie faute de Godoy c'était de tenir ce langage sans avoir la force de le soutenir, et de l'avoir tenu à un homme aussi violent que le premier Consul.

Voici la note par laquelle celui-ci répondit au ministre des relations extérieures (21 messidor an IX) :

« Faites connaître, citoyen ministre, à l'ambassadeur de la République à Madrid, qu'il doit se rendre à la cour, et y déployer le caractère nécessaire dans cette circonstance. Il fera connaître : que j'ai lu le billet du Prince de la Paix ; qu'il est si ridicule qu'il ne mérite pas une réponse sérieuse ; mais que si ce prince, acheté par l'Angleterre, entraînait le roi et la reine dans des mesures contraires à l'honneur et aux intérêts de la République, la dernière heure de la monarchie espagnole aurait sonné. » Il ajoutait que les troupes françaises resteraient en Espagne jusqu'à la paix, et que le moindre mouvement des troupes espagnoles du côté des troupes françaises serait considéré comme une déclaration de guerre.

Non content de ces paroles menaçantes, Bonaparte profita de ces démêlés pour hâter, aux dépens de l'Espagne, la conclusion de la paix avec l'Angleterre. Il abandonna à cette puissance la Trinité, et se contenta pour l'Espagne de Minorque, en lui laissant la province d'Olivenza. Mais, ce qu'il y avait de plus grave, il gardait de ses premières relations avec la cour d'Espagne un souvenir fâcheux, et concevait pour le roi, la reine, son favori, et, ce qui était plus injuste, pour la nation elle-même un mépris qui devait plus tard flatter son ambition des plus dangereuses espérances. Il laissait percer ce sentiment jusque dans l'accueil qu'il faisait à Paris au jeune prince destiné à régner en Toscane. Frappé de son

incapacité, il la faisait ressortir avec un secret retour sur lui-même. « Vous voyez, dit-il tout haut, ce que sont ces princes issus d'un vieux sang, et surtout ceux qui ont été élevés dans les cours du Midi! Comment leur confier le gouvernement des peuples! Du reste, il n'est pas mal d'avoir montré à la France cet échantillon des Bourbons. On aura pu juger si ces anciennes dynasties sont au niveau des difficultés d'un siècle comme le nôtre. » Sans doute, quand il prononçait ces paroles, le premier Consul ne songeait qu'à la France, mais ces pensées n'entrent jamais impunément dans l'imagination d'un conquérant.

On voit à quelles conditions dangereuses l'Espagne avait acheté son repos; elle ne devait pas même en jouir longtemps. La paix d'Amiens ne dura guère plus d'une année. Décidé à frapper l'Angleterre d'un coup terrible, Bonaparte réunit à Boulogne une armée de débarquement, et, pour déjouer les efforts de la marine anglaise, il réclama le secours de l'Espagne.

Cette puissance était alors assez mal disposée à le seconder. Charles IV ne voulait pas faire la guerre au roi de Portugal et dépouiller son gendre. L'Empereur venait en outre de le mécontenter en manquant gravement à une des conditions du traité de 1800. A cette époque, la Louisiane nous avait été cédée, mais avec cette réserve que si nous ne pouvions la garder, elle retournerait à l'Espagne. Or, l'Empereur, pressé d'argent, venait de la vendre aux Etats-Unis; il y avait là un manque de foi évident. Mais le plus grand obstacle aux désirs de Bonaparte était dans l'épuisement de l'Espagne. Ce malheureux pays se trouvait alors sans hommes et sans argent. Une nouvelle guerre, et surtout une guerre avec l'Angleterre qui lui fermait la route de l'Amérique, devait achever de la ruiner.

Aussi le Prince de la Paix, qui s'était d'abord prononcé pour une invasion en Portugal, tint bientôt un langage beaucoup plus pacifique. L'ambassadeur français Beurnonville, frappé de ce changement, s'en plaignit aux Tuileries. « J'ai essayé, dit-il, avec une naïveté qui montre bien à quelles conditions Bonaparte entendait réduire ses alliés, j'ai essayé tous les moyens de rendre Français ce courtisan faux, astucieux et sans talents; je l'ai pris par l'amitié et par la fermeté, par les caresses et par les menaces, c'est une âme incapable du moindre élan de gloire. Tant qu'il restera au timon des affaires, la France ne retirera aucun avantage de cette alliance. » Beurnonville ne ménageait pas Godoy dans ses entrevues ; il alla même jusqu'à lui dire que « le premier Consul saurait bien se débarrasser d'un gouvernement infidèle, ingrat et inutile. »

Bonaparte ne tarda pas à intervenir lui-même ; le 19 septembre, il adressa au roi une lettre impérieuse dans laquelle, en attaquant Godoy, il ne respectait dans Charles IV ni la dignité du souverain, ni celle de l'époux. « L'Europe, lui disait-il, est indignée de l'espèce de détrônement dans lequel le Prince de la Paix se plaît à vous représenter à tous les gouvernements; lui seul gouverne la marine; il gouverne la politique, il gouverne l'extérieur, il gouverne la cour; il a des gardes, il a un nom royal, il est le véritable roi d'Espagne. » Après avoir déclaré qu'il serait forcé de faire la guerre à Godoy, tout en ayant la douleur de la faire en même temps à Charles IV, il annonçait l'entrée en Espagne d'une armée française, et déclarait que toute opposition à la marche de ses troupes aurait pour résultat la guerre entre les deux Etats. Il finissait en conjurant le roi de remonter sur le trône et de chasser le Prince de la Paix. « Que Votre Majesté

éloigne d'elle un homme qui s'est par degrés emparé de tout le pouvoir, et qui a conservé dans son rang les passions basses de son caractère, et ne s'est jamais élevé à aucun sentiment qui pût l'attacher à la gloire de son maître, et n'a été gouverné que par la soif de l'or. »

En vérité, un pareil langage était-il bien propre à rassurer le malheureux Charles IV, et son ministre devait-il lui paraître bien coupable de ne pas avoir une soumission absolue pour un pareil allié? Nous-mêmes pouvons-nous l'en blâmer, et ne nous sentons-nous pas au contraire porté à estimer le Prince de la Paix pour sa résistance, surtout si nous songeons qu'au même moment il repoussait les propositions de l'ambassadeur anglais, et redoublait d'efforts pour conserver à son pays une paix dont il avait le plus grand besoin? Dans cette affaire, comme dans la plupart des querelles de Napoléon avec ses alliés ou ses adversaires, le seul tort de Charles IV et du Prince de la Paix, c'est de n'avoir pas été assez forts pour échapper à la pesante domination de Bonaparte.

Devant ces terribles menaces, en effet, il fallait déclarer la guerre ou céder; l'Espagne céda. La lettre de Bonaparte fut communiquée d'abord au Prince de la Paix qui décida le roi à signer un nouveau traité. A défaut d'hommes et de navires, l'Espagne s'engageait à payer à la France un subside de six millions par mois. En même temps, on négociait auprès de l'Angleterre pour obtenir la neutralité : le ministre anglais Addington y consentit, à condition que l'Espagne ne ferait pas d'armements maritimes, qu'elle ne permettrait pas sur son territoire la vente de prises faites sur les Anglais, enfin qu'elle empêcherait les Français d'occuper le Portugal.

Personne ne pouvait se faire illusion sur la valeur de cette neutralité. Elle dura en effet ce que dura le ministère Addington ; mais dès que Pitt arriva aux affaires, cet implacable ennemi de Bonaparte et de la France, ne put accepter un pareil accomodement, et ne pouvant entraîner l'Espagne dans la coalition, il la traita en ennemie. Contrairement à toutes les règles du droit des gens, il l'attaqua avant de lui avoir déclaré la guerre, et ordonna de poursuivre partout le pavillon espagnol, de couler les navires et d'incendier les ports. Le 5 octobre, quatre frégates espagnoles furent coulées bas devant le port de Cadix. Cet attentat, qui excita la plus vive indignation jusque dans le Parlement anglais, souleva toute l'Espagne. Le Prince de la Paix, cette fois, soutint énergiquement qu'il fallait combattre, et les préparatifs furent poussées avec assez de vigueur pour que trois mois après l'Espagne eut trois escadres composées de trente vaisseaux. Bonaparte, devenu empereur, et pressé d'accomplir son fameux projet de descente en Angleterre, s'empressa de profiter de ces dispositions. La flotte de Cadix, commandée par l'amiral Gravina, reçut l'ordre de se réunir à celle que l'amiral Villeneuve dirigeait en ce moment vers la Martinique, où il devait attendre l'amiral Gauteaume. Ramenée bientôt dans les mers d'Europe, la flotte espagnole prit part au combat livré par Villeneuve à l'amiral Calder devant le Ferrol, et y perdit deux vaisseaux. Ce n'était que le prélude d'un grand et irréparable désastre. Au mois d'octobre 1805, Villeneuve livrait la bataille de Trafalgar, où les Espagnols et leur digne chef Gravina déployèrent la plus grande valeur. Cette sanglante bataille fut également désastreuse pour tous les partis. Elle coûta à la France et à l'Espagne dix-sept vaisseaux et près de sept mil-

hommes ; l'Angleterre y perdit Nelson. L'amiral Gravina ne ramena dans le port de Cadix que onze vaisseaux : cinq français et six espagnols.

Si grand que fut pour les Français le désastre de Trafalgar, il devait être compensé et au-delà par les succès d'Ulm et d'Austerlitz. L'Espagne n'eut pas de semblables consolations. De cette crise, il ne sortit pour elle qu'un nouvel affront et le pressentiment de plus grands malheurs. Au moment où Napoléon était menacé par la coalition, le roi de Naples s'était déclaré contre lui ; non content de recevoir dans ses États une armée anglo-russe, il avait lui-même envahi la Toscane. Dès qu'il eut signé le traité de Presbourg, l'Empereur publia contre le roi de Naples une proclamation qui se terminait par ces mots : « La dynastie de Naples a cessé de régner. » En même temps, il annonçait à Charles IV qu'il allait occuper la Toscane pour la défendre contre une invasion des Anglais. Le roi d'Espagne offrit d'occuper lui-même ce pays, et d'y envoyer un corps de cinq mille hommes, ce que Napoléon accepta. Mais quelques jours plus tard, il apprit que le frère de Napoléon, Joseph, était roi de Naples. Cette nouvelle ne pouvait que l'affliger ; le roi de Naples était son proche parent ; il venait de marier son fils Ferdinand à une princesse de cette maison, tandis que sa fille épousait le prince de Naples. Il ne pouvait pousser la condescendance jusqu'à reconnaître pour roi celui qui venait de déposséder sa famille ; peut-être aussi faisait-il un retour sur lui-même, et voyait-il dans la chute du roi de Naples le présage du sort qui lui était réservé. Ces pressentiments n'étaient que trop légitimes, et Napoléon lui-même les autorisait par ces paroles hautaines : « Il refuse de reconnaître le nouveau roi de Naples, son successeur le

reconnaîtra. » Napoléon ne menaçait pas en vain, et dès ce moment sans doute, il avait résolu de s'emparer de l'Espagne. Il n'attendait plus qu'un prétexte; il ne l'attendit pas longtemps.

## CHAPITRE III

### ABDICATION DE CHARLES IV

Dans la première salle du Musée de Madrid se trouvent différents portraits de Charles IV, de sa femme et de ses enfants. C'est l'œuvre de Goya, ce grand artiste qui n'a jamais reculé devant l'expression de la vérité, et s'est plu à la reproduire dans toute sa vulgarité et sa laideur. Rien de plus frappant que ces portraits, et jamais la peinture n'a mieux interprété l'histoire. Le front fuyant de Charles IV, ses yeux éteints, sa bouche entr'ouverte trahissent bien la bonté imbécile du vieux monarque ; la reine, au front étroit, aux lèvres minces et serrées, nous apparaît telle qu'elle a été réellement : hautaine, voluptueuse et obstinée. Quant à Ferdinand VII, il suffit de contempler un moment ce front étroit et bas, ces yeux au regard fuyant et faux, ces lèvres minces, pour deviner toutes les misères qui souilleront le règne de ce prince menteur, imbécile, lâche et cruel. Il est impossible d'avoir vu ces tableaux sans être profondément attristé et pour l'Espagne, et pour ceux qui étaient alors chargés de ses destinées.

Un des malheurs des familles royales, c'est que pour elles le secret de la vie privée n'existe pas. Ces

divisions qui, chez des particuliers, ne transpirent pas au dehors parce qu'elles n'ont pas de conséquences publiques, éclatent au grand jour quand elles ont un palais pour théâtre, parce qu'elles ont le monde pour témoin. La famille de Charles IV était troublée par les plus tristes querelles. Tout entier aux plaisirs de la chasse ou à des travaux manuels, Charles IV avait dans la reine une confiance que celle-ci ne méritait pas. Sans nous faire l'écho des bruits scandaleux qui expliquaient par une liaison coupable la haute fortune de Godoy, nous sommes obligé de reconnaître que la reine livrait à son favori toutes les affaires du royaume, et lui avait donné tout pouvoir. Le Prince de la Paix vaut mieux que sa réputation; il avait le désir d'accomplir des réformes sérieuses, et il était plus accessible qu'on ne le dit à des idées de patriotisme. Il n'a même été si cruellement attaqué par Napoléon que pour n'avoir pas voulu lui sacrifier les intérêts de l'Espagne. Mais il était léger, présomptueux, aimait les apparences du pouvoir autant que le pouvoir lui-même, et, comme tous les parvenus, se plaisait à étaler un faste insolent. Le roi, gouverné par la reine, se pliait aux volontés d'un ministre qui était le véritable roi, et l'était avec ostentation. Noblesse, clergé, peuple, tous murmuraient contre lui, et souhaitaient ardemment sa chute. Mais nul ne le désirait aussi vivement que le prince des Asturies, Ferdinand. Irrité de la solitude et de l'obscurité où le reléguait l'imprudence du ministre, Ferdinand était encore excité par l'ambition de deux personnes dont la fortune était liée à la sienne : sa femme et son précepteur. Fille du roi de Naples, la jeune princesse des Asturies avait hérité de sa mère une haine violente contre la France, et poursuivait de la même colère l'Empereur et le

Prince de la Paix. Le précepteur du jeune prince, le chanoine Iscoiquiz, secondait la princesse des Asturies. Lettré vaniteux et frivole, unissant l'ambition d'un bel esprit à celle d'un prêtre, il avait espéré arriver à tout par son élève qu'il dominait, et voulait pour lui une autorité qu'il se croyait sûr d'exercer. Ses intrigues l'avaient fait reléguer à Tolède, mais il avait obtenu en 1807 l'autorisation de rentrer à Madrid, et souhaitait plus ardemment que jamais de supplanter le Prince de la Paix.

Celui-ci, par une de ces imprudences qui lui étaient familières, venait d'attirer sur sa tête et sur l'Espagne un effroyable orage. Epouvanté du sort du roi de Naples, Charles IV éprouva un moment la tentation de se rapprocher de la Russie et de l'Angleterre; de son côté, le Prince de la Paix eut l'imprudence d'adresser au peuple espagnol une proclamation emphatique pour l'appeler aux armes contre un ennemi qu'il ne nommait pas, mais dans lequel il était impossible de ne pas reconnaître Napoléon. Toutes ces ardeurs s'éteignirent à la nouvelle de la bataille d'Iéna. Le gouvernement espagnol ne songea plus qu'à réparer son accès d'audace passager par des humiliations nouvelles, et le duc de Frias alla féliciter le vainqueur. Napoléon parut n'attacher aucune importance aux provocations du Prince de la Paix, accepta les explications qu'on voulût bien lui donner, et se contenta d'exiger un corps auxiliaire de quinze mille Espagnols qu'il envoya sur les bords de la Baltique.

Loin de menacer l'Espagne en ce moment, il ne la pressait que de s'associer à ses efforts pour combattre le Portugal, dont il lui promettait les dépouilles. C'est ce qu'il déclara non seulement au duc de Frias et à l'am-

bassadeur d'Espagne, M. de Massarano, mais encore a un troisième personnage, qui, sans un titre aussi brillant, avait la véritable direction des affaires, M. Yzquierdo. Cet habile diplomate était chargé de défendre auprès de Napoléon les intérêts de l'Espagne, et surtout ceux du Prince de la Paix, dont il était la créature. Napoléon leur annonça à tous trois qu'il était décidé à exiger du Portugal une adhésion absolue au blocus continental. Si le Portugal ne consentait pas non seulement à fermer ses ports aux Anglais, mais à confisquer toutes les marchandises britanniques qui étaient alors dans ses comptoirs, il enverrait une armée dans ce pays qu'il occuperait pendant toute la guerre, pour en disposer plus tard à son gré.

Ces ouvertures jetèrent le gouvernement espagnol dans de grandes perplexités. Charles IV ne voyait pas sans inquiétude menacer la maison de Bragance qui paraissait à peu près décidée à quitter l'Europe pour le Brésil; d'un autre côté, la conquête du Portugal par Napoléon éveillait dans le cœur de Charles IV et dans celui de son ministre d'ardentes convoitises. Que ferait, en effet, Napoléon de ces provinces qu'il ne pourrait pas toutes garder pour lui? La reine d'Etrurie ne comptait plus sur la Toscane qui allait former trois départements français; ne pourrait-elle pas comme compensation obtenir une partie du Portugal? M. Yzquierdo le demanda pour elle, et hasarda en même temps une proposition beaucoup plus délicate. Poursuivi par des haines violentes, haï surtout du prince des Asturies, le Prince de la Paix n'avait qu'un soutien, le roi; il perdait tout avec lui. Une principauté indépendante qui l'aurait mis à l'abri d'une révolution de palais, voilà ce que Godoy désirait ardemment, et ce que le Portugal pouvait encore fournir. M. Yzquierdo

se fit l'interprète de ce désir dont Napoléon ne parut pas étonné. Il flatta même ces espérances, et, le 23 octobre, dictait à M. de Champagny une note dans ce sens. Il constituait sur le Douro, pour le fils de la reine d'Etrurie, un Etat de huit cent mille âmes, avec Oporto pour capitale, et qui prendrait le titre de *Lusitanie septentrionale*; à l'autre extrémité du Portugal, les Algarves et l'Alentéjo réunies formeraient la *Principauté des Algarves*, réservée au Prince de la Paix; enfin, pour satisfaire une manie bien innocente de Charles IV, ce prince s'appelerait *Roi des Espagnes et Empereur des Amériques.*

C'est à ces piéges grossiers que l'Empereur prenait une dynastie dont les jours étaient comptés, et il en profitait pour faire entrer Junot en Espagne à la tête d'une armée. L'expédition de Junot était, il est vrai, dirigée sur le Portugal, mais les instructions que reçut le général indiquaient d'autres desseins. « Faites-moi faire, lui écrivait l'Empereur, la description de toutes les provinces où vous passez, des routes, de la nature du terrain. Envoyez-moi des croquis; chargez des officiers du génie de ce travail qu'il est important d'avoir. » Napoléon songeait-il déjà à s'emparer de l'Espagne pour y placer un de ses frères? Sa pensée n'allait pas encore aussi loin. Mais il était très-décidé à ne pas perdre de vue ce royaume, à profiter de toutes les occasions pour se mêler de ses affaires, et à s'assurer la libre disposition de ses places fortes, de ses flottes, de ses armées. Quant au traité qui donnait à la fille de Charles IV et à son favori les dépouilles du Portugal, traité connu sous le nom de Traité de Fontainebleau, Napoléon le prenait si peu au sérieux qu'il exigeait de le tenir secret jusqu'à nouvel ordre, c'est-à-dire jusqu'au jour où il n'en aurait plus besoin. La

volonté de l'Empereur était si formelle à cet égard que les ministres mêmes de Charles IV durent ignorer l'existence du traité.

Napoléon faisait pourtant preuve d'un rare désintéressement; il ne prenait pour lui que les provinces du centre du Portugal : Lisbonne, le Tage et le haut Douro, *pour en disposer à la paix.* En attendant, il pressait Junot d'entrer en Portugal, et de se porter de Salamanque sur la rive droite du Tage par Alcantara, tandis qu'un corps de troupes espagnoles suivrait la rive gauche du fleuve, car l'Espagne s'etait engagée à lui fournir un corps de vingt-cinq mille hommes. Dès le 31, de nouvelles instructions adressées à Junot montraient bien quelle serait la part de l'Espagne dans cette conquête. « Aussitôt que vous aurez en vos mains les différentes places fortes, vous y mettrez des commandants français, et vous vous assurerez de ces places. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'il ne faut remettre au pouvoir des Espagnols aucune place forte, surtout du pays qui doit rester dans mes mains. » Et pour appuyer ces projets, il concentrait sur les frontières de l'Espagne un corps de quarante mille hommes.

Telle était la situation de Napoléon, tenté de prendre l'Espagne et ne sachant encore comment s'emparer de cette riche proie, quand éclata à l'Escurial un de ces scandales qui révèlent au grand jour les misères des dynasties qui, soumises comme les familles les plus humbles aux infirmités humaines, n'ont pas au moins la ressource de les cacher à tous les regards. Nous avons déjà dit comment vivait la cour d'Espagne : Charles IV, livré à ses plaisirs, passait de la chasse à l'atelier, de l'atelier à l'écurie; la reine, occupée uniquement d'entretenir les restes d'une beauté ruinée

par le temps, sacrifiait ses devoirs de femme et de souveraine à l'unique désir de conserver l'amour de Godoy ; le Prince de la Paix, sans être tout à fait indifférent aux intérêts du pays, songeait avant tout à sa fortune ; maître de la reine, à qui d'ailleurs il donnait d'indignes rivales, il flattait Napoléon, dont il attendait une couronne. Dans le même palais vivait réduit à un isolement à peu près absolu l'héritier même du trône, Ferdinand, prince des Asturies, grossier, artificieux et méchant, et que, par une illusion aussi honorable que fâcheuse, l'Espagne était alors disposée à chérir en haine du Prince de la Paix. Ferdinand avait pour principaux conseillers le duc d'Infantado, étroitement attaché à tous les préjugés de l'ancien régime, ambitieux, mais avec toute la roideur d'un caractère honnête, et son précepteur Iscoiquiz, esprit souple et chimérique qui rêvait le rôle de Ximenès ou au moins du cardinal Fleury. C'est à ces personnages que Napoléon allait disputer la possession de l'Espagne ; et à la douleur qu'on éprouve de le voir déployer dans une entreprise honteuse tant de fourberies et de violences, se mêle un sentiment de pitié pour ce puissant génie engagé dans une lutte aussi disproportionnée.

Napoléon était depuis longtemps instruit des querelles qui divisaient la cour de Madrid ; car Ferdinand, lui aussi, avait sollicité son appui, et pour remplacer la princesse des Asturies qui venait de mourir, il avait, par l'entremise de M. de Beauharnais, demandé la main d'une princesse de la famille Bonaparte. Napoléon accueillit ces ouvertures avec une certaine surprise, mais ne voulut ni les accepter ni les repousser absolument ; il avait d'ailleurs un instrument commode dans M. de Beauharnais qui, par son honnêteté même, pouvait mieux servir à tromper les

autres dans une négociation dont il n'aurait pas tous les fils. Le 12 octobre, il transmit à l'Empereur une lettre du prince des Asturies qui lui avait été portée par Iscoiquiz. Ferdinand y exprimait son admiration pour « le héros qui effaçait tous ceux qui l'avaient précédé, » et finissait en le priant « de daigner lui accorder l'honneur de s'allier à la famille impériale. »

Cette lettre arriva à Paris le 28, le lendemain même du jour où éclatait à Madrid un terrible scandale. Ferdinand, comme il l'écrivait à M. de Beauharnais, était « entouré, jusque dans sa chambre, d'espions qui l'observaient. » On s'inquiétait depuis quelque temps de le voir écrire ; et le 27 octobre, la reine obtint de la faiblesse de son mari qu'on fouillerait l'appartement du prince pour s'emparer de ses papiers. Ce fut un coup terrible. On découvrit chez Ferdinand un chiffre destiné à une correspondance mystérieuse, un ordre avec la date en blanc qui nommait le duc d'Infantado gouverneur de la Nouvelle-Castille, et un mémoire destiné par Ferdinand au roi son père, mémoire dans lequel il dénonçait les crimes du Prince de la Paix et la complicité de sa mère. La reine furieuse vit dans ces papiers la preuve d'une conspiration, et demanda l'arrestation immédiate du prince et de ses complices. Le prince fut enfermé dans son appartement, et Charles IV adressa au peuple espagnol une proclamation dans laquelle il accusait son fils d'avoir voulu l'assassiner. « Ma vie tant de fois menacée était devenue à charge à mon successeur qui, préoccupé, aveugle et abjurant tous les principes de la foi chrétienne, était entré dans un complot pour me détrôner. » En même temps, ce pauvre roi écrivait à Napoléon pour lui dénoncer le crime, et lui manifestait sa volonté de changer l'ordre de succession au trône.

L'occasion si longtemps attendue s'était enfin présentée. Napoléon, qui n'avait pas encore de parti pris, écrivit à Beauharnais de tout observer sans agir, et pressa la marche de ses troupes vers les Pyrénées. A l'armée commandée par le général Dupont, il en joignit une nouvelle qu'il appela corps d'observation sur les côtes de l'Océan, et en donna le commandement au maréchal Moncey qui avait déjà combattu en Espagne.

A peine arrêté, Ferdinand donna toutes les preuves de la plus insigne faiblesse; il dénonça ses confidents, s'humilia devant le Prince de la Paix, implora dans des lettres honteuses le pardon de son père et de sa mère, et laissa ses amis comparaître devant des juges qui eurent le courage de les acquitter. Il n'y avait pas en effet de complot; Ferdinand seul était coupable, comme fils d'avoir diffamé sa mère, comme prince d'avoir noué secrètement des intelligences avec Napoléon, mais du moment qu'il n'était pas en cause, un tribunal ne pouvait pas frapper ceux qui n'avaient fait que partager ses espérances et obéir à ses ordres. La nation applaudit à cette sentence. Elle avait fait de Ferdinand son idole, et faisait rejaillir sur ses amis une part de cette popularité si peu méritée, et qui n'avait que deux excuses : elle ne connaissait pas Ferdinand et détestait le Prince de la Paix.

Celui-ci n'était pas sans inquiétudes; ses espérances étaient ruinées par le mariage de Ferdinand avec une princesse de la famille impériale; d'un autre côté, sa principauté en Portugal lui paraissait un peu aventurée depuis qu'il voyait Junot administrer le pays en maître, et ne céder nulle part une place aux Espagnols; il voyait en même temps Charles IV très-flatté de cette alliance avec la famille impériale, et décidé

la solliciter. Il obtint au moins qu'en faisant cette démarche, le roi insistât pour la publication du traité de Fontainebleau. Napoléon ne se pressa pas de répondre, mais ses troupes répondaient pour lui. Tandis que Napoléon était en Italie, où il allait prendre à tout hasard une fille de Lucien, qu'il aurait pu marier à Ferdinand, si sa politique l'exigeait, aux deux armées de Dupont et de Moncey il adjoignait deux divisions qui, de Saint-Jean-Pied-de-Port et Perpignan, menaceraient Pampelune et Barcelone; Dupont qui s'était avancé jusqu'à Burgos reçut l'ordre de venir occuper le pont du Douro sur la route de Madrid, et Moncey prit la place du général Dupont. C'est seulement au mois de janvier 1808 que l'Empereur songea à prendre un parti définitif; trois projets s'offraient à son esprit : marier Ferdinand à une princesse française et en faire un vassal de l'Empire; céder à l'Espagne une portion du Portugal et prendre toutes les provinces en deçà de l'Ebre, ou bien détrôner les Bourbons et les remplacer par un Bonaparte. Il s'arrêta à cette dernière résolution, et prépara l'accomplissement de ses desseins avec une rare duplicité.

Dans le courant du mois de janvier, il écrivit à Charles IV qu'il était encore trop tôt pour publier le traité de Fontainebleau; quant à la demande de mariage qui lui avait été adressée pour Ferdinand, il voulait savoir si le prince était réconcilié avec ses parents, car il ne pouvait s'allier à *un fils déshonoré*, et il dirigeait de nouvelles troupes sur l'Espagne. Dupont à Ségovie, Moncey à Aranda commandaient la route de Madrid; Duhesme pénétrait en Catalogne, d'Armagnac en Navarre; la flotte se rapprochait de Cadix; l'Empereur allait justifier ces mots adressés à Cambacérès : « Toutes les places fortes de l'Espagne sont

dans mes mains. » La cour de Madrid s'effraya, non sans raison, de ces manœuvres. Charles IV adressa une nouvelle lettre à l'Empereur, et M. Yzquierdo redoubla ses démarches. Napoléon n'avait plus d'hésitations. Le 20 février, il envoyait Murat en Espagne avec l'ordre d'occuper Pampelune, Barcelone, Saint-Sébastien, et de s'avancer jusqu'à Madrid. Murat, à qui l'Empereur refusait d'ailleurs de rien apprendre, en dehors des mouvements militaires, partit immédiatement pour Burgos. Il y était dès les premiers jours de mars. Déjà, M. Yzquierdo avait reçu l'ordre de quitter Paris, et était arrivé à Madrid, où il avait porté l'épouvante. Selon M. Yzquierdo, il ne s'agissait même pas, comme on l'avait craint un moment, des provinces de l'Ebre; l'Espagne entière était menacée.

Mais si Napoléon voulait en effet s'emparer de l'Espagne, il désirait éviter ce qu'il y avait d'odieux dans une pareille confiscation. Il chercha donc partout des prétextes et des expédients. Il écrivit à Charles IV pour se plaindre qu'on n'eut pas encore répondu à l'offre qu'il avait faite de la main d'une princesse française pour le prince des Asturies, reproche assez étrange, puisque c'était lui-même qui avait décliné cette offre. Mais il voulut surtout effrayer la cour par des menaces silencieuses. Ses troupes avançaient toujours, et ni la cour d'Espagne, ni M. de Beauharnais, ni Murat ne savaient rien de ses desseins. Aux questions de ce dernier, Napoléon répondait sèchement : « Quand je vous prescris de marcher militairement, de tenir vos divisions bien rassemblées et à distance de combat, de les pourvoir abondamment pour qu'elles ne commettent aucun désordre, d'éviter toute collision, de ne prendre aucune part aux divisions de la cour d'Espagne, et de me renvoyer les questions qu'elle

pourra vous adresser, ne sont-ce pas là des instructions? *Le reste ne vous regarde pas, et, si je ne vous dis rien, c'est que vous ne devez rien savoir.* »

L'espoir de Napoléon était de réduire par la terreur le souverain de l'Espagne à imiter l'exemple de la maison de Bragance, et à s'enfuir, ou au moins essayer de s'enfuir, en Amérique. Il se serait alors emparé du trône devenu vacant. Ce plan faillit réussir. Epouvantés la reine et le Prince de la Paix songèrent sérieusement à partir, et finirent par y décider le vieux roi. Tout manqua par la résistance du prince des Asturies. Ferdinand comptait sur l'amitié de Napoléon et sur l'appui de M. de Beauharnais qui, lui-même, espérait voir épouser à ce prince une de ses parentes, Mlle Tacher de la Pagerie. Une partie de la nation avait les mêmes illusions que Ferdinand, et persuadée que les Français ne venaient que chasser le Prince de la Paix, voyait en eux des libérateurs. Aussi les préparatifs de départ rencontrèrent-ils partout la plus vive opposition. Un ministre, M. de Cabellero, ne voulut pas signer l'ordre du départ, et sur l'insistance du Prince de la Paix, lui répondit avec fierté, pour la première fois de sa vie : « Je ne reçois des ordres que du roi. » Le peuple s'agitait; Aranjuez se remplissait peu à peu d'une foule irritée qui assiégeait les avenues du palais, observait toutes les démarches et rendait la fuite impossible. Le roi fut obligé d'adresser au peuple une proclamation pour déclarer qu'il ne voulait pas partir, et de se montrer aux fenêtres du palais pour y recevoir les témoignages d'une affection soupçonneuse et menaçante. Le 17 mars, l'arrivée des troupes destinées à accompagner le roi ne fit qu'augmenter l'agitation ; le soir même, une émeute éclata; la foule courut au palais, obligea le roi à se montrer, puis se porta

chez le Prince de la Paix, et furieuse de ne pas le rencontrer, se vengea sur sa maison qu'elle mit au pillage.

Ces désordres troublèrent doublement le roi et la reine. Inquiets pour leur favori, dont le salut les préoccupait avant tout, ils voyaient dans ces scènes l'image de la Révolution française, et craignaient pour eux-mêmes le sort de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Le 18 mars, pour sauver le Prince de la Paix, le roi le destitua de tous ses emplois et l'exila ; mais il n'obtint par cette mesure qu'un calme passager. Le 19, le Prince de la Paix, qui vivait depuis deux jours au fond d'un grenier, enveloppé dans une natte de jonc, se décida à sortir de sa cachette ; aussitôt découvert, il est à grand'peine protégé par quelques gardes du corps contre les violences de la foule, et conduit dans une caserne qui lui sert de prison et de refuge. Une multitude furieuse l'avait suivi, et menaçait de forcer les portes. Troublés par les cris qui arrivent jusqu'à eux, le roi et la reine ont recours à Ferdinand, et le supplient de sauver leur ami. Le prince accepte avec la joie du triomphe, se présente à la caserne, dissipe la foule en lui annonçant que justice sera faite, et paraît devant Godoy, auquel il promet sa grâce. « Es-tu déjà roi pour faire grâce, » lui cria le prisonnier. — « Non, répondit Ferdinand, mais je le serai bientôt. »

Il devait l'être en effet le jour même, pour bien peu de temps il est vrai, mais comment aurait-il deviné le sort qui l'attendait. Le roi et la reine étaient dans une profonde terreur ; quand ils apprirent que la multitude venait de briser la voiture destinée à emmener le Prince de la Paix, leur épouvante redoubla ; pour sauver leur vie et celle de leur ami, ils n'hési-

tèrent pas à déposer le pouvoir. Charles IV signa son abdication, et Ferdinand fut proclamé au milieu des transports d'une joie insensée.

## CHAPITRE IV

### LES BOURBONS A BAYONNE

Ferdinand VII était roi. Jamais prince plus bas et plus méchant ne fut accueilli avec plus d'enthousiasme ; le peuple qui ne le connaissait que par ses malheurs lui prêtait des vertus. Cette révolution excita donc dans toute l'Espagne le plus vif enthousiame, mais elle troubla singulièrement Murat, et ne pouvait que déplaire à Napoléon. Au lieu de n'avoir devant lui qu'un roi imbécile, une reine déshonorée et un favori détesté, l'Empereur allait se trouver en présence d'une royauté nouvelle soutenue par une immense popularité.

Au moment où éclataient les événements d'Aranjuez, Murat n'était qu'à une journée de marche de Madrid. Cette ville était en proie à l'émeute ; elle célébrait la chute du Prince de la Paix par le pillage et l'incendie de ses palais. Murat se préparait à y entrer, quand il reçut une lettre de la reine d'Etrurie qui invoquait sa protection pour Charles IV ; il envoya auprès du vieux souverain un de ses aides-de-camp qui lui raconta les scènes dont il avait été témoin. Le vieux roi pleurait, appelait les Français à son aide, et faisait Murat l'arbitre de son sort. Les prières de Charles IV ne pouvaient pas venir plus à propos.

Murat, sans être averti des intentions de Napoléon, sentait bien qu'il allait en Espagne renverser les Bourbons; au profit de qui, voilà ce qu'il ignorait. Mais depuis quelque temps, il rêvait une couronne; l'Empereur, dans une de ses réticences calculées, avait annoncé que le grand-duc de Berg irait *ailleurs!* Ce mot avait retenti dans le cœur de Murat. Pourquoi l'Empereur ne lui donnerait-il pas l'Espagne, comme il avait donné Naples à Joseph. Cette préoccupation inspira à Murat dans cette circonstance une politique astucieuse qu'on n'aurait pas attendue d'un cœur aussi généreux que léger. Devinant cette fois les désirs de Napoléon, il eut l'idée de transformer en une véritable rétractation les plaintes du roi d'Espagne, et de ne reconnaître à Ferdinand d'autre titre que celui de prince des Asturies. C'est dans ces conditions que dès le lendemain il fit son entrée à Madrid. Ferdinand VII l'y suivit, mais Murat empêcha M. de Beauharnais d'aller saluer le nouveau roi, et refusa d'y aller lui-même; il attendait les ordres de Napoléon.

L'Empereur approuva la résolution de Murat; ne reconnaître comme roi d'Espagne que Charles IV, telle fut sa première décision; s'ériger en arbitre entre le père et le fils, pour les dépouiller tous les deux, il y songeait aussi, sans savoir encore comment il y arriverait. Il envoya aussitôt Savary à Madrid, en lui donnant pour mission de ne pas reconnaître le prince des Asturies, mais de flatter ses espérances, afin de le décider, s'il était possible, à venir à Bayonne, où l'Empereur allait se rendre lui-même. Il ne s'agissait de rien moins, on le voit, que de s'emparer de Ferdinand; c'était un véritable guet-à-pens. Murat, Savary, Beauharnais entrèrent tous trois dans la conspiration, le premier dans l'espoir d'une couronne, le dernier

avec la bonne foi d'une honnêteté aveugle; Savary seul connaissait les desseins de Napoléon, et les servait sans scrupule.

Ferdinand et ses conseillers avaient mis toute leur confiance dans l'Empereur; ils furent encore plus entraînés dans leurs illusions par une dépêche que M. Yzquierdo écrivait de Paris au Prince de la Paix avant la révolution d'Aranjuez; dans cette lettre, M. Yzquierdo annonçait que l'Empereur avait paru désirer, pour prix du Portugal, les provinces en deçà de l'Ebre. Ferdinand ne crut pas que les prétentions de l'Empereur pussent jamais aller plus loin, et même il espéra éviter ces concessions en livrant à la France quelques colonies. Seulement pour atteindre ce but il fallait avoir une entrevue avec l'Empereur. Un autre motif poussait Ferdinand à cet imprudent voyage; Murat ne témoignait de déférence qu'aux vieux souverains, et affectait de leur rendre tous les honneurs de la royauté. Il fallait que Ferdinand vit Napoléon pour en obtenir d'être reconnu comme roi d'Espagne. Quelques entretiens de Savary d'abord avec le duc d'Infantado et le chanoine Iscoiquiz, enfin avec le prince des Asturies lui-même, entretiens vagues et confus, où l'on se trompe des deux côtés, parce que chacun ne consulte que ses désirs et se flatte de comprendre à demi-mot, déterminèrent le nouveau souverain à aller au devant de Napoléon que Savary annonçait devoir être dans quelques jours à Vittoria ou à Burgos.

Ce premier succès eut aussitôt un résultat que Napoléon lui-même n'avait pas espéré. Dès qu'ils apprirent le voyage projeté par leur fils, les vieux souverains, délaissés à Aranjuez, voulurent aussi courir au devant de leur protecteur, de leur ami, comme ils

l'appelaient, et bientôt l'Empereur allait tenir dans ses mains toute la dynastie espagnole. Cependant, ces voyages ne s'accomplirent pas sans difficulté. Le peuple de Madrid menaça d'abord de s'opposer au départ de Ferdinand ; le prince lui-même fut saisi d'un véritable malaise quand à Burgos, où il croyait trouver l'Empereur, il apprit que celui-ci était encore à Bordeaux. Il s'avança pourtant jusqu'à Vittoria, mais une fois dans cette ville, il refusa d'aller plus loin. Le général Savary essaya des caresses, puis des menaces, tout fut inutile. Il se rendit alors auprès de l'Empereur, qui venait d'arriver à Bayonne, et en obtint pour Ferdinand une lettre remplie de promesses, et qui devait le décider à partir. Dans le cas ou Ferdinand résisterait, Savary portait à Murat et à Bessières l'ordre d'arrêter Ferdinand, et de proclamer Charles IV.

Sans savoir le danger qui le menaçait, Ferdinand hésitait encore ; si plusieurs de ses conseillers le poussaient en avant, les défiances éclataient autour de lui, et M. Yzquierdo, venu tout exprès à Vittoria, lui prédit exactement tous les malheurs qui allaient fondre sur lui et sur l'Espagne. La lettre de l'Empereur leva tous ses scrupules, et rassuré par de nouvelles promesses de Savary, Ferdinand partit entouré d'une escorte qui ne lui aurait pas permis de changer de projet. Ces soldats n'eurent qu'à repousser les paysans qui voulaient empêcher le départ ; ni Ferdinand, ni ses conseillers n'opposèrent de résistance. Ils n'eurent quelque inquiétude qu'après avoir franchi la Bidassoa. Au lieu de l'Empereur, Ferdinand ne trouva que Berthier et Duroc qui le saluèrent du titre de prince des Asturies ; à Bayonne, l'Empereur l'accueillit avec cordialité, l'embrassa et le retint à dîner, mais toujours comme prince des Asturies. Enfin, le soir

même, l'Empereur, qui n'avait plus à dissimuler, déclara au chanoine Iscoiquiz, qu'il avait besoin de l'Espagne, qu'il était résolu à détrôner les Bourbons, et il lui offrit de faire de Ferdinand un roi d'Etrurie; Savary, pendant ce temps, faisait au prince les mêmes communications. C'était un coup de foudre.

Les conseillers de Ferdinand eurent au moins quelque courage dans ces tristes circonstances; ils furent d'avis de refuser les offres de Napoléon. Contrarié par une résistance qu'il n'avait pas prévue, celui-ci eut recours à Charles IV; il enjoignit à Murat de lui envoyer aussitôt le vieux roi, la reine et le Prince de la Paix, en lui donnant l'ordre d'employer la violence s'il était nécessaire; en même temps, il lui donnait des instructions pour étouffer promptement une émeute si par hasard il s'en produisait une à Madrid.

Murat n'eut de difficulté que pour la délivrance du Prince de la Paix; le peuple s'y opposait; la Junte, laissée par Ferdinand à Madrid, s'y refusait, et malgré un ordre du prince lui-même, il fallut déployer l'appareil de la force armée. La Junte fut moins hardie quand Murat, sur l'ordre de Napoléon, lui communiqua la protestation de Charles IV; après quelques pourparlers, il fut décidé que les actes officiels seraient publiés au nom du roi, sans dire lequel; dès ce moment, le trône était déclaré vacant. Il ne restait plus qu'à presser le dénouement de cette odieuse comédie. Le Prince de la Paix arriva le premier à Bayonne; Napoléon le vit, et en obtint aisément qu'il déciderait Charles IV à une abdication. Le pauvre roi n'eût pas de peine à se laisser persuader. Accueillis par Napoléon avec tous les honneurs souverains, embrassés, fêtés, caressés par l'Empereur et par

Joséphine, le roi et la reine ne souhaitaient qu'une chose, retrouver leur ami Godoy, et vivre en repos auprès de lui. Napoléon leur rendit Godoy, et en échange reçut de Charles IV une lettre où il sommait Ferdinand de lui restituer sa couronne. Ce prince déclara qu'il était prêt à se soumettre à deux conditions ; la première, c'est que Charles IV régnerait lui-même; la seconde, c'est que cette résolution, pour paraître libre, serait prise à Madrid et devant les grands corps du royaume.

Cette réponse assez habile embarrassait Napoléon; une émeute vint lui permettre de tout brusquer. Le peuple espagnol voyait avec indignation son souverain victime d'un guet-à-pens. Il aimait Ferdinand; il aimait son indépendance; de là un sourd mécontentement que la moindre occasion pouvait changer en révolte. L'occasion ne tarda pas à se présenter ; le 2 mai, on apprend que Murat faisait partir pour Bayonne la reine d'Etrurie et tout le reste de la famile royale; la foule s'assemble autour des voitures pour s'opposer au départ; un coup de fusil est tiré; on court aux armes, et l'émeute éclate. Elle fut énergiquement réprimée par Murat qui croyait ce jour-là conquérir la couronne d'Espagne, et fut habilement exploitée par Napoléon. Il feignit une véritable colère devant Charles IV qui accabla son fils d'injures, lui reprocha d'avoir fait couler le sang de ses sujets, celui des soldats de son ami, et lui redemanda énergiquement sa couronne. La reine, plus violente, faillit se jeter sur son fils qui, la tête baissée, immobile, ne répondait rien. Il fallut que Napoléon intervînt. « Si d'ici à minuit, lui dit-il, vous n'avez pas reconnu votre père pour roi légitime et ne le mandez à Madrid, vous serez traité comme un criminel. » Ferdinand céda. Charles IV avait aban-

donné ses droits à Napoléon en échange des châteaux de Compiègne et de Chambord, avec une rente de trente millions de réaux. Ferdinand, à son tour, signa deux renonciations : l'une en faveur de son père, l'autre en faveur de Napoléon ; la première comme roi de fait, la seconde comme héritier de la couronne ; il reçut une pension ainsi que les infants. La dépense s'élevait à dix millions qui, selon le mot de Napoléon à Mollien, devaient être remboursés par l'Espagne.

Ainsi finit, au moins pour un moment, la domination des Bourbons sur un pays dont cette famille avait réussi à retarder quelque temps la décadence. Sans doute, la monarchie espagnole n'était plus sous Charles IV ce qu'elle était encore sous Charles II ; elle avait perdu toutes ses possessions en dehors de la Péninsule, sauf les colonies de l'Amérique. Mais ces princes n'en avaient pas moins fait de sérieux efforts pour relever la prospérité du royaume. Philippe V, Charles III, le Prince de la Paix lui-même avaient essayé de faire fleurir l'agriculture, de développer le commerce ; toutes ces tentatives avaient échoué devant les vieilles habitudes de l'Espagne : la paresse de ses habitants, leur attachement obstiné aux vieilles coutumes et leur intolérance religieuse ; ajoutez à ces défauts les vices d'une monarchie absolue et le manque d'institutions libres, rien ne sera plus facile à comprendre que cette profonde décadence.

Elle n'était pourtant pas aussi complète qu'on aimait à se l'imaginer, et Napoléon devait en faire la cruelle expérience. Après avoir triomphé de l'Europe, il allait briser sa puissance contre un peuple qu'il méprisait, parce qu'il ne le connaissait que par ses ministres et ses princes. Pour le moment, il jouissait des fruits de sa victoire, et s'applaudissait de

son triomphe. Il distribuait aussi les récompenses à ceux qui les avaient méritées. Il gardait l'Espagne pour lui, en la donnant à son frère Joseph qui, sur ce nouveau trône, resterait son humble subordonné. Il récompensait aussi Murat, mais pas selon ses désirs; il le faisait roi de Naples, honneur qui l'aurait comblé de joie avant qu'il eut enlevé l'Espagne aux Bourbons avec l'espoir de la garder. Enfin, il était un personnage que l'histoire a beaucoup mêlé à cette expédition d'Espagne, c'est Talleyrand. Napoléon a plus tard rejeté sur ce célèbre diplomate la responsabilité d'une guerre qu'il aurait faite uniquement d'après ses conseils. Talleyrand s'en est beaucoup défendu. La vérité est, probablement, que Napoléon était décidé à cette guerre, et que Talleyrand ne l'en découragea pas; Napoléon était sans scrupules; Talleyrand ne songeait qu'à regagner sa faveur qu'il avait perdue un moment, et, comme l'a finement remarqué M. Thiers, les courtisans sont plus dangereux dans la disgrâce qu'au pouvoir; ils n'ont plus alors la force d'être sincères ni prudents.

Quoi qu'il en soit, Napoléon trouva une occasion de se moquer de Talleyrand, et il ne la laissa pas échapper; il le chargea de garder les princes espagnols dans sa magnifique propriété de Valençay; il fallait non seulement garder les princes, mais les *amuser*. « Si vous avez un théâtre à Valençay et que vous fassiez venir quelques comédiens, il n'y aura pas de mal. Vous pourriez y amener M^me de Talleyrand avec quatre ou cinq dames. Si le prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme, cela n'aurait aucun inconvénient, surtout si l'on en était sûr... La farouche politique voudrait qu'on le mît à Bitche ou dans quelque château-fort. Mais comme il s'est jeté dans

mes bras, qu'il m'a promis de ne rien faire sans mon ordre, et que tout va en Espagne comme je le désire, j'ai pris le parti de l'envoyer dans une campagne en l'environnant de plaisirs et de surveillance. Quant à vous, disait-il en finissant non sans une certaine ironie, votre mission est assez honorable : recevoir chez vous trois illustres personnages, pour les amuser, est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang.

Rien ne manque à cette triste comédie : abaissement de la majesté royale dans une famille qui se déshonore, violation de tous les principes du droit dans l'asservissement d'une nation amie, déception de ceux qui ont le plus contribué au succès de cette œuvre inique, humiliation de celui qui n'a pas osé montrer les dangers de l'entreprise, hauteur du maître qui ne respecte ni ses serviteurs, ni le caractère même de la France. Pour consoler de tant de faiblesses, il ne faut pas moins que le spectacle d'un peuple qui, trahi par ses alliés, abandonné par ses chefs, lutte seul pour défendre son indépendance, et y réussit. L'Espagne va nous donner ce spectacle; malheureusement, c'est contre nos soldats que ses efforts seront dirigés, et nous paierons sa délivrance du plus pur de notre sang.

# LIVRE DEUXIÈME

## LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

---

### CHAPITRE I

#### INVASION FRANÇAISE.

C'est avec un profond sentiment de tristesse que nous commençons le récit de la guerre de l'Indépendance. Cette lutte d'un peuple entier contre la plus injuste des usurpations a été signalée par des exploits admirables et par des crimes horribles. Elle a montré de quels sacrifices est capable un peuple qui défend sa liberté et à quelles atrocités peut se laisser entraîner une multitude ignorante et fanatique; enfin, elle a été pour nos armées victorieuses de l'Europe la première entreprise où elles n'aient pas réussi, pour Napoléon le signal des désastres que son ambition allait attirer sur lui et sur la France. Notre patriotisme se trouve donc ici combattu par le respect que nous devons à la justice, et notre admiration pour des actes vraiment héroïques par notre amour de l'humanité. Dans les sentiments que nous inspire l'Espagne, l'horreur se mêle à la sympathie et au respect; mais nous sommes

aussi obligé à faire un retour sur nous-mêmes. Si tout n'a pas été pur dans cette lutte, si le sang des prisonniers, des malades, des innocents a souvent été versé, si les cruautés ont été atroces, si des supplices ont été infligés à des malheureux avec tout le raffinement de la barbarie, n'oublions pas que ces excès, où d'ailleurs nous avons notre part, doivent retomber presque entièrement sur nos têtes, car la première responsabilité appartient à ceux qui déchaînent les passions populaires par une provocation injuste. Enfin nous savons aujourd'hui, pour l'avoir éprouvé par nous-mêmes, quelles douleurs apporte à un pays l'invasion étrangère; nous sommes donc disposé à plus d'indulgence pour ceux qui ont défendu leurs foyers envahis; si l'on est jamais excusable d'oublier les lois de la justice et de l'humanité, n'est-ce pas quand il s'agit de repousser l'ennemi qui souille le sol de la patrie?

La guerre de l'Indépendance se compose de sept campagnes (1808-1814) qui peuvent se diviser en trois périodes. Dans la première, les généraux français, surpris par l'explosion simultanée de la révolte dans toutes les provinces, isolés sur divers points du territoire avec des forces insuffisantes, sont obligés de reculer derrière l'Ebre, et de se réfugier au pied des Pyrénées. Averti de ce qu il y a de sérieux dans la résistance de l'Espagne, Napoléon concentre alors ses armées, envoie dans ce pays de vieilles troupes commandées par ses meilleurs maréchaux, enfin se transporte lui-même sur le théâtre de la guerre et remporte des avantages qui paraissent décisifs. Mais bientôt détourné par d'autres entreprises, l'Empereur abandonne l'Espagne à des chefs obligés de disperser leurs forces, divisés entre eux, et sans cesse affaiblis par la

nécessité de renvoyer à l'autre extrémité de l'Europe des soldats qui ne sont pas remplacés. Les ennemis, au contraire, agissent avec un ensemble admirable; aux troupes espagnoles s'ajoutent les armées anglaises continuellement grossies par de nouveaux renforts. Profitant des fautes politiques de Napoléon, plus encore que de nos défaites sur le champ de bataille, elles occupent le Portugal, entrent en Espagne de deux côtés à la fois, refoulent nos soldats vers les Pyrénées, et pénètrent en France à leur suite pour leur livrer un dernier combat dans les plaines de Toulouse, tandis que Napoléon lui-même est vaincu par la coalition sous les murs de Paris. Telle est en peu de mots la marche des opérations militaires. Mais ce serait bien mal rendre la physionomie de cette guerre que de se borner aux mouvements stratégiques des armées régulières. Ce qui caractérise la guerre d'Espagne, c'est l'intervention de ces volontaires qui, sous le nom de *guerilleros*, firent tant de mal à l'armée française; c'est le patriotisme exalté qui, allumant l'insurrection d'un bout à l'autre du royaume, faisait de chaque ville une forteresse, de chaque habitant un soldat; femmes, enfants, tous se mêlent à la guerre, harcèlent nos troupes, massacrent les hommes isolés, multiplient les embuscades, portent en tous lieux la trahison et la mort; c'est une nouvelle Vendée.

L'Espagne est d'ailleurs, par sa situation géographique, admirablement propre à ce genre de guerre. Elle est coupée par plusieurs chaînes de montagnes, véritables remparts, où l'on ne pénètre que par d'étroites ouvertures, défilés dangereux et pleins de précipices. Au nord, les Pyrénées hispano-françaises projettent de nombreux rameaux jusque sur les bords de l'Ebre; les Pyrénées espagnoles qui leur succèdent

se subdivisent en monts Cantabres, monts des Asturies, monts de Galice, et n'ouvrent qu'un seul passage, la route de Gigon à Léon; au centre, nous trouvons deux chaînes nouvelles disposées en forme de T, la Sierra-Guadarrama qui commande la route de Madrid, avec la Sierra-Gredos étroite, escarpée, coupée de rares cols (Somo-Sierra, à l'est, 1,500 mètres), et les monts Ibériques, vastes plateaux arides, reliant entre elles la plupart des chaînes transversales de la Péninsule depuis les sources de l'Ebre jusqu'au cap Saint-Martin; enfin, au sud, se développent de l'ouest à l'est trois chaînes considérables : la Sierra-Nevada formée de vastes plateaux nus et de sommets qui atteignent trois mille mètres, la Sierra-Morena descendant vers le sud en longues pentes inclinées, et les monts de Tolède aux flancs décharnés et stériles. Ainsi partout des montagnes et des défilés, peu de plaines, sauf en Castille, où des armées considérables puissent se déployer, pas de routes, pas de fleuves navigables, tout, dans la disposition du sol, favorise le courage des populations luttant contre des armées régulières.

Les hommes ne manquèrent pas davantage. Tandis que les généraux, redoutant d'avoir à combattre les premiers soldats de l'Europe, refusaient d'entrer dans l'insurrection ou n'y entraient qu'en tremblant, les classes populaires fournissaient de nombreux aventuriers qui, par patriotisme et par ignorance, méprisaient le péril, et se chargeaient de soulever les villes ou de conduire des bandes de volontaires.

Les principaux partisans qui se sont signalés à cette époque méritent de nous arrêter un moment, parce que leur physionomie même sert à bien marquer le caractère de cette lutte, et parce que nous retrouve-

rons la plupart d'entre eux dans les discordes qui agitèrent l'Espagne pendant le règne de Ferdinand VII et la minorité d'Isabelle. Les plus célèbres sont El Empecinado, Juan Paleara (El Medico), Porlier, Morillo, Mina, Jaureguy et le curé Merino.

Don Juan Martin Diaz (surnommé *El Empecinado*, l'homme couvert de poix, sobriquet donné aux habitants de son village, Castillo, où la boue ressemble à de la poix) appartenait à la noblesse ; d'une haute stature et d'une force herculéenne, il se hasardait jusqu'aux portes de Madrid et faisait la guerre dans les plaines. C'est aussi dans les environs de la capitale que combattait le plus souvent Jean Paleara, surnommé *El Medico*, né en Murcie de parents pauvres, et devenu médecin, comme l'indique son sobriquet. Ses soldats et ceux d'El Empecinado entrèrent les premiers à Madrid après le départ de nos troupes. Dans les Asturies était Don Juan Porlier (*El Marquesito*), qui avait d'abord servi dans la marine et combattu à Trafalgar. Les guérillas de la Galice furent organisées par un ancien marin, Pablo Morillo, mais qui avait commencé par être berger ; il s'empara de Vigo. Un simple soldat, Don Julien Sanchez, forma une bande dans l'Estramadure. Dans le royaume de Valence, c'est un moine franciscain, le père Nebot (*El Frayle*), qui dirigeait les insurgés. La Catalogne, la Navarre, l'Aragon étaient occupées par un ancien étudiant, Mina, que secondait son oncle Espoz y Mina, destiné à lui succéder et à l'effacer. Un berger, Jaureguy (*El Pastor*), et un sergent, Acedo, combattaient en Biscaye, soutenus par un ancien ouvrier forgeron, Thomas Longa. Les campagnes de Burgos étaient sans cesse inquiétées par le curé Merino, sur lequel nous donnons plus de détails pour compléter cette galerie. Voici le portrait

qu'en traçait quelques années plus tard le capitaine Henningsen, attaché au service de Don Carlos :

« Merino est le vrai type des chefs de guérillas. De petite stature, mais d'une constitution de fer, il peut résister aux plus grandes fatigues, étant rompu depuis longtemps à la pratique des exercices et des habitudes de la guerre. Son costume, plus ecclésiastique que militaire, rappelle plutôt le curé que le brigadier des armées royales; il porte avec un long habit brun un chapeau rond et un sabre de cavalerie. Le seul objet de luxe qu'il se permet est d'avoir toujours sous lui un bon cheval. En effet, il possède deux magnifiques coursiers blancs qui sont renommés non seulement par leur excessive vélocité, mais aussi par leur aptitude à grimper jusqu'au sommet des rocs et des montagnes comme des chèvres ; tous deux sont constamment bridés et dressés à aller parallèlement et du même train, de sorte que le curé Merino, quand l'un lui paraît fatigué, saute d'une selle sur l'autre sans s'arrêter, lors même qu'ils sont au galop. Il porte toujours à son côté un énorme tromblon rempli d'une forte charge de poudre et de balles, dont l'explosion est, dit-on, aussi forte que celle d'une pièce d'artillerie. Cette arme lui casserait le bras, s'il la tirait de la manière ordinaire, mais il en fait usage en la plaçant sous son bras et en tirant la gâchette avec l'autre main. Chaque soir, après avoir donné ses ordres à ses hommes, Merino montait à cheval pendant la nuit, et personne, à l'exception d'un fidèle serviteur qui lui était attaché depuis longues années, ne savait où il était allé; de là était né le bruit qu'il ne dormait pas une seule minute dans les vingt quatre heures ; opinion qui est devenue un article de foi parmi les Castillans, et à la vérité, il n'est rien qu'on ne puisse leur

faire croire d'un de leurs compatriotes qui, avec le caractère intrépide et féroce, et tous les excès qu'il a a commis, ne fume jamais et ne boit que de l'eau. »

Cette dernière phrase nous indique un des grands malheurs de cette guerre. Elle fut souillée par de grands excès ; les chefs étaient cruels par caractère et aussi par nécessité ; ils ne pouvaient toujours résister aux passions de leurs soldats : ils avaient bien sous leurs ordres des hommes animés des plus purs sentiments du patriotisme ; mais là, comme partout, s'étaient glissés dans les rangs des volontaires des aventuriers qui cherchaient avant tout à satisfaire des passions coupables ; il y avait des vagabonds, des moines défroqués qui voulaient se dédommager des contraintes du cloître, des contrebandiers, des voleurs de grands chemins.

Telles qu'elles étaient, ces bandes, commandées par des chefs intrépides, n'en formaient pas moins une puissance redoutable, et leur intervention dans cette guerre a produit les plus grands résultats. Mais pour ne plus tomber dans des illusions qui nous ont coûté bien cher, n'oublions pas que ces bandes ont été tout de suite soutenues par des troupes régulières. Seules, elles n'auraient suffi ni à sauver leur pays, ni même à tenir la campagne. Elles avaient à côté d'elles d'abord les troupes de l'Andalousie, s'élevant à vingt-cinq mille hommes ; puis le corps de Romana qui avait pu s'embarquer sur les bords de la Baltique, et ramener au service de son pays ses soldats échappés à la France ; enfin, les armées régulières de l'Angleterre qui, sous les ordres du froid et patient Wellington, montrèrent dans la suite de ces campagnes une solidité à toute épreuve.

Contre cette insurrection d'un peuple entier sou-

tenue par d'excellentes troupes, quelles étaient les ressources des Français? Ils comptaient à peine 80,000 hommes, la plupart jeunes et sans habitude de la guerre, éparpillés sur divers points de la Péninsule: Moncey et Dupont étaient aux environs de Madrid, le premier avec 25,000 hommes, le second avec 18,000; Bessières occupait la vieille Castille avec 15,000 soldats; Duhesme, la Catalogne avec 10,000; mais les Asturies, la Galice, l'Aragon, l'Estramadure, l'Andalousie étaient confiées aux garnisons espagnoles qui sympathisaient avec l'insurrection ou désertaient pour aller grossir les rangs des révoltés. Pour surcroît d'infortune, Murat, qui avait sérieusement rêvé pour lui-même le trône d'Espagne, Murat, déçu dans ses espérances, tombé malade, demandait à rentrer en France, et n'était plus en état d'exercer le commandement; il fallut le remplacer par Savary. Les Français furent donc pris au dépourvu par l'insurrection.

Elle éclata d'ailleurs dans les derniers jours de mai avec une violence et une unanimité qui aurait surpris des chefs moins divisés et des soldats plus aguerris. Madrid s'était soulevée le 2 mai pour s'opposer au départ des princes : Murat avait aussitôt vigoureusement réprimé cette tentative, mais la nouvelle avait retenti dans le cœur de tout Espagnol; la colère du peuple fut portée à son comble quand on apprit que Ferdinand était en France comme son père, et que l'Empereur, sans même attendre la décision de la Junte convoquée à Bayonne, avait donné le trône d'Espagne à son frère Joseph. Aussitôt la révolte éclate, et en quelques jours l'incendie se propage d'un bout à l'autre de l'Espagne; le 24, la capitale des Asturies, Oviedo, installe une Junte provisoire, pille les arsenaux, et envoie en Angleterre deux émissaires,

parmi eux le comte Toreno, pour lui demander des secours; Burgos est contenue par Bessières, mais Valladolid se soulève; la Galice l'imite; Ségovie, Cindad-Rodrigo, Valence, Cordoue, Grenade, Carthagènes sont en feu; la fête de saint Ferdinand sert partout de prétexte à l'agitation, et le roi est confondu dans le même enthousiasme que son patron; à Cadix, la flotte française est attaquée; à Séville, s'établit une junte qui prend le titre de Junte suprême de l'Espagne et des Indes, indiquant par là qu'elle aspire à diriger le mouvement.

Dans toutes ces insurrections, deux faits se représentent toujours les mêmes : l'hésitation des chefs qui ne s'associent à la révolte que malgré eux, l'enthousiasme de la population qui se jette avec ardeur dans la lutte, prend pour chef le premier venu, un moine, un artisan, à Valence un revendeur d'allumettes (*pajuelero*), à la Corogne un rempaillleur de chaises (*sillero*), et se signale aussitôt par d'atroces cruautés. Partout le sang coula, et des Espagnols périrent aussi bien que des Français sous les coups de la multitude excitée par les moines : à la Corogne, le général Filangieri est assassiné; à Valladolid, Gregorio de la Cuesta se voit menacé de la potence s'il ne se met pas à la tête de l'insurrection; Séville, gouvernée par le comte Tilly et un contrebandier, Tap y Nunez, massacre le comte del Aguila; Cadix, le général Solano; Badajoz, le comte Torre del Fresno; à Tortosa, une multitude furieuse égorge le général Villoria, sous les yeux de sa femme et de ses enfants. A Malaga, le consul français est assassiné; à Grenade périrent Don Truxillo, le corégidor de Velez-Malaga, et un savant économiste, Portillo. La fille du comte de Cervellon, gouverneur de Valence, sauva son père par sa

présence d'esprit, mais la foule se dédommagea par le meurtre du comte d'Albalat, et de quatre cents négociants français jetés d'abord dans la citadelle, puis livrés à une multitude furieuse par un jésuite, le père Calvo, qui cherchait dans ces massacres une sanglante popularité. Sa cruauté dépassa celle des assassins ; lassés de tuer, ceux-ci demandaient grâce pour une soixantaine de prisonniers qui restaient encore ; le père Calvo parut céder, et emmena ces malheureux pour les livrer à une troupe fraîche qui les acheva.

Ces détails, que nous donnons presque à regret, suffiront sans doute pour bien marquer les difficultés de cette lutte et le caractère atroce qu'elle revêt dès les premiers instants ; nous en profiterons au moins pour abréger le récit des opérations militaires que nous nous bornerons à exposer rapidement.

La première campagne fut heureuse pour les Espagnols ; le général Lefèvre-Desnouettes battit les Aragonais à Tudela, Bailen et Alagon, mais ne put entrer dans Saragosse qu'il fallut assiéger ; maître de Barcelone et du fort Montjouich, Duhesme, au contraire, se vit bientôt cerné par les insurgés qui tenaient la campagne. Moncey, qui se dirigeait sur Valence, franchit le défilé de las Cabreras, mais arrivé devant Valence dut reculer, et s'estima assez heureux de rentrer dans la Manche par le défilé d'Almanza. C'était un échec, mais un échec bien léger si on le compare au désastre du général Dupont. Ce malheureux officier, qui allait perdre en quelques jours une renommée justement acquise par de vaillants services, avait été chargé de pénétrer en Andalousie par la Sierra-Morena pour entrer dans Cadix et sauver notre flotte menacée. Dupont traversa la Sierra, et battit les insurgés au pont d'Alcolea ; ce succès lui ouvrit les portes de

Cordoue que ses soldats furieux mirent au pillage. Mais bientôt menacé par les troupes du général espagnol Castanos et du Suisse Reding, il ne put arriver à Cadix, où notre flotte, commandée par l'amiral Rosély, fut réduite à se rendre ; il revint au contraire vers la Sierra-Morena, et se plaça à Andujar, négligeant la position de Baylen qui était bien préférable. C'est là qu'il attendit vainement les secours qu'il réclamait de Madrid, se renfermant dans une fatale immobilité, jusqu'au moment où, cerné par Reding qui s'était établi à Baylen et par Castanos qui le pressait de l'autre côté, n'ayant avec lui que des conscrits accablés de fatigue, mourants de soif par une température de 40 degrés, il signa la fameuse capitulation de Baylen, et livra non seulement ses propres soldats, mais les deux divisions des généraux Wedel et Gobert. Cette capitulation produisit un effet immense sur toute l'Europe. La Péninsule en conçut un grand et légitime orgueil. L'Empereur l'apprit avec la plus vive indignation, et elle porta le découragement dans le cœur du roi Joseph. Ce pauvre souverain, forcé par son frère d'abandonner Naples où il se trouvait heureux, était arrivé à Madrid le 20 juillet, à la suite de la brillante victoire du maréchal Bessières à Rio-Seco ; mais il n'y trouva que des visages sinistres, des serviteurs peu empressés ; les nouvelles de l'Andalousie le décidèrent à reculer. Le 1er septembre, toutes nos troupes étaient concentrées sur la ligne de l'Ebre ; nous avions même abandonné le siége de Saragosse, et perdu le résultat de sérieux et sanglants efforts. Au même moment, Junot, vainqueur des Anglais à Roliça, mais battu quelques jours après à Vimeiro, signait la capitulation de Cintra ; il sauvait son armée qui rentrait en France, mais laissait le champ libre aux

Anglais qui, maîtres du Portugal, allaient donner la main à l'insurrection espagnole.

Joseph abandonnant Madrid, une Junte suprême installée à Aranjuez, nos soldats en retraite et les Anglais maîtres du Portugal, il y avait là une situation qui devait attirer les regards de Napoléon, et qu'il ne pouvait négliger. Il commença par diriger sur l'Espagne deux corps de la grande armée, le premier (maréchal Victor) et le sixième (maréchal Mortier); il les fit suivre de nouveaux renforts, et bientôt les troupes présentèrent une force de deux cent cinquante mille hommes, commandés par les meilleurs généraux : Moncey, Victor, Lannes, Soult, Gouvion Saint-Cyr, Sébastiani. Enfin, l'Empereur lui-même, rassuré sur les intentions d'Alexandre après l'entrevue d'Erfurth, s'apprêta à franchir les Pyrénées. A des forces aussi considérables, les Espagnols opposèrent quatre armées : celle du centre, composée des troupes de l'Andalousie et de la Castille, sous les ordres de Castanos ; celle de droite, avec le géneral Vives, fournie par la Catalogne et îles les Baléares; l'armée de gauche (Asturies, Galice, Estramadure), commandée par Blake; enfin, l'armée de réserve, ayant pour chef Palafox, l'héroïque défenseur de Saragosse. A ces forces, il faut ajouter les corps irréguliers des *guerilleros* et des *somatennes* (paysans catalans), et l'armée anglaise, forte de vingt-six mille hommes, qui venait de passer sous les ordres du général Moore. Mais rien ne put arrêter l'impétuosité de nos soldats. Vaincu à Zornoza par Lefebvre, Blake fut achevé à Espinoza par Victor, et ses troupes se dispersèrent pour échapper à la cavalerie de Soult qui venait d'emporter Burgos. Les deux armées du centre et de la réserve furent battues à Tudela par le maréchal Lannes; la première se replia vers le midi,

la seconde alla s'enfermer avec le général Palafox dans Saragosse; Benito-San-Juan essaya en vain d'arrêter Napoléon au passage de Somo-Sierra, et la ville de Madrid capitula au bout de quelques heures. Ainsi, les Espagnols étaient partout battus; les Anglais n'avaient pas eu le temps de s'avancer hors du Portugal; l'Empereur, maître de la situation, s'installa à Chamartin pour réorganiser l'Espagne. Il rendit une série de décrets qui abolissaient l'inquisition, supprimaient les droits féodaux et fermaient les deux tiers des couvents; il rendit ensuite l'autorité à son frère, et quand il quitta l'Espagne au mois de janvier 1809, il put croire que tout était terminé. Tout, en effet, aurait pu l'être, si Napoléon avait été plus sage, s'il eut eu à combattre un ennemi moins acharné. Soult, vainqueur du général Moore, avait rejeté les Anglais sur la Corogne, où ils s'étaient embarqués; Victor gagnait la bataille d'Uclès sur le général Venegas, à qui il faisait treize mille prisonniers; Gouvion Saint-Cyr prenait le fort de Rosas, remportait les victoires de Cardeden, de Molins del Rey, et enfermait Vives et Reding dans Tarragone. Gerona, Hostalrich se trouvaient réduites à leurs seules forces, et Barcelone était débloquée. Enfin, après un siége de cinquante jours, Saragosse était tombée entre nos mains.

Mais il suffit d'étudier un moment ce siége mémorable pour comprendre que cette guerre se poursuivait dans des conditions extraordinaires. L'Empereur aurait dû voir qu'il ne pouvait songer à aucune autre entreprise tant que les Espagnols ne seraient pas complétement réduits; quelques détails suffiront sans doute pour en convaincre tout homme raisonnable; ces détails serviront peut être aussi, du moins

nous l'espérons, à montrer dans toute leur horreur les crimes de la guerre.

Située sur la rive droite de l'Ebre, Saragosse était entourée d'une muraille flanquée à gauche d'un fort château dit de l'Inquisition, au centre du couvent de Sainte-Engracia, et à droite d'un autre couvent, celui de Saint-Joseph ; un seul faubourg était placé sur la rive gauche du fleuve. Déjà, en juillet, le général Lefebvre-Desnoëttes avait assiégé cette malheureuse ville qui s'était défendue avec le plus grand héroïsme. Notre retraite avait alors entraîné l'abandon d'opérations militaires qui n'avaient réussi qu'en partie ; elles furent reprises le 20 décembre 1808. Ce jour-là même, sur la rive droite, le général Grandjean occupa Monte-Torrero, point qui domine la ville, et la division Suchet s'empara des hauteurs de Saint-Lambert. En même temps, sur la rive gauche, le général Gazan, après s'être rendu maître de la position de San-Gregorio, essayait d'emporter le faubourg, séparé de la ville par l'Ebre, et, repoussé dans son attaque, se contentait de l'investir. Le lendemain, on ouvrit les tranchées. La ville était défendue par l'intrépide Palafox qui communiqua son héroïsme à tous les habitants. Il fut décidé, dans un conseil de guerre, qu'on tiendrait jusqu'à la dernière cloison. « Et après ? demanda un vieil officier. — Après, répondirent plusieurs voix, après, nous verrons. » Ce serment fut tenu. Saragosse renfermait alors, outre sa population ordinaire, les restes de l'armée du centre, composant à peu près vingt-cinq mille hommes, plus quinze mille paysans, moines et contrebandiers qui partagèrent avec courage les périls de ce siége. Abondamment pourvue de vivres, protégée d'un côté par l'Ebre, de l'autre par une muraille flanquée de gros

bâtiments qui pouvaient se changer en autant de forteresses, la ville présenta bientôt un aspect formidable; à l'intérieur, tous les couvents furent armés, les maisons crénelées et percées pour communiquer de l'une à l'autre, tandis que les rues étaient coupées de barricades et armées de canons. Nos soldats devaient emporter d'abord la muraille, puis la ligne des couvents, enfin les maisons; ils employèrent près d'un mois pour enlever la première enceinte. Le 21 janvier, Lannes prit le commandement des troupes, et imprima une nouvelle activité à leurs efforts. Mortier et Junot dispersèrent les paysans des campagnes qui s'étaient soulevés pour venir au secours de Saragosse, et les travaux du génie, vigoureusement poussés par le général Lacoste et le colonel Rogniat, permirent enfin de donner un assaut général. Le 28 janvier, à midi, l'attaque eut lieu à la fois à droite et au centre; les Espagnols opposèrent la plus énergique résistance; après vingt-neuf jours de combats acharnés pour pénétrer dans les murs de la ville, il en fallut vingt et un pour cheminer dans les rues; les assiégés se défendaient maison par maison, et la maison une fois renversée, les décombres même étaient l'objet d'un nouveau combat. Les femmes, les enfants unissaient leurs efforts à ceux des moines et des soldats; la mine, la résine fondue, l'incendie complétaient l'œuvre de destruction des bombes, et quand les fusils ne pouvaient plus servir, on avait recours aux couteaux; ni la faim, ni la maladie ne pouvaient triompher de cette résistance, et au milieu de ces ruines fumantes, comme pour exaspérer les Français, les habitants de Saragosse affectaient de se donner encore des fêtes; tous les soirs avaient lieu des *tertullias*, où la voix des invités était souvent couverte par le bruit de l'artillerie.

L'assaut général, commencé le 7 février, durait encore le 18; ce jour-là, le général Gazan enlevait enfin le faubourg de la rive gauche, et les soldats de la division Grandjean pénétrèrent jusqu'au milieu de la ville à travers les ruines du bâtiment de l'Université que fit sauter une mine de quinze cents livres de poudre. Des bombes vinrent atteindre l'église de Notre-Dame *del Pilar* prise entre deux feux; leur explosion ne blessa pas seulement des moines, des femmes, des enfants, elle jeta la terreur chez tous les assiégés qui avaient mis leur confiance dans la protection de la Vierge; il fallut enfin céder. Palafox était malade; la junte signa la capitulation qui livrait la ville et la garnison. Ce fut un spectacle lamentable que de voir défiler douze mille hommes pâles, abattus, minés par la fièvre et par la faim, mais l'horreur redoubla quand nos soldats entrèrent dans la ville : partout des ruines et des cadavres. Un tiers des bâtiments était renversé, les deux autres tiers percés de boulets; pendant ce siége, il avait péri plus de cinquante-quatre mille hommes. Nous avions perdu trois mille soldats, et vingt-sept officiers du génie, parmi lesquels le général Lacoste. Une victoire si cruellement achetée aurait dû avertir Napoléon; mais plein de nouveaux projets, il préparait déjà les campagnes d'Essling et de Wagram, sans voir l'abîme qui se creusait sous ses pas.

La prise de Saragosse, en effet, n'est pas une de ces défaites qui peuvent désespérer un peuple qui combat pour son indépendance, et tandis que les Espagnols n'étaient que plus ardents à se défendre, les Anglais redoublaient d'activité pour réparer leur échec. Le futur duc de Wellington, Sir Arthur Welesley, rentrait dans Lisbonne avec une armée de trente

mille hommes, et soulevait tout le Portugal; au même moment, le marquis de Romana s'établissait en Galice pour donner la main aux Anglais, et le Sud de l'Espagne s'apprêtait à renouveler la lutte. Les généraux français songèrent à conjurer ce danger par un double mouvement contre le Portugal et l'armée anglaise. Le maréchal Soult par la Galice, le maréchal Victor par l'Estramadure devaient pénétrer en même temps en Portugal. Mais le plan échoua; Soult ne put dépasser Oporto, et rentra en Galice; il refusa même d'aider le maréchal Ney qui ne put poursuivre Romana. Les Anglais se hatèrent alors de descendre vers le Tage pour rejoindre l'armée espagnole qui soutint tous les efforts du maréchal Victor dans la bataille de Talavera, restée indécise; désormais, les Anglais et les Espagnols allaient combiner leurs mouvements, tandis que la division se mettait parmi les généraux français. Cependant, la victoire d'Ocana, la prise de Gerona qui succomba après un siége de sept mois, l'arrivée du général Suchet dissimulaient encore la gravité du danger, quand l'aveuglement de Napoléon attira sur nous de nouveaux désastres.

Il découragea l'armée en réunissant les corps de Ney et de Mortier sous le commandement du maréchal Soult qui ne méritait pas cette faveur; il indigna l'Espagne et affligea profondément le roi Joseph en décidant que la Vieille-Castille, Léon et les Asturies auraient à entretenir et payer l'armée française, et qu'en outre la Catalogne, l'Aragon, la Navarre et la Biscaye seraient désormais placées sous l'autorité directe des généraux français; ce n'était rien moins que le démembrement de l'Espagne. En vain, afin d'assurer nos conquêtes, l'Empereur reprenait-il le plan de l'année précédente, et envoyait-il Masséna en Por-

gal pour renouveler la tentative de Junot et de Soult. Mal soutenu, sans vivres, sans soldats, Masséna était arrêté par Wellington devant les lignes de Torres-Vedras, et, au bout de cinq mois, donnait le signal de la retraite, sans pouvoir obtenir de ses lieutenants, de Ney par exemple, qu'ils voulussent l'attendre. Poursuivi par le duc de Wellington, après avoir perdu Almeida, il livra, pour sauver Cindad-Rodrigo, la bataille de Fuentes-de-Onoro qui resta indécise, et laissa sans regret son commandement à Marmont qui ne devait pas être plus heureux.

Que pouvait en effet l'habileté de nos généraux et la bravoure de nos soldats contre une situation sans exemple dans l'histoire? Un peuple entier soulevé contre un roi étranger; ce roi, appelé au trône malgré lui, détesté par les Espagnols parce qu'il était Français, mal vu des Français parce qu'il voulait ménager les Espagnols, à peine obéi par des généraux qui contestaient son courage et sa capacité, et ne trouvant d'appui nulle part. Les maréchaux, chargés de diriger la guerre, songeaient surtout à leur propre gloire et à leurs intérêts. Ney obéissait mal, et Soult, qui laissait volontiers ses collègues dans l'embarras, rêvait pour lui un trône dans le démembrement du Portugal. Mais là n'était pas le plus grand danger. La guerre d'Espagne, si l'Empereur avait voulu sérieusement s'en occuper, aurait pu finir par un succès; malheureusement, ce n'était qu'un épisode de la lutte entreprise alors contre l'Europe tout entière; les destinées de ce pays ne devaient pas se décider en Espagne, mais à Moscou, à Leipzig, en Russie, en Allemagne, à Paris, partout où l'ambition insensée d'un homme allait prodiguer le sang de la France. Aussi à travers la diversité des opérations militaires,

mêlées de revers et de succès, voyons-nous, dès 1811, diminuer la confiance de nos troupes et grandir celle de nos ennemis. Ne nous laissons donc pas éblouir par les triomphes que vont encore remporter nos soldats ; à l'issue de ces brillantes campagnes, nous trouverons, par la faute de Napoléon, inévitablement placés des échecs et enfin la retraite.

La campagne de 1811 fut, en effet, encore assez brillante, mais pleine de difficultés qui annonçaient de prochains revers. Il ne nous restait en Portugal qu'une seule place forte, Ciudad-Rodrigo, mais Wellington essaya en vain de nous l'enlever. Solidement établi sur les bords du Tage, entre Naval-Moral et Almaraz, Marmont repoussa l'armée anglaise, et put se porter au secours de Soult. Dans l'Andalousie, notre armée était maîtresse du pays, mais ne se maintenait qu'à force de ténacité et de courage ; partout, les hommes commençaient à manquer. Victor s'obstinait au siége de Cadix qu'il ne pouvait achever. Sébastiani échouait dans ses tentatives contre Murcie, et sans cesse inquiété par les bandes sorties des Alpujarras ou de la Ronda, était continuellement rappelé vers Grenade ou Malaga. Soult, qui aurait dû envoyer des troupes aux généraux placés sous ses ordres, Soult, qui avait négligé de soutenir Masséna, dégarnissait au contraire les corps de ses lieutenants et les empêchait de vaincre, sans obtenir lui-même de succès décisif. Il avait, en janvier 1811, pris Olivenza, battu sur les bords de la Gevora le corps du marquis de La Romana soutenu par une division anglaise, et pris Badajoz ; mais bientôt pressé par les Espagnols qui reprirent Olivenza, battu par Beresford près de la Albuela, il aurait perdu Badajoz s'il n'avait laissé dans cette ville le brave Philippon qui la conserva jusqu'à l'arrivée de Marmont. Celui-ci put, en

effet, accourir sur les bords de la Guadiana, et rejoindre Soult qu'il ramena dans Badajoz, tandis que Wellington se retirait en Portugal. Sur les bords de la Méditerranée, Suchet était plus heureux. Il avait pris Tortosa, Tarragone, Murviedro, battu le général Blake, et enfin, grâce aux secours qui lui avaient été envoyés, il s'était rendu maître de Valence; aussi bon administrateur qu'habile général, il faisait sinon aimer, au moins estimer sa conquête, et méritait doublement la dignité de maréchal qu'il venait de recevoir avec le titre de duc d'Albufera.

Mais on sent ce qui manquait à ces succès pour être durables; c'était une faute que de pousser Suchet dans le royaume de Valence, au lieu de le laisser en Catalogne, où il était le maître; c'était une faute que de s'obstiner à occuper toute la Péninsule et à menacer le Portugal; c'était surtout une faute que d'entreprendre de nouvelles guerres avant d'avoir soumis l'Espagne, et de vouloir, comme Napoléon, diriger de trop loin des opérations aussi difficiles; aussi, tandis que nos généraux combattaient sans espoir, Wellington redoublait d'efforts; les Espagnols, eux aussi, reprenaient courage; leurs guérillas se multipliaient dans toutes les provinces, et le roi Joseph, désespéré, courait à Paris pour demander des secours à Napoléon qui, déjà occupé de sa lutte avec la Russie, reprenait à l'armée d'Espagne vingt-cinq mille hommes.

Ces embarras ne pouvaient être ignorés de Wellington qui, dès les premiers jours de 1812, reprend l'offensive, et s'empare coup sur coup de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz, va battre Marmont près de Salamanque, aux Arrapiles, et entre dans Madrid, où il installe la junte insurrectionnelle qui s'empare du gouvernement. Joseph, qui avait reçu le commande-

ment de toutes les armées de la Péninsule, fut forcé d'aller se réfugier auprès du maréchal Suchet ; Soult, de son côté, dut évacuer l'Andalousie ; après avoir fait abandonner le siége de Cadix, il fut assez heureux pour réunir à Huescar les garnisons de toutes les villes que nous avions occupées, et put se diriger en bon ordre vers le Nord. Il y eut même alors de la part des Français un retour offensif ; le général Clausel, qui succéda à Marmont, réunit, lui aussi, les garnisons des villes que nous possédions de ce côté, et descendit sur Valladolid ; en même temps, Soult s'avançait vers Madrid. Menacé d'être pris entre deux feux, Wellington abandonna la capitale, et le roi Joseph put y rentrer en vainqueur. Mais ce n'était pour longtemps ; bientôt, en effet, furent connus les événements de la campagne de Russie, et c'est sous l'impression de ces désastres que commença la campagne de 1813. La situation était bien changée. Nos quatre armées du Nord, du Midi, du Centre et du Portugal n'en formaient plus qu'une, s'élevant à peine à quatre-vingt mille hommes ; le roi Joseph, qui la commandait, était privé de l'expérience de Soult que Napoléon venait de rappeler avec six mille hommes de ses meilleurs soldats ; il ne lui restait que le maréchal Jourdan, et cinq généraux : Reille, Foy, Gazan, Clausel et Drouet-d'Erlon. Wellington, au contraire, disposait de plus de 140,000 hommes ; la régence de Cadix lui avait fourni quatre corps d'armée, celui de don Francisco Copons, destiné à la Catalogne (16,000 hommes) ; celui du général Elio, qui devait opérer dans le royaume de Valence, et donner la main à une armée anglo-sicilienne débarquée près d'Alicante ; le corps du duc del Parque (28,000 hommes) en Andalousie ; enfin, le quatrième corps, sous les ordres du général Castanos, formé des troupes de la

Galice, des Asturies et de l'Estramadure. Wellington avait sous ses ordres, outre les armées espagnoles, 48,000 Anglais et 28,000 Portugais ; il comptait encore sur une division de 11,000 hommes que le général Wittingham organisait à Majorque, et il était soutenu par d'innombrables guérillas.

Devant toutes ces forces accumulées, il ne fallait plus songer à résister. Joseph commanda un mouvement général de retraite vers le Nord, mais il commit l'imprudence de vouloir défendre la ligne beaucoup trop étendue du Duero; tourné par Wellington, il se concentra derrière l'Ebre, mais ne put s'y maintenir. Etabli près de Vittoria, il lui restait, pour ramener en France avec nos soldats les familles de ceux qui s'étaient attachés à sa fortune, les trois routes de Logrono, de Bayonne et de Pampelune. Mais le 21 juin, il se laissa battre par Wellington, et perdit ainsi les deux routes de Bayonne et Logrono. C'est par la troisième, restée seule libre, et que protégea le général Foy, que dut s'enfuir dans un affreux désordre l'immense convoi qui suivait notre armée, les voitures chargées du butin de nos soldats, les émigrés espagnols, femmes, enfants, mêlés aux troupes, tandis que leurs malheureux compagnons tombaient aux mains des Anglais. Il fallut au général Foy et au général Clausel des prodiges de valeur et d'habileté pour repasser les Pyrénées. L'Espagne était évacuée ; nous n'avions plus dans ce pays que le maréchal Suchet, toujours vainqueur et maître de la Catalogne, où il devait se maintenir jusqu'en 1814.

L'Empereur, cependant, n'avait pas tout à fait renoncé à cette conquête ; vainqueur à Lutzen et à Bautzen, il tourna de nouveau ses regards vers l'Espagne, et y envoya le maréchal Soult avec le titre

de généralissime. Mais malgré ces efforts, Soult ne put rompre les lignes de Saint-Martial, et secourir Pampelune, ni Saint-Sébastien qui se rendirent bientôt aux Anglais. Ceux-ci exercèrent sur cette dernière ville des rigueurs atroces; ils la mirent au pillage. Du reste, pendant tout leur séjour en Espagne, ils avaient paru s'appliquer à ruiner ce malheureux pays, qui avait autant à souffrir de ses alliés que de ses ennemis. Les Anglais montrèrent surtout à quels sentiments d'égoïsme ils obéissaient quand ils pillèrent les arsenaux de l'Espagne, incendièrent les manufactures, et détruisirent tout ce qui pouvait porter ombrage à la marine de l'Angleterre ou à son industrie. Soult, repoussé par Wellington, dut reprendre ses positions en deçà des vallées de Bastan et de Roncevaux. La campagne suivante ne fut pas plus heureuse; les troupes hispano-anglaises franchirent la Bidassoa, et le 10 novembre, elles enfermaient Soult dans Bayonne. C'est maintenant le territoire français qui allait être le théâtre de la lutte.

L'Empereur avait enfin compris la nécessité de céder; au mois de décembre 1813, il avait envoyé à Valençay, auprès de Ferdinand, un négociateur habile, M. de Laforest, qui lui faisait signer le traité de Valençay; Ferdinand remontait sur le trône d'Espagne, mais il s'engageait à faire sortir de la Péninsule l'armée anglaise, au moment même où nos troupes quitteraient son territoire, et à rester notre allié. Il était trop tard; les Cortès refusèrent de ratifier le traité, et c'est par la force des armes que Suchet dut conquérir son salut et celui de ses soldats. Il fut à la hauteur de sa tâche. Vainqueur d'une armée espagnole à Yecla, il avait battu près d'Alicante l'armée anglaise de Murray, et l'avait forcée à se rembarquer. Mais à

la nouvelle de la défaite de Vittoria, il comprit qu'il ne pouvait plus garder le royaume de Valence, et ne songea plus qu'à se maintenir en Catalogne. Il y réussit jusqu'en 1814. Réduit alors à une dizaine de mille hommes, il évacua les villes de Morella et Denia, et ferma aux troupes anglaises et espagnoles le chemin des Pyrénées. Bientôt une trahison vint lui enlever les villes de Lerida, Mesquinenza et Monzon. Un officier d'origine belge, Van-Halen, se fit livrer ces trois places sur une fausse signature du maréchal, et les rendit aux alliés. Suchet vint alors se mettre sous la protection de Figuières, et s'y maintint jusqu'au mois d'avril. Par un armistice conclu avec le duc de Wellington, il rendait aux Espagnols les villes de Tortosa, Murviedro, Peniscola, Barcelone et Figuières, où étaient encore des garnisons françaises, mais nos soldats rentraient en France avec les honneurs de la guerre ; il sauvait les débris de son armée.

Telle fut la fin de cette malheureuse expédition, commencée par un guet-à-pens et terminée par les plus grands désastres. Nulle entreprise n'a été plus funeste à ceux qui s'y mêlèrent. Elle a coûté à la France des flots de sang et usé ses meilleurs soldats dans une guerre inutile; elle a commencé les revers de Napoléon et contribué à sa chute; elle a ruiné l'Espagne, écrasée par nos armes, épuisée par ses propres efforts, ravagée par l'avidité des Anglais, ses alliés. Cette guerre a eu des résultats plus fâcheux ; par ses origines, par ses sanglantes cruautés, elle a fait reculer la civilisation et ruiné tous les principes du droit public. L'Empereur, en s'emparant de l'Espagne contre toute justice, avait audacieusement proclamé le droit de la force. Cette usurpation provoqua des colères terribles et d'effroyables barbaries ; nous avons vu com-

ment, dès les premiers jours de la lutte, des multitudes furieuses, trouvant commode d'abriter sous le beau nom de religion et de dévouement à la patrie le goût du sang et du pillage, se signalèrent par d'affreux massacres ; nos soldats, à leur tour, répondirent à ces cruautés par de terribles représailles, et peu à peu l'on se permit des deux côtés les excès les plus atroces ; les capitulations ne sauvèrent pas ceux qui les avaient obtenues ; on massacrait les prisonniers, on assassinait les malades dans les hôpitaux ; blessés, femmes, enfants, rien n'était épargné ; la vie humaine n'avait plus de prix.

Cette guerre a fait encore plus de mal ; elle a compromis pour longtemps en Espagne les idées françaises, ces idées de tolérance, de liberté, d'humanité, filles de la philosophie du XVIII[e] siècle, et qui avaient déjà obtenu la réforme de tant d'abus. En 1815, ces nobles idées sont combattues partout en Europe ; la Révolution française en avait dégoûté les princes dont elle menaçait les trônes, mais les peuples se sentaient partout gagnés à cette grande cause. C'est Napoléon qui excita contre elle les passions des peuples, parce qu'il attentait à leur indépendance ; entre ses mains, les plus sages réformes devenaient suspectes et odieuses ; on y voyait la marque de la conquête et un instrument de domination. Aussi toutes les nations ne subissaient-elles qu'à regret les bienfaits d'une main arrosée de leur sang ; mais nulle part ces résultats ne furent plus manifestes qu'en Espagne. En haine de l'invasion, notre ancienne alliée allait se rejeter, avec une espèce de fureur patriotique, dans toutes les idées les plus hostiles au génie français et aux conquêtes de la révolution.

# CHAPITRE II

## LES CORTÈS

Les peuples n'aiment de la liberté que ce qu'ils sont capables d'en comprendre, et leur goût pour la vie politique se mesure à l'étendue de leurs lumières, bien plus qu'à leur amour de l'indépendance. L'Espagne en est un frappant exemple. Il n'y a pas au monde de nation plus fière et moins soumise. Les paysans, réunis sur la place du village, discutent les affaires publiques, et tiennent plus que partout ailleurs à leurs libertés locales; même sous Charles-Quint et sous Philippe II, l'alcade résiste aux soldats du roi, et les force à respecter son autorité; le peuple des villes, dès qu'il est contrarié dans ses passions ou ses préjugés, a recours à la révolte, et, une fois allumée, sa colère ne s'éteint que dans le sang; comme chez tous les peuples du Midi, une affection aveugle pour l'autorité absolue du roi et de l'Eglise s'allie aux passions démagogiques, et souvent même sert de prétexte à leurs plus violents excès; des multitudes furieuses pillent et massacrent au nom de Dieu, de la Vierge ou du roi, comme ailleurs aux cris de liberté et d'égalité. Ce qui manque à l'Espagne, ce n'est donc ni la fierté, ni l'indépendance, souvent poussées jusqu'à la sédition, c'est ce développement de lumières, cette éducation intellectuelle qui, seule, peut créer et développer le goût de la vie publique et des institutions politiques. Dans les pays où s'est formée de bonne heure une aristocratie pénétrée du sentiment de ses devoirs,

c'est elle qui a créé les institutions politiques, et leur a gagné, avec la consécration du temps, l'assentiment de toute la nation. A défaut de la noblesse, c'est le Tiers-Etat qui, sortant peu à peu de son abaissement, a donné à d'autres nations l'amour des libertés politiques, et, après avoir résolument écarté une noblesse incapable, a partagé le pouvoir avec la royauté ou le lui a violemment arraché. C'est ainsi qu'en Angleterre l'aristocratie, en France la bourgeoisie sont parvenues à fonder des gouvernements libres. L'Espagne n'a eu aucun de ces avantages. Un roi absolu, une noblesse ignorante, une église ennemie de toute liberté, un peuple grossier et fanatique, une armée fière de son drapeau, mais sans respect pour les lois, instrument commode de toutes les ambitions, voilà de quels éléments se composait la nation espagnole au commencement de ce siècle ; il est aisé de comprendre à quels obstacles allaient se briser les quelques hommes éclairés qui tenteraient de lui donner un gouvernement libre et des institutions que si peu de personnes étaient capables de comprendre.

L'Espagne allait encore faire une autre expérience. La politique n'est une affaire ni d'improvisation ni de sentiment ; c'est, à la fois, une science et un art ; un art, parce que le maniement des hommes et des affaires exige l'emploi des moyens les plus divers; une science, car l'organisation du gouvernement, la pondération des pouvoirs, la représentation exacte de tous les éléments qui composent une nation, cet ensemble de lois et de réglements qui garantissent l'ordre, assurent la liberté et satisfont les divers intérêts ; tout cela repose sur des principes certains et absolus dont on ne s'écarte qu'avec les plus grands dangers.

Jamais occasion de réformer un pays ne fut plus favorable qu'après les événements de Bayonne. Abandonnée par son gouvernement, réduite à ne compter que sur elle pour défendre son indépendance, la nation avait bien le droit d'opérer sur elle-même les réformes les plus radicales. Il fallait d'ailleurs supprimer les anciens abus et donner au pays de meilleures institutions, ne fût-ce que pour enlever à Napoléon le prétexte dont il essayait de couvrir son usurpation. L'Empereur, en effet, s'annonçait comme le régénérateur de l'Espagne. Murat n'eut pas plutôt pris le gouvernement qu'il convoqua une assemblée de notables chargée d'aller à Bayonne reconnaître le nouveau roi, et de donner une constitution au peuple espagnol. De ces deux missions, la seconde était singulièrement compromise par la première; le peuple espagnol ne vit que celle-ci, et sut gré à tous ceux qui ne l'acceptèrent pas; il applaudit à la généreuse résistance du marquis d'Astorga et de don Antonio Valdès; il accueillit surtout avec enthousiasme la lettre de l'évêque d'Orense qui déclarait nulles les renonciations de Charles IV et de Ferdinand VII. L'assemblée des notables ne s'en réunit pas moins, et accepta des mains de Napoléon, avec le roi Joseph, un ensemble d'institutions assez semblables à celles qui régissaient alors la France : un sénat de vingt-quatre membres, un corps législatif, une magistrature inamovible avec une cour suprême comme la cour de cassation, et un conseil d'Etat; d'autres décrets diminuaient les majorats et les couvents, abolissaient la torture, établissaient la publicité dans les débats judiciaires. De ces réformes, celles qui touchaient aux droits civils étaient sérieuses; les réformes politiques, au contraire, seraient sans doute demeurées, comme en

Italie, comme en France, hélas! tout à fait illusoires. Le Sénat, composé de vingt-quatre membres, était chargé, comme en France, d'assurer la liberté de la presse et la liberté individuelle; s'il avait compris sa mission de la même manière, il aurait supprimé tous les journaux, et organisé la détention arbitraire des citoyens que les tribunaux ne pouvaient pas atteindre; telles étaient, avec les levées d'hommes anticipées, les attributions du Sénat français. Quant au corps législatif, espèce de Cortès au petit pied, la distinction des députés par *bras* y était soigneusement maintenue. On sait d'ailleurs quel rôle l'Empereur était habitué à laisser à ces assemblées.

Mais là n'était pas la question pour l'Espagne; elle ne voyait dans ces bienfaits supposés ou réels que des tentatives d'usurpation que sa dignité lui faisait un devoir de repousser. Le conseil de Castille lui-même, qui finit pourtant par se soumettre, protesta d'abord au nom des Cortès, et les juntes provinciales ne tinrent aucun compte des nouveaux décrets; elles ne se formèrent que pour organiser et diriger l'insurrection. Elles acquirent sans peine un développement rapide, parce qu'elles combattaient l'invasion étrangère, et aussi parce qu'elles étaient en harmonie avec le génie du peuple espagnol qui a toujours attaché un prix particulier à l'indépendance des autorités locales. Les juntes n'éprouvèrent de résistance que lorsqu'elles voulurent organiser une junte centrale qui réunirait tous les pouvoirs. Cette prétention fut combattue, au nom de l'ancien régime, par le conseil de Castille qui s'était emparé de l'autorité quand le roi Joseph eut quitté Madrid, mais ne put la garder pour n'avoir su se décider à temps ni en faveur du nouveau roi, ni en faveur de l'insurrection. Le parti militaire n'accepta

pas davantage la suprématie des juntes ; il voulait ce qu'on est convenu d'appeler un pouvoir fort, quelque chose comme une dictature armée, et le général don Gregorio de la Cuesta fit arrêter, au moment où ils se rendaient à Madrid, les deux représentants de la province de Léon, don Antonio Valdès et le comte de Quintanilla. Les juntes n'en persistèrent pas moins dans leur résolution, et le 25 septembre s'installa dans Aranjuez la *Junte suprême centrale gouvernante du royaume*, composée d'abord de vingt-quatre membres, et plus tard de trente-cinq.

Les hommes en qui l'Espagne mettait alors tout son espoir ne parurent pas d'abord dignes de leur mission. Leur président, Florida-Blanca, s'opposa de toute ses forces à la convocation d'une assemblée nationale ; ils s'associèrent à lui pour repousser toute réforme et même pour relever d'anciens abus. On suspendit la vente des biens de main-morte, on révoqua le décret rendu par d'Aranda contre les jésuites, et on nomma un grand inquisiteur. En même temps, la junte se conférait à elle-même le titre de Majesté, et donnait celui d'Altesse à son président ; les simples membres se contentaient de celui d'Excellence avec cent vingt mille réaux de traitement.

Heureusement pour elle, les victoires des Français l'obligèrent bientôt à déployer plus de sagesse et de vigueur. Dès qu'elle fut établie à Séville, la junte s'occupa sérieusement d'organiser la résistance et de chercher des alliés ; elle sollicita les secours de l'Angleterre, en même temps qu'elle demandait aux juntes provinciales d'énormes contributions et qu'elle levait des armées. Les décrets rendus par Napoléon à Chamartin l'obligèrent aussi à des réformes rendues plus faciles par la mort de Florida-Blanca ; Jovellanos prit

alors une véritable autorité, et secondé par quelques-uns de ses collègues, il obtint d'importantes améliorations; il décida surtout le rétablissement de la représentation nationale, par la convocation des Cortès fixée à l'année suivante. Mais tous les membres de la junte n'étaient pas également dévoués aux idées nouvelles; de là des concessions regrettables; ainsi, l'on reconstitua le conseil supérieur des Indes hostile à tout projet de réforme. Des divisions éclatèrent, et plusieurs princes essayèrent d'en profiter pour obtenir le pouvoir. La reine de Sicile voulait assurer le trône à son fils Léopold; le duc d'Orléans, la princesse Charlotte s'agitèrent également. Dans les premiers jours de novembre, la junte, menacée par un complot, nomma une commission exécutive; le marquis de Romana, qui en était le principal personnage, essaya de s'attribuer la régence; deux de ses collègues, Palafox et le comte de Montijo, personnage singulier, partisan de l'autorité absolue et toujours prêt à soulever les masses, espèce de démagogue monarchique, attaquèrent à la fois la commission exécutive et la junte centrale. Romana les fit emprisonner; mais ces querelles affaiblirent l'autorité d'un pouvoir d'ailleurs très-ébranlé par les défaites éprouvées sur tous les points du territoire, car il fallait reculer devant l'armée que Soult dirigeait vers l'Andalousie. Le peuple ne vit pas sans indignation la junte annoncer, le 13 janvier 1810, qu'elle allait quitter Séville pour se mettre dans l'île de Léon sous la protection des canons de Cadix; ses membres furent insultés, et même, dans certains endroits, menacés de mort. Avant la fin du même mois, la junte remit ses pouvoirs à un conseil de régence composé de cinq membres : l'évêque d'Orense, le général Castanos, Francisco Saavedra,

Antonio Escano, et don Miguel de Lardizabal, chargé de représenter la population des colonies.

Le nouveau conseil de régence était animé contre la junte centrale des passions les plus hostiles; il en poursuivit avec acharnement tous les membres qui furent exilés, sauf Tilly et Calvo de Rozas, tous deux jetés en prison. Il fit ajourner la convocation des Cortès, et rétablit officiellement l'inquisition. Tout était perdu sans l'énergique opposition des juntes provinciales qui réclamèrent la prompte réunion des Cortès, et finirent par l'obtenir. Au mois de juin, le conseil de régence fut forcé de s'adjoindre un économiste distingué, financier habile, don Martin Garay, et, sur son rapport, les Cortès furent convoquées pour le mois d'août dans l'île de Léon. La majorité adopta le principe d'une Chambre unique; elle devait être composée d'un membre de la municipalité de chaque ville ayant droit de *voto en Co tes*, d'un membre de chaque junte provinciale, de députés nommés en raison d'un par trente mille habitants. Tout Espagnol âgé de vingt-cinq ans, domicilié dans une province, et ayant maison ouverte, nommait la junte de paroisse; celles-ci nommaient les juntes de district; les juntes de district formaient les juntes provinciales qui choisissaient enfin les députés; c'était l'élection à quatre degrés; système détestable, car la meilleure loi est celle qui rapproche le plus l'électeur du candidat. Il fallut prévoir le cas où des provinces envahies ne pourraient pas nommer de députés; on décida que les habitants de ces régions, domiciliés à Cadix, nommeraient vingt-huit membres pour les colonies et un député par province envahie. Ces députés siégeraient à titre de suppléants jusqu'au moment où des membres régulièrement élus pourraient les remplacer.

Les membres des Cortès se réunirent le 24 septembre ; leur mission était grande et belle : affranchir leur pays de l'invasion étrangère et le doter d'institutions libérales. Par malheur, sur ce dernier point, le conseil de régence, avec une habileté perfide, enchaîna les députés. Dans un serment rédigé à l'avance, il leur imposa non seulement l'obligation toute naturelle de conserver l'intégrité du territoire et les droits de Ferdinand VII, mais encore de rester fidèles à la religion catholique et de n'en admettre aucune autre ; c'était proclamer la religion d'Etat et supprimer la liberté de conscience. Les députés se mirent aussitôt à l'œuvre, et leur début ne fut pas sans grandeur ; ils ouvrirent leurs séances au son de l'artillerie et au bruit des boulets français qui arrivaient quelquefois jusque sur la place, et conférèrent la présidence à don Diego Munos Torrero, qui se montra digne de ce choix. Il proposa en effet tout de suite aux Cortès un projet qui fut adopté sous le nom de *Décret du 24 septembre*, et organisait tout un gouvernement. Dépositaire de la souveraineté nationale qu'il exerçait seul en l'absence de Ferdinand VII, le Congrès proclamait de nouveau les droits de ce roi, protestait contre toutes les prétentions de Napoléon et se déclarait inviolable. Reconnaissant le principe de la division des pouvoirs, le Congrès se trouvait forcé par les circonstances de s'attribuer l'autorité exécutive ; il laissait cependant le conseil de régence libre de continuer ses fonctions, à condition que celui-ci reconnaîtrait la souveraineté nationale représentée par les Cortès ; d'autres dispositions maintenaient dans leurs charges les fonctionnaires restés fidèles, mais leur imposaient le principe de la responsabilité qui s'étendait à tous les degrés.

Des cinq membres du conseil de régence, un seul

l'évêque d'Orense, refusa de se soumettre au Congrès ; on se contenta d'attendre sa démission. Les quatre autres régents se résignèrent, mais entreprirent contre les Cortès une lutte sourde qui échoua devant l'énergie des députés et le bon sens des provinces. Le 29 octobre, ils furent forcés de donner leur démission. Les Cortès les remplacèrent, et ne furent plus gênées dans l'exercice de la souveraineté ; elles s'occupèrent immédiatement de préparer une Constitution. Ne pouvant pas suivre, dans tous leurs détails, les décisions de cette assemblée, nous les diviserons en deux parties : les réformes civiles et les réformes politiques, pour apprécier en quelques mots le caractère général de ses travaux.

Ce qui nous frappe d'abord, c'est la ressemblance de cette œuvre avec celle de la Constituante française ; mêmes succès, mêmes défaillances et mêmes erreurs. Le Congrès de Cadix, comme la Constituante, réussit surtout dans les réformes civiles ; comme elle, souvent elle se trompa dans les questions politiques ; enfin, elle termina comme elle sa carrière par un désintéressement qui fut une faute. En déclarant qu'ils ne pouvaient pas être réélus, les députés de Cadix, comme ceux de notre grande Assemblée nationale, léguèrent leur œuvre à d'indignes successeurs qui se hâtèrent de la défigurer.

On sait avec quelle merveilleuse rapidité la Constituante de 89 supprima tous les abus de l'ancien régime ; il suffit de quelques heures pour renverser un édifice construit depuis des siècles. Les Cortès espagnoles furent moins hardies et moins heureuses ; elles ne surent pas garantir suffisamment la liberté individuelle contre les emprisonnements arbitraires ; elles ne purent pas non plus établir la liberté de la

presse. Si l'éloquence d'Arguellez entraîna l'assemblée à l'accorder pour les matières politiques, les discussions sur les matières religieuses restèrent soumises à la censure ; mais les Cortès n'en réalisèrent pas moins de grands et sérieux progrès ; elles abolirent la torture et décrétèrent l'égalité civile ; sans supprimer les titres de noblesse, elles ne voulurent plus qu'ils fussent exigés pour entrer dans les fonctions publiques ou même dans certains colléges. Elles essayèrent aussi de protéger les pauvres Indiens contre l'envahissement de leurs terres et le travail exagéré des mines. Elles prirent également des mesures pour relever l'agriculture ; les lois de main-morte et des majorats furent révisées ; on abolit le privilége de la *mesta* qui, pour encourager l'élève des mérinos, obligeait les propriétaires à laisser des terrains incultes et ouverts sur le passage de ces troupeaux vagabonds. Au point de vue administratif, le Congrès ne fut pas moins sage ; il fixa les attributions des juntes provinciales, et partagea l'Espagne en un certain nombre de gouvernements, abolissant ainsi l'ancienne division des provinces qui, par le maintien de priviléges particuliers, était un sérieux obstacle à l'unité nationale. Mais ce qui fait le plus d'honneur à cette assemblée, c'est le décret rendu le 6 août 1811, après un discours éloquent du député Garcia Herreros, pour l'abolition des droits seigneuriaux. L'assemblée se montra en cette occasion à la hauteur de notre Constituante. Elle supprima tous les priviléges de chasse, de pêche, de fourneaux, de moulins, de pâturages, servitude féodale qui pesait encore sur plus de treize mille villages ; mais pour rester toujours juste, elle accorda une indemnité aux propriétaires dépossédés. C'était en grande partie le programme de la Révolution française.

Le Congrès fut moins heureux dans ses réformes politiques, et tomba dans les mêmes erreurs que notre Constituante. Après avoir proclamé la souveraineté nationale, il reconnaissait la royauté de Ferdinand VII, et établissait une monarchie héréditaire à qui était remis le pouvoir exécutif; c'était une première contradiction, mais, il faut le dire, une contradiction commandée par les circonstances. Où le Congrès commettait une faute grave, c'est quand il déclarait qu'il n'y aurait pour l'Espagne qu'une seule religion, la religion catholique, apostolique et romaine, et que toute autre était absolument interdite, ce qui supprimait la liberté de conscience. La division des pouvoirs paraissait exactement observée; l'assemblée votait les lois, la magistrature les appliquait, et le roi les faisait exécuter; mais ici encore, il y avait bien des inexpériences et bien des fautes. Ainsi, le roi n'avait droit de *veto* que pendant deux législatures, c'était le *veto suspensif* adopté par notre Constituante, malgré l'opposition de tous les esprits sensés. Le pouvoir législatif était entre les mains d'une seule assemblée, source éternelle de conflits entre le roi et les représentants de la nation, et qui finit par anéantir toute liberté au profit de l'assemblée ou du roi. Enfin, comme à la Constituante, le Congrès, par un excès de scrupule et poussant jusqu'à l'exagération le principe de la division des pouvoirs, ne permettait pas aux députés de devenir ministres, et supprimait, sans s'en douter, ce qui est la véritable clef de voûte du gouvernement parlementaire, la formation d'un *cabinet*, c'est-à-dire d'une commission exécutive nommée par l'Assemblée, et qui la représente auprès du roi, tandis qu'elle représente le roi devant les Chambres. Elle sapait ainsi dans

sa base le fondement même du gouvernement représentatif (1).

La loi électorale présentait aussi de grands défauts; elle maintenait dans l'élection plusieurs degrés : la paroisse, le district et la province; elle exigeait pour l'éligibilité une certaine fortune, et en même temps frappait d'incapacité des citoyens sages et éprouvés, puisqu'un député ne pouvait pas être réélu pour deux assemblées consécutives.

Sur d'autres questions, l'Assemblée avait été mieux inspirée; la justice était rendue par des tribunaux composés d'un seul juge, au-dessus desquels étaient des cours d'appel et une cour suprême; tout magistrat jouissait de l'inamovibilité. Les municipalités étaient élues par le peuple; les provinces avaient deux administrateurs : un intendant et un chef politique, obligés de se faire assister par la députation provinciale. Près du roi était placé un conseil d'Etât composé de quarante membres inamovibles, et nommés par le roi sur une liste présentée par les Cortès. L'assemblée avait en outre reconnu la dette publique, imposé à tous les citoyens le service militaire, institué partout des milices nationales, ouvert des universités et organisé l'instruction primaire.

Sans doute, il y a dans cette œuvre, conçue à la hâte, des lacunes et des imperfections, mais il serait injuste de ne pas admirer les courageux patriotes qui, au milieu des préoccupations de la guerre, essayaient de donner une Constitution à leur pays, et savaient reconnaître les principes les plus importants des gouvernements libres. Qu'on songe à ce qu'était alors l'Espagne, à ce que l'avait faite la longue domination d'un clergé fanatique et de rois absolus, l'on sera étonné que les Cortès aient montré tant de sagesse.

D'ailleurs, parmi ces fautes, quelques-unes étaient l'œuvre des circonstances ; d'autres furent imposées aux libéraux par les partisans des anciens abus, désignés à cette époque sous le nom de *serviles*, et qui, de parti pris, s'opposaient aux plus sages réformes ; plusieurs, enfin, tenaient au respect des Cortès pour les vieilles traditions de l'Espagne ; le droit des Cortès de se réunir de leur propre autorité, la députation permanente, l'exclusion des ministres et des fonctionnaires de la représentation du pays, toutes ces mesures étaient empruntées aux anciennes constitutions de l'Aragon. Quant au patriotisme de cette assemblée, il est au-dessus de tout éloge ; dès qu'il s'agissait de défendre le sol de l'Espagne, de repousser les envahisseurs, toute division disparaissait, l'assemblée était unanime. C'est ainsi qu'en 1811, sur le bruit que Ferdinand sollicitait la main d'une princesse de la famille Bonaparte, elle déclara qu'aucun roi d'Espagne ne pourrait contracter de mariage sans l'approbation de la nation représentée par les Cortès. Elle décida aussi que le roi étant captif, tout traité serait nul s'il n'était sanctionné par la Chambre. Elle adopta les mesures les plus énergiques pour trouver de l'argent et pour armer des soldats : contribution de guerre, emprunts, loteries, tout lui fut bon, et elle eût raison; quand la patrie est en danger, il n'y a plus qu'un devoir, la sauver. Se défiant même de Ferdinand VII, et elle n'eût qu'un tort, celui de ne pas s'en défier assez, elle régla l'ordre de succession, frappa d'exclusion l'infant don François de Paule, la reine d'Etrurie et l'archiduchesse d'Autriche qui étaient trop soumis à l'influence étrangère, mais par un retour à l'ancien droit national, admit les femmes à la couronne, aussi bien que les mâles, par ordre de primogéniture.

De pareils travaux ne s'accomplissent pas sans blesser bien des intérêts, sans soulever de vives oppositions. Dès la première discussion sur la liberté de la presse, il se manifesta dans la Chambre une division regrettable ; les partisans de l'ancien régime, qui s'acharnèrent à mériter toujours le nom de *serviles*, fournirent dès ce moment un parti soutenu, à la Chambre par plusieurs députés, au dehors par don Palafox, et le comte de Montijo, l'infatigable organisateur de la démagogie royaliste. Ce parti s'était d'abord appuyé sur les membres de l'ancienne régence ; il essaya ensuite d'arriver au pouvoir en faisant entrer dans le nouveau conseil de régence la princesse Charlotte ; battus encore de ce côté par Arguelez et Calatrava, les serviles parvinrent cependant à obtenir la nomination du duc d'Infantado et de quelques autres conseillers dévoués à leurs idées (20 janvier 1812). Ils essayèrent même de peser sur l'assemblée en organisant contre elle une véritable émeute de moines pour obtenir le rétablissement de l'inquisition ; le jour où cette proposition fut soumise à l'assemblée, les tribunes pliaient sous le poids des émissaires envoyés par tous les couvents ; mais les libéraux surent éviter le piége ; ils obtinrent qu'on remit la discussion à un autre jour. Les serviles eurent alors recours à une autre tactique ; ils demandèrent la dissolution des Cortès, et cette fois, ils réussirent. On décida que de nouvelles Cortès seraient convoquées pour le mois d'octobre. En attendant, les hommes qui avaient montré tant d'énergie, et rédigé la constitution nouvelle dans l'église San-Philippe-de-Neri, cédèrent à la lassitude ; la démission d'O'Donnell leur enleva le seul membre de la régence qui leur fut favorable ; des députés d'outre-mer apportèrent des idées de supers-

tition encore plus exagérées que celles qui régnaient en Europe; c'est à leur inspiration, par exemple, qu'il faut attribuer le singulier décret qui nommait sainte Thérèse patronne de l'Espagne. L'influence des mêmes députés fit échouer la réforme des couvents et des ordres monastiques; il fallut se contenter de mesures insuffisantes, et, pour que l'inquisition ne fut pas rétablie dans tous ses droits, consentir à ce qu'on organisât des tribunaux *protecteurs de la foi.* Encore le gouvernement se montra-t-il animé d'un tout autre esprit que ses députés; les Cortès avaient décidé que le décret qui supprimait l'inquisition serait lu en chaire dans toutes les églises; pour être obéies, les Cortès furent obligées de destituer les régents, et d'exiler le nonce du pape, le cardinal Gravina.

Ce fut le dernier acte d'énergie des Cortès; les députés qui avaient sauvé l'Espagne, et essayé de lui donner la liberté, allaient céder la place à leurs ennemis qui avaient obtenu dans les élections une importante majorité. Cependant, comme les députés suppléants devaient continuer à siéger tant que les provinces occupées n'auraient pas pu voter, l'esprit de la nouvelle assemblée ne parut pas d'abord profondément modifié, et le parti libéral y garda quelque influence, mais au bout de quelque temps, l'assemblée suspendit ses séances; elle abandonna l'île de Léon pour se rendre à Madrid, où elle devait se trouver en présence de Ferdinand VII, redevenu roi d'Espagne par le traité de Valençay.

# LIVRE TROISIÈME

## FERDINAND VII

—

### CHAPITRE I

#### LA RESTAURATION

Si les révolutions jettent un trouble passager dans la tranquillité publique, si elles soulèvent des passions qui, par leurs violences, compromettent la cause du progrès et de la liberté, elles ont au moins l'honneur de provoquer partout l'enthousiasme, d'élever les âmes et d'accomplir des réformes nécessaires. Les restaurations, au contaire, n'offrent que des spectacles désolants : les souverains se vengent, leurs partisans anciens et nouveaux, les nouveaux plus que les anciens satisfont leurs ambitions et leurs rancunes, les abus renaissent, la nation assiste au débordement de basses convoitises et de rigueurs froidement exécutées. L'Espagne ne pouvait pas échapper à cette loi, et Ferdinand n'était pas fait pour arrêter l'esprit de folle réaction qui, en ce moment, emportait l'Europe entière. Nulle part, sauf peut-être en Italie, la réaction ne fut aussi sotte et aussi cruelle ; nulle part d'ailleurs, il faut le reconnaître, le souverain ne fut mieux servi par les circonstances.

Ferdinand, en effet, n'était pas pour les Espagnols un roi ordinaire; relégué dans l'ombre dès sa jeunesse par l'influence d'un favori que la nation détestait, tombé du trône au bout de quelques jours et captif d'un usurpateur, ramené enfin au pouvoir par les désastres de Napoléon, il excitait un amour exalté jusqu'à la folie par la haine qu'inspiraient Godoy et Napoléon, par l'enthousiasme qu'allumait dans tous les cœurs les succès de la guerre de l'Indépendance. Singulier honneur pour un prince que Napoléon avait déclaré tout de suite *très-faux*, *très-bête et très-méchant*, et dont Chateaubriand, toujours si respectueux pour les Bourbons, écrivait quelques années plus tard : « Il y a des monarques de faux aloi qui sont sur le trône par surprise. » Mais les Espagnols ne l'avaient jamais vu que dans ce demi-jour favorable aux illusions populaires et relevé par l'attrait de la persécution. Ils ne savaient pas que pendant qu'ils mouraient pour lui, ce prince s'abandonnait à Valençay aux aimables distractions que lui ménageait M. de Talleyrand sur l'ordre de l'Empereur, adressait des lettres de félicitations au roi Joseph, et célébrait les victoires des armées françaises avec une telle profusion d'illuminations que Talleyrand s'en alarma, et craignit de voir son château incendié. Pour les Espagnols, ce prince indigne représentait en ce moment l'honneur national et la patrie. Il allait donc, à son retour en Espagne, couvrir de sa popularité tous les partisans de l'ancien régime, les fauteurs de tous les abus menacés par les réformes des Cortès, et mettre toutes les forces de la nation, depuis les richesses de la noblesse et du clergé jusqu'au fanatisme de la multitude, au service d'un despotisme sans frein.

A ce torrent qui devait tout emporter que pouvaient

opposer les rares défenseurs des idées libérales? Les décrets des Cortès; mais les lois ne sont rien quand elles ne sont pas soutenues par les mœurs et n'ont pas l'assentiment de la population. Or, cet assentiment manquait à la Constitution de 1812 et à ses auteurs. Des hommes d'Etat qui avaient dirigé ces discussions, aucun n'avait une autorité réelle; quant à leurs principes, qui aurait pu les soutenir? La noblesse ou le clergé, blessés dans leurs priviléges? ils avaient, dès 1808, protesté contre toute réforme libérale? Le peuple? il faisait des émeutes par amour du sang et du pillage, par cette étroite affinité qui rapproche les tyrans et les foules démagogiques, mais il aimait mieux les faire au nom du roi que contre lui. La bourgeoisie? c'est elle qui avait fait la Révolution en France, qui l'avait défendue même contre Napoléon, et qui devait la défendre contre les Bourbons; mais en Espagne, la bourgeoisie, telle que nous la connaissons, éclairée et indépendante, cette bourgeoisie n'existait pas; enfin, l'armée était mécontente, et à la haine que les soldats ont toujours pour les hommes d'Etat s'ajoutaient des griefs fort légitimes. Il ne restait donc pour défendre la liberté qu'une minorité imperceptible d'hommes sans racines et sans appui dans le pays, destinés à être emportés par le premier orage. Le parti libéral avait des adversaires même au sein des Cortès; à Cadix, dans l'église de San-Philippe-de-Neri, l'on n'avait pas toujours entendu des paroles favorables à la liberté. Mais la marche des événements augmentait tous les jours la force des serviles; ils s'étaient emparés du conseil de régence, et les nouvelles élections leur avaient donné de très-puissants appuis dans les Cortès qui allaient quitter Cadix pour s'installer à Madrid et y retrouver le roi Ferdinand. Il

ne restait aux partisans des réformes constitutionnelles qu'une ressource, c'était de s'entendre avec le roi, et d'arriver par de mutuelles concessions à un état régulier. Malheureusement, par l'article 375, le Congrès avait interdit pour huit années tout changement à la Constitution, et en même temps qu'il s'était ainsi lié les mains, il commettait une flagrante usurpation sur le pouvoir du roi.

Il était donc facile de prévoir dès les premiers jours de quel côté serait la victoire dans une lutte entre les Cortès et la royauté ; le conflit éclata avant même que Ferdinand fut remonté sur le trône. Au mois de décembre 1813, il avait signé avec Napoléon un traité connu sous le nom de *Traité de Valençay*. Il s'engageait, comme nous l'avons déjà dit, à renvoyer les troupes anglaises, à maintenir dans tous leurs droits les partisans du roi Joseph, et à payer une pension de trente millions de réaux au vieux roi Charles IV qui vivait alors à Rome avec sa femme et le Prince de la Paix. Ce traité fut aussitôt communiqué aux Cortès et au conseil de régence. Après avoir pris l'avis du conseil d'Etat, le Congrès répondit que, conformément au décret du 1er janvier 1811, il ne pouvait reconnaître un traité signé par le roi, tant que celui-ci ne serait pas en liberté et n'aurait par prêté serment devant les Cortès. Ferdinand fut très-irrité de cette réponse ; il envoya en Espagne d'abord le duc de San-Carlos, puis Palafox ; mais ne put rien obtenir. Heureusement pour lui, Napoléon, pressé de tous côtés par de nombreux ennemis, le laissa partir sans condition. Il ne pouvait pas tirer de l'Espagne une plus cruelle vengeance.

Ferdinand, en effet, partit de France bien décidé à briser tous les obstacles que le Congrès voudrait

mettre à son autorité. En vain, celui-ci avait-il cru multiplier les précautions en fixant d'avance l'itinéraire que devait suivre le roi, en ordonnant aux généraux de lui présenter d'abord ses décrets, et de ne lui laisser qu'une escorte convenable sans lui livrer le commandement d'une armée. Toutes ces mesures n'étaient que les dernières protestations d'un parti qui se sentait vaincu; elles furent attaquées jusque dans les Cortès par un député de Séville qui se faisait l'interprète de l'opinion populaire, quand il s'écria : « Lorsque le seigneur don Ferdinand naquit, il naquit avec un droit à la souveraineté absolue de la nation espagnole; quand, par l'abdication de Charles IV, il obtint la couronne, il resta en possession et exercice absolu de roi et seigneur.... » Interrompu par de violentes clameurs et par les cris : *A l'ordre!* il n'en continua pas moins : « Or donc, aussitôt que le seigneur don Ferdinand VII, rendu à la nation espagnole, recouvrera le trône, il est indispensable qu'il exerce la souveraineté absolue du moment où il touchera la frontière. » Ces sentiments étaient ceux de toute l'Espagne qui se précipitait vers la servitude avec un aveuglement presque touchant, tant il exprimait de confiance et d'affection pour celui qui en était si peu digne.

Ferdinand comprit tout ce que lui permettait un enthousiasme aussi aveugle, et résolut d'en profiter. Son premier acte fut de ne pas suivre l'itinéraire qui lui avait été prescrit par le Congrès. Reçu le 24 mars, sur les bords de la Fluvia, par le général Copons, qui lui remit une lettre de la régence et lui présenta les décrets, mais sans les appuyer, Ferdinand, au lieu de se diriger sur Madrid, se rendit à Saragosse, où l'attendaient les partisans du gouvernement absolu. Par

tout, sur son passage, les manifestations populaires se reproduisirent avec un enthousiasme poussé jusqu'à l'idolâtrie, et quand, au milieu des acclamations d'une foule vraiment en délire, des courtisans empressés supplièrent le prince de régner à la manière de ses ancêtres, ils n'eurent pas de peine à le persuader. Habitué dès son enfance à la dissimulation Ferdinand cependant semblait se laisser entraîner sans trahir les sentiments qui étaient au fond de son cœur. C'est seulement à Valence que certain de la chute de Napoléon et sûr de ne rencontrer aucun obstacle, il se décida à reprendre le pouvoir absolu. Tout l'y poussait. Un membre des Cortès, Mozo-Rosalès, lui apporta au nom de la minorité une adresse pour le supplier de détruire la Constitution. Dans cette adresse, restée célèbre, les dernières années étaient comparées aux jours de désordre qui, chez les Perses, signalaient les interrègnes ; d'où le nom de *Perses* appliqué désormais en Espagne aux députés *serviles* ; les compagnons du roi, revenus de l'exil et accourus au devant de lui, tenaient le même langage ; le peuple ne demandait que le roi absolu, *El rey neto ;* le capitaine-général de Valence, Elio, très-maltraité par les Cortès et par la presse pour sa conduite pendant la guerre, décida Ferdinand à ne plus rien ménager. En le présentant aux officiers de son état-major : « Jurez-vous, leur dit-il, de soutenir le roi dans la plénitude de ses droits? — Nous le jurons, répondirent-ils. » Elio remit aussitôt le bâton de commandement au roi qui n'hésita plus. Il avait reçu à Valence le président de la régence, le cardinal Louis de Bourbon, et le ministre des affaires étrangères, don José Luyando ; l'accueil avait été froid et hautain ; le roi avait donné sa main à baiser au cardinal pour attester qu'il recevait en sou-

verain l'hommage d'un vassal (1); le lendemain, il exila don Louis de Bourbon à Tolède, Luyando à Carthagène. Le même jour, il envoyait à Madrid des émissaires pour soulever la population en faveur de la royauté absolue, et un corps de cavalerie chargé de réduire les Cortès. En même temps, il annonçait ses volontés à la nation par le manifeste du 4 mai, connu sous le nom de Manifeste de Valence.

Dans cette pièce, digne d'une sérieuse attention, le roi déclarait nul tout ce qui s'était fait en Espagne pendant son absence, et refusait nettement de reconnaître la nouvelle Constitution ; il allait jusqu'à déclarer : « Coupable du crime de lèse-majesté, et comme tel punissable de la peine de mort, quiconque oserait soit par fait, soit par écrit, soit par parole exciter ou engager qui que ce fût à l'observation ou exécution desdits décrets et constitution. » Le roi voulait, autant du moins que le permettait le cours des années, rétablir et les institutions et les personnes dans la même situation qu'en 1807 ; c'est ce qu'on appelait alors en Europe, où cette folie était commune à presque toutes les restaurations, *supprimer le temps*. Mais les souverains les plus absolus ne peuvent supprimer ni le temps ni son œuvre. Ferdinand lui-même était obligé de le reconnaître, et d'accommoder au moins son langage aux exigences de l'esprit moderne. Ainsi au moment même où il réclamait un pouvoir sans limites, il promettait aux Espagnols la convocation prochaine des Cortès, leur garantissait la liberté, la sûreté individuelle et la liberté de la presse. Il allait même jusqu'à se déclarer l'ennemi du despotisme. « Je déteste, disait-il, j'abhorre le despotisme ; il ne peut se concilier ni avec les lumières, ni avec la civilisation des nations de l'Europe. Les rois ne furent

jamais despotes en Espagne ; ni les lois, ni la Constitution du royaume n'ont jamais autorisé le despotisme, quoique par malheur on y ait vu quelquefois, comme partout, des abus de pouvoir qu'aucune Constitution humaine ne pourra jamais empêcher, parce qu'il y a des abus dans tout ce qui est humain, et s'il y en a en Espagne, ce n'est pas la faute de sa Constitution, c'est celle des personnes et des circonstances. »

Ces déclarations libérales étaient sans doute un peu gâtées par les réserves qui les accompagnaient. Ainsi pour les Cortès, on n'annonçait ni l'époque, ni le mode de leur convocation ; la liberté individuelle devait être garantie par des lois qui assureraient l'ordre et la tranquillité publique ; quant à la liberté de la presse, elle devrait se renfermer « dans les bornes que la saine raison prescrit à tous, afin de ne pas dégénérer en licence. Car on ne doit pas raisonnablement souffrir, dans tout gouvernement civilisé, que l'on manque au respect dû à la religion et au gouvernement. » Enfin, dans un autre passage, Ferdinand promettait à ses sujets de les faire vivre « heureux et tranquilles sous la protection réunie d'une seule religion et d'un seul souverain, seules bases du bonheur d'un roi et d'un royaume qui ont par excellence le titre de *catholique*. »

Ferdinand croyait sans doute avoir bien calculé les perfidies de son langage ; mais même à cette époque de naïveté constitutionnelle, nul ne pouvait s'y tromper, ni les partisans de la royauté absolue, ni les Cortès. L'attitude du roi était d'ailleurs plus significative que ses paroles ; dans la Manche, il apprit l'arrivée d'une députation de Cortès ; il refusa de la recevoir. Vaincu par la situation, le parti constitutionnel se borna à rendre quelques décrets impuis-

sants; dans la nuit du 10 au 11 mai, le capitaine général de la Castille, Eguia (1), fit, sur l'ordre de Ferdinand, arrêter tous les conseillers d'Etat, tous les députés favorables aux idées nouvelles, deux régents, d'anciens ministres, des hommes comme Arguellez, Martinez de la Rosa, Munos-Torrero; le lendemain, la prison, où avaient été jetées tant d'illustres victimes, fut assaillie par une foule furieuse qui voulait les assassiner; la pierre de la Constitution fut renversée, et le peuple proclama le roi absolu (2); cette émeute était l'œuvre du comte de Montijo, véritable démagogue de l'absolutisme, qui s'était chargé de préparer le retour du roi à Madrid; Ferdinand y arriva en effet le 13 mai 1814; son règne devait être digne de ces débuts.

L'Espagne était pourtant dans une situation bien digne de la sollicitude d'un souverain éclairé; elle la méritait doublement par son patriotisme et par ses souffrances. Epuisée par une longue guerre, divisée en factions ennemies, ruinée par l'invasion de l'industrie anglaise, elle était en outre menacée de perdre ses colonies d'Amérique, depuis si longtemps son unique ressource, et qui avaient profité de la guerre de l'Indépendance pour se détacher de la métropole. Donner à cet héroïque pays un gouvernement libéral, rétablir l'union entre les Espagnols restés fidèles à leur ancienne dynastie et ceux qui avaient suivi la fortune du roi Joseph, relever les finances et l'industrie nationales, ressaisir les colonies, telle était la tâche qui s'imposait au nouveau souverain; nous allons voir comment Ferdinand s'occupa de remplir ces devoirs.

Les ministres furent tous choisis parmi des hommes dévoués à l'ancien régime, où de misérables ambi-

tieux fanatiques par calcul et sans pitié. Le portefeuille de la guerre fut confié à l'auteur du coup d'Etat du 10 mai, au général Eguia, surnommé *Coletilla*, parce que, dans son attachement aux vieux usages, il avait gardé jusqu'à la queue adoptée par les contemporains de Frédéric II ; le duc de San-Carlos fut ministre des affaires étrangères ; à la justice était Macanaz, celui qui avait contresigné l'édit de Valence ; Lardizabal, l'ancien régent, eût les Indes ; Gongora, les finances ; Salazar, la marine. Mais les ministres ne constituaient pas le véritable gouvernement. Il fallait le chercher, comme pour toutes les monarchies absolues, dans l'intérieur du palais, dans la petite chambre du roi (*la camarilla*), où se trouvaient les favoris, ceux qui faisaient et défaisaient les ministres, réglaient les destinées de l'Etat. Quels étaient donc ces personnages, au profit desquels étaient relevés le trône et l'autel, représentants des vrais principes sur lesquels doit reposer la société? C'étaient le duc d'Alagon, compagnon de Ferdinand dans ses courses nocturnes ; un bouffon, Pedro-Collado, surnommé Chamorro ; un médecin, Regato ; un valet de chambre, Montenegro ; joignez à ces personnages deux infants, don Antonio et don Carlos, l'oncle et le frère du roi, tous deux d'une incapacité absolue ; un ancien portefaix, Ugarte, et l'ambassadeur de Russie, Tattischef, qui avait dans Ugarte un serviteur dévoué ; le confesseur de don Carlos, don Blas-Ortolaza, et le nonce Gravina, maître absolu pour tout ce qui regardait l'Eglise, voilà les hommes chargés de relever en Espagne la religion et la royauté.

Un pareil gouvernement ne tarda pas à produire tout ce qu'on devait en attendre : le duc de Wellington avait exigé qu'il n'y eut pas de condamnation à mort

pour crime politique; on n'osa pas lui résister, mais on poussa les rigueurs aussi loin que possible. Tous les partisans un peu distingués des idées libérales étaient en prison depuis le 10 mai; on les cita devant le tribunal des alcades; celui-ci, avec un courage qu'il faut signaler, ayant refusé de poursuivre, on nomma des commissions pour juger les coupables. En attendant, Ferdinand, le 20 mai, jour de sa fête, signait un décret qui exilait tous les partisans du roi Joseph, tous ceux qui avaient exercé des fonctions en son nom, tout militaire ayant servi sous ses drapeaux jusqu'au grade de lieutenant; les sergents, les caporaux et les simples soldats étaient amnistiés à condition de faire amende honorable; les femmes étaient exilées avec leurs maris.

Par d'autres décrets, les capitaines généraux furent rétablis dans tous leurs anciens droits; les divisions territoriales et administratives, votées par les Cortès, disparurent, et l'on revint aux anciennes provinces, avec leurs priviléges; les moines reprirent possession de leurs couvents, le clergé de ses terres, exemptées des nouvelles taxes. L'inquisition rétablie sans qu'on eut même pris la peine de consulter les évêques put poursuivre de nouveau les hérétiques, mais surtout les libres-penseurs et les francs-maçons, désignés alors dans l'Europe à la haine de l'Eglise comme à la défiance des souverains.

Par malheur, même dans les pires gouvernements, il ne suffit pas de faire le mal, il faut encore apporter à ses fonctions une capacité relative; au bout de quelques jours, le ministre des affaires étrangères, le duc de San-Carlos fut destitué pour insuffisance de lumières (por cortelad de vista, dit poliment le décret) Le ministre de la justice, Macanaz, vendait toutes

places par l'entremise de sa maîtresse ; il avait en outre le malheur de posséder les brouillons de la correspondance de Ferdinand avec l'Empereur. Un jour, Ferdinand se rendit chez lui, ouvrit une armoire où était déposé le prix d'une charge vendue la veille, s'empara de quelques papiers, et le lendemain, Macanaz était destitué. « Macanaz, dit le décret, cédant à des maximes honteuses, a non seulement commis des délits qui méritent un châtiment sévère, mais encore il a été infidèle, à une époque où le roi avait malheureusement besoin plus que jamais de l'appui de ses vassaux bien-aimés. » Un autre favori ne fut pas plus heureux ; Ortolaza avait obtenu du roi le rétablissement de l'inquisition. « Votre Majesté, lui disait-il en le félicitant de cette mesure, est à peine sortie de sa prison, que déjà tous les malheurs de son règne sont effacés. Le savoir et le génie sont mis au grand jour, et sont récompensés des plus grands honneurs. La religion surtout, sous la protection de Votre Majesté, est sortie des ténèbres comme l'astre lumineux du jour. » Ortolaza devint ministre, mais c'était un prêtre débauché ; accusé d'avoir porté le désordre dans des couvents de filles placés sous son autorité, il fut cité devant l'inquisition, et condamné par le tribunal qu'il avait rétabli.

Les bourreaux seuls ne manquaient pas ; chaque province était soumise à un capitaine général qui en était la terreur. Elio à Valence, L'Abisbal à Séville, Villavicencio d'abord, puis Negrete à Cadix opprimaient les populations et multipliaient les emprisonnements ; ni la renommée, ni la fortune, ni même l'obscurité ne protégeaient ceux qui avaient témoigné de leur attachement à la Constitution. Le géographe Anttillon périt dans la prison de Saragosse ; on con-

damna à mort Florez Estrada pour avoir été nommé président d'un club, et Pablo Rodriguez, surnommé *le Boiteux*, parce qu'il assistait régulièrement aux séances des Cortès ; il fallut l'intervention de l'ambassadeur d'Angleterre pour lui sauver la vie.

Une pareille politique ne pouvait qu'exciter le plus vif mécontentement ; les finances étaient si mal administrées que ni les créanciers de l'État, ni les fonctionnaires n'étaient payés ; l'armée, qui avait rendu son trône à Ferdinand, l'armée était encore plus maltraitée. Les officiers qui avaient fait les campagnes de la guerre de l'Indépendance restaient dans l'oubli, tandis que la faveur disposait de tous les grades. Quant aux soldats, ils attendaient vainement l'effet des promesses royales ; on les laissait dans le plus profond dénuement, mais on les réunissait chaque soir pour leur faire réciter le rosaire, et on leur donnait des réglements sur la manière de prendre de l'eau bénite dans les églises.

C'est ce mélange de violences brutales et d'oppression religieuse qui rendit particulièrement insupportables les gouvernements de cette époque. Assurément, dans notre siècle, bien des peuples ont connu des maîtres aussi durs et aussi peu scrupuleux ; mais sous la restauration, la tyrannie politique se doubla partout d'une persécution religieuse qui humiliait profondément ceux mêmes qu'elle n'atteignait pas. Rien de plus triste que la situation de l'Espagne en ce moment. Ferdinand abolit les décrets rendus par d'Aranda contre les jésuites, et rappelle dans son royaume ces auxiliaires dévoués de la royauté absolue ; les couvents, rétablis partout, réclament leurs biens et menacent toutes les fortunes, en même temps que par leurs prédications fanatiques, leur active prop-

gande en faveur du trône et de l'autel, ils troublent les consciences et portent partout la terreur. Les adversaires du gouvernement ne sont pas plus sages ; pour se défendre, ils en appellent non pas à la raison et à l'opinion publique, mais aux révoltes et aux complots. L'Espagne, la France, l'Italie se couvrent alors de sociétés secrètes qui s'agitent dans l'ombre, tandis que des chefs plus audacieux, d'anciens soldats habitués à tous décider par les armes, se jettent dans la guerre civile. De tous côtés, aux crimes et aux folies des souverains on répond par des attentats qui appellent de nouvelles rigueurs ; c'est une lutte incessante entre les conspirateurs et les bourreaux.

Espoz y Mina fut le premier qui essaya une révolution par les armes ; relégué en Catalogne, il crut les Espagnols assez fatigués de leur nouveau gouvernement pour les appeler à la révolte. Il se trompait ; Ferdinand ne régnait pas depuis assez longtemps pour avoir perdu sa popularité, et les fautes même de sa politique excitaient en sa faveur les passions d'un parti puissant. Mina échoua misérablement ; s'étant présenté devant Pampelune le 25 septembre, il rencontra une résistance inattendue, et dut renoncer à son entreprise ; heureusement pour lui, il put trouver un refuge en France, et Ferdinand le réclama inutilement. Mais la révolte lui livra bientôt d'autres victimes.

Ses rigueurs ne se ralentirent qu'un moment pendant les premiers mois de l'année 1815 ; le débarquement de Napoléon à Cannes, son retour à Paris et la fuite de Louis XVIII inspirèrent d'abord à Ferdinand une crainte salutaire ; il suspendit les supplices, et appela auprès de lui deux généraux de la guerre de l'Indépendance, Castanos et Ballesteros, mais sa sagesse ne survécut pas à ses craintes, et, au moment

même où la chute de Napoléon lui rendait toute sa liberté, une nouvelle conspiration vint l'exciter à frapper des coups plus terribles. Les chefs de guérillas qui avaient pris part à la guerre de l'Indépendance étaient peu satisfaits du nouveau régime. Leurs services avaient été méconnus, et ils ne voyaient pas sans indignation pour quels hommes ils avaient versé leur sang; ils croyaient d'ailleurs avoir acquis le droit de se faire écouter et d'adresser d'énergiques représentations au souverain qui leur devait le trône. *El Empecinado* s'adressa à Ferdinand; il lui fit un effroyable tableau des misères du pays, et lui demanda de promptes réformes; sa voix ne fut pas écoutée, mais le roi n'oublia pas ces conseils; il les grava au fond de son cœur pour le jour où il pourrait les punir d'un cruel supplice. Un autre guerillero, Porlier, plus connu sous le nom d'*El Marquesito*, préféra suivre l'exemple de Mina. Condamné à quatre années de prison pour avoir combattu les projets du parti servile, il se laissa tenter par les officiers chargés de le garder qui lui proposèrent de le mettre à leur tête et de soulever la Galice. Il pénétra dans la ville de la Corogne, et y proclama la Constitution de 1812; mais l'exemple de la Galice ne fut pas suivi; Porlier marchait sur Santiago, quand il fut arrêté par les sous-officiers des troupes qui l'accompagnaient; ceux-ci le conduisirent à Santiago, et le livrèrent au tribunal de l'inquisition qui le condamna à mort.

Ferdinand ne se contenta pas d'ordonner le supplice de Porlier, il profita de cette tentative pour satisfaire un désir de vengeance qui l'animait depuis longtemps. Les hommes d'Etat arrêtés par Eguia, dans la nuit du 10 au 11 mai 1814, étaient toujours en prison. Les tribunaux réguliers avaient refusé de les juger, et le

commissions nommées pour les frapper ne pouvaient cependant pas se décider à les trouver coupables ; le 15 décembre 1815, le roi, par un simple décret, prononça sur leur sort; Arguellez, Calatrava, Zoraquin. Garcia Herreros, Martinez de la Rosa furent condamnés aux galères; Oliveros, Larrizabal, Munos-Torrero, Villanueva, Gallego, Golfin, Feliu, renfermés dans des couvents ou des forteresses pour un temps qui variait de quatre à dix années; les autres étaient exilés. Cet acte de violence indigna toute l'Europe ; les souverains adressèrent des représentations à Ferdinand ; on s'en émut même autour de lui, et son ancien précepteur, Escoiquiz, osa lui adresser quelques observations ; il en fut puni par l'exil ; en même temps, dans une pièce rendue publique, le roi se justifiait en déclarant que ses prédécesseurs avaient tenu la même conduite, et qu'il voulait employer les mêmes moyens pour sauver le principe monarchique.

Ferdinand ne faisait-il que céder à son penchant naturel pour la cruauté, ou bien espérait-il étouffer ainsi tous les complots? Cette espérance, s'il l'eût jamais, fut bien trompée, car les conspirations se succèdent alors sans interruption : c'est d'abord à Madrid même don Vincente Richard, en Andalousie don Luis Lacy, à Valence le colonel Vidal. Vincente Richard, après avoir réuni autour de lui des conjurés dans le but de s'emparer du roi et de l'obliger à jurer la Constitution de 1812, avait fini par s'arrêter au projet d'assassiner Ferdinand ; il fut arrêté et condamné à être pendu. Don Luis Lacy et le colonel Vidal étaient au contraire des chefs militaires qui voulaient opérer une révolution par la guerre civile. Ancien soldat, quelque temps au service de la France, revenu en Espagne avec Murat, Lacy entra après le

2 mai au service de la cause de l'indépendance. En 1814, il fut éloigné comme libéral et relégué en Catalogne. En 1817, il forma dans cette province une conspiration qui fut bientôt découverte. Arrêté et conduit à Barcelone, il fut condamné à mort, mais on n'osa pas exécuter la sentence dans une province où il était trop populaire. On l'embarqua donc pour l'île de Majorque, et c'est là qu'il fut exécuté dans le château de Belver au moment où l'on espérait qu'il lui serait fait grâce au nom de ses anciens services. Le colonel Vidal voulut profiter du mécontentement qui régnait dans la province de Valence si cruellement opprimée par le général Elio ; celui-ci, averti à temps, surprit les conjurés, et tua le colonel Vidal de sa propre main. Douze de ses principaux complices furent immédiatement passés par les armes, et cette exécution servit de prétexte à de plus grandes cruautés ; Elio déféra les accusés au Saint-Office, et cent dix-neuf malheureux subirent les tortures de l'inquisition.

Ce n'est pourtant pas par les supplices que Ferdinand aurait dû s'efforcer d'arrêter les complots ; il eut été plus sage d'adopter une politique habile et réparatrice, qui aurait imposé silence aux partis hostiles en guérissant les blessures encore saignantes de l'Espagne. Mais c'est là une satisfaction que Ferdinand ne voulut jamais donner à ses sujets. Sans politique suivie, obéissant aux caprices ou aux terreurs du moment, il ne prenait pas une mesure raisonnable qu'il ne s'empressât de détruire par un acte violent les espérances qu'il avait paru donner. Ses ministres se succédaient au hasard, et passaient du pouvoir dans l'exil ou les cachots, sortaient de prison pour reprendre leur portefeuille sans qu'on pût démêler dans ces changements une pensée vraiment sérieuse ; Moyano, Ceballos,

Echevarri, le duc d'Infantado gouvernaient tour à tour ou allaient expier dans une forteresse la faveur passagère de leur souverain; la misère était toujours aussi grande, et nul effort n'était tenté pour arrêter la décadence de l'Espagne. Un seul homme, don Martin de Garay, mérite d'être signalé pour avoir essayé de mettre un peu d'ordre dans les finances et relever le crédit de son pays, entreprise courageuse et qu'il paya de la prison.

Disciple de Jovellanos, Martin de Garay avait sérieusement étudié les questions administratives et financières. D'un esprit libéral, quoiqu'un peu timide, il se tenait à l'écart, et ne serait jamais devenu ministre si les nécessités de plus en plus pressantes n'avaient obligé Ferdinand à aller le chercher. Le dénuement de l'Etat en ce moment était extrême. Privée de la plus grande partie de ses revenus par la perte de ses colonies, l'Espagne était obligée de se procurer de l'argent pour essayer de les reconquérir, et voyait tous les ans augmenter le déficit. On avait été obligé d'autoriser, par un décret, les matelots de l'Etat à se livrer à la pêche pour vivre; aucun fonctionnaire n'était payé; des taxes arbitraires ruinaient l'industrie nationale, et des droits de douane exorbitants fermaient l'entrée du pays au commerce étranger; les titres de l'Etat, mis en circulation sous le nom de *Vales reales*, perdaient 80 pour 100, et un nouvel emprunt n'était pas possible; les dépenses montaient à 830 millions de réaux, et les recettes ne s'élevaient pas tout à fait à 600 millions. A ce déficit régulier, il fallait ajouter l'intérêt de la dette et les dépenses extraordinaires, qui s'élevaient à près de 150 millions. On ne s'était pas contenté d'abandonner toutes les réformes entreprises par les Cortès, de rétablir les majorats et les biens de

main-morte, de rendre leurs propriétés aux couvents et de rétablir le privilége de la *mesta*. Le gouvernement avait même renoncé au droit concédé par le pape, sous Charles IV, d'aliéner le septième des biens du clergé. Garay comprenait la difficulté de sa position; il n'accepta le pouvoir qu'avec l'espoir d'être secondé par deux hommes considérables : Pizarro, ministre des affaires étrangères, et Figueroa, ministre de la marine. Par un sentiment qui l'honore, il voulut aussi qu'Arguellez fut tiré de prison et associé à ses travaux. La camarilla, il est vrai, obtint bientôt, pour paralyser ses efforts, que deux de ses créatures entrassent en même temps au ministère. Lorenzo de Torres eut les finances, et Campo-Sagrado fut remplaçé à la guerre par un des plus fougueux partisans du pouvoir absolu, le général Eguia, l'auteur des arrestations du 10 mai 1814.

Garay et ses collègues ne s'en mirent pas moins à l'œuvre avec courage. Figueroa rétablit une loi des Cortès pour abolir les priviléges de la pêche; Pizarro enleva à la noblesse l'exemption du droit de la *quinta* (recrutement) et ordonna des levées annuelles, et Garay s'appliqua sérieusement à la réforme du budget. Il essaya d'abord de supprimer les dépenses inutiles, et s'attaqua au ministère de la guerre grevé de nombreuses sinécures. « Il semble, écrivait-il au roi dans un rapport qui rappelle quelques pages de Montesquieu, il semble qu'un emploi militaire de 40 ou 50,000 réaux ne signifie rien pour l'Etat; mais réfléchissez, sire, que c'est le résultat de la sueur de tout un village de trois ou quatre cents habitants qui, toute l'année, n'ont cessé de travailler pour apporter cette obole dans les coffres de l'Etat. Pourquoi cette exubérance d'officiers généraux, ces doubles appointements

sous un faux prétexte de commissions, ces gratifications excessives pour célébrer les fêtes royales, tandis que les veuves des militaires morts sur les champs de bataille sont privées de leurs modestes pensions ! »

Ramener le budget de la guerre de 480 millions à 325, celui des finances de 186 à 110, mais avant tout supprimer les dépenses extraordinaires, telles étaient les économies que proposa Garay ; il espérait pouvoir par ces réformes élever le budget de la marine à 100 millions, consacrer 10 millions à l'agriculture et 53 millions à l'amortissement ; quant aux dettes, il les divisait en deux catégories : dettes actives, c'est-à-dire qui portaient intérêt, et dettes passives, qui devaient peu à peu rentrer dans les dettes actives à mesure que les premières seraient éteintes. C'était là sans doute une mesure malheureuse, et qui constituait pour certains créanciers une véritable banqueroute. Mais, malgré cet expédient, Garay avait encore à trouver une somme de 100 millions de réaux ; il résolut de les demander à l'impôt direct. Comme la plupart des propriétés étaient entre les mains du clergé, il s'adressa d'abord à la cour de Rome, et en obtint l'autorisation d'imposer les ecclésiastiques ; les nobles étaient soumis à la même obligation, et tous les fonctionnaires, dont le traitement dépassait 8,000 réaux, avaient à supporter une retenue proportionnelle ; ces mesures transitoires devaient être appliquées pendant six ans.

A ces conditions, Garay aurait-il pu relever les finances de l'Espagne ? En tous cas, on ne lui en laissa pas le temps. Après une lutte de vingt mois contre la camarilla, qui haïssait en lui un réformateur sérieux, il fut destitué et jeté en prison, ainsi que ses collègues, Pizarro et Figuerroa ; Arguellez fut enveloppé

dans la même disgrâce. Le prétexte de ces rigueurs, c'est que Garay n'avait pas pu fournir des fonds pour la guerre d'Amérique.

Cette entreprise usait en effet le peu de forces qui restaient à l'Espagne, et, grâce à l'incapacité du gouvernement, était sans cesse marquée par des désastres qui devaient bientôt avoir en Europe un terrible retentissement. Les colonies espagnoles étaient depuis le xv[e] siècle exploitées par la métropole dans le même esprit d'égoïsme et d'avidité; il semblait qu'elles eussent pour mission d'enrichir le trésor royal et de suffire au luxe d'un certain nombre de familles. Les Espagnols arrivaient au Nouveau-Monde, comme les proconsuls romains dans les riches provinces de l'Asie-Mineure, et les pillaient par tous les moyens que leur fournissait la force ou la ruse. Si les Indiens se soumettaient sans murmurer à cette triste condition, il n'en était pas de même d'une population qui s'était peu à peu formée du mélange de la race indigène avec les Espagnols fixés dans le pays. Les créoles voyaient impatiemment les intérêts de l'Amérique toujours sacrifiés à ceux de l'Espagne ; et au xviii[e] siècle, mis en relation avec d'autres peuples européens, ils apprirent à connaître tout ce qu'avait d'odieux le régime qu'ils subissaient. Malgré sa jalousie, l'Espagne, dès la guerre de succession, ouvrit à la France les ports du Chili et du Pérou ; après le traité d'Utrecht, elle accorda à l'Angleterre le droit d'envoyer tous les ans à Porto-Bello un navire qui, sans cesse approvisionné par d'autres bâtiments, devenait comme une espèce de comptoir permanent également exploité par le commerce et par la contrebande. Aussi, dès cette époque, les colonies espagnoles firent-elles quelques efforts pour échapper à la domination de la métro-

pole. Quoique ces tentatives eussent été facilement réprimées, le désir de l'indépendance n'en existait pas moins au fond de tous les cœurs, et l'exemple des Etats-Unis était bien fait pour l'encourager.

L'Espagne, à la fin du XVIIIe siècle, possédait pourtant encore en Amérique un véritable empire : les quatre vice-royautés du Mexique, du Pérou, de Buenos-Ayres et de la Nouvelle-Grenade, les capitaineries générales du Chili, de Caracas et de Venezuela. La Révolution française n'avait eu que peu d'échos dans ces pays éloignés, et Charles IV, au moment des événements d'Aranjuez, régnait encore en maître sur ces immenses possessions; il avait même quelque temps songé à quitter l'Europe pour y transporter la couronne. Mais la révolution de 1808 fut l'occasion de nombreux soulèvements: quelques provinces affectèrent de ne reconnaître que Charles IV, et refusèrent d'obéir à la régence de Cadix ; d'autres essayèrent plus franchement d'établir leur indépendance. La révolte n'éclata pas partout en même temps, et n'obtint pas les mêmes succès dans les diverses provinces. Si, en 1814, Buenos-Ayres formait un Etat indépendant, le Chili était retombé sous l'autorité de l'Espagne, Quito également, et le Pérou n'offrait plus de résistance ; mais la Nouvelle-Grenade était libre; le Mexique infesté par des bandes de guérillas; Caracas frémissait d'être soumis et se préparait à une nouvelle révolte.

Si dangereuse que fut la situation, Ferdinand ne pouvait pas hésiter; il fallait à tout prix reconquérir l'Amérique, et dès les premiers jours de son règne, il mit à cette entreprise toute l'ardeur dont il était capable. Une escadre composée d'un vaisseau de ligne, trois frégates et vingt-cinq petits bâtiments fut organisée à Cadix; en même temps était formée, sous les

ordres de Morillo, une armée de dix mille hommes que commandaient d'excellents officiers. C'étaient des jeunes gens dont la paix venait d'arrêter la carrière, et qui allaient chercher en Amérique ce que l'Europe ne pouvait plus leur offrir : aventures, honneurs et fortune. Parmi eux étaient la plupart des chefs qui jouèrent plus tard un rôle dans les guerres civiles de l'Espagne : Espartero, Rodil, Linage, Maroto; ils serviront alors dans des camps différends, mais n'en resteront pas moins étroitement unis par les souvenirs de la guerre d'Amérique.

Les débuts de l'expédition furent heureux. Arrivé au mois d'avril 1815 près des côtes de Cumana, Morillo s'empara d'abord de l'île de Margarita, d'où il pouvait surveiller les trois provinces de la Guyane, de Cumana et de Barcelona. Bientôt après, il descendit sur le continent, et, le 4 mai, fit son entrée dans Caracas, abandonnée pár Bolivar qui se réfugiait dans la Jamaïque. Il se rembarqua immédiatement, et se porta sur Carthagène qui soutint héroïquement un siége de quatre mois. Maître de cette ville, il lança dans l'intérieur de la Nouvelle-Grenade cinq colonnes destinées à parcourir les diverses provinces, pour se rejoindre devant la capitale; toutes, sauf une, exécutèrent le plan qui leur était confié. Santa-Fé se rendit le 6 mai 1816, et Morillo aurait remporté un triomphe digne de tous les éloges, s'il n'avait flétri sa victoire par d'atroces cruautés. Les vice-rois des autres provinces ne purent pas l'aider à compléter ses succès, mais de leur côté ils réussirent à se maintenir dans leurs positions. En 1817, il ne restait plus que dans le Venezuela quelques insurgés, et Morillo paraissait sûr de les vaincre.

Malheureusement cette fois encore, l'administration

espagnole devait tout perdre par ses fautes et ses malversations. L'expédition avait été préparée par les soins d'un ministre prévaricateur, Lardizabal, et la direction générale des affaires d'Amérique était confiée à Ugarte, cet ancien portefaix, qui dans la camarilla subissait l'influence de l'ambassadeur de Russie Tattischef. Ugarte, comme Lardizabal, favorisait toutes les exactions et se prêtait aux concussions les plus scandaleuses. En 1817, il acheta à la Russie, pour quinze millions de francs, cinq vaisseaux de ligne et trois frégates qui, dès leur arrivée à Cadix, ne pouvaient pas tenir la mer; le scandale fut si grand que l'empereur Alexandre se crut forcé de les remplacer par d'autres navires; mais on comprend ce que devenait dans de telles mains la direction d'une guerre aussi difficile. Tandis que les Américains, soutenus par des chefs intrépides comme Bolivar, protégés par les sympathies de l'Angleterre et des Etats-Unis, réparaient sans peine leurs pertes, Morillo, au contraire, épuisé par ses propres succès, demandait en vain à l'Espagne des renforts qui lui devenaient tous les jours plus nécessaires. Dès 1817, le Chili conquit son indépendance. Un chef de volontaires, don Jose de Saint-Martin, favorisé par le président de la république de Buenos-Ayres, partit de la province de Mendoza, entra dans le Chili, battit le colonel Maroto, puis le général Marco del Pont, et termina son œuvre le 5 avril 1818 par la bataille de Maypu, qui enleva définitivement le Chili aux Espagnols. Dans la province de Caracas, Bolivar avait reparu dès le départ de Morillo pour la Nouvelle-Grenade, et bientôt la révolte éclatait partout. Secondé par deux lieutenants, Zoraza et Paez, Bolivar harcelait les troupes espagnoles sans leur laisser un moment de repos. Battu

par Morillo à Sombrero et à la Puerta, près de Cura, il réunit ses forces à celles de son lieutenant Paez, et livre un nouveau combat aux environs de la ville d'Ortriz; vaincu cette fois encore, et abandonné par Paez, il se laisse surprendre à Rincon de Torres, et perd tous ses soldats. Paez est vaincu à son tour à Cogède; mais, malgré ces avantages apparents, les Espagnols perdent tous les jours du terrain. Morillo et La Torre, tous deux blessés, se sentent épuisés, tandis que Bolivar reparaît bientôt avec une nouvelle armée, et recommence une lutte qui, chaque jour, devient plus difficile pour ses adversaires. Au mois de septembre 1818, Paez gardait les vallées de l'Apure, et Bolivar réunissait à Angostura un congrès républicain. Enfin, ce qu'il y avait de plus grave, il entretenait de nombreuses intelligences avec l'Angleterre, et combinait déjà ses entreprises avec les chefs indépendants du Chili et de Buenos-Ayres. Une flotte, partie de l'Espagne en 1818, fut battue par les forces réunies des deux républiques qui venaient de conclure un traité d'alliance, et bientôt, sous le commandement d'un officier anglais, lord Cochrane, la marine du Chili fut en état d'attaquer le Pérou.

C'était le moment où beaucoup d'anciens militaires, condamnés au repos depuis la fin de l'Empire, parcouraient le monde, mettant leur épée au service de tous les pays et de toutes les causes, choisissant pourtant de préférence dans le Nouveau-Monde comme dans l'ancien le parti de la révolution, quelquefois par conviction, le plus souvent par goût des aventures, en vrai dilettanti qui cherchent avant tout les émotions et les plaisirs du danger. Un grand nombre de ces volontaires, Anglais, Français, Italiens, s'étaient mis au service de Bolivar. Toujours battu par Morillo,

mais toujours prompt à réparer ses défaites, celui-ci maintenait la révolte dans le Caracas, et se préparait à la transporter dans la Nouvelle-Grenade. C'est ce qu'il fit au mois de mai 1819, dès que la saison des pluies força Morillo à se retirer à Calabozo. Sans se laisser arrêter par la souffrance ou par la fatigue, Bolivar résolut de franchir les cordillières des Andes pour descendre dans la Nouvelle-Grenade. Il mit vingt-six jours à conduire ses soldats de Montréal à la capitale de la province de Casenarè à travers des plaines sablonneuses, où les hommes étaient sans cesse dévorés par la soif et suffoqués par la poussière ; c'était la partie la moins possible de l'expédition ; il fallut ensuite traverser de véritables marécages, où les soldats pendant des heures entières avaient de l'eau jusqu'aux genoux. En arrivant près des montagnes, la marche fut d'abord arrêtée par des torrents impétueux qui emportaient hommes et chevaux ; puis se présentèrent d'étroits défilés, des sentiers difficiles à travers d'immenses forêts, enfin les plateaux nus des Andes, où les soldats enveloppés dans les tourbillons d'un vent glacial faillirent tous périr ; c'est seulement au bout de soixante-dix jours des plus cruelles souffrances que les restes de cette armée commencèrent à descendre le versant occidental de la montagne ; mais elle reçut bientôt le prix de son courage. Deux victoires ouvrirent le chemin de Santa-Fé à Bolivar qui, réunissant la province de Caracas à la Nouvelle-Grenade, établit la *République une et indivisible de Colombie*, et fit peu de temps après adopter cette résolution par le Congrès d'Angostura. Encouragé par ce succès, il prépara immédiatement pour l'année 1820 une nouvelle attaque contre les Espagnols.

Morillo n'avait plus de soldats ; il ne pouvait compter

sur les secours des vice-rois du Pérou et du Mexique occupés sans cesse à réprimer les révoltes de leurs provinces ; le Chili et Buenos-Ayres le menaçaient ; la Nouvelle-Grenade venait de lui échapper, et il ne se maintenait qu'avec peine dans la province de Caracas ; il demanda à l'Espagne des secours qui lui étaient indispensables. C'est pour répondre à ce suprême appel que Ferdinand et ses ministres préparèrent une nouvelle expédition. Pour exciter le zèle des officiers, ils promirent un grade supérieur à tous ceux qui voudraient prendre part à cette guerre ; à ce prix, ils réunirent à Cadix près de vingt mille hommes. Des soldats mécontents d'être conduits à une guerre dont l'opinion publique leur exagérait les dangers, des officiers plus ambitieux que disciplinés, voilà de quels dangereux éléments était composée cette armée qu'une coupable négligence du ministre de la marine ne permit pas d'embarquer tout de suite faute de bâtiments de transports. C'était, dans l'indiscipline qu'entraîne toujours une inaction prolongée, la livrer aux suggestions des partis ; au lieu d'aller combattre la révolte en Amérique, ces soldats devaient avant peu la proclamer en Andalousie, et la faire triompher à Madrid.

## CHAPITRE II

### LA RÉVOLUTION DE 1820

Après avoir raconté les fautes et les crimes du gouvernement espagnol dans cette triste période, nous voudrions pouvoir lui opposer la sagesse de ceux qui essayèrent de le renverser ; nous n'aurons pas cette

satisfaction. Née d'une insurrection militaire, la révolution de 1820 était condamnée par son origine; dirigée un moment par des hommes généreux, mais sans esprit politique, elle subit bientôt la pression des clubs et des sociétés secrètes, et, comme elle avait elle-même proclamé l'indiscipline, elle ne fut plus respectée ni par ses adversaires indignés des excès qu'elle ne pouvait pas réprimer, ni par ses partisans les plus exaltés qui l'accusaient de modération. Elle développa donc à la fois l'émeute dans les rues, la révolte dans l'armée, et finit par attirer sur l'Espagne les maux d'une intervention étrangère. Impuissante à rien fonder, elle ne fit que jeter l'Espagne dans les maux de la guerre civile pour faire succéder aux violences d'une révolution sanglante les fureurs d'une aveugle réaction et restaurer le gouvernement absolu. C'est que pour faire une révolution utile et féconde, il ne suffit pas de renverser un gouvernement pervers; il ne suffit même pas d'appeler aux affaires des hommes généreux et dévoués; il faut que la révolution vienne à son heure, qu'elle ait à poursuivre un but nettement marqué, enfin qu'elle réponde non seulement aux besoins et aux vœux de la nation, mais encore à ses lumières, et qu'elle puisse dès le premier jour réunir autour d'elle une partie considérable du pays. Telle a été la condition de la révolution de 1688 en Angleterre, de la révolution de 1789 en France. La révolution espagnole n'a pas réuni tous ces avantages; elle renversait un gouvernement détestable; c'est là son titre à notre sympathie; mais elle n'a accompli aucune des réformes qui étaient alors désirables; elle n'a pas inspiré au peuple l'amour de la liberté, et par le succès d'une insurrection militaire, elle a encouragé chez tous les officiers l'ambi-

tion si souvent satisfaite d'arriver au pouvoir par la rébellion. Si l'Espagne, soumise au régime aujourd'hui régulier des *pronunciamentos*, est menacée de courir les mêmes aventures que le Mexique, la révolution de 1820 est pour quelque chose dans ces malheurs.

Sortie d'une insurrection militaire, elle débuta par une double trahison. L'armée de Cadix était en proie à un sourd mécontentement que développa son oisiveté prolongée ; elle fut bientôt travaillée par les agents des sociétés secrètes, surtout par les francs-maçons dont les chefs appartenaient à l'armée. Bientôt des ouvertures furent faites aux généraux eux-mêmes, à Saarsfield, et au commandant en chef O'Donnel, comte de L'Abisbal, sur lesquels les conjurés crurent pouvoir compter. Mais le comte de L'Abisbal était bien toujours l'homme qui, à l'avènement de Ferdinand, lui avait envoyé un messager chargé de deux adresses différentes, l'une pour le roi absolu, l'autre pour le roi constitutionnel. Le 7 juillet, il fit arrêter les principaux conjurés, Arco Aguero, Quiroga, San-Miguel, et courut apprendre au roi de quel danger il l'avait délivré. Ferdinand le récompensa par le grand cordon de l'ordre de Charles III, mais, par une défiance instinctive contre O'Donnel, lui retira en même temps le commandement de l'armée pour le nommer capitaine général de l'Andalousie. Les partisans de l'insurrection furent un moment atterrés ; mais la mollesse du gouvernement, qui ne donna pas suite à ces premières arrestations, leur rendit bientôt courage ; les fils de la conjuration se renouèrent peu à peu, et la fièvre jaune qui éclata dans l'île de Léon pendant l'automne vint encore aider leurs projets ; il fallut disperser les régiments sur divers points du territoire, la

surveillance devint plus difficile, et les conjurés purent fixer au 1er janvier l'explosion de la révolte.

Au jour marqué, un jeune commandant, Riego, réunit au village de las Cabezas de San-Juan le bataillon des Asturies, lui fit jurer la Constitution de 1812, obtint le même serment des habitants du village, et, par une démarche hardie, surprit au village d'Arcos le nouveau général en chef, le vieux comte de Calleja, qu'il fit prisonnier avec tout son état-major; il courut ensuite délivrer Quiroga, prisonnier dans Alcala-de-los-Gazales, et bientôt l'armée insurrectionnelle fut forte de près de cinq mille hommes. Mais Cadix refusa de recevoir les insurgés qui durent s'arrêter devant les murs de cette ville; menacés quelques jours plus tard par des troupes qu'amenait contre eux le général Freyre, ils se trouvèrent resserrés dans l'isthme de Léon et bloqués des deux côtés par des ennemis qu'ils n'attaquèrent pas, et qui ne les attaquaient pas davantage. Cette inaction, en se prolongeant, n'en était pas moins funeste aux rebelles, car une insurrection qui ne s'étend pas est destinée à périr en peu de temps. Le 27 janvier, Riego franchit l'isthme avec une colonne d'environ mille hommes, et se dirigea vers Algésiras; il y resta quelques jours, essaya de rentrer dans l'île de Léon, mais arrêté par les troupes royalistes, il se tourna du côté de Malaga. Près de cette ville, il livra à O'Donnell un combat qui resta indécis, et entra enfin dans Cordoue avec une colonne réduite à trois cents hommes. A Cordoue, comme dans toutes les villes où il s'était présenté, Riego trouva un accueil plein d'indifférence; on le laissait s'installer dans les casernes; on lui apportait même des secours, mais personne ne se joignait à lui; il quitta Cordoue pour se retirer dans les montagnes

et gagna l'Estramadure ; il n'avait plus que quarante-cinq hommes, auxquels il donna lui-même l'ordre de se disperser; il croyait l'entreprise complétement perdue. Les révoltés restés dans l'île de Léon n'avaient pas un meilleur espoir; ils étaient près de se rendre, quand ils apprirent que l'insurrection avait triomphé dans le nord de l'Espagne et conquis tout le royaume.

Le 21 février, à la nouvelle des événements qui s'accomplissaient dans l'île de Léon, la Corogne s'était soulevée. Le Ferrol, Vigo, la Galice entière s'associèrent à ce mouvement. La révolte se propagea rapidement par la faiblesse du général Saint-Roman qui abandonna Sant-Iago pour se réfugier d'abord à Orense, puis à Benavente; les Asturies imitèrent la Galice; à Saragosse, les autorités elles-mêmes proclamèrent la Constitution de 1812. Une nouvelle trahison d'O'Donnell décida le succès des révoltés. Chargé de réunir les troupes de la Manche et de la Vieille-Castille, il rencontra près d'Ocana le régiment impérial Alexandre. Ce régiment avait été formé, après la campagne de Russie, par l'Empereur lui-même qui lui avait donné son nom, et lui avait fait jurer obéissance à la Constitution des Cortès. Il se trouvait sous les ordres d'un frère d'O'Donnell. Celui-ci harangua les soldats, leur rappela leurs anciens serments et les décida à proclamer la Constitution. Pourquoi O'Donnell se ralliait-il en ce moment à une insurrection qu'il avait l'année précédente empêché d'éclater? Avait-il craint à Cadix de se compromettre sans aucune chance de succès? Voulait-il faire avorter alors l'insurrection pour en devenir le chef, et disposer en maître de l'Espagne? Toutes les suppositions sont permises à l'égard d'un chef aussi fourbe qu'ambitieux. En tous cas, sa décision porta un coup mortel à Ferdinand. A la nou-

velle de cette défection, il crut tout perdu, et ne songea plus qu'à sauver son pouvoir par des concessions plus apparentes que réelles. Le 3 mai, il nomma une junte consultative, et promit au peuple d'accomplir les réformes que lui indiquerait le conseil d'Etat; le 6, il annonça qu'il convoquait les Cortès; enfin le 7, sous la pression d'une manifestation organisée à la Puerta-del-Sol, il se déclara prêt à reconnaître la Constitution de 1812. La journée du lendemain fut tranquille; mais le 9, le peuple, qui n'avait aucune confiance dans les promesses du roi, envahit le palais, et ne s'arrêta qu'en apprenant que la municipalité de 1814 venait d'être rétablie. La foule se porta alors vers la municipalité, installa elle-même les nouveaux magistrats. En même temps fut nommée une nouvelle junte de gouvernement qui, pour son entrée en fonctions, demanda au roi d'abolir l'inquisition; le peuple courut aussitôt aux prisons du Saint-Office, délivra les détenus et brisa les instruments de torture.

La révolution était partout victorieuse : Pampelune avait ouvert ses portes à Mina, accouru de l'exil pour proclamer la Constitution; Barcelone avait imposé la même résolution au général Castanos; Valence s'était délivrée du joug d'Elio qui venait d'être jeté en prison; Cadix seule fut ensanglantée par l'inutile résistance du général qui la commandait. Dès le 9 mars, une foule immense avait réclamé la Constitution; le général Freyre lui promit que le lendemain il serait fait droit à ses réclamations. A l'heure annoncée, cinq ou six mille hommes étaient réunis sur la place du marché, quand le régiment des guides arriva les armes chargées, et, sans sommations, fit feu sur la multitude; les fuyards furent poursuivis dans les rues et jusque dans les maisons particulières; pen-

dant toute la journée, s'il faut en croire le général Freyre lui-même, la violence des soldats ne connut plus de bornes. Voici les termes de l'ordre du jour adressé aux troupes par le général Campana pour les féliciter de ce massacre : « Vive le roi ! vive la religion ! honneur et gloire à la valeureuse et loyale garnison de Cadix ! Au nom du roi, je rends vivement grâces aux officiers et à tous les membres de la garnison pour leur brillante conduite militaire. » Deux jours après, le général Freyre ordonnait à tous ses soldats de reconnaître la Constitution.

Ferdinand paraissait résigné ; il montrait même du zèle, et dans un manifeste publié le 10, pour s'excuser de n'avoir pas plutôt satisfait les désirs du peuple, il s'écriait : « Marchons tous franchement, et moi le premier, dans la voie constitutionnelle. » La junte provisoire, de son côté, se montra pleine de sagesse et de modération ; elle commença par proclamer une amnistie générale, et si elle proposa au roi des ministres qui ne pouvaient lui être agréables, c'était moins sa faute qu'un des malheurs de la situation. La Constitution de 1812 ne pouvait être mieux appliquée que par ceux qui l'avaient rédigée ; leur remettre le pouvoir en ce moment, ce n'était pas seulement rendre un hommage mérité à leur talent et à leur caractère, c'était donner un gage sérieux de confiance au parti constitutionnel. Malheureusement, en 1815, Ferdinand avait jugé à propos d'envoyer tous ces hommes d'Etat aux galères, et c'est là qu'il fallut aller les chercher. Il y avait là une situation difficile, et quoique le roi s'attachât à faire bon accueil à ses galériens (*presidarios*), comme il les appelait, des deux côtés il y eut tout d'abord une défiance bien facile à comprendre. Arguelez avait même commencé par refuser le minis

tère ; il ne céda qu'aux instances de Ferdinand qui, devant lui, mit la main sur le livre de la Constitution : « Je l'ai jurée sans contrainte, lui dit-il, je l'exécuterai sans arrière-pensée. » Il y avait dans cette phrase au moins un mensonge, et la première allégation rendait la seconde justement suspecte, mais Arguelez ne voulut pas s'en apercevoir. Il eut pour collègues d'anciens députés aux Cortès de 1812, presque tous sortant comme lui des galères ; aux finances Cana-Arguellez, à la justice Garcia Herreros, aux affaires étrangères Perez de Castro : seuls, les ministres de la marine et de la guerre n'avaient pas été en prison. Ce dernier, le marquis de las Amarillas, était un adroit courtisan qui, au retour de Ferdinand, s'était dépouillé devant lui de ses décorations et de ses insignes pour indiquer qu'il ne voulait garder que ce qu'il tiendrait du roi ; c'était d'ailleurs un excellent soldat et un chef plein de fermeté qui sut énergiquement maintenir l'ordre tant qu'il fut au pouvoir.

En attendant la réunion des Cortès, les nouveaux ministres gouvernèrent avec l'appui de la junte qui se montra constamment animée d'un sage libéralisme. Elle décréta la liberté de la presse, organisa la garde nationale et accorda une amnistie générale. Elle supprima en outre tous les anciens conseils, rouages inutiles et compliqués, pour les remplacer par un conseil d'Etat, où elle fit entrer des hommes aussi recommandables par leurs lumières que par leur libéralisme. On peut regretter qu'elle ait cru devoir révoquer les dernières ordonnances de Ferdinand en faveur des jésuites pour les soumettre de nouveau aux lois de Charles III. C'est une erreur commune à tout le libéralisme de cette époque que de croire servir la liberté en frappant les congrégations religieuses. Elle fut

aussi trop rigoureuse pour les *Perses* qu'elle fit tous jeter en prison ; mais sa faute la plus grave, c'est d'avoir accordé des récompenses militaires aux chefs qui avaient soulevé l'armée d'Andalousie : c'était détruire la discipline, et donner à tous les officiers un funeste exemple. O'Daly, Quiroga, Riego furent élevés au grade de général. Riego n'était que capitaine en 1819 ; il avait reçu le titre de commandant en arrivant à l'armée d'Andalousie par suite d'une mesure générale ; en deux mois, la révolte en faisait un général. Cependant apparaissaient déjà quelques symptômes des discordes qui allaient agiter l'Espagne ; tandis que les exaltés, réunis dans quelques cafés de Madrid, accusaient le ministère de modération et demandaient la destitution du marquis de Las Amarillas, quelques amis du roi s'agitaient pour rétablir le pouvoir absolu ; ainsi, deux courtisans, Bazo et Erroz, appuyés par Echevazzi, complotèrent d'enlever Ferdinand et de le conduire à Burgos pour rétablir l'ancien régime ; la veille même de la réunion des Cortès, le 8 juillet, les gardes du corps faillirent en venir aux mains avec la garde nationale.

La tranquillité était donc plus apparente que réelle quand se réunirent les Cortès. Ferdinand parut se prêter de bonne grâce à son rôle de roi constitutionnel, et par sa résignation au moins apparente se concilia de nombreuses sympathies, tandis que le parti libéral allait s'affaiblir et se discréditer par ses divisions et ses querelles. Les Cortès renfermaient en effet deux partis séparés par leurs opinions autant que par leur âge et leur système de conduite. D'un côté étaient les hommes de 1812 avec l'expérience des affaires et la sagesse que donnent les épreuves de la vie ; de l'autre, les hommes de 1820, plus jeunes, plus

ardents, et disposés à briser tous les obstacles. Il y eut donc dès les premiers jours deux camps différents : celui des modérés et celui des exaltés. Ces derniers, d'abord peu nombreux, mais qui devaient faire avec le temps des recrues considérables, étaient soutenus par les sociétés secrètes, les orateurs des clubs, et les vulgaires agitateurs qui se réunissaient soit à la Puerta del Sol, soit dans les cafés de Lorenzini, de San Sebastien et de la Fontana d'Oro. Ils eurent plus tard à leur disposition les forces d'une nouvelle société secrète, celle des *Communeros*, qui, sans doute, ne trouvaient pas les francs-maçons assez révolutionnaires, et des journaux d'une violence sans égale. Les plus célèbres de ces feuilles, dont le ton rappelle les journaux d'Hébert et de Marat, l'*Ami du Peuple* et le *Père Duchesne*, étaient l'*Echo de Padilla*, organe des communeros, *El Espectador* rédigé par les francs-maçons, *La Tescerola* (la Carabine), *El Zuriago* (le Fouet). Les modérés avaient le pouvoir à ce moment, mais ils ne pouvaient compter ni sur les partis avancés qui rêvaient une politique violente, ni sur la nation qui était attachée à l'ancien régime, ni sur le roi qui n'attendait qu'une occasion de les perdre ; on voit contre quels écueils étaient destinés à se briser ces hommes honorables et courageux qui n'eurent qu'un seul malheur, celui d'être plus sages que leur temps ; qu'un seul tort, celui de vouloir faire de Ferdinand un roi constitutionnel.

Les difficultés commencèrent pour eux dès les premières séances des Cortès. L'armée de l'île de Léon commandée par Riego, en remplacement de Quiroga nommé député, pouvait devenir la cause de sérieux embarras. Les puissances étrangères déja préoccupées d'idées d'intervention la signalaient comme un

foyer de sédition permanente; les ministres en prononcèrent la dissolution. Le premier mouvement de Riego fut de désobéir et de marcher sur Madrid. Il s'arrêta bientôt à un parti plus prudent, celui de se rendre seul dans la capitale pour obtenir que l'ordre de dissolution fut révoqué. Ce voyage fut pour lui un grand malheur. Reçu par le peuple comme un triomphateur, il se prêta à toutes les manifestations dont il était l'objet ou le prétexte; et par ses discours comme par sa conduite, se discrédita auprès de tous les hommes un peu sensés, tandis qu'il devenait l'idole de la foule qui trouvait en lui un instrument de toutes ses passions et de toutes ses faiblesses. Dans la soirée du 3 septembre, il reçut au théâtre une ovation tumultueuse; on chanta d'abord un hymne composé en son honneur, et connu sous le nom d'*Hymne de Riego*; il répondit par un discours violent, et mit le comble au désordre en entonnant une chanson dirigée contre les ennemis de la Constitution (*Tragala perro* : Chien avale-là). Le chef de la police lui ayant imposé silence, on organisa le lendemain une manifestation pour venger Riego de l'insulte qu'il avait subie. Le ministre de la guerre dispersa l'émeute qui commençait à se former, et destitua Riego. Celui-ci voulut se défendre à la barre des Cortès, on refusa de l'écouter, et le ministre profita de ce succès pour fermer le café Lorenzini. Malheureusement, il ne fut pas soutenu par ses collègues qui ne pouvaient se séparer si brusquement des hommes auxquels ils devaient leur retour aux affaires; il donna sa démission, et fut remplacé par Cayetano-Valdes qui ne sut pas montrer la même fermeté.

Les Cortès avaient à traiter des questions d'affaires et des questions politiques. Comme il arrive toujours

celles-ci les occupèrent le plus longtemps. On régla d'abord le sort des *Perses* et celui des *Afrancesados*. Les *Perses* avaient été emprisonnés sur les ordres de la junte provisoire ; c'était violer l'indépendance des députés ; ils furent mis en liberté, mais privés de tous leurs droits civiques. Quant aux *Afrancesados* (on nommait ainsi les Espagnols qui avaient suivi la fortune du roi Joseph), ces malheureux, exilés en 1814, avaient cru pouvoir rentrer en Espagne au moment de l'amnistie. Il leur fut cependant interdit alors de franchir les provinces basques ; les Cortès plus généreuses leur rendirent leur patrie, mais sans leurs honneurs et leurs emplois. Il fallut ensuite songer aux finances ; c'est toujours le principal embarras du gouvernement espagnol. La junte avait négocié avec des banquiers français un emprunt de quarante millions de réaux qui fut approuvé par les Cortès ; il n'eut pas été trop onéreux, si l'on n'avait autorisé les banquiers à payer la somme convenue avec les vieilles monnaies françaises, en leur conservant leur titre, c'est-à-dire avec des écus de trois livres qui ne valaient que 2,25 ; c'était le douzième de l'emprunt qui restait ainsi dans les mains du prêteur ; cette concession excita les plaintes les plus vives contre celui qui l'avait faite, M. Toreno, qu'on accusa de s'être enrichi en prenant des livres *torenos* pour des livres *tournois*. On dut chercher d'autres ressources pour remplir le Trésor, et on crut les avoir trouvées dans les dîmes payées au clergé et à la noblesse ; on les enleva aux propriétaires sans leur accorder d'indemnité, et l'on n'en conserva que la moitié en faveur de l'Etat ; c'était remplacer un abus par une flagrante injustice. L'Assemblée fut mieux inspirée quand elle supprima les majorats. Accordons lui aussi le mérite d'avoir voulu organiser en Espagne

un vaste système d'instruction publique. La création était vraiment magnifique et le plan largement conçu; il ne manqua que l'argent pour le réaliser. De ces lois, plusieurs atteignaient les droits de la noblesse et du clergé; on insista auprès du roi pour qu'il refusât de les approuver, et l'on n'eut pas de peine à le persuader. Ferdinand, qui craignait par dessus tout de toucher aux priviléges du clergé, voulut opposer son *veto* à la suppression des dîmes et des majorats. Il y était autorisé par la Constitution, mais les ministres le menacèrent d'une émeute. Le roi céda; mais pour montrer son mécontentement, il partit pour l'Escurial, refusa de venir fermer la session, et de sa retraite songea aux moyens de se débarrasser de ses ministres.

Il était encouragé dans ce dessein par les opinions royalistes qui, un moment comprimées, avaient dès les premières émeutes fait partout explosion; par les colères du clergé qui, dans ses prédications, ne cessait de maudire le gouvernement constitutionnel, et aussi, il faut le dire bien haut, par le parti exalté qui, pour sauver les sociétés secrètes menacées par les ministres, n'hésitaient pas à sacrifier tous les principes libéraux. On voit quelle était la situation du cabinet. Ferdinand lui porta le premier coup le lendemain même du départ des Cortès. Il écrivit de sa propre main au capitaine général Vigodet pour lui annoncer qu'il nommait à sa place le général Carjaval. L'ordonnance n'était contresignée par aucun ministre, elle n'avait donc aucune valeur; c'est ce que Vigodet représenta à Carjaval. Les ministres avertis s'adressèrent à la députation permanente des Cortès pour protester contre cette mesure; la municipalité s'associa à cette démarche, et somma le roi de rentrer à Madrid. Ferdinand s'était trop pressé; le peuple, comme les autorités

constituées, avait pris parti pour les ministres et préparait une émeute; le roi se soumit; il renvoya son confesseur, don Victor Saez, et rentra à Madrid; il y fut reçu par les cris et les injures d'une multitude irritée qui le poursuivit de ses chansons, et comme dernière menace, lui montra le fils d'une de ses victimes, du général Lacy. Plusieurs villes s'agitèrent à leur tour : Logrono, Valladolid, la Corogne, Barcelone, Valence; Cadix demanda que Riego fut relevé de sa destitution, et le ministère, moitié par faiblesse, moitié pour intimider le roi, fit droit à ces exigences; Riego fut nommé capitaine général de l'Aragon, Lopez de Banos eut le commandement de la Navarre, Arco Agnero celui de Malaga. Ferdinand n'avait réussi qu'à rapprocher les ministres du parti exalté.

Malgré ces échecs, les circonstances lui devenaient plus favorables, et il pouvait déjà voir d'où lui viendrait le salut. Plusieurs bandes royalistes se formaient près d'Avila, de Burgos, dans les Asturies; d'un autre côté, les puissances étrangères commençaient à s'émouvoir des désordres qui agitaient le midi de l'Europe. La chute de l'Empire n'avait pas donné à l'Espagne tous les avantages qu'elle était en droit d'espérer. Le Congrès de Vienne avait refusé de l'admettre au rang des puissances de premier ordre, et c'est en vain que son représentant avait réclamé la Toscane pour le duc de Parme. Repoussé dans ces prétentions, Ferdinand n'avait pas su remédier à cette situation en se ménageant les alliances qui s'offraient naturellement à lui. Un de ses parents, un Bourbon, régnait sur la France, mais Louis XVIII avait accordé une charte à ses sujets, il tolérait près de lui une Chambre des pairs, une Chambre des députés; c'était là des concessions dangereuses qui excitaient la défiance de Ferdinand.

L'Angleterre n'avait pas seulement, comme la France et plus que la France, le tort de posséder un gouvernement constitutionnel ; toujours préoccupée des intérêts de son commerce et de sa marine, elle avait fait payer bien cher son alliance à l'Espagne, et la menaçait encore doublement par ses intrigues en Portugal, par les faveurs qu'elle accordait aux colonies révoltées. L'Autriche nourrissait contre l'Espagne cette haine séculaire qui divisait les deux branches de la maison de Charles-Quint. La Prusse protestante voyait avec dédain et colère l'Espagne soumise au joug de l'inquisition et des moines ; restait la Russie, dont Ferdinand avait recherché et gagné l'amitié ; par l'intermédiaire du célèbre Ugarte, l'ambassadeur russe Tattischef dominait en effet depuis 1814 dans la *Camarilla*, et administrait à son profit les affaires d'Espagne. Or, précisément à cette époque, le czar convoquait à un Congrès les souverains du Nord pour chercher avec eux les moyens d'étouffer les doctrines de la Révolution française qui se répandaient dans toute l'Europe. Les peuples, à qui on avait promis la liberté pour renverser Napoléon, les peuples n'avaient pas oublié ces promesses aussi vite que les souverains, et faisaient partout entendre d'énergiques réclamations. Des réclamations quelques-uns étaient même passés à la révolte, et en 1820, le Portugal, Naples, le Piémont avaient adopté la Constitution votée à Cadix en 1812.

Indifférente à ce qui se passait en Portugal et en Espagne, l'Autriche ne pouvait laisser la révolution triompher en Italie. Elle envoya donc dans le royaume de Naples une armée qui, après avoir rétabli l'ancien gouvernement, revint sur ses pas pour étouffer la révolte du Piémont. Ferdinand, dès ce jour, espéra

une intervention étrangère qui, appuyée à l'intérieur par les mouvements des royalistes, pouvait lui rendre l'autorité absolue. L'ouverture de la nouvelle session des Cortès lui fournit l'occasion de se montrer comme un martyr à ses sujets et aux puissances étrangères. Après avoir lu le discours composé selon l'usage par les ministres, il ajouta, contre les violences dont il était l'objet, une longue protestation qu'il n'avait pas communiquée à son cabinet. « J'ai juré la Constitution, disait-il, et, pour ma part, je me suis toujours efforcé de l'observer. Plût à Dieu que tout le monde eut fait de même ! Personne n'ignore les insultes, les outrages de toute espèce commis contre ma dignité, contre mon rang, contre ce qu'exige la Constitution, contre l'ordre, contre le respect qui m'est dû comme roi constitutionnel. Je ne crains rien pour mon existence et pour ma sûreté ; Dieu, qui voit mon cœur, veille ; il a soin de l'une et de l'autre. Il en est de même de la plus grande et de la plus saine partie de la nation. Cependant, puisque cette Assemblée est principalement chargée par la Constitution elle-même de garder l'inviolabilité de la royauté constitutionnelle, je ne dois pas lui cacher aujourd'hui que ces outrages et ces insultes ne se seraient pas répétés une seconde fois, si le pouvoir exécutif avait eu toute l'énergie et toute la force que la Constitution suppose et que les Cortès désirent. La mollesse et le défaut d'activité de beaucoup d'autorités ont seuls permis le renouvellement de ces énormes excès ; et s'ils continuent, on doit s'attendre à voir la nation espagnole affligée de maux et de désordres sans nombre. »

Ces plaintes étaient malheureusement fondées, car il ne se passait pas de jour que Ferdinand ne fut en butte aux plus grands outrages, mais elles étaient

présentées sous une forme tout à fait irrégulière; les ministres s'en émurent, et ils avaient déjà préparé leur démission, quand ils reçurent communication d'un décret royal qui les destituait.

Ici se révèlent d'une façon bien frappante les vices de la Constitution votée par les Cortès de 1812. C'était une faute que d'avoir réduit la représentation du pays à une seule Assemblée, ce qui, dans un cas de conflit, laissait le roi et la Chambre en présence se jeter dans une lutte sans issue; c'était une faute bien plus grande encore que d'avoir, à l'exemple de la Constituante de 89, séparé le pouvoir exécutif du pouvoir législatif, jusqu'à ne laisser à l'Assemblée aucune influence directe sur la nomination et le renvoi des ministres; enfin, de n'avoir pas reconnu au roi le droit de dissolution. Dans un gouvernement régulier, les ministres destitués par Ferdinand en auraient appelé à la Chambre qui aurait pu les soutenir par un vote formel; le roi se serait alors soumis, ou bien, par le dissolution de la Chambre, aurait consulté le pays qui se serait prononcé en dernier ressort. Le gouvernement espagnol n'avait aucune de ces ressources; la Chambre, comme le roi, en étaient réduits, par les vices mêmes de la Constitution, à n'employer que des mesures violentes.

Consultée par Ferdinand sur le choix de nouveaux ministres, la Chambre se récusa, et le renvoya au conseil d'Etat; elle se contenta de lui témoigner sa mauvaise volonté en accordant aux ministres destitués une pension de soixante mille réaux. Le conseil d'Etat désigna au roi des hommes modérés, mais qui n'avaient pas la force nécessaire pour dominer les difficultés de la situation. Elles augmentaient tous les jours. Le nouveau ministre des finances, Barata, s'effraya '

premier, et donna sa démission. Il est vrai que sa position était particulièrement pénible. Les embarras du Trésor n'avaient fait que croître depuis un an : les impôts ne rentraient pas, les intérêts de la dette absorbaient les revenus ; en outre, aux dépenses ordinaires s'ajoutaient les appointements laissés à toute une catégorie de fonctionnaires destitués par suite de la révolution, et désignés sous le nom de *cesantes*. Barata ne voulut pas accepter cette situation, et se retira.

Les autres ministres n'étaient pas dans une position moins critique ; partout s'organisaient des bandes royalistes : à Burgos, à Séville, dans l'Andalousie ; le curé Merino parcourait la Vieille-Castille ; à Tolède, on criait : « A bas la Constitution ! vive l'inquisition ! » Pour répondre à ces manifestations, les exaltés redoublaient de violence ; empruntant un nouveau nom aux souvenirs de la Révolution française, ils s'appelèrent *Descamisados*, et, comme les *Sans-Culottes*, résolurent de maintenir la révolution par la terreur. L'occasion d'appliquer leurs théories se présenta bientôt. Un malheureux ecclésiastique, Mathias Vinueza, avait imaginé le plan d'un coup d'Etat pour rétablir l'autorité de Ferdinand ; il fut condamné à dix ans de présides. Mais les *Descamisados* trouvèrent la peine trop légère ; ils annoncèrent qu'ils puniraient de mort le coupable ; ils se firent en effet ouvrir la prison, et tuèrent Vinueza d'un coup de marteau. Ce qui rend l'autorité inexcusable, c'est que les auteurs de ce crime l'ayant décidé dès le matin purent aller faire leur sieste à l'heure ordinaire et se retrouver le soir sans être inquiétés ; ils poussèrent l'audace jusqu'à créer un ordre du Marteau pour glorifier cet assassinat et en perpétuer le souvenir. Il aurait cependant suffi de peu d'efforts pour les arrêter; dix hommes gardaient la prison dans laquelle était

enfermé un autre royaliste, Manuel Hernandès, surnommé *El Abuelo*; ils repoussèrent les émeutiers. Dès le lendemain, après une vive discussion dans les Cortès où chaque parti rejeta sur ses adversaires la responsabilité de ces excès, Morillo prit le commandement de Madrid en remplacement de Villalba, et sa présence empêcha que l'ordre fut troublé. Deux fois, les agitateurs de la Puerta del Sol et du club de la Fontana de Oro essayèrent des manifestations, d'abord contre des gardes du corps, prisonniers pour une querelle avec la garde nationale, puis contre Morillo lui-même; son attitude décidée, la résolution d'un officier qui menaça de les charger, calmèrent leur ardeur et dissipèrent tous les attroupements.

La fermeté du ministère et des généraux qui le servaient, Morillo et Saint-Martin, le délivra à la même époque du danger dont il était menacé par Riego et ses partisans. Ce jeune ambitieux ne pouvait pas se contenter de commander en Aragon avec le titre de capitaine général; il rêvait une nouvelle révolution, et avait jeté les yeux sur la France pour y trouver un appui. Mais il ne s'était pas adressé aux hommes illustres qui dirigeaient alors le parti libéral dans ce pays; il avait mieux aimé se livrer à des aventuriers obscurs qui voulaient avec son aide établir la république en Espagne. Ces nouveautés inquiétèrent la ville de Saragosse; le gouverneur Moreda avertit le ministère qui destitua Riego, et chargea Moreda de faire exécuter cet ordre. Riego essaya de résister, mais il finit par comprendre la nécessité de se soumettre et de se rendre à Lérida, qui lui avait été assignée comme lieu de séjour. A Madrid, ses partisans irrités de cette disgrâce imaginèrent de le venger par une manifestation puérile; ils firent exécuter un grand

tableau, où Riego était représenté dans le costume qu'il portait à San-Juan de las Cabezas, tenant d'une main le livre de la Constitution, de l'autre domptant le despotisme et l'ignorance. Les délégués des clubs décidèrent de porter ce tableau à travers la ville dans une promenade triomphale; ils comptaient sur la complicité du régiment royal et du régiment de Sagonte. Mais Morillo arma la milice et contint le régiment de Sagonte, tandis que San-Martin alla au-devant du rassemblement qu'il rencontra dans la rue de *las Platerias*; il le dispersa, et les insurgés en s'enfuyant laissèrent tomber dans la boue le tableau qui fut percé de coups de sabre et de coups de baïonnette.

Malheureusement ces triomphes du bon sens et de la justice n'étaient que passagers; ils ne pouvaient dompter les deux factions qui se disputaient l'Espagne : les exaltés soutenus par les sociétés secrètes, les royalistes poussés par le clergé et par Ferdinand. Les désordres continuaient, et il fallut porter la question devant les Cortès, alors réunies dans une session extraordinaire. Réunie le 28 septembre pour traiter des questions spéciales, un code militaire, un code pour la flotte, l'organisation de la milice active et la division territoriale du royaume, l'Assemblée s'était aussitôt mise à l'œuvre en évitant d'aborder les questions politiques. Elle y fut enfin obligée par un message royal du 25 novembre; Ferdinand réclamait ses conseils, et lui demandait de l'aider à pacifier le royaume. Il était temps, car Murcie, Valence, la Corogne, Cadix étaient en pleine insurrection; et les autorités, qui craignaient le sort de Riego, favorisaient le désordre au lieu de le combattre. La Chambre, en cette occasion, ne montra pas une grande sagesse; Calatrava fit sur la situation un rapport qu'il divisa en deux

parties pour les soumettre aux Cortès dans deux séances séparées, et faire voter isolément sur chacune d'elles. Une façon de procéder aussi insolite était déjà un aveu de faiblesse. Le premier jour, en effet (12 novembre), il blâma les révoltes qui troublaient les provinces ; mais le lendemain, il déclara que le ministère, par sa faiblesse, avait encouragé les agitateurs, et parmi les actes qui devaient être blâmés, il cita la destitution de Riego. Les ministres combattirent ces conclusions qui furent pourtant adoptées après un débat de trois jours. Les Cortès n'avaient pas le droit de renverser le cabinet; elles déclarèrent seulement que les ministres avaient perdu *la force morale* nécessaire pour gouverner.

Mais, au dehors, le parti exalté provoqua des manifestations plus violentes. Le signal partit de Cadix. Une proclamation, signée dans cette ville, se terminait par ces paroles : « Dès aujourd'hui, nous n'obéirons en rien et en aucune manière aux ordres que pourra nous envoyer le gouvernement tant qu'ils nous seront donnés ou expédiés par les ministres actuels, et nous n'admettrons aucun genre ni aucune espèce de composition, transaction ou accommodement qui n'ait pour base la destitution des ministres. » Cette attaque ouvrit les yeux de l'Assemblée qui demanda la mise en accusation des autorités de Cadix, mais les ministres donnèrent leur démission. Avant de se retirer, ils présentèrent aux Cortès trois projets de loi, pour punir les délits de presse, défendre les pétitions séditieuses et prohiber les réunions nocturnes des sociétés patriotiques. Calatrava voulait que ces projets fussent repoussés sans discussion ; la Chambre fut d'un autre avis ; mais à peine la délibération était-elle commencée sur les instances de Toreno et de Martinez de La Rosa,

que les exaltés se portèrent sur les maisons de ces députés pour piller leurs demeures et les massacrer eux-mêmes. Promptement réprimée par Morillo, cette émeute décida l'adoption des deux projets contre la presse et contre les pétitions ; le troisième allait être voté, quand arriva le jour qui marquait la fin de la session ; la Chambre se sépara le 14 février avant d'avoir pu le discuter.

Ferdinand n'avait plus de ministres ; en l'absence des Cortès, il ne se pressa pas d'en chercher de nouveaux, et laissa s'étendre de plus en plus l'agitation excitée par les royalistes et par les exaltés ; ceux-ci profitèrent des élections pour troubler plus profondément le pays. Ils appuyèrent partout leurs candidats avec la dernière violence ; les électeurs suspects étaient écartés des assemblées électorales ; dans plusieurs endroits, on avait placé près des salles du scrutin un cercueil ouvert : c'était un avis aux électeurs ; presque partout, l'émeute avait nommé les députés et assuré au parti exalté une puissante majorité. Ce résultat ne déplaisait pas à Ferdinand qui attendait son salut de l'excès du mal, et considérait les libéraux modérés comme ses plus dangereux adversaires. Mais tous les bons citoyens étaient sérieusement alarmés ; aussi quand M. Martinez de La Rosa fut chargé de composer un nouveau cabinet, son premier mouvement fût-il de refuser ; il finit cependant par accepter, et essaya de maintenir le gouvernement constitutionnel en présence de la nation soulevée par les passions royalistes, et d'une Chambre exaltée qui débuta par donner la présidence à Riego. La situation était des plus graves ; les partis n'étaient d'accord que pour désobéir aux lois et faire appel aux armes. Les premières séances des Cortès, où furent examinés les événements qui

s'étaient produits à propos des élections, retentirent de paroles violentes. A propos d'une protestation des Valenciens, un député osa s'écrier « que ne pas l'accueillir, c'était autoriser le peuple à se faire lui-même justice avec son poignard. » Pourtant, à force d'éloquence et de raison, M. Martinez de La Rosa finit par grouper autour de lui une majorité qui lui resta fidèle jusqu'à la fin de la session.

Mais au dehors éclataient tous les jours de nouveaux désordres. Les exaltés organisaient des manifestations tantôt menaçantes, tantôt ridicules; c'est ainsi qu'ils prétendirent avoir retrouvé près de Villalar les ossements de Padilla, et qu'ils les exhumèrent avec pompe sous la direction d'*El Empecinado*, qui eut le tort de se prêter à cette misérable supercherie. Les royalistes, de leur côté, redoublaient d'efforts; dans toutes les provinces; les chefs de bande se multipliaient; c'était dans la Navarre, Gorostidi, surnommé le Curé, Juanito, dit de la Rochapea, Santos-Ladron, le général Quesada; en Catalogne, Thomas Costa, Bessières, ancien républicain, devenu un des plus ardents champions de l'absolutisme, le baron d'Eroles et le Trappiste; en Aragon, Trujillo, Heirro et Chafandin. De tous ces personnages, le plus célèbre est le Trappiste, dont M. de Martignac nous a laissé un portrait intéressant. « C'était un homme de quarante-cinq ans; sa figure n'avait rien de remarquable, mais il avait l'air sombre, l'œil vif et le regard assuré. Revêtu de sa robe de moine, portant sur sa poitrine un crucifix, à sa ceinture un sabre et des pistolets, et un fouet à sa main droite, il était monté sur un cheval d'une taille peu élevée, et galopait seul au milieu d'une population qui courait au devant de lui et s'agenouillait sur son passage. Il regardait froidement à droite et à

gauche, et distribuait les bénédictions qui étaient demandées avec une sorte de dédain ou plutôt d'indifférence dont je fus frappé. » Au mois d'avril, le Trappiste planta une croix au milieu d'un champ, réunit une bande nombreuse de paysans, de moines, d'artisans, et les mena bientôt à l'assaut de Cervera. La ville fut prise aux cris de : « Vive le roi absolu ! vive la religion ! » et le général Bellido ne put y rentrer qu'après un combat qui coûta la vie à douze cents insurgés.

La plupart de ces chefs se réunissaient, dit-on, au monastère du Poblet où, sous la direction du baron d'Eroles, ils combinaient le plan d'une contre-révolution. Au dehors, ils avaient pour agents, près du gouvernement français, le marquis de Mata-Florida, l'ancien ministre réfugié à Toulouse, et le général Eguia, établi à Bayonne. Tandis que le comte de Toreno et M. Martinez de La Rosa s'adressaient au chef du ministère français, M. de Villèle, et à son représentant à Madrid, M. de Lagarde, et voulaient avec leur aide fonder un gouvernement constitutionnel, des négociateurs plus obscurs s'insinuaient auprès des chefs du parti ultra-royaliste pour en obtenir les moyens de rétablir en Espagne la monarchie absolue. Une circonstance particulière les favorisait en ce moment. La fièvre jaune désolait la Catalogne ; le fléau s'était rapidement développé, et aurait fait encore plus de ravages, sans l'admirable dévouement de cinq médecins français : les docteurs Pariset, François, Audouard, Bally et Mazet qui coururent s'établir à Barcelone pour combattre la contagion. Mazet mourut deux jours après son arrivée, et fut remplacé par un élève en chirurgie de Perpignan, M. Jonarry, qui montra le même dévouement. Dès le début de l'épidémie, pour l'empêcher de s'étendre jusqu'en France, notre gou-

vernement avait eu soin d'établir près des Pyrénées un corps d'observation sur lequel les partisans de la contre-révolution crurent pouvoir compter. Ils nouèrent en effet, avec certains chefs animés des mêmes passions, des relations qui ne leur furent pas inutiles, en attendant l'appui plus efficace d'une intervention directe. Mais le foyer même de la conspiration était à Aranjuez, où Ferdinand épiait toutes les occasions de s'affranchir d'un joug insupportable. Qui pourrait lui en faire un reproche? Un roi absolu ne se résigne guère à perdre son autorité, surtout quand il croit, comme Ferdinand, la tenir de Dieu lui-même. De pareils changements en politique ne vont guère sans des changements de personne; l'expérience l'a prouvé plus d'une fois en d'autres pays qu'en Espagne. Mais aussi ces changements exigent chez les peuples qui les accomplissent plus de sagesse et d'esprit politique que n'en montra l'Espagne en 1820.

De cette situation violente et anormale ne pouvait sortir que la guerre civile; elle avait déjà éclaté en Catalogne. Au mois de mai, la fête de saint Ferdinand fut le prétexte de manifestations qui auraient pu dégénérer en émeutes sérieuses. A Valence, des artilleurs entrèrent dans la citadelle, voulurent délivrer le général Elio qui y était prisonnier, et lui offrirent de le mettre à leur tête pour proclamer le roi absolu; le général refusa, et la milice arrêta les artilleurs; à Aranjuez, une foule nombreuse proclama aussi le roi absolu; la milice intervint, mais il y eût un commencement de combat, où l'infant don Carlos faillit être tué d'un coup de baïonnette, La situation devint bien plus grave au mois de juin. En Catalogne, les chefs de l'insurrection, Romanillo, Romagosa, Miralles et le Trappiste s'emparèrent d'une place forte, la Seu-

d'Urgel, où ils trouvèrent soixante pièces de canons et seize cents fusils; la possession de cette ville leur donnait un centre sérieux de résistance et allait leur permettre de créer un gouvernement.

Encouragés par ce succès, les apostoliques crurent toucher à la victoire. Les carabiniers de Castro del Rio se révoltèrent en Andalousie, et dans Madrid même, un jeune officier, Cordoba, qui avait arrêté les troupes de Quiroga devant Cadix, forma un plan pour soulever la garde royale et rétablir le roi dans son autorité. Le tumulte commença le jour où le roi vint fermer en personne la session des Cortès; sur son passage éclatèrent les cris de : « Vive le roi constitutionnel! » auxquels répondirent ceux de : « Vive le roi absolu! » La lutte s'engagea, et un officier de la garde royale connu par ses opinions exaltées, Landaburu, tomba frappé par trois de ses soldats. La milice prit aussitôt les armes, et s'empara des places de la *Constitucion* et de la *Villa*, tandis que les bataillons de la garde royale campaient sur la place d'Orient. On fit alors de sérieux efforts pour éviter une collision; les ministres firent mettre en accusation les assassins de Landaburu; les députations des Cortès et de la municipalité se déclarèrent en permanence; on obtint enfin que sur les six bataillons de la garde, deux resteraient au palais, tandis que les quatre autres se retireraient dans leurs casernes; Morillo fut nommé colonel des gardes.

Tout paraissait fini, quand le soir du 1er juillet les quatre bataillons quittent leurs casernes, et sans écouter les ordres de Morillo, se dirigent vers le Pardo, où ils s'installent, attendant le roi pour aller avec lui soulever les provinces. Les ministres, le comte de Lagarde, supplièrent alors Ferdinand de se rallier franchement au régime constitutionnel, mais ne

purent rien obtenir; le roi espérait avant peu avoir reconquis toute son autorité. Cependant, la milice s'empare à Madrid des postes importants; les patriotes les plus ardents forment un *bataillon sacré* sous les ordres du colonel Evariste San-Miguel. Morillo, avec l'aide des généraux Alava, Palarea et Ballesteros, s'engage à faire respecter les lois; la municipalité offre aux ministres de les recevoir dans l'hôtel de la Panaderia; ceux-ci refusent. Cependant, Ferdinand consulte le conseil d'Etat, et lui demande si le pacte social étant dissous, il ne rentre pas dans la plénitude de ses droits; le conseil d'Etat lui répond que si le pacte est dissous, c'est par la faute des courtisans qui égarent le souverain.

Le lendemain 3, on put croire que la lutte serait évitée; les quatre bataillons ne devaient pas être inquiétés, mais se rendraient à Talavera et à Tolède. Un décret fut rendu dans ce sens, mais les soldats refusèrent de l'exécuter. Le 6, il fut évident que le combat allait s'engager; le roi qui, déjà le 3, avait inutilement convoqué au palais le conseil d'Etat et les ministres, les avait près de lui dans la soirée du 6; il leur déclara qu'ils ne sortiraient pas du palais, et refusa leur démission. A minuit, les bataillons de la garde royale entrèrent à Madrid divisés en trois colonnes; la première rencontra une patrouille du bataillon sacré qui donna l'éveil à la milice. Repoussés de tous les côtés, les gardes se retirèrent du côté du palais, où ils rejoignirent les deux bataillons qui y étaient restés. On leur offrit encore leur grâce, à condition que les quatre bataillons du Pardo se laisseraient désarmer; sur leur refus, ils furent attaqués de nouveau et mis en déroute; Ferdinand, dit-on, aurait excité les vainqueurs à poursuivre ceux qui mouraient pour lui. Il félicita

du moins la milice de son triomphe, et signa un décret des Cortès qui mettait le 7 juillet au nombre des grands jours qui honoraient la nation espagnole.

La défaite de la garde royale et la démission des ministres mettait Ferdinand aux mains du parti exalté ; en vain demanda-t-il à M. Martinez de La Rosa et à ses collègues de reprendre leur démission, il éprouva un refus mérité. Le conseil d'Etat ne voulut pas davantage lui indiquer un nouveau cabinet. Ferdinand fut forcé de s'adresser au parti qui avait alors la majorité dans la Chambre ; ainsi fut formé le ministère dit des Sept-Patriotes ; son chef, le colonel San-Miguel et tous ses collègues appartenaient à la Société des francs-maçons. Ce ministère eut le tort de débuter par des actes de rigueur ; un des meurtriers de Landaburu subit la peine du *garrot*. Ce supplice était juste, mais il fut malheureusement suivi de la mort d'un Français, le lieutenant Coffieux, et de l'exécution du général Elio, condamné par un conseil de guerre, mais avec une précipitation qui semblait exclure toute idée de justice. On commit aussi une faute grave à l'égard de Ferdinand ; le roi était justement suspect d'avoir trempé dans la dernière révolte, mais lui interdire les résidences royales hors de Madrid, c'était le traiter en prisonnier, et donner une certaine apparence aux plaintes dont il allait faire retentir les cours étrangères. Le colonel San-Miguel et ses collègues eurent le tort de ne pas comprendre qu'ils devaient avant tout éviter de fournir un prétexte à l'insurrection royaliste et à l'intervention étrangère. C'est en effet de ce double péril qu'ils allaient se trouver menacés.

En Catalogne, les insurgés dirigés par le baron d'Eroles s'étaient emparés du fort de Mequinenza, et

avaient détruit une colonne constitutionnelle commandée par Tabuanca. Au mois d'août, le marquis de Mata-Florida installait à Seo-d'Urgel une régence composée du baron d'Eroles et de l'archevêque de Taragone, et dont le roi lui avait donné la présidence. Le ministère répondit à ces menaces en nommant Mina capitaine général de Catalogne. Au mois de décembre, les représentants des quatre puissances : la France, l'Angleterre, la Prusse et la Russie adressèrent au colonel San-Miguel des notes sur la situation intérieure de l'Espagne. Ces notes n'étaient pas conçues dans les mêmes termes. Au nom de l'Autriche, M. de Metternich faisait le procès à toute espèce de révolution, et réclamait la liberté du roi. La Prusse était moins agressive. Le ministre russe, M. de Nesselrode, en exprimant le désir de voir le roi recouvrer sa liberté, se déclarait en même temps prêt à favoriser le rétablissement d'une administration sage et nationale. Avec beaucoup plus de modération dans la forme, la France était au fond plus violente, car elle menaçait l'Espagne d'une intervention armée. Il aurait suffi au colonel San-Miguel d'un peu de prudence pour retarder, et peut-être même éviter l'orage qui le approchait. Mais au lieu de réfléchir aux dangers de la situation, les ministres convoquèrent les membres des sociétés secrètes, francs-maçons et autres, et sous la pression d'hommes qui ne savaient rien de la politique, ils préparèrent une réponse insensée que les Cortès eurent la faiblesse d'approuver.

Les avertissements ne manquaient cependant pas au cabinet espagnol. Il savait qu'il ne pouvait compter sur l'appui de l'Angleterre, et à l'intérieur, un nouvel échec venait de lui révéler sa faiblesse. Un français, aventurier obscur, Bessières, ancien soldat de l'armée

impériale, poursuivi et condamné pour meurtre, avait abandonné le parti exalté pour se faire le défenseur de la royauté absolue. Il parcourait depuis quelque temps l'Aragon à la tête de bandes disciplinées, quand on envoya contre lui le général O'Daly, un des héros de l'île de Léon. Bessières, qu'on croyait un ennemi méprisable, battit son adversaire près du pont de Brihuega, et s'approcha des portes de Madrid. L'Abisbal, qui lui fut alors opposé, ne put pas même l'obliger à la retraite, et le laissa se fortifier dans Huete, où il resta jusqu'en février. Mais L'Abisbal appartenait à la Société des francs-maçons ; il fallut, pour désarmer la jalousie des *communeros*, donner aussi un commandement à un général de leur parti, Ballesteros, qui, à son tour, fit nommer un modéré, Morillo. Aux embarras de la politique s'ajoutaient les difficultés financières. Le gouvernement espagnol n'avait alors ni argent ni crédit. Le budget de 1822 accusait un déficit de 200 millions de réaux ; les effets publics portant intérêt perdaient 79 pour 100, les autres 88 pour 100. Un emprunt avait été conclu dans des conditions si fâcheuses que les Cortès de 1822 refusèrent de le reconnaître.

A ces accablants témoignages d'impuissance, les ministres, avec plus de patriotisme que de bon sens, opposaient le souvenir de la guerre de l'Indépendance. Ils se flattaient de résister à la France, à l'Europe même au besoin, avec des volontaires déguenillés, sans armes et sans pain ; rien ne put les arrêter. Les ambassadeurs de Prusse, d'Autriche et de Russie demandèrent leurs passeports ; on les leur envoya avec des formes outrageantes. L'ambassadeur de France ne se décida à partir que lorsque les Cortès se furent refusées à toute espèce de concession. C'était

un dernier avertissement donné au cabinet espagnol par M. de Villèle, toujours opposé à une guerre devant laquelle reculaient tous les hommes sensés, mais que le parti royaliste désirait avec une égale ardeur des deux côtés des Pyrénées.

## CHAPITRE III

### L'INTERVENTION FRANÇAISE

Louis XVIII s'était souvent inquiété des désordres qui troublaient la Péninsule ; ce prince n'avait pas vu sans peine Ferdinand se livrer à tous les excès d'une imprudente réaction ; il lui avait même adressé plusieurs fois des conseils trop sages pour être suivis. La révolution espagnole l'affligea donc plus qu'elle ne l'étonna. Interviendrait-il pour rétablir l'autorité de Ferdinand ? Il le désirait sans doute, mais il ne voulait rien faire sans l'aveu de son cabinet et sans consulter les puissances étrangères. Le ministère éclairé du marquis de Richelieu avait refusé d'intervenir dans les affaires de Naples et de Turin ; il avait gardé la même attitude à l'égard de l'Espagne, et accepté en silence une révolution qu'il voyait sans sympathie. Mais cette inaction avait été en partie cause de sa chute. Le nouveau cabinet était animé d'intentions bien différentes ; son chef, M. de Villèle, n'était pas un fanatique ; mais il était arrivé au pouvoir grâce au triomphe d'un parti qui désirait l'intervention, et, sans partager cette ardeur, il n'osait pourtant pas résister ouvertement.

Les nouvelles de l'émeute, qui avait éclaté à Madrid pendant les premiers jours de juillet, excitèrent encore l'ardeur du parti royaliste ; il demanda une prompte intervention pour délivrer Ferdinand ; et quelques jours après, le ministre des affaires étrangères, M. de Montmorency cédait à ces injonctions ; il annonça lui-même à la tribune que, s'il était nécessaire, le gouvernement français saurait faire respecter en Espagne *l'inviolabilité des rois.*

L'intervention de la France était pourtant encore assez douteuse. Si M. de Montmorency l'appelait de tous ses vœux, M. de Villèle continuait à s'y montrer opposé. Une occasion se présentait d'arrêter son fougueux collègue, il se hâta d'en profiter. Les rois qui, en 1821, avaient réglé les affaires d'Italie, étaient convenus de se réunir de nouveau à Vérone, en 1822, pour s'assurer du succès de leurs efforts. M. de Montmorency voulut représenter la France à ce nouveau Congrès. M. de Villèle, qui ne pouvait l'en empêcher, exigea que les instructions de notre représentant fussent délibérées en conseil des ministres. Elles portaient en substance que notre ambassadeur s'abstiendrait de poser au Congrès de Vérone la question espagnole, qu'il réserverait pour notre gouvernement le droit de rester seul juge de notre intervention en Espagne, de retarder la guerre jusqu'au moment où il le voudrait, et même de l'éviter. En arrivant à Vérone, le premier acte de M. de Montmorency fut d'adresser à toutes les puissances une note contenant les trois questions suivantes : Dans le cas où la France interviendrait en Espagne, les puissances alliées consentiraient-elles à rompre leurs relations avec l'Espagne, donneraient-elles à la France un appui moral, lui apporteraient-elles un secours matériel ? La tra-

hison était flagrante, et jamais ambassadeur ne manqua plus formellement à ses instructions. La réponse se fit attendre quelque temps; enfin, la Russie parla la première; à toutes les questions, elle opposait le même refus; la Prusse et l'Autriche promirent de rappeler leurs ambassadeurs et de donner à la France un appui moral, mais refusèrent d'intervenir dans la lutte; seule, l'Angleterre, représentée par le duc de Wellington, se déclara opposée à tout espèce d'intervention. Ce n'était pour M. de Montmorency qu'un demi-succès; il crut pourtant avoir assez obtenu, et quitta Vérone le 20 octobre; le 30, il était à Paris, et demandait à la France une intervention armée. Les élections qui venaient d'avoir lieu donnaient à sa parole une nouvelle autorité; sur 79 députés, la gauche qui en présentait 39 n'avait pu en sauver que 8; la droite gagnait 31 voix.

Cependant, M. de Villèle résistait encore. Il avait cru tempérer le zèle de M. de Montmorency en plaçant auprès de lui, à Vérone, un homme qu'il venait de faire nommer ambassadeur à Londres et qu'il croyait dévoué à sa politique, M. de Châteaubriand. Mais celui-ci, tout en se ménageant de *manière à rester possible,* comme il le dit lui-même, avait épousé les passions de M. de Montmorency, et poussait à la guerre. M. de Villèle, cependant, résistait toujours; il fut affermi dans sa conviction par l'arrivée à Paris du duc de Wellington, aussi opposé que lui à l'intervention, et quand les souverains du Nord eurent, à l'instigation de M. de Montmorency, rappelé leurs ambassadeurs, M. de Villèle refusa de les imiter. Dans un conseil tenu le 25 décembre, il fit décider que notre ambassadeur resterait à Madrid. Cette résolution avait pour conséquence forcée la retraite de M. de Montmorency; il

pouvait en effet paraître étrange aux puissances du Nord que la France refusât de s'associer à elles dans une démarche qu'elle avait provoquée.

Le 29 décembre, M. de Châteaubriand était ministre des affaires étrangères. La cause de Ferdinand paraissait perdue. Si, dans les premiers jours de septembre, un gouvernement provisoire avait pu s'établir à Urgel, l'entrée en Catalogne du général Mina, et sa marche rapide sur Castelfollit de Llobregos, avait surpris et arrêté les royalistes. La prise de cette ville, après vingt assauts courageusement soutenus, fut pour l'armée de la foi le signal de nombreuses défaites ; la régence chassée d'Urgel, retirée d'abord à Puycerda, se réfugiait en France le 28 novembre, et venait quelques jours plus tard se dissoudre à Toulouse.

Ainsi s'ouvrit l'année 1823. Forcé de rappeler notre ambassadeur, M. de Villèle n'avait pourtant pas renoncé à la paix ; il espérait que cette mesure, suivie de la formation d'une armée de cent mille hommes aux pieds des Pyrénées, suffirait pour vaincre les résistances de l'Espagne. Il comptait d'ailleurs pour atteindre ce but sur la médiation officieuse de l'Angleterre. Mais il allait se trouver aux prises avec des exigences qu'il ne lui était pas possible de braver.

Le parti royaliste demandait la guerre avec ardeur ; à la passion politique se joignaient d'ailleurs des calculs d'intérêts ; la régence de Sen-Urgel avait décrété un emprunt de quatre-vingts millions de réaux ; les possesseurs de ces titres perdaient tout, si le gouvernement renonçait à intervenir.

Dans la séance du conseil où était discuté le discours du trône, M. Corbière et quelques-uns de ses collègues annoncèrent que la droite exigerait une intervention énergique. M. de Villèle dut placer dans

la bouche du roi des paroles menaçantes ; il n'avait pourtant pas renoncé à tout espoir de maintenir la paix. « Si la guerre est inévitable, disait Louis XVIII, je mettrai tous mes soins à en resserrer le cercle, à en borner la durée ; elle ne sera entreprise que pour conquérir la paix.... Que Ferdinand VII soit libre de donner à ses peuples des institutions qu'ils ne peuvent tenir que de lui, et qui, en assurant leur repos, dissiperaient les inquiétudes de la France, dès ce moment les hostilités cesseront. » Dans l'intention de M. de Villèle, ce langage n'était pour l'Espagne qu'une dernière sommation ; en même temps, il pressait le cabinet anglais de l'aider à éviter la guerre.

Le 9 février, M. de Châteaubriand chargeait l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, lord Stuart, d'exprimer à M. Canning les mêmes sentiments ; le lendemain, M. de Villèle demandait à la Chambre un crédit de cent millions pour les premiers frais de notre entrée en Espagne et la mobilisation des soldats vétérans. Que s'était-il donc passé ? Lasse des lenteurs et des hésitations de M. de Villèle, la congrégation avait songé à le renverser ; celui-ci n'hésita plus et sacrifia ses convictions à son portefeuille ; la guerre était résolue.

Elle débuta mal, au moins pour la France ; le commerce s'émut, et la rente descendit à soixante-quinze francs. Le vote des cent millions provoqua la plus vive discussion à la Chambre des députés, et fut marquée par un incident scandaleux, l'expulsion de Manuel. L'expédition faillit ensuite être arrêtée deux fois à ses débuts par une conspiration et par le manque d'approvisionnements. L'armée, que le duc d'Angoulême était appelé à commander en chef, renfermait d'anciens soldats de l'Empire, qui ne se voyaient pas

sans répugnance condamnés à faire la guerre contre la liberté et pour des moines. Des intelligences furent pratiquées parmi les troupes, qu'on eut un moment l'espoir d'arrêter sur les frontières pour les ramener à Paris sous le drapeau tricolore. D'un autre côté, l'administration de la guerre n'avait pris aucune mesure pour l'entretien d'une armée de cent mille hommes; l'expédition devenait impossible, quand un spéculateur habile et décrié, M. Ouvrard, offrit de lever tous les obstacles. Le duc d'Angoulême fut réduit à accepter ses services à des conditions exorbitantes, et la campagne put commencer; mais alors se produisit un incident qui se rattachait aux complots dirigés en France contre les Bourbons.

Arrivée aux bords de la Bidassoa, l'avant-garde française aperçut sur l'autre rive une troupe peu nombreuse, au-dessus de laquelle flottait le drapeau tricolore. C'étaient des volontaires français et des réfugiés piémontais qui étaient allés offrir leur épée à l'Espagne libérale. Commandée par le colonel Fabvier, cette petite troupe, immobile sous les armes, chantait la *Marseillaise*. Le général Valin, qui se trouvait à l'avant-garde, ordonna à ses soldats de faire feu; une première décharge n'atteignit personne. Les chants continuent sur la rive opposée; une deuxième décharge tue l'officier qui portait le drapeau tricolore; un autre le relève, et le montre toujours aux soldats français. Enfin, un fort détachement de gendarmes fait feu sur les réfugiés qui perdent une vingtaine d'hommes. Les autres se retirent sans avoir tiré un coup de fusil. Leur but était manqué; le mouvement qu'ils avaient voulu opérer parmi les troupes ne devait pas avoir lieu. Quelques jours après, le duc d'Angoulême entrait dans Tolosa, où, à force d'or,

Ouvrard, sans provisions et sans magasins, trouvait moyen d'assurer en un jour l'abondance pour toute la campagne ; les véritables difficultés étaient résolues.

L'Espagne, en effet, ou plutôt le gouvernement des Cortès, ne pouvait se défendre contre notre armée.

La Chambre, au premier bruit de notre intervention, avait décidé que le gouvernement serait transporté hors de Madrid, et le 20 mars, Ferdinand, malgré les plus vives résistances, était obligé de partir pour Séville. S'inspirant des souvenirs des guerres de l'Empire, les ministres avaient imaginé de diviser leurs forces pour nous surprendre sur plusieurs points à la fois. D'importantes garnisons avaient été jetées dans les villes de guerre, et quatre armées se partageaient la défense du pays : armée de Catalogne sous les ordres de Mina, armée du centre commandée par L'Abisbal, armée de Galice commandée par Morillo, armée d'opération commandée par Ballesteros. Les forces des constitutionnels s'élevaient à peu près à quatre-vingt-quinze mille hommes ; elles étaient donc égales aux nôtres, mais les circonstances rendaient la lutte impossible. Les Cortès avaient contre elles le roi qui leur suscitait mille obstacles ; la population qui, dans son ignorance, défendait le pouvoir absolu ; les apostoliques, qui avaient levé plus de 35,000 volontaires. Les libéraux se trouvaient donc précisément dans la situation qui nous avait été si défavorable pendant la guerre de l'indépendance ; guides, éclaireurs, renseignements, provisions, tout ce qui nous avait été refusé alors nous était prodigué aujourd'hui et manquait aux armées nationales. Le 11 avril, le duc d'Angoulême occupait Tolosa ; le 17, il entrait à Vittoria sans avoir tiré un coup de fusil. Les passages qu'il avait jadis fallu conquérir au prix de flots de

sang n'étaient même plus gardés. La colonne du général Valin avait franchi le long défilé de Salinas, quand Ballesteros s'avança pour l'occuper. A la nouvelle de notre approche, il recula précipitamment, et se porta sur Saragosse, laissant au comte d'Abisbal le soin de défendre Madrid, ou plutôt de nous livrer cette ville. L'or, en effet, devait nous servir plus que le fer dans cette campagne, où l'on trouve bien plus de marchés que de combats. Le duc d'Angoulême resta trois semaines à Vittoria, attendant le résultat des négociations entamées avec Abisbal. Ce général avait l'année précédente trahi d'abord les insurgés de Léon pour Ferdinand, puis Ferdinand pour la rébellion triomphante ; il ne pouvait répugner à une trahison nouvelle. Des sommes énormes lui furent promises, et le 16 mai, il annonça à ses soldats qu'il abandonnait la cause des Cortès. L'indignation causée par cette trahison l'obligea à se rétracter le lendemain ; mais ne pouvant tromper la défiance des soldats, il remit le commandement de ses troupes aux généraux Castel dos Ruis et Zayas, annonçant qu'il se rendait à Séville pour se justifier auprès du gouvernement. Il se hâta, au contraire, de prendre la route de la France ; odieux aux royalistes comme aux constitutionnels, il fut reconnu et arrêté à Vergara ; il aurait été lapidé par les royalistes si nos troupes n'étaient arrivées à temps pour le sauver.

Dès qu'il eut quitté Madrid, le général Castel dos Ruis abandonna cette ville avec son armée qu'il entraîna vers l'Estramadure ; il ne laissait derrière lui que le général Zayas à la tête de quinze cents hommes pour nous ouvrir les portes de la capitale. Le 23, le général Foissac-Latour fit relever, par des soldats français, les sentinelles espagnoles, et la population

n'apprit qu'au bout de quelques heures qu'elle était notre prisonnière. Le 24, le duc d'Angoulême fit son entrée triomphale dans Madrid qu'il n'avait même pas eu le temps d'attaquer. Du reste, notre arrivée était un bienfait pour les habitants. La protection de nos soldats arrêtait au moins la fureur des bandes royalistes qui portaient partout le pillage et la mort. Déjà, le 20 mai, un chef hardi de partisans, Bessières, s'était jeté dans la ville avec quinze cents hommes, et commençait à la piller, quand les miliciens le repoussèrent : notre présence empêcha le retour de pareils excès. Malheureusement, le duc d'Angoulême dut en même temps établir à Madrid un gouvernement provisoire qui, sous le nom de conseil de régence, se hâta de rendre les décrets les plus insensés.

Toutes les mesures prises par les Cortès étaient abolies; tous les emprunts négociés depuis huit ans, étaient déclarés de nulle valeur, sans exception pour les droits de Français. Les réfugiés rentraient dans les positions qu'ils occupaient avant 1820; les miliciens, les fonctionnaires du nouveau gouvernement étaient proclamés indignes et incapables d'exercer aucun emploi public; enfin, on soumettait à la haute surveillance de la police tous ceux qui avaient manifesté des opinions contraires à la royauté absolue ou à la religion. Le duc d'Angoulême pouvait déjà apprendre à connaître comment il était venu sauver la majesté du trône et de l'autel.

Tandis que le général en chef s'arrêtait à Madrid, nos troupes continuaient leur marche avec une merveilleuse rapidité. Le 1er juin, les généraux Bordesoulle et Bourmont s'étaient dirigés sur l'Andalousie, l'un par la Manche, l'autre par l'Estramadure; ils devaient se réunir près de Séville. En même temps,

les généraux Bourke et Molitor, que la division Hoenlohe avait relevés devant Saint-Sébastien et Pampelune, s'attachaient à la poursuite de Morillo et de Ballesteros. Leur marche ne fut jamais arrêtée, et nos soldats n'eurent à lutter que contre la fatigue. Le 9 juin, le général Bourke était à Oviedo ; le 13, Molitor entrait dans Valence. Ballesteros, qui n'avait pas même essayé de nous attendre, fuyait vers Murcie. La rapidité de notre marche obligea bientôt les Cortès à prendre de nouvelles mesures. Le 10 juin, le général Bordesoulle menaçait Cordoue qui ne pouvait se défendre ; il lui était facile de se jeter entre Séville et la mer, de manière à couper aux Cortès la route de l'île de Léon. L'Assemblée décida, dans la journée du 11, que le siége du gouvernement serait transporté à Cadix. Ferdinand refusa de sanctionner le vote des Cortès ; il attendait l'explosion d'un complot connu du général Bordesoulle, et que son arrivée devait singulièrement favoriser ; mais les Cortès ne reculèrent devant aucune des mesures que commandait la situation. Elles déclarèrent que le roi se trouvait dans le cas *d'empêchement moral* prévu par l'article 187 de la Constitution, et lui nommèrent un conseil de régence. Le 12, éclata le complot attendu par Ferdinand ; mais il était trop tard ; le colonel Downie et ses complices furent arrêtés ; le roi quitta Séville le 13 ; le 15, il arrivait à Cadix. Séville fut aussitôt la proie des royalistes qui pillèrent les maisons des constitutionnels, s'emparèrent de leurs bagages et rétablirent l'autorité du roi. Le 16, Lopez Banos, qui commandait les restes de l'armée de Castel dos Ruis, trouva les portes de la ville fermées ; il les franchit de vive force, mais fut bientôt obligé de reculer devant les Français ; il parvint pourtant à gagner l'île

de Léon avec trois mille hommes. Le 24 juin, Bourmont et Bordesoulle s'établissaient à Port-Sainte-Marie, en face de Cadix. Deux jours de retard auraient infailliblement perdu les Cortès.

Le duc d'Angoulême pouvait déjà se croire assuré du succès ; la France lui envoyait des renforts : un corps de réserve venait de se former pour le soutenir, et d'autres généraux espagnols offraient de vendre leur trahison. Morillo, chargé de défendre la Galice, n'avait nulle part arrêté le général Bourke ; le 26 juin, dans une proclamation datée de Lugo, il déclara hardiment séparer sa cause de celle des Cortès. Quiroga, un moment troublé par cette défection, revint bientôt de sa surprise, et courut se jeter dans la Corogne qui repoussait les efforts de nos soldats. Cette ville ne se rendit que le 13 du mois d'août. Ballesteros, de son côté, ne combattait plus que pour avoir le droit de négocier. Il avait laissé le général Molitor entrer dans Valence, et s'était réfugié à Murcie. Toujours poursuivi, il se retira à Lorca, que nos soldats prirent d'assaut, et courut se cacher dans les montagnes qui séparent Jaën de Grenade. Là, forcé de se défendre contre nos troupes, heureuses de rencontrer enfin un ennemi insaisissable, il livra, malgré lui, le combat de Campillo de Arenas, où les Espagnols furent défaits, et le 4 août, il signa une capitulation qui garantissait sa position et celle de ses principaux officiers. La route de Cadix était ouverte ; le duc d'Angoulême se dirigea enfin vers cette ville, dont la prise assurait le succès de la campagne. Entré le 7 août dans Andujar, il y rendit une ordonnance qui témoigne à la fois de l'honnêté de ce prince et des excès auquel il assistait sans pouvoir les empêcher. Dans toutes les villes, le départ et la défaite des constitutionnels devenaient le signal

du meurtre et du pillage : Bilbao, Saragosse, Séville avaient été le théâtre de scènes déplorables que nos troupes même étaient impuissantes à empêcher. Partout, nos adversaires nous demandaient de les protéger contre le fanatisme de leurs compatriotes, et devenir notre prisonnier était une faveur vivement recherchée. Frappé de ces excès, le duc d'Angoulême qui, en 1815, avait montré dans le midi de la France une modération digne d'éloges, voulut s'opposer à des désordres dont la honte retombait sur nous, puisqu'ils s'accomplissaient à la faveur de nos armes. Il publia donc une ordonnance portant que les autorités espagnoles ne pourraient faire aucune arrestation sans l'autorisation du commandant de nos troupes; que tout individu arrêté arbitrairement serait mis en liberté ; enfin, que les journaux étaient placés sous la surveillance de nos généraux.

Le duc d'Angoulême put alors connaître de quelles passions nous nous étions faits les instruments. Ce ne fut dans tout le parti royaliste qu'un cri d'indignation contre le généralissime français. Une adresse envoyée au conseil de régence déclarait que jamais Napoléon lui-même n'avait poussé aussi loin la tyrannie. « Que l'Espagne soit couverte des cadavres de ses enfants, » disait cette adresse, « plutôt que de vivre avilie par le déshonneur et de subir le joug de l'étranger. » Troublé par ces réclamations qui trouvèrent un écho complaisant jusqu'à Paris, le duc d'Angoulême se hâta d'atténuer l'effet de cette ordonnance par des explications qui était une rétractation véritable. Ces efforts n'avaient servi qu'à prouver l'honnêteté et la faiblesse d'un prince condamné à subir toutes les conséquences d'une déplorable politique. Il était devenu suspect à ceux qu'il avait sauvés; les partis exaltés n'admettent

jamais la modération, et pour eux, où cesse la fureur, commence la trahison,

Le 16 août, le duc d'Angoulême arriva devant Cadix, bloquée par nos troupes depuis plus de six semaines; le 17, il adressa à Ferdinand une lettre pour lui annoncer qu'il venait le délivrer; il lui demandait en même temps d'accorder une amnistie rendue nécessaire par la guerre civile, et de convoquer les anciennes Cortès; le 21, Ferdinand répondait par une lettre signée de lui, mais que les Cortès avaient dictée, dans laquelle il se déclarait parfaitement libre, repoussait toute idée d'intervention étrangère, et faisait retomber sur la tête du général français la responsabilité du sang versé. Ce langage annonçait que les constitutionnels n'avaient pas encore perdu tout espoir. En effet, si d'indignes généraux avaient trahi la cause de la liberté, les villes fortes résistaient encore sur presque tous les points de l'Espagne, et la Catalogne était énergiquement défendue par le général Mina qui reprenait contre nous la tactique adoptée sous l'Empire. Habitué à la guerre de surprises et d'embuscades, ce hardi partisan, ne marchant guère qu'avec deux ou trois mille hommes, nous inquiétait sur tous les points à la fois, interceptait nos convois, et, courant d'une extrémité de la province à l'autre, apparaissait toujours à l'endroit d'où on le croyait le plus éloigné. Zayas, quoique suspect, tenait encore dans Malaga, et Ballesteros, dont la capitulation n'était pas ratifiée, n'avait pas fait sa soumission. Riego, calculant toutes ces chances, eut recours à un plan désespéré; il quitta Cadix, courut à Malaga s'emparer de l'armée de Zayas, et, à la tête d'une colonne de deux mille cinq cents hommes, marcha à la rencontre de Ballesteros. Ses soldats se précipitèrent au devant de ceux de Balles-

teros, sans répondre à leur feu, au cri de : « Vive la liberté ! vive l'Espagne ! » les deux troupes se confondent et s'embrassent, et les deux armées n'en font plus qu'une, dont Riego offre le commandement à Ballesteros. Mais le soir, Riego surprend les preuves d'une trahison, il arrête Ballesteros ; un des chefs compris dans la capitulation veut délivrer son général ; Riego s'apprête à marcher contre lui, quand l'arrivée des Français l'oblige à se retirer précipitamment ; il délivre Ballesteros, et essaie de gagner la Catalogne, Mais nos soldats le serrent de près ; rejeté le lendemain vers les quartiers de Ballesteros, il soutient à Mancha-Real un combat de quatorze heures qui lui coûte plus de cinq cents hommes ; il se remet en route avec le reste de sa colonne, mais il est pris le lendemain sur la route de Jodar-Mara, entre la brigade du général Foissac-Latour et les dragons du colonel d'Argout, et livre un nouveau combat où sa troupe est dispersée. Blessé lui-même, il restait seul avec trois officiers fidèles à sa fortune ; il s'arrêta dans une ferme isolée ; reconnu et dénoncé aux autorités, il fut aussitôt livré à nos soldats ; mais les autorités espagnoles le réclamèrent : nous eûmes la faiblesse de leur abandonner un prisonnier qui nous appartenait par le droit de la guerre, que l'honneur et l'humanité nous faisaient un devoir de garder.

Cependant, le siége de Cadix se poursuivait avec ardeur ; en face de cette ville se trouve la presqu'île du Trocadero que les Espagnols avaient fortifiée avec soin. Séparée de la terre ferme par un canal de 70 mètres, défendue par 50 canons et une garnison de 1,700 hommes, cette presqu'île paraissait inexpugnable. Les travaux de la tranchée furent poussés avec rapidité, et le 30 août, nos batteries foudroyèrent

la place; les Espagnols nous répondirent avec vigueur, et se flattaient même d'avoir éteint notre feu; mais le 31, à deux heures du matin, nos fantassins, s'avancèrent en silence, jetèrent un pont volant sur le canal, et arrivèrent ainsi sans être aperçus jusqu'auprès des Espagnols. La garnison surprise opposa une énergique résistance; mais à neuf heures, nous étions maîtres de la position.

Cet échec fut pour les Cortès le signal de leur défaite. Elles apprenaient en même temps la prise de Riego, la capitulation de Saint-Sébastien et de Pampelune; la Carogne s'était rendue; Tarifa, Cindad-Rodigo avaient ouvert leurs portes; le général Alava fut envoyé au duc d'Angoulême pour demander un armistice qui fut refusé. Les Cortès eurent alors recours à la médiation de l'Angleterre, mais sans plus de succès. Une nouvelle défection acheva de les décourager; le commandant du fort Santi-Pietri capitula après une résistance simulée; attaqué par notre escadre, il avait pendant quatre heures lancé des boulets par-delà nos vaisseaux sans nous tuer un seul homme. Les Cortès n'avaient plus qu'à se rendre; d'autre part, le duc d'Angoulême ne se dissimulait pas que Cadix pouvait tenir encore bien longtemps; il savait combien sont meurtrières les opérations d'un siége difficile, surtout pendant les grandes chaleurs; les excès commis par ses alliés lui faisaient horreur; des deux côtés, on cherchait un moyen de s'entendre. Ouvrard se présenta; le hardi spéculateur qui nous avait donné les moyens de commencer la guerre, se chargea de la terminer; quatre millions furent donnés à Ferdinand, et le 28 septembre, Cadix capitula. Le roi s'apprêtait à rejoindre le duc d'Angoulême, mais le 29 éclata une insurrection qui réclamait de Ferdinand la promesse

d'une amnistie complète; celui-ci s'y prêta de bonne grâce; il contresigna un décret préparé par Calatrava, le corrigea même pour ajouter de nouvelles garanties à celles qu'on lui demandait; ce n'était qu'une trahison de plus; le 30, il rentra enfin dans l'exercice de l'autorité absolue et personne ne se méprit sur l'usage qu'il allait en faire. Deux régents, Valdès et Alava, l'accompagnaient dans la barque qui le conduisait à terre; le roi leur témoigna dans le trajet la plus grande confiance; mais au moment de débarquer, il leur jeta un regard si chargé de haine que ceux-ci s'éloignèrent à force de rames; ils venaient d'échapper à la mort. Torrijos, Mina, et tous les chefs qui purent traiter avec les Français, en profitèrent pour quitter l'Espagne. Le roi ne put se consoler de leur départ, et pourtant il lui restait assez d'occasions de satisfaire sa vengeance.

La guerre était terminée; la Catalogne résistait encore, mais dans les premiers jours de novembre toutes les villes qui avaient continué la lutte s'étaient rendues, et le 13 novembre, Ferdinand rentrait à Madrid aux acclamations frénétiques d'une foule furieuse d'enthousiasme et qui venait d'applaudir au supplice de Riego. Le 2 décembre, Paris, à son tour, célébrait par des fêtes magnifiques l'entrée triomphale du duc d'Angoulême, et les récompenses étaient prodiguées aux heureux vainqueurs de cette facile expédition.

Telle est l'histoire de cette guerre si ardemment désirée par le parti royaliste. L'Espagne, sans doute, n'était pas encore mûre pour la liberté, et les hommes généreux qui avaient essayé de lui donner une Constitution avaient eu trop de confiance en leur pays. Les classes moyennes, celles qui fondent les gouvernements libres et les soutiennent de leurs lumières,

manquaient à l'Espagne ; les grands défendaient naturellement un régime dont les abus leur profitaient ; quant au peuple, entièrement dans les mains des prêtres, « toujours les premiers, selon l'expression du cardinal de Retz, à prêcher la servitude sous le nom d'obéissance, » il ne voyait qu'avec défiance les tentatives des Cortès. *Meure la nation! vive l inquisition!* s'écriaient les bandes royalistes qui applaudissaient à la ruine des libertés publiques. Le plus grand malheur des nations opprimées, c'est qu'elles se complaisent dans leur servitude ; en Espagne, la tyrannie était populaire. De là, chez Ferdinand, une résistance qui trouvait partout des complices, et chez les Cortès, toujours entourées de conspirations, la nécessité de compromettre la liberté en essayant de l'imposer au peuple comme au roi. Forcées de frapper le souverain d'une déchéance temporaire et de le tenir dans une véritable captivité, les Cortès, prétendant en même temps agir en son nom et affectant de respecter son autorité, s'étaient engagées dans une voie qui ne pouvait que leur être fatale. Elles périrent, et leur retraite rendit le pouvoir à un parti atroce qui remplit l'Espagne de supplices, et la replaça sous le double joug de la police et de l'inquisition.

La France devait-elle se prêter à une aussi odieuse restauration ? En droit, notre intervention était inique, car la révolution d'Espagne était sans danger pour notre gouvernement. En fait, quel avantage avons-nous retiré de cette expédition dont les frais s'élevaient à près de deux cents millions ? A l'intérieur, l'opinion libérale s'indigna de cette alliance, et la violation de la représentation nationale parut le digne prélude de cette prise d'armes en faveur de la contre-révolution. L'Espagne, au moins, nous en témoigna-t-elle quelque

reconnaissance? Le duc d'Angoulême, déjà si violemment attaqué pour l'ordonnance d'Andujar, pût-il obtenir de Ferdinand la promesse d'une concession ou d'une amnistie? Il fut reçu avec froideur par celui qu'il venait de délivrer, et le quitta mécontent. Il avait prononcé les mots de concession et de justice, il ne pouvait être écouté ni par le roi, ni par ses conseillers.

La révolution de 1820 n'eût donc pour l'Espagne que des résultats malheureux; elle donna un nouveau prétexte aux fureurs de la contre-révolution, et redoubla les persécutions contre les libéraux; à l'extérieur, elle ne compromit pas moins l'Espagne; elle lui aliéna l'Angleterre et la France elle-même honteuse du rôle qu'elle venait de jouer, et ne lui laissa pour alliée sincère que la Russie. Elle eut encore pour elle une autre conséquence, elle lui enleva ses riches possessions d'Amérique.

On se rappelle dans quelle situation se trouvaient ces colonies en 1820 : Buenos-Ayres et le Chili avaient proclamé leur indépendance; le Pérou, quoique très-agité, obéissait encore à l'Espagne, ainsi que le Mexique. Dans ce pays sans cesse infesté par de nouvelles bandes, l'insurrection avait peu à peu perdu tous ses chefs : Hidalgo, Morales, Guadalupe, Mina venu d'Europe pour défendre la liberté dans le Nouveau-Monde. La Nouvelle-Grenade, réunie au Venezuela par le génie de Bolivar pour former la république de Colombie, était libre, mais Morillo se maintenait encore dans le Venezuela. L'insurrection de Cadix et les événements qui suivirent vinrent tout changer. N'attendant plus de secours de l'Europe, Morillo conclut à Truxillo un armistice de six mois (19 mars 1820), et s'embarqua pour Cadix en laissant le commandement

à son lieutenant don Miguel de La Torre. Les hostilités reprirent en 1821 sur trois points différents, et se poursuivirent avec des succès mêlés de revers jusqu'à la bataille de Carabobo (24 juin) qui décida le sort du Venezuela. La Torre vaincu eut toutes les peines du monde à se maintenir dans la province de Coro, et au mois de septembre, Carthagène fut obligée de se rendre ; Bolivar dirigea alors une expédition contre Quito; tandis qu'un de ses lieutenants, le général Sucre, s'emparait de cette ville, il délivrait lui-même Guayaquil, et réunissait tout ce territoire à la Colombie. En 1823, il chassa les Espagnols de toute la Costa-Firme; Morales, qui avait remplacé La Torre, fut forcé de capituler dans Maracaïbo, et le 23 novembre, Calzada dut livrer à Paëz la ville de Puerto-Caballo; c'était la dernière position que les Espagnols eussent conservée dans le Venezuela.

Au Mexique, l'indépendance fut le prix d'une trahison, comme on n'en rencontre guère que dans ce pays fertile en surprises de ce genre. Le vice-roi Apodaca n'avait aucune inquiétude sur la soumission des Mexicains, lorsqu'arriva l'ordre de proclamer la Constitution de 1812. Cette nouvelle le troubla profondément, et il essaya de maintenir l'ancien système avec d'autant plus d'opiniâtreté que Ferdinand pouvait songer à chercher un asile au Mexique. Mais il fallut céder aux réclamations des Mexicains. Seulement au bout de peu de temps, tous les Espagnols, l'Audience, le haut clergé demandèrent le retour à l'ancien régime. Pour leur obéir, sans exposer sa responsabilité, le vice-roi convint qu'il céderait à la force, et qu'un chef choisi par les partisans du gouvernement absolu paraîtrait lui forcer la main. Le choix des auteurs de ce complot tomba sur un colonel mexicain, Iturbide,

ennemi acharné de ses compatriotes rebelles, et signalé par sa cruauté autant que par sa dévotion. Il avait un jour fait fusiller trois cents excommuniés. Chargé de faire un coup d'Etat, ce singulier personnage, qui devait être un moment Empereur du Mexique, prit son rôle au sérieux. Placé à la tête de l'armée du Sud, il se rendit à Yguala, et proclama l'indépendance du Mexique, l'égalité absolue entre les Espagnols et les Américains de toute race et de toute couleur, enfin le maintien de tous les droits de l'Eglise catholique. Ce programme, qui répudiait d'ailleurs toutes les idées libérales du parti constitutionnel, fut accepté avec enthousiasme par le clergé mexicain qui craignait surtout la perte de ses priviléges. Les insurgés accoururent se ranger autour d'Iturbide qui, au bout de quatre mois, occupait tout le pays, sauf les deux villes de la Vera-Cruz et de Mexico.

Les Espagnols, furieux contre le vice-roi, l'avaient remplacé par le général Novella qui ne put empêcher la prise de Puebla. A ce moment arrivait d'Europe un nouveau vice-roi, O'Donoju, qui conclut avec Iturbide la convention de Cordoba (27 août 1821). Les Mexicains jouiraient de tous les droits réclamés par Iturbide, et à ces conditions, Ferdinand continuerait à régner sur le Mexique. Mais ni le roi, ni les Cortès ne voulurent reconnaître ce traité; les Cortès croyaient avoir assez fait pour le Mexique en lui donnant la Constitution de 1812, et malgré les instances de Galiano et d'Isturitz, elles refusèrent de ratifier cette convention. Cependant, Iturbide était entré à Mexico. La mort d'O'Donoju avait fait passer le commandement des troupes espagnoles entre les mains du général Pascual Linan, qui ne recevant d'Europe aucun secours fut obligé d'accepter une capitulation; il put

ramener ses soldats en Espagne; et un Congrès proclama l'indépendance absolue du Mexique. La capitainerie générale de Guatemala suivit cet exemple, et au mois de novembre 1824 fut décrété l'établissement de la Confédération de l'Amérique centrale, formée par les cinq républiques de Guatemala, Costa-Rica, Nicaragua, Salvador et Honduras.

Le Pérou avait été le dernier à se soulever contre l'Espagne; mais en 1820, Bolivar décida de le lui enlever. Comptant peu sur les Péruviens, d'un naturel doux et timide, il résolut de diriger dans ce pays une expédition, et de l'affranchir par la seule force des armes. Il conclut un traité avec les deux républiques de Buenos-Ayres et du Chili, qui avait alors pour chef O'Higgins. Celui-ci procura à Bolivar l'appui de deux hommes énergiques, Saint-Martin, et un Anglais, lord Cochrane, qui, obligé de quitter l'Angleterre en 1814, s'était mis au service des révolutions et devait quelques années plus tard défendre l'indépendance de la Grèce contre les Turcs. Il commandait alors la flotte du Chili, et la dirigea vers les côtes du Pérou, tandis que Saint-Martin pénétrait dans l'intérieur du pays à la tête d'une armée. Le vice-roi Pezuela était en ce moment accablé par les nouvelles qui lui arrivaient d'Europe; il voyait avec répugnance triompher les idées nouvelles, et il comprenait qu'il était condamné à ne plus recevoir aucun secours. Il laissa donc Saint-Martin s'établir à Pisco, et une colonne de volontaires parcourir le pays pour exciter la révolte. Enfin, au mois de janvier 1821, cédant aux réclamations de tous ceux qui lui demandaient de proclamer la Constitution de 1812 et de marcher à l'ennemi, il remit ses pouvoirs à don José de La Serna qui commandait l'armée du Haut-Pérou. Celui-ci était un homme habile, servi par

deux excellents généraux, Valdès et Canterac, et un brillant corps d'officiers, Rodil, Espartero, Maroto, d'autres encore qui avaient à faire leur fortune et leur réputation. Cependant, La Serna dut se décider à abandonner Lima, et après avoir laissé une garnison dans les forts du Callao, il traversa les Andes pour se retirer dans la province de Cuzco. Saint-Martin entra aussitôt à Lima, mais au lieu de poursuivre la guerre ne songea plus qu'à jeter pour lui-même les bases d'une nouvelle monarchie. Heureusement pour la cause de l'indépendance, lord Cochrane entreprit le siége du Callao, qui dut capituler le 19 septembre, malgré une brillante campagne de Valdès et Canterac, accourus de Zanja pour essayer de débloquer la ville assiégée. Les fautes de Saint-Martin, les cruautés de son ministre, Monteagudo, rendirent courage aux Espagnols. En 1822, Canterac détruisit une colonne commandée par un lieutenant de Saint-Martin, Domingo Tristan; abandonné par lord Cochrane, Saint-Martin lui-même fut bientôt forcé de quitter le Pérou. Un nouvel échec fut infligé bientôt après aux Péruviens; un lieutenant de Saint-Martin, Alvarado, fut battu d'abord par Valdès au combat de Torata, dont l'honneur revient surtout à Espartero, puis le lendemain par les forces réunies de Valdès et de Canterac; ils n'avaient plus d'espoir que dans un de leurs compatriotes, Arguero, qui appela immédiatement Bolivar à son secours. Celui-ci dirigea aussitôt sur Lima une colonne de trois mille hommes commandée par le général Sucre, mais ni le lieutenant de Bolivar, ni le général Santa-Cruz ne purent triompher des Espagnols qui les vainquirent partout sur les champs de bataille.

Le Pérou devait être affranchi par des négociations

et par le génie politique de Bolivar. Maître de Lima et du Congrès par le départ d'Aguero, Bolivar exploita habilement les divisions qui éclatèrent bientôt dans le camp espagnol. Jaloux des succès de La Serna, un ancien contrebandier devenu général Olaneta affecta un profond dévouement à Ferdinand VII, et, par attachement pour le gouvernement absolu, refusa d'obéir à un vice-roi qui avait reconnu la Constitution, comme si en face de l'ennemi les généraux devaient épouser la querelle d'une faction et ne pas tout sacrifier aux intérêts de la patrie. Olaneta finit par se révolter, et il fallut envoyer contre lui le général Valdès qui allait l'écraser, quand il fut rappelé au secours de Canterac; celui-ci venait de perdre toute sa cavalerie à la bataille de Jumin. Les Espagnols avaient bien regagné sur Bolivar Lima et le Callao, mais que pouvaient de pareils succès quand l'armée ne recevait plus aucun secours de l'Europe et que ses chefs étaient occupés à s'entre-détruire? Aussi une seule défaite décida-t-elle du sort de la guerre. Vainqueur au combat d'Ayacucho (décembre 1824), le général Sucre imposa aux Espagnols une capitulation par laquelle ils s'obligeaient à évacuer tout le pays. Rodil se défendit encore deux ans dans le fort du Callao, mais il ne fit que prolonger avec gloire une résistance inutile. A peu près en même temps, les diverses positions que des garnisons espagnoles occupaient encore au Mexique et au Chili furent évacuées. Ferdinand essaya inutilement d'organiser, pour reconquérir l'Amérique, de nouvelles expéditions, comme celle de Barradas; toutes échouèrent misérablement. Il ne fut pas plus heureux quand il voulut intéresser à sa cause les grandes puissances, et tenta de les entraîner dans une espèce de croisade contre la liberté dans le Nouveau-Monde. Dès

1825, l'Angleterre reconnut les républiques américaines, et accrédita auprès d'elle des agents diplomatiques. Elle se vengeait ainsi de notre intervention en Espagne. Les Etats-Unis saisirent cette occasion pour affirmer la fameuse théorie, connue sous le nom de doctrine de Monroë, qui ne reconnaît pas aux puissances européennes le droit d'intervenir dans les affaires des Etats américains. L'Espagne avait perdu pour toujours ses riches colonies, juste expiation de sa conduite à l'égard de cette race américaine qu'elle avait toujours tenue courbée sous la plus cruelle tyrannie.

## CHAPITRE IV

### MONARCHIE ABSOLUE

Rétabli par les armes de la France, Ferdinand se retrouvait roi et libre, c'est-à-dire maître absolu de suivre tous ses caprices et d'exercer ses vengeances. Les mesures rigoureuses ne se firent pas attendre. A peine débarqué à Puerto-Santa-Maria le 1er octobre, il publia un décret qui ne le cède en rien à celui de Valence. Ferdinand commençait par rappeler dans un long préambule « les événements scandaleux » qui avaient précédé et accompagné l'établissement de la Constitution de 1820, œuvre de « la plus criminelle trahison, la plus honteuse lâcheté et le plus horrible attentat à sa personne royale ; » il se félicitait ensuite d'avoir pu, à l'aide de la France, « triompher en peu de mois des efforts de tous les rebelles du monde réunis, pour la disgrâce de l'Espagne, sur le sol clas-

sique de la loyauté et de la fidélité. » Il terminait par ces mots : « pour porter remède aux pressantes nécessités de mes peuples, je déclare nuls et de nulle valeur tous les actes (de quelque classe et de quelque condition que ce fût) émanés du gouvernement constitutionnel ; » en revanche, il approuvait tout ce qui avait été décrété par la junte provisoire d'Oyarzun et la régence de Madrid.

C'est précédé de ce manifeste, où la violence du langage le dispute à l'absurdité des mesures, que Ferdinand se dirigea vers Madrid. Afin d'éviter que ses regards mêmes pussent être blessés par le contact de la révolte, son premier ministre, don Victor Saez, un ecclésiastique, lançait de Xérès de la Frontera, le 4 octobre, la circulaire suivante : « Le roi, notre seigneur, veut que pendant son voyage, pour se rendre à la capitale, il ne se rencontre ni sur son chemin, ni à cinq lieues de distance, aucun individu qui, durant le système constitutionnel, ait pris part comme député aux délibérations des deux dernières législatures. Cette défense concerne également les ministres, conseillers d'Etat, membres du cônseil suprême de justice, commandants généraux, chefs politiques, employés supérieurs des ministères, officiers en chef de la milice supprimée des volontaires nationaux. L'entrée de la capitale et des résidences royales leur est pour toujours interdite, et ils devront s'en tenir éloignés au moins de quinze lieues. » D'autres ordonnances animées du même esprit portaient que des cérémonies expiatoires seraient célébrées dans toutes les églises, et soumettaient tous les fonctionnaires à une véritable purification. Une enquête secrète poursuivie par trois personnes, « dont l'attachement au gouvernement royal et à la personne sacrée de Sa Majesté fut bien

marqué, » devait décider de leur sort. « On exigera, disait l'instruction, des informations individuelles, positives et précises, sans que les dispositions générales ou purement négatives puissent servir, et sans qu'il soit permis d'admettre les justifications volontaires de témoins présentés par les intéressés. »

Des décrets plus sérieux étaient ceux qui frappaient de mort les trois régents, Valdès, Giscar et Vigodet, et le général Ballesteros. A défaut de ces victimes qui avaient pu prendre la fuite, il restait au gouvernement la consolation de frapper l'infortuné Riego. Accusé de haute trahison, il fut conduit à Madrid pour y être jugé et exécuté. Le fiscal demanda qu'après avoir été attaché au gibet, son cadavre fut écartelé; que sa tête fut portée à Las Cabezas de San-Juan, et les quatre quartiers de son corps l'un à Séville, l'autre à l'île de Léon, le troisième à Malaga, le quatrième dans la capitale. Condamné à mort le 5 novembre, Riego fut aussitôt mis en chapelle; le surlendemain 7, il fut conduit au supplice, dans un panier d'osier, traîné par un âne; il mourut accablé d'injures par la même populace qui l'avait si peu de temps avant poursuivi de ses applaudissements.

Riego n'avait ni une intelligence élevée, ni un grand caractère; premier auteur d'une révolution qu'il ne sut pas diriger, il ne montra ni au pouvoir, ni à l'heure du supplice cette fermeté inébranlable qui est la marque des convictions sérieuses. C'est ainsi qu'avant la mort, vaincu par la cruauté de ses bourreaux, il signa une rétractation de sa conduite et de ses opinions. C'est un de ces généraux, comme l'Espagne en a tant produits, qui portent l'indiscipline dans l'armée, et se font des émeutes militaires un chemin à la fortune. Il a donné un exemple qui n'a été que trop suivi, et

on peut faire remonter jusqu'à lui la responsabilité de tous ces *pronunciamentos* qui ont fini par perdre l'Espagne, en ne lui permettant plus d'avoir ni une armée obéissante, ni un gouvernement régulier, ces deux premières conditions de la liberté. Sa mort ne saurait être reprochée à Ferdinand ; mais elle fut accompagnée de cruautés également déshonorantes pour les juges qui les avaient ordonnées, et pour la multitude qui jouissait de ces tortures avec un furieux enthousiasme.

Riego d'ailleurs ne fut pas seul frappé ; dès les premiers jours, des libéraux avaient été assassinés, comme nous l'avons vu en France, par des volontaires royalistes ; aux meurtriers succédèrent, par les soins de la régence, des commissions militaires qui firent arrêter et fusiller près de douze cents personnes. Une junte d'Etat fut chargée de classer tous les citoyens d'après les opinions qu'ils avaient manifestées ; cette junte, dont les séances restaient secrètes, était présidée par un inquisiteur. Les malheureux partisans du régime constitutionnel, tous ceux qui, même en dehors de la politique, avaient à redouter quelque vengeance particulière, n'eurent d'autre ressource que la fuite. La France, l'Angleterre, Gibraltar surtout furent envahis par ces malheureux. Voici comment s'exprimait un journal rédigé par Fray Manuel Martinez, un ecclésiastique destiné à devenir ministre. « Depuis que le roi est revenu de Cadix, il est déjà entré dans cette place quatre cent quatre-vingt coquins et coquines de la *négrerie*. Avant, il y en avait près de mille ; on ne peut pas marcher dans cette ville, parce qu'on ne voit autre chose que cette canaille-là. » Malheureusement, toute la canaille, pour parler comme ce journal religieux, *El Restaurador*, n'avait pas pu quitter l'Espagne,

et les prisons étaient pleines ; les puissances étrangères s'émurent, et demandèrent qu'on mît fin à ces violences. Contraint de céder, Ferdinand publia une amnistie, mais une amnistie si bien combinée, qu'elle augmentait le nombre des coupables, et devait servir de prétexte à de nouvelles fureurs. Etaient en effet exceptés de l'amnistie à peu près tous ceux qui avaient vécu en Espagne depuis les vingt dernières années ; c'était : 1° les principaux auteurs des rébellions militaires, ainsi que tous les chefs civils ou militaires qui avaient pris ou gardé un commandement ; 2° les principaux auteurs de la conspiration ourdie à Madrid ; 4° les principaux auteurs du mouvement qui avait forcé Ferdinand à établir une junte provisoire ; 5° les individus qui, durant le régime constitutionnel, avaient signé ou autorisé des représentations pour attenter à l'autorité royale ; 6° tous ceux qui, dans des sociétés secrètes, auraient fait des propositions du même genre ; 7° les écrivains ou éditeurs de livres ou de papiers tendant à combattre et attaquer les dogmes de la religion catholique, apostolique et romaine ; 12° les députés aux soi-disant Cortès, etc. Ceux qui ne se trouvaient pas dans les quinze catégories énoncées par l'amnistie, mais qui avaient adhéré au gouvernement constitutionnel, étaient placés sous la surveillance des autorités pour être, au premier signe, « jugés et châtiés avec toute rigueur, comme étant en récidive. » L'article 6 avait soin de stipuler que le présent décret n'empêchait en rien les réclamations soit du trésor royal, soit des particuliers qui auraient été lésés par la révolution. Quant à ceux qui se croyaient protégés par des capitulations, l'article 9 les avertissait qu'ils ne pouvaient rester sur le territoire espagnol qu'à condition de se soumettre à un jugement. Le dernier

article confiait au clergé la police de tout le royaume, il était ainsi conçu : « Les très-révérends archevêques et révérends évêques dans leurs diocèses respectifs, après la publication de la présente amnistie, emploieront toute l'influence de leur ministère pour rétablir l'union et la bonne harmonie entre les Espagnols, en les exhortant à sacrifier sur les autels de la religion, et par soumission à leur souverain et à leur patrie, leurs ressentiments et leurs insultes personnelles; *ils surveilleront également la conduite de leurs paroissiens et des autres ecclésiastiques domiciliés sur leur territoire, afin de prendre les mesures que leur suggérera leur zèle pastoral pour le bien de l'Eglise et de l'Etat.* »

Cet acte de clémence ne fut d'ailleurs publié qu'avec toutes les précautions nécessaires pour ne pas compromettre la sûreté de l'Etat. Signé le 1er mai, il ne fut promulgué que le 20, quand les gouverneurs des provinces avertis d'avance eurent eu le temps d'arrêter à peu près tous ceux que concernait l'amnistie. Il n'y avait pourtant pas là de quoi satisfaire le roi et le parti apostolique. Une conspiration malheureusement conçue et aussitôt étouffée, celle du capitaine Valdez, servit de prétexte à de nouvelles rigueurs. Ce capitaine était entré à Tarifa au cri de « Vive la Constitution ! » Il fut pris au bout de quelques jours près d'Almeria, et fusillé ainsi que ses trente compagnons; mais on en profita à Madrid pour étendre les poursuites, et créer un nouveau crime, celui de lèse-majesté, que Ferdinand eût soin de définir par un décret du 9 octobre, de manière à ne laisser échapper aucun coupable. En effet était convaincu du crime de lèse-majesté et passible de la peine de mort : 1° quiconque avait pris part à une rébellion, 2° quiconque avait écrit des pamphlets dans ce but, 3° quiconque dans les lieux publics a proféré ou pr-

férera des discours contre la souveraineté du roi ou en faveur de la Constitution abolie, etc. L'article 6 disposait que l'ivresse ne pourrait en aucun cas servir d'excuse, lors même qu'il serait prouvé que le délinquant était coutumier de ce vice. Un article spécial était réservé aux francs-maçons « qui doivent être considérés comme ennemis du trône et de l'autel. » Le seul fait d'être affilié à une loge entraînait la peine de mort et la confiscation de tous les biens. Tout auteur de cris alarmants et subversifs était également puni de mort ; et la poursuite de tous ces crimes était confiée aux tribunaux militaires. « Tous les Espagnols, disait l'article 10, de quelque qualité et de quelque profession qu'ils soient, demeurent soumis à ces peines, et sont justiciables des commissions militaires exécutives en conformité du décret royal du 11 septembre 1820, par lequel Sa Majesté a trouvé bon de priver les personnes poursuivies pour défection ou pour leurs opinions subversives des juridictions particulières devant lesquelles elles auraient eu le droit d'être jugées, à cause de leur qualité, de leur emploi ou de leur carrière. »

Ces lois livraient au parti apostolique la vie et les biens de tous les Espagnols ; il sut en profiter. Quelques exemples montreront jusqu'où fut poussée la cruauté. « Juan Solana et Antonio Ferreti furent mis à mort à Murcie pour des expressions subversives. Maria et José de Molina devaient subir la même peine, parce qu'on avait trouvé chez eux une proclamation en faveur de la liberté. A Valence, Simon Alfaso subit la peine du *garrote* pour avoir crié : « Vive la Constitution ! » en état d'ivresse, et Salvados LLorens pour avoir dit : « Mort au roi ! » La commission de Castille fit pendre Antonio Erraza parce qu'il était franc-maçon. La commission de Madrid, dirigée par une bête féroce

nommée Chaperon qui acquit la triste gloire de donner son nom à toute cette époque, dépassait toutes ses rivales par le nombre de ses condamnations et la sévérité de ses arrêts. Elle envoyait au supplice tous ceux chez qui on trouvait des portraits de Riego, et aux galères les femmes et les enfants qui commettaient le crime de ne pas dénoncer leur mari ou leur père... Chaperon assistait aux exécutions en grand uniforme; c'étaient pour lui des jours de fête, et, en une occasoin, impatient d'activer le supplice d'un coupable (c'était un milicien national qui avait coopéré à la défense de Madrid, le 7 juillet, contre les gardes révoltés), il tira lui-même les jambes de la pauvre victime pendant déjà du gibet fatal, et, cet exploit terminé, se retira tout fier d'avoir accompli à la fois les fonctions de bourreau et celles de juge. » (Hubbard, *Histoire contemporaine de l'Espagne*, t. II, p. 294.)

On ne sait quel nom donner à un gouvernement qui se permet de pareils excès. Telle était cependant la fureur du parti contre-révolutionnaire qu'il accusait Ferdinand de faiblesse, et ne lui obéissait qu'avec répugnance. Ce malheureux roi était en effet menacé par les intrigues du parti apostolique autant que par les conspirations des libéraux. Composé de la plus grande partie de la noblesse et du clergé, constamment poussé à la destruction des libéraux par des sociétés, comme celle de l'Ange exterminateur, ayant une armée dans les bandes de la Foi grossies de tous les volontaires royalistes et dans cette populace de moines qui agitaient les couvents de toutes les provinces, le parti apostolique tournait ses regards vers le frère de Ferdinand, vers l'infant don Carlos, qui, par son fanatisme, répondait bien mieux à ses espérances. Déjà, en 1824, un ancien chef de bande de la Foi, Capapé, avait

formé en Aragon, peut-être avec la complicité du capitaine général Grimarest, une conjuration pour rétablir l'inquisition et mettre don Carlos sur le trône. La conspiration découverte, Grimarest fut destitué et Capapé traduit devant un tribunal. Son acquittement fit supposer que ses juges s'étaient arrêtés devant le nom de don Carlos.

Aussi Ferdinand, si incroyable que le fait puisse nous paraître, essayait-il dès cette époque d'appliquer un véritable système de bascule pour ne pas tout abandonner aux apostoliques. Au mois de décembre 1823, il renvoya du ministère don Victor Saez, et plaça dans le cabinet quelques hommes modérés : O'Falia eut le ministère de la justice, don José de La Cruz la guerre, et don Ballesteros les finances. Il est vrai que bientôt après O'Falia fut nommé ministre d'Etat, et remplacé à la justice par l'ancien secrétaire de la régence de Madrid, dévoué au parti apostolique, le célèbre Tadeo Calomarde. Ancien domestique, ayant passé par tous les métiers et traversé tous les partis, Calomarde consolait les apostoliques des rares concessions que Ferdinand se croyait obligé de faire aux idées modérées. Il était chargé de poursuivre les malheureux restes du parti libéral. Son pouvoir s'accrut encore quand le ministre de la guerre, don José de La Cruz, fut remplacé par le chef des volontaires royalistes, le général Aymerich. L'armée fut alors livrée à tous les caprices, et les véritables soldats sacrifiés aux hommes qui n'avaient que des services politiques ; les rigueurs redoublèrent, et le sang coula de nouveau. Parmi les supplices qui attristèrent le plus cette époque est celui d'El Empecinado, ce chef illustre des guérillas qui s'était si souvent signalé dans les guerres de l'Indépendance. Il avait participé au mou-

vement constitutionnel de 1820, mais se croyant couvert par la capitulation, il vivait tranquillement retiré à la campagne. C'est là qu'on alla le chercher pour le jeter en prison. Accusé d'avoir voulu former une nouvelle conspiration, il fut mis dans une cage de fer, et exposé le jour de marché aux insultes de tous les paysans. Il fut enfin condamné à mort, et sa mère alla vainement se jeter aux pieds de Ferdinand pour implorer sa grâce. Conduit au supplice sur un âne, avec le grand bonnet, la robe noire et les chaînes de fer des condamnés, il eut un moment d'indignation, brisa ses chaînes, s'en fit une arme pour assommer ses gardiens, et s'ouvrit une route à travers la foule. Malheureusement, il tomba, et, malgré sa résistance, fut de nouveau attaché au gibet.

Calomarde ne se contenta pas de persécuter les libéraux, il voulut donner à l'autorité royale des fondements inébranlables; il se hâta de fermer les universités qu'il remplaça par une école de taureaumachie, et enleva aux Espagnols la seule liberté qui eût encore échappé à tant de révolutions, la liberté municipale. Par un décret du 17 octobre 1824, il fut décidé que, désormais, les communes n'éliraient plus leur conseil municipal ; elles n'auraient plus que le droit de désigner des candidats, parmi lesquels choisiraient les membres des tribunaux. C'était mettre toutes les municipalités entre les mains des magistrats, et, par conséquent, du ministre de la justice. « J'ai pris cette détermination, disait Ferdinand dans le préambule, afin de faire à jamais disparaître du sol espagnol jusqu'à la moindre idée que la souveraineté peut résider autre part que dans ma personne royale, et afin que nos peuples sachent bien que je ne consentirai jamais à la plus légère altération des lois fondamentales de

cette monarchie, » et il feignait de ne pas s'apercevoir combien son langage était en contradiction avec ses actes, quand, par la destruction des libertés municipales, il supprimait précisément une des lois fondamentales de la monarchie ; mais telle est la logique des despotes.

Cependant Ferdinand, comme nous l'avons déjà dit, ne voulait pas tout abandonner aux apostoliques, et prétendait exercer l'autorité absolue pour son propre compte. Calomarde lui servait d'instrument commode, car s'il avait su inspirer aux apostoliques une confiance qu'il avait d'ailleurs méritée par d'importants services, il ne leur appartenait pas entièrement, et n'entendait leur sacrifier ni sa fortune, ni le roi. Ferdinand le maintint donc toujours au pouvoir, tandis qu'il changeait les autres ministres selon ses caprices ou les besoins du moment. Aymerich avait remplacé à la guerre José de La Cruz, coupable d'avoir voulu rétablir la discipline et fait rentrer dans les cadres de vieux officiers disgrâciés pour leurs opinions, mais Ballesteros était maintenu aux finances, où par de sages et laborieux efforts il rétablissait un peu le crédit de l'Espagne. Enfin, Aimerych était à son tour remplacé par Zambrano, et le général LLander reprenait les réformes de José de La Cruz, élevé à la dignité de lieutenant général ; Ugarte, à son tour, était renvoyé sous l'honorable prétexte d'une ambassade, et Ferdinand refusait de rétablir l'inquisition.

Il n'en fallait pas tant pour exaspérer le parti apostolique qui eut alors recours à la révolte. Au mois d'août 1825, le maréchal de camp Bessières réunit quelques volontaires à Brihuega, et proclama la déchéance du ministère, accusé d'être composé de révolutionnaires et de francs-maçons. Cette sédition fut

promptement réprimée par le comte d'Espagne qui se hâta de fusiller les coupables, sans doute pour étouffer des révolutions compromettantes. Zea Bermudez profita de ce moment pour obtenir la création d'une junte consultative, et l'on pût espérer un changement plus favorables aux idées de modération et de concorde. Malheureusement, Zea Bermudez fut bientôt remplacé par le duc d'Infantado, tout dévoué à l'ancien régime, et une révolte dirigée cette fois par deux libéraux, les deux frères Antonio et Juan-Fernandez Basan, acheva de rejeter Ferdinand dans la voie des rigueurs. Les frères Basan, qui avaient débarqué près d'Alicante avec une soixantaine d'émigrés, furent facilement vaincus. Juan Basan était mortellement blessé, son frère essaya de l'achever et puis de se brûler la cervelle; ses pistolets ne partirent pas, et l'on pût livrer le malheureux prisonnier au bourreau, qui n'eut que la peine d'achever un cadavre; vingt-huit de ses compagnons furent fusillés avec lui.

Le parti apostolique reprit alors le dessus; excité encore par les prédications du Jubilé, il redoubla d'ardeur pour persécuter les constitutionnels; les moines s'emparèrent des séminaires, et l'enseignement fut confié aux jésuites. Mais Ferdinand ne devait plus avoir un moment de repos. Cette même année, la révolution vaincue en Espagne triomphait en Portugal. Ce royaume avait participé à toutes les péripéties de l'Espagne. Après la révolution de 1820, les Cortès avaient voté une Constitution facilement acceptée du roi Jean VI. Mais la contre-révolution trouva un instrument docile dans un des fils de Jean, don Miguel, pressé par sa mère de renverser le roi, mais qui ne pût y parvenir. L'ambassadeur anglais, le général Beresford, entraîna Jean VI à bord du vaisseau *Windsor-Castle*, et obligea à une honteuse soumission l'infa

don Miguel qui dut partir pour Vienne. Il y était encore quand son père mourut. Le fils aîné de Jean VI, don Pedro, qui devait lui succéder, aima mieux rester empereur du Brésil; il céda le Portugal à sa fille Maria da Gloria, mais établit en même temps une charte libérale; il exigea en outre que cette charte fut reconnue par son frère don Miguel, destiné à épouser la future reine Maria da Gloria. Don Miguel, qui représentait le parti absolu, était alors à Vienne; la régente Isabelle publia la charte qui fut accueillie avec enthousiasme par le peuple. Ferdinand sentit ce que pouvait avoir de dangereux pour lui le voisinage d'un peuple libre; mais il s'adressa en vain à M. de Villèle pour obtenir une nouvelle intervention; il dût s'arrêter devant les menaces de l'Angleterre qui donnait son appui à la régence, et se contenter de placer sur les frontières du Portugal un corps d'observation commandé par le général Saarsfield.

Il se vit bientôt menacé d'un autre danger. Exaspérés par les résistances pourtant bien faibles de Ferdinand, les apostoliques résolurent de le renverser. Au mois de décembre 1826, on fit répandre à profusion un écrit intitulé : « Manifeste adressé au peuple espagnol par une fédération de royalistes purs sur l'état de la nation, et sur la nécessité d'élever au trône le sérénissime infant don Carlos. » Il se terminait par ces mots : « Voilà ce que nous désirons en Jésus-Christ, nous les membres de cette catholique fédération, avec la faveur du ciel et la bénédiction éternelle. *Amen*. » Imprimé, publié et répandu par l'ordre de notre fédération. Fr. M. du Saint-Sacrement, secrétaire.

Dès les premiers mois de 1827, les mécontents, qui prenaient le titre d'*Agraviados* (ulcérés), se soulevèrent dans la Catalogne et l'Aragon; quelques bandes for-

mées à la hâte furent facilement dispersées, et Calomarde crut avoir étouffé l'insurrection en proclamant une amnistie. Mais le clergé de Catalogne ne se laissa pas aussi facilement désarmer; sur les excitations de l'évêque de Vich et du clergé de Manresa, une nouvelle révolte éclata au mois d'août, et la ville de Manresa se souleva. Les insurgés prétendaient d'ailleurs ne s'armer que pour renverser les ministres, et rendre au roi sa liberté. Mais ni Calomarde, ni Ferdinand ne se laissèrent persuader. Le comte d'Espagne reçut l'ordre de combattre l'insurrection par les armes, et il se hâta de l'étouffer dans le sang. En même temps, Ferdinand annonça qu'il se rendait lui-même en Catalogne, et cette démarche fit tomber les armes des mains des révoltés. Manresa ouvrit ses portes, et Jeps dels Estangs qui voulait résister à la tête de quinze cents hommes, bientôt abandonné par ses soldats, s'estima heureux de pouvoir se réfugier en France. Vich n'essaya pas de se défendre, et le comte d'Espagne n'eut plus qu'à organiser avec le roi et Calomarde la punition des rebelles. Elle fut comme toujours atroce et perfidement calculée. Les ecclésiastiques qui avaient trempé dans la révolte ne furent pas inquiétés, mais tous les chefs qui auraient pu compromettre des personnages de la cour furent impitoyablement fusillés. Quant aux malheureux qui s'étaient laissé entraîner, comme les membres civils de la junte de Manresa, tous périrent du dernier supplice.

Ferdinand resta quatre mois en Catalogne, puis parcourût les diverses provinces, où il fut accueilli avec le plus grand enthousiasme et les plus bruyantes démonstrations; il rentra à Madrid enchanté de ces témoignages et avec l'espoir de n'avoir plus rien à craindre. Il avait laissé la Catalogne sous les ordres du comte

d'Espagne, à qui il avait donné pleins pouvoirs. Ce chef cruel en abusa pour remplir la province de terribles exécutions; c'était les absolutistes qui avaient fomenté la révolte, mais le comte d'Espagne ne pouvait pas se contenter de punir un seul parti; tout homme suspect d'opinions libérales fut bientôt frappé dans sa vie, tout au moins dans ses biens et dans sa liberté. Le capitaine général remit la police de Barcelone aux mains de fougueux partisans de l'ancien régime, le comte Villemur et Onate; il organisa un tribunal militaire, et chargea la délation de lui fournir des victimes. Elles ne manquèrent pas. Dans Barcelone seulement, il fit fusiller, le 13 novembre 1828, treize condamnés, parmi lesquels se trouvaient : un colonel, un lieutenant-colonel, un capitaine, un lieutenant, deux sergents, trois caporaux, un peintre, un professeur, un marchand; le 26 février 1829 vit périr onze victimes; neuf autres tombèrent le 30 juillet. Les galères étaient remplies; les prisons regorgeaient de malheureux, dont plusieurs cherchèrent à terminer leurs souffrances par le suicide. La terreur était à son comble. En même temps, comme pour qu'aucune calamité ne fut épargnée à l'Espagne, il y eut des tremblements de terre dans le royaume de Valence et de Murcie; enfin, la mort vint s'abattre sur le palais lui-même; au mois de mai 1829, Ferdinand perdit sa troisième femme.

A ce moment, les ennemis de la révolution se croyaient les maîtres de tout le Midi de l'Europe. En France, Charles X avait pour premier ministre le prince de Polignac. Ferdinand qui approuvait les rigueurs du comte d'Espagne gardait toute sa confiance à Calomarde; partout les insurrections avaient été comprimées, mais la France allait faire la révolu-

tion de 1830 ; en Espagne, un incident imprévu, la mort de la reine, devait modifier la politique de Ferdinand, renverser les espérances des apostoliques, et jeter le pays dans des voies nouvelles.

## CHAPITRE V

### LA PRAGMATIQUE-SANCTION

Dans les premiers jours du mois de mai 1829, la troisième femme de Ferdinand VII, Marie-Josephe-Amélie de Saxe, mourait en laissant le roi sans enfants. Cette situation, toujours grave dans une famille royale, empruntait aux circonstances une importance exceptionnelle. Ferdinand, en effet, malgré sa haine pour les idées libérales, et les rigueurs qu'il avait déployées contre tout ce qui, de près ou de loin, touchait à la révolution, ne satisfaisait pas entièrement les partisans de la royauté absolue. Pour ces hommes qui, fanatiquement épris de l'ancien régime, n'admettaient aucun accommodement avec l'esprit moderne, Ferdinand était un suspect. Il avait juré la Constitution de 1812, il avait juré celle de 1823 ; il est vrai qu'il n'avait pas tenu ces serments et s'était cruellement vengé de ceux qui avaient un moment cru à sa bonne foi ; mais ce n'était là qu'une circonstance atténuante et qui ne pouvait l'absoudre. Depuis longtemps le parti absolutiste rêvait le trône pour le jeune frère du roi, don Carlos, dévôt ascétique, retiré au fond du palais, nourissant dans son cœur les passions et les préjugés de Philippe II. C'est le grand-père du prétendant actuel.

La révolte de Bessières en 1825, celle qui éclata en Aragon en 1827 avaient pour but de donner le trône à don Carlos. Ces révoltes avaient été énergiquement réprimées, mais la mort de la reine ranima les espérances du parti apostolique. C'était la Providence elle-même qui, en refusant des enfants à Ferdinand, donnait la couronne à don Carlos. Ce prince et ses amis furent donc frappés comme d'un coup de foudre, quand ils apprirent que Ferdinand épousait sa nièce Marie-Christine, fille d'Isabelle, reine des Deux-Siciles. Le mariage eut lieu, en effet, le 20 décembre 1829, et l'arrivée de la nouvelle reine fut le signal d'une véritable révolution. Jeune et belle, aimant le plaisir et les fêtes, la reine changea l'aspect vraiment monacal de cette cour depuis longtemps endormie dans une sombre dévotion; les bals succédèrent aux exercices religieux. Le clergé en conçut de tristes pressentiments. « Ce matin, disait un religieux de Valence, Sa Majesté n'est restée dans l'église que quelques minutes; le soir, elle était au bal la première, et y restait la dernière. »

De plus sérieuses préoccupations vinrent bientôt troubler le parti apostolique. La reine devint grosse; il ne restait plus à don Carlos qu'une chance, c'est que la reine accouchât d'une fille; mais cette chance même lui fut bientôt enlevée. Le 29 mars 1830, Ferdinand faisait publier une pragmatique-sanction qui reconnaissait les filles capables d'hériter de la couronne. Quel était cet acte, et quelle pouvait en être la validité, voilà ce qu'il nous faut examiner, car c'est sur ce point que portent les plaintes du parti apostolique, et c'est parce qu'à leurs yeux la pragmatique est nulle, qu'ils soutiennent les droits de don Carlos et de ses héritiers. Un examen sérieux montrera que les

carlistes n'ont ici pour eux ni l'ancien droit, ni le droit nouveau de la monarchie espagnole.

Si l'on remonte, en effet, jusqu'au moyen-âge, on trouve que l'ancienne législation, celle qui se rattache au droit des Goths, permet aux femmes de monter sur le trône. C'est au nom de ce droit qu'au xv[e] siècle Isabelle, en épousant Ferdinand le Catholique, lui apporta la Castille, et fonda la monarchie espagnole. Charles-Quint monta sur le trône au nom du même droit, car il n'était Espagnol que par sa mère Jeanne la Folle. Ce droit fut reconnu par Louis XIV lui-même, lorsqu'au moment de son mariage avec Marie-Thérèse il renonça à régner sur l'Espagne. Cette renonciation, connue sous le nom de *Capitulacion matrimoniale*, attestait que les femmes pouvaient être appelées au trône, car on ne déclare pas abandonner un droit qui n'existe pas.

C'est Philippe V qui, devenu roi d'Espagne grâce au testament de Charles II, introduisit dans ce pays l'ordre de succession adopté depuis longtemps en France sous le nom de loi salique. Philippe V fit adopter ce principe par les Cortès réunies en 1717. Remarquons d'abord que ces Cortès n'avaient rien de commun avec les assemblées qui, avant le règne de Charles-Quint, représentaient vraiment la nation et discutaient sérieusement les propositions de la royauté. Depuis le règne de Charles-Quint, les Cortès ne formaient plus qu'une réunion de serviteurs obéissants convoqués pour rehausser l'éclat de pompeuses cérémonies. Charles IV put donc se croire autorisé à modifier la loi nouvelle introduite par Philippe V pour revenir aux anciennes traditions de la monarchie. Nous avons assez longuement expliqué au début de cette histoire pourquoi ce prince prit cette résolution pour

écarter du trône des neveux qu'il n'aimait pas, et comment il tint secret un acte que la vie de ses deux fils rendait inutile. La nouvelle loi n'en existait pas moins, et Ferdinand n'eut qu'à la tirer des archives où on l'avait laissé dormir.

Avec un peu plus d'audace ou de franchise, Ferdinand pouvait mettre ses desseins sous la protection de deux autorités imposantes. Il pouvait, aux yeux du parti apostolique, s'appuyer sur le droit absolu du souverain, tel que ce parti l'entendait, droit sans limites qui permettait au souverain de changer les lois de succession, puisqu'il avait permis à Charles II de léguer le royaume par testament à un prince étranger, et d'en disposer comme d'une propriété personnelle. Ferdinand pouvait encore, en se rappelant ses anciens serments, s'adresser au parti libéral, et déclarer s'en rapporter à la Constitution de 1812, constitution votée par une assemblée vraiment nationale, et qui déclarait les femmes capables de régner. L'article 174 (tit. IV, chap. II) est ainsi conçu : « Le royaume d'Espagne est indivisible. A dater de la promulgation de la Constitution, la succession au trône aura lieu à perpétuité par ordre régulier de primogéniture entre les descendants légitimes, *hommes et femmes.*

Mais Ferdinand se contenta d'un rôle plus modeste. « Dans les Cortès réunies à notre palais de Buen-Retiro, pendant le cours de l'année 1789, était-il dit dans le préambule, on s'est occupé, sur la proposition de mon auguste père qui est en gloire, de la nécessité et de la convenance de faire observer le mode régulier établi par les lois du royaume et par la coutume immémoriale pour la succession à la couronne d'Espagne.... Les Cortès ont réclamé qu'il fût publié une pragmatique-sanction, afin de constater cette résolu-

tion et de déroger audit acte de 1713.... A cette supplique, mon auguste père a daigné répondre qu'il avait pris une résolution conforme à ladite pétition; cependant il a ordonné que pour le moment on tînt cette résolution secrète, parce que cela importait à son service.... Vu la pétition originale, vu ce qui a été décidé relativement à ladite supplique par mon père chéri, j'ai ordonné de publier immédiatement une pragmatique dans la forme accoutumée. »

On le voit, Ferdinand ne prétend rien établir de nouveau; il publie une loi demandée par les Cortès à Charles IV, son père, en 1789; il n'est que l'exécuteur de la volonté paternelle. La pragmatique n'en fut pas moins, pour le parti apostolique, l'objet des plus vives protestations, et dès ce moment ses chefs songèrent à la guerre civile. Leurs desseins furent un moment arrêtés par la Révolution de 1830, et le calme n'était pas encore rétabli dans les esprits quand le 10 octobre la reine accoucha d'une fille, Marie-Isabelle. L'heure n'était pas favorable aux partisans du pouvoir absolu; aussi restèrent-ils dans l'ombre et le silence pendant les deux années qui suivirent. A cette époque, l'ordre ne fut troublé en Espagne que par les tentatives malheureuses des constitutionnels; ce fut d'abord Valdès et Mina, puis Torrijos, qui deux fois essaya de soulever l'Andalousie, et vint misérablement échouer à quelques lieues de Malaga, où il fut fusillé avec tous ses compagnons. C'est seulement en 1832 que la pragmatique-sanction fut l'occasion de nouvelles intrigues, et donna lieu à une des plus piquantes comédies qui aient été jouées près du lit d'un mourant.

Le 30 janvier 1832, la reine accoucha d'une seconde fille, Marie-Louise-Fernande. Il n'y avait plus pour les carlistes un moment à perdre, car la santé du roi

déclinait visiblement, et, quoique âgé seulement de quarante-huit ans, accablé d'infirmités et vieux avant l'âge, ii paraissait condamné à mourir bientôt. Au mois d'août 1832, il fut, en effet, saisi par un accès de goutte à Saint-Ildefonse, et au bout de peu de jours il devint évident qu'il ne survivrait pas à cette attaque. Le premier ministre était alors C.lomarde, ancien domestique, qui avait gagné l'amitié de Ferdinand par une bouffonnerie obscène. Partisan de l'autorité absolue, Calomarde avait fermé les universités et fondé une école pour les courses de taureaux. Il n'aimait pas la reine Christine, et se prêta aux intrigues des apostoliques pour arracher à Ferdinand la révocation de la pragmatique-sanction. Il l'obtint, en effet, et le roi venait à peine de donner sa signature qu'il sentit son mal redoubler. Quelques jours après, on le crut mort; le bruit s'en répandit au dehors, et l'ambassadeur de France en transmit la nouvelle à Paris par le télégraphe. Mais tandis que les partis s'agitaient et se disputaient les dépouilles du vieux roi, celui-ci revenait à la vie, et apprenait comment on avait abusé de sa faiblesse pour enlever la couronne à sa fille. Alors eut lieu une scène à la fois comique et grossière : les vaincus de la veille reprirent courage; la reine, qui se préparait à l'exil, sentit le pouvoir lui revenir. Sa sœur Louisa Carlotta, accourue du fond de l'Andalousie, lui reprocha sa faiblesse, et donna de sa main deux soufflets à Calomarde; les domestiques de Christine battirent ceux qui tenaient pour le parti apostolique. Cette révolution de palais s'accomplit en quelques heures avec toutes les péripéties qu'ajoutaient aux intérêts en jeu les passions mesquines et violentes des acteurs. Ferdinand destitua tous les ministres, remplaça Calomarde par Zea Bermudez, alors ambassa-

deur à Londres, et, en attendant son arrivée, confia le pouvoir à la reine Christine.

Celle-ci se montra digne du rôle auquel elle était appelée : son premier acte fut une amnistie qui s'étendait à presque tous les condamnés politiques, et si quelques-uns étaient exceptés de cette mesure, la reine en témoignait son regret en termes qui n'interdisaient pas toute espérance.

En même temps, d'autres mesures venaient éveiller les espérances des constitutionnels : les universités fermées par Calomarde s'ouvraient de nouveau, et aux cinq ministères dont se composait le gouvernement venait s'en ajouter un sixième de création nouvelle, le ministère chargé de l'administration intérieure. Ce ministère, comme l'indiquait son nom (*Del Fomento*, qui réchauffe), était chargé de développer les progrès de l'agriculture et de l'industrie. Les libéraux eurent un moment d'enthousiasme, et s'abandonnèrent à des illusions qui ne devaient pas durer, parce qu'elles étaient exagérées. Le malheur de tous les partis, mais surtout des partis longtemps opprimés, c'est de prétendre toujours au triomphe absolu de leurs idées, et de ne pas comprendre qu'en général les réformateurs, quand ils ont le pouvoir, deviennent timides et ne marchent que pas à pas.

La reine Christine n'épousait pas les passions du parti absolutiste, mais elle n'adoptait pas davantage les théories chères aux libéraux. Pour elle, la religion catholique restait la religion de l'Etat, l'autorité royale gardait toutes les prérogatives, et les garanties constitutionnelles que réclament les gouvernements libres ne lui inspiraient aucune sympathie. Le nouveau gouvernement prétendait seulement assurer à l'Espagne les bienfaits d'un despotisme éclairé (*despotismo illus-*

*trado*). On le vit clairement à l'arrivée de Zea Bermudez. Ce ministre, ancien collègue de Calomarde, et renvoyé jadis comme trop libéral, publia, dès son retour à Madrid, une circulaire où, après avoir défendu la reine contre les reproches des absolutistes, il définissait le véritable caractère de la nouvelle administration.

« Quelques personnes, quoique bien intentionnées, ont poussé l'exagération de leurs craintes jusqu'à dire que la forme et les institutions de la monarchie allaient subir un changement total, que l'Espagne enfin avait fait alliance avec la révolution. Comme rien n'est plus éloigné de la pensée royale, la reine notre souveraine ne pouvait se montrer indifférente à cette erreur de l'opinion publique... Sa religion dans toute sa splendeur, ses rois légitimes dans toute la plénitude de leur autorité, ses antiques lois fondamentales : voilà les biens que le peuple espagnol désire. La reine notre souveraine veut lui assurer la jouissance de ces biens ; elle se promet de le faire, mais elle ne veut pas exposer le royaume, et jamais elle ne l'exposera aux violentes secousses et aux calamités qu'entraîne après elle l'application de certaines théories que la nation a appris à regarder avec horreur, instruite par le funeste essai qu'elle en a fait en diverses circonstances. »

Il n'y avait donc pas à s'y tromper. Ferdinand d'ailleurs devait bientôt ouvrir les yeux aux plus aveugles. il ne tarda pas à reprendre la direction des affaires, et, s'il laissa la reine associée au pouvoir, il n'en diminua pas moins son autorité, témoignant ainsi sa défiance pour les réformes, cependant si modestes, que Christine avait adoptées.

L'unique préoccupation du roi était d'assurer la

couronne à sa fille Isabelle, et de revenir sur la révocation de la pragmatique-sanction, révocation qui lui avait été arrachée quand on le croyait à ses derniers moments. Le 31 décembre 1832 furent convoqués au palais l'archevêque de Tolède, le président du conseil royal, tous les ministres, les plus anciens membres du conseil d'Etat présents à Madrid, la députation permanente de la *grandesse*, le patriarche des Indes et les plus grands dignitaires de la couronne. Dès qu'ils furent réunis, Ferdinand fit donner lecture, par le ministre de grâce et de justice, d'une pièce qu'il avait écrite de sa main, et conçue dans les termes les plus singuliers.

Après avoir protesté contre la violence morale dont il avait été victime pendant sa maladie, il disait :

« Comme roi, je ne pouvais détruire les lois fondamentales du royaume dont j'avais publié le rétablissement ; comme père, je ne pouvais de ma libre volonté dépouiller ma descendance de droits si augustes et si légitimes. Des hommes déloyaux ont entouré mon lit, et abusant de l'amour que moi et ma chère épouse portons aux Espagnols, ils ont augmenté son affliction et l'amertume de mon état. La perfidie a consommé l'horrible trame commencée par la séduction. Libre aujourd'hui de l'influence et de la contrainte exercées par ces funestes conséquences, je déclare solennellement, de ma pleine volonté et de mon propre mouvement, que le décret signé dans les angoisses de la maladie m'a été arraché par surprise, qu'il a été l'effet des fausses alarmes dont on avait effrayé mon esprit, qu'il est nul et de nulle valeur, comme opposé aux lois fondamentales de la monarchie et aux obligations que comme père je dois remplir envers mon auguste descendance. »

Après la lecture de cette pièce où les violences d'un tyran se mêlent aux confessions naïves d'un Géronte, Ferdinand signa la déclaration, et fit dresser un procès-verbal constatant la présence de tous ceux qui avaient été convoqués. Quelques jours après, il donnait à un régiment le nom d'Isabelle, ce qui était le privilége du prince des Asturies; enfin, pour donner à ses volontés la sanction des votes d'une assemblée, il voulut convoquer les Cortès; le 4 avril, il fut décidé qu'elles se réuniraient au mois de juin.

Cependant, les partisans de don Carlos ne s'étaient pas tenus tranquilles. A peine la déclaration du 31 décembre fut-elle connue, qu'ils résolurent de faire un appel aux armes. Des troubles éclatèrent à Burgos et à Tolède; l'évêque de Léon appelait à la révolte les volontaires royalistes de son diocèse; à Valence, en Catalogne, dans toutes les provinces, des agitateurs préparaient une sédition. M. Zea Bermudez prit un parti décisif. Sur sa proposition, le 13 mars Ferdinand *permit* à son frère don Carlos de partir pour le Portugal; huit jours après, ce prince quittait Madrid pour n'y plus rentrer.

Mais s'il exilait don Carlos, Ferdinand n'en restait pas moins le roi absolu, ennemi de toutes les institutions libérales. Le cabinet formé par M. Zea Bermudez était divisé en deux partis. MM. d'O'Falia et Cruy penchaient vers les idées absolutistes; Encima della Piedra, Ulloa, Fernandez del Pèno, au contraire, partageaient les dispositions de la reine Christine; ils perdirent leurs portefeuilles. La réunion des Cortès indiquait les mêmes tendances. Rien ne fut épargné pour donner à cette cérémonie la plus grande solennité. La Plaza Mayor fut convertie en un cirque immense, et l'on y donna trois courses de taureaux; la

prestation du serment (*la Jura*) eut lieu dans l'église de San Ieronimo del Rado, décorée pour ce jour-là avec la plus grande magnificence ; les grands d'Espagne avaient revêtu leurs plus beaux costumes, ils portaient la toque de velours et le manteau de satin. Le roi et la reine étaient sur une estrade recouverte de magnifiques tapis ; derrière eux, l'infante, portée par sa nourrice ; devant eux, le comte d'Oropela l'épée nue, la pointe en haut. Les infants prêtèrent serment les premiers ; puis le héraut d'armes appela le duc de Medina-Cœli ; enfin, selon l'antique cérémonial, les députés des villes se présentèrent en même temps, et le roi prononça la formule célèbre : « Que Burgos jure, et Tolède jurera quand je l'ordonnerai. » Mais au milieu de ces pompes solennelles, quel rôle réservait-on à la nation, et comment intervenait-elle dans ce pacte conclu entre elle et la royauté ? Les Cortès de 1833 ne rappelaient en rien celles de 1829 ou de 1812 ; c'étaient les Cortès de Charles IV, de Philippe V, les Cortès enfin telles que les avait faites une monarchie absolue et sans contrôle. Dans ces assemblées, qu'on appelait les Cortès par états (*Cortès por estamentos*), le tiers Etat n'était représenté que par les députés de trente-sept villes, et encore ces députés étaient-ils désignés par des fonctionnaires municipaux (*ayuntamientos*), tous nommés par le roi ou héréditaires. Voilà ce que Ferdinand, comme ses prédécesseurs, appelait une représentation nationale.

Don Carlos n'assistait pas à cette cérémonie ; Ferdinand l'en avait dispensé par une lettre ironique et hautaine, à laquelle don Carlos fit la réplique suivante :

« Mon cher frère de mon cœur, Ferdinand de ma vie, j'ai vu avec le plus grand plaisir par la lettre que tu m'as écrite le 23 que tu te portes bien, ainsi que

Christine et ses filles. Quant à nous, grâce à Dieu, nous sommes aussi en bonne santé... Tu désires savoir si j'ai ou si je n'ai pas l'intention de prêter serment à ta fille comme princesse des Asturies. Hélas! que je voudrais pouvoir le faire! Tu dois m'en croire, puisque tu me connais, et je le dis du fond du cœur : le plus grand plaisir que je pourrais avoir serait de jurer le premier, et de ne te causer ni ce mécontentement, ni ceux qui doivent en être la suite; mais ma conscience et mon honneur ne me le permettent pas. J'ai des droits légitimes à la couronne dans le cas où je te survivrais, et où tu ne laisserais pas d'enfant mâle, et il ne m'est pas permis de les négliger. Ces droits, Dieu me les a donnés en me faisant naître; Dieu seul peut me les ôter en te donnant un fils, ce que je désire peut-être plus que toi-même. En outre, je défends en même temps le droit de tous ceux qui sont appelés après moi. Aussi je me vois obligé de t'envoyer la déclaration ci-jointe que je fais avec toute formalité pour toi et pour tous les souverains, auxquels j'espère que tu la feras communiquer.

« Adieu, mon bien-aimé frère de mon cœur; toujours sera tout à toi, toujours t'aimera et te comprendra dans ses prières ton affectueux frère, « Don Carlos. »

A cette lettre était jointe la protestation suivante :

« Bien convaincu de la légitimité des droits qui m'appellent à la couronne, dans le cas où je survivrais à Votre Majesté, et où elle ne laisserait pas d'enfant mâle, je dis que ni mon honneur ni ma conscience ne me permettent de jurer ni reconnaître d'autres droits; en conséquence, je fais la présente déclaration.

« Palais de Ramelhao, 29 avril 1833, Sire, aux pieds royaux de Votre Majesté, votre très affectueux frère et vassal, « Infant Don Carlos. »

Nous avons donné cette pièce en entier pour montrer sur quels principes don Carlos appuyait ses droits; le public, qui a depuis quelque temps l'habitude des manifestes et des déclarations des prétendants, trouvera peut-être aussi quelque satisfaction à voir que leur langage est toujours à peu près le même. C'est Dieu qui leur impose l'obligation de régner; c'est pour obéir à leur conscience, c'est par amour pour leurs peuples, et aussi pour soutenir les droits de leurs descendants, qu'ils s'imposent ce cruel sacrifice. Il n'y a qu'un intérêt qu'ils immolent, c'est le leur, et c'est par un amour exagéré du devoir, par un certain penchant au martyr qu'ils veulent régner; leur ambition est celle du missionnaire qui brave tous les supplices pour obéir à la voix de Dieu.

Très-irrité de la lettre de son frère, Ferdinand lui répondit sur le même ton, et, après lui avoir prodigué les marques de la plus vive tendresse, il finit par lui intimer l'ordre de quitter le Portugal et de se rendre dans les Etats Pontificaux. Rien de plus curieux et de plus amusant que cette correspondance où les formules de l'affection dissimulent mal la défiance et la haine.

« Mon bien-aimé frère de ma vie, mon Carlos de mon cœur, j'ai reçu ton estimable lettre du 29 du mois passé, et je me réjouis de voir que tu te portes bien ainsi que ta femme et ton fils. J'ai toujours été persuadé de l'affection que tu m'as portée; je crois que tu l'es de même de mon attachement pour toi; mais je suis père et roi, et je dois veiller en même temps aux droits de ma fille et à ceux de ma couronne.

« Je ne veux en aucune manière violenter ta conscience, et je n'ai pas l'espoir de te dissuader de tes prétendus droits, puisque tu crois que Dieu seul peut

y déroger. Mais l'amour de frère que je t'ai toujours porté m'engage à t'épargner les désagréments que t'offrirait un pays où tes droits supposés sont méconnus, et mes devoirs de roi m'obligent à éloigner un infant dont toutes les prétentions pourraient fournir aux mécontents un prétexte d'agitation.

« Puisque tu ne dois plus revenir en Espagne par des raisons de la plus haute politique et en vertu des lois du royaume qui le disposent expressément, et pour ta propre tranquillité, que je désire autant que le bien de mes peuples, je t'accorde la permission de te mettre en route tout de suite, avec ta famille, pour les Etats Pontificaux, en me donnant avis du point vers lequel tu te dirigeras et de celui où tu fixeras ta résidence. »

Ferdinand termine sa lettre par le refus de communiquer aux puissances étrangères la protestation de don Carlos. Celui-ci répond quelques jours après pour déclarer que, s'il est exilé, on pourrait bien lui laisser le choix de son exil ; il refuse de s'embarquer à Lisbonne par crainte du choléra qui sévit dans cette ville ; enfin il demande du temps et de l'argent pour arranger ses affaires. La correspondance se continue ainsi pendant quelque temps, don Carlos s'obstinant a rester en Portugal, le roi prenant un ton de plus en plus impératif, mais toujours avec les protestations de la plus grande affection, jusqu'au mois d'août, époque où une dernière lettre du roi contient des ordres formels, et auxquels don Carlos refuse d'obéir.

Peu de jours après, Ferdinand mourait. Le 29 septembre 1833, une attaque d'apoplexie emporta ce prince, un des plus mauvais rois qu'ait eut l'Espagne, et qui, pour lui être aussi funeste par sa mort que par sa vie, lui léguait la guerre civile.

# LIVRE QUATRIÈME

## LA RÉGENCE

—

### CHAPITRE I

#### LE STATUT ROYAL

Les régences sont le plus souvent marquées par de graves désordres; mais l'histoire ne nous montre pas d'époque plus agitée que la minorité d'Isabelle. La situation était, il est vrai, exceptionnellement périlleuse. Dans un pays divisé par des luttes sanglantes et où l'ordre de succession venait d'être changé, le trône appartenait à une enfant de quatre ans, le gouvernement était exercé par une femme, Marie-Christine, suspecte à une partie de la nation, et assistée d'un conseil de régence sans unité, car Ferdinand y avait placé un peu au hasard des hommes d'opinions très-diverses; quelques-uns étaient étrangers à l'Espagne, d'autres ne l'habitaient pas depuis longtemps; il y en avait même deux qui étaient morts. Les défenseurs de la royauté nouvelle n'étaient pas d'accord entre eux; c'était une partie de la noblesse et toute la classe moyenne qui avait horreur de l'ancien régime. Mais à

côté de ces éléments essentiellement conservateurs venaient se placer les représentants des idées libérales, dont les uns voulaient l'établissement d'un gouvernement constitutionnel, tandis que d'autres prétendaient revenir à la Constitution de 1812. Le Trésor était vide, les soldats manquaient, et tandis que dans chaque ville les carlistes étaient puissamment organisés, la reine n'avait à ses ordres qu'une armée placée en ce moment même sur les frontières du Portugal, et dont les dispositions paraissaient fort douteuses. C'était là de bien faibles appuis pour une royauté chancelante et menacée de tous les côtés à la fois.

Le parti apostolique qui avait embrassé la cause de don Carlos était autrement redoutable. Grâce à une habile confusion d'idées qu'il avait soin d'entretenir, il profitait des passions les plus diverses, et rattachait à sa cause de nombreux soldats. Aux volontaires royalistes, comprenant près de trois cent mille hommes, il se présentait comme le défenseur du pouvoir absolu, de la royauté sans condition. En Biscaye et en Navare, il flattait l'attachement de ces provinces pour leurs *fueros* et leur antique indépendance; en Catalogne, il s'adressait aux passions théocratiques; en Aragon, en Castille, partout il appelait à lui les aventuriers, auxquels la guerre civile promettait des honneurs, des richesses et des plaisirs. C'est ainsi qu'une même cause pouvait réunir de braves soldats, des prêtres fanatiques, d'obscurs partisans, des ambitieux qui, sous tous les drapeaux successivement, n'avaient cherché qu'à satisfaire leurs passions : Zumala-Carréguy, le curé Merino, Cabrera et le comte d'Espagne.

Le rôle des provinces du Nord, leur dévouement à don Carlos, l'énergie de leur résistance, s'expliquent par des raisons qu'il importe de signaler. En appuyant

l'insurrection, ces populations défendaient leurs anciens priviléges. On sait avec quelle lenteur s'est formée l'unité de la monarchie espagnole. Ce travail n'était pas encore terminé sous Ferdinand VII. La Navarre et les provinces basques conservaient à cette époque des droits qui, pour elles, étaient liés au maintien de l'ancien régime. Les provinces basques avaient longtemps formé des républiques indépendantes. Elles avaient pour drapeau un étendard, sur lequel étaient dessinées trois mains sanglantes, avec cette devise : *Irrurakbat* (les trois ne font qu'un), et se gouvernaient par un seigneur élu parmi les nationaux ou pris à l'étranger, comme les podestats des républiques italiennes. En 1332, leurs députés offrirent la suzeraineté au roi de Castille, Alphonse le Juste, mais à des conditions nettement formulées. Le roi ne pourra posséder sur le territoire basque ni fort, ni maison; toute l'autorité est dans les mains des *fueros*. Si quelqu'un veut donner un ordre contraire, qu'il soit chassé; s'il persiste, qu'il soit mis à mort. Exemption du service militaire, sauf le cas d'invasion, où tout le monde est soldat. Quant aux impôts, c'est l'*alcabala perpetua* établie du temps des Arabes; Guispuscoa paie par an quarante-deux mille réaux; la Biscaye n'accordera que des dons volontaires. Ces pays prétendent si bien être séparés de l'Espagne qu'ils ne paient aucun droit de douane; c'est seulement quand ils entrent en Castille que leurs produits sont soumis à l'impôt. Les magistrats sont nommés par les Congrès nationaux; le roi entretient seulement un *regidor*, dont le rôle se borne à une simple surveillance. La Navarre est moins indépendante; pourtant, elle ne paie qu'un impôt volontaire et nomme ses magistrats; le roi ne dispose que de cinq places appelées *Castillanes*; la pr

vince est administrée par des *fueros* composés de trois bras : la noblesse, le clergé et les mandataires des villes. Supprimés en 1820, ces droits avaient été rendus en 1824 aux provinces qui prétendaient les garder. Ainsi là, comme en Vendée, par une déplorable erreur, l'esprit démocratique, fortement uni aux libertés locales, fournissait des soldats aux partisans de l'ancien régime.

Outre les sympathies qu'il pouvait trouver dans les populations, le parti carliste était merveilleusement servi par la configuration même du pays qu'il avait choisi pour théâtre de la guerre. Les provinces basques, la Navarre, la Catalogne sont composées de vallées étroites, entourées de hautes montagnes, coupées par de profonds précipices. « Souvent, dit un historien de cette guerre, Henningsen, il y a plusieurs routes qui conduisent d'une vallée à l'autre, et quelquefois, en raison des obstacles naturels du terrain, les distances sont doublées par les détours. Ces distances sont augmentées encore par d'innombrables défilés qui traversent les montagnes, et qui sont parfois si étroits qu'en étendant les bras on touche les rocs des deux côtés; entre ces rocs se trouve souvent aussi une ravine profonde de plusieurs centaines de pieds. La distance d'un village à l'autre est ordinairement de cinq à douze milles. Pendant l'hiver, les marches qui ont été taillées dans le roc vif se remplissent de boue que les pluies ont amoncelée, et forment de distance en distance des bourbiers qui gênent péniblement la marche du voyageur. Pendant l'été, vous trouvez à ces mêmes places des trous ou des aspérités, en sorte qu'à chaque instant le fer des mulets ou des chevaux touche le roc à nu et y glisse. » Une armée régulière ne peut s'engager dans ces défilés si favorables à des

bandes isolées. Poursuivi avec peine, l'ennemi, qu'il est plus difficile de trouver que de vaincre, se disperse, disparaît, et bientôt se reforme derrière ceux qui le cherchent vainement devant eux. Dans ces conditions, le parti carliste pouvait espérer la victoire. Tout était pour lui; il ne lui a manqué que de rencontrer en don Carlos un chef digne de le commander.

Pour combattre des adversaires aussi redoutables, ce n'était pas trop de la nation tout entière; il fallait surtout avoir recours aux chefs du parti constitutionnel, aux victimes de la monarchie absolue; il fallait au vieux despotisme opposer la liberté. Christine n'eut pas cette hardiesse; elle garda les ministres de Ferdinand, et le chef du cabinet, M. Zea Bermudez, annonça, dans un manifeste signé par la reine, le maintien de son système, du despotisme éclairé.

« La religion et la monarchie, disait ce manifeste, premiers éléments de vie pour l'Espagne, seront respectées, protégées, maintenues par moi en toute leur vigueur et leur pureté. C'est un devoir pour moi de conserver intact le dépôt de l'autorité royale qui m'a été confié. Je maintiendrai religiensement la forme et les lois fondamentales de la monarchie, sans admettre des innovations dangereuses, quoique flatteuses dans leurs principes. » Après ces engagements formels venaient les promesses de quelques réformes administratives; mais ces promesses vagues et banales, qu'il est d'ailleurs trop facile d'éluder dans les monarchies absolues, ne satisfirent personne. Le parti libéral éprouva une véritable déception; il savait bien que les libertés civiles n'existent pas sans les libertés politiques, et qu'on ne donne rien à un peuple, quand on ne reconnaît pas son droit à prendre part au gouvernement. M. Zea Bermudez, qui avait été un moment le

collègue de Calomarde sous Ferdinand VII et avait étudié la France en Russie, ne pouvait que compromettre la royauté nouvelle; il éloignait les constitutionnels sans désarmer les carlistes.

A peine ceux-ci eurent-ils appris la mort du roi qu'ils donnèrent le signal de la guerre civile. Ils s'y préparaient depuis plusieurs années. La pragmatique-sanction ne leur laissait plus que ce moyen d'obtenir un pouvoir qu'ils avaient attendu si longtemps, et qu'ils perdaient au moment de l'atteindre. Au fond, la question de légalité leur importait peu; ne s'étaient-ils pas soulevés au nom de don Carlos, en 1827, contre Ferdinand lui-même? Comme tous les partis qui mettent leurs principes au-dessus des règles ordinaires de la morale, les carlistes voyaient dans l'héritière de Ferdinand une alliée de la révolution. Ils saisissaient le prétexte du changement introduit par le roi dans l'ordre de la succession; à défaut de celui-là, ils en auraient cherché et trouvé un autre. Rétablir l'ancienne royauté avec tous ses abus, rendre à l'Eglise ses priviléges menacés, voilà ce qu'ils voulaient, et pour arriver à leur but, à défaut d'autre moyen, ils avaient recours à la guerre civile.

Dès le 8 octobre, à Talavera la Reyna, sur la route de l'Estramadure, se produit une manifestation aussitôt réprimée. Mais le lendemain, à Bilbao, les moines proclament don Carlos; une municipalité insurrectionnelle s'installe et décide que toutes les trois heures les habitants se réuniront sur la place pour crier : « Vive Charles V! vive l'inquisition! mort aux constitutionnels! » Le beau-frère d'un des députés de la province est massacré; la ville est frappée d'une contribution extraordinaire, et quelques jours après, le marquis de Valdespina en prend possession au nom de don Carlos.

Le 7, une insurrection éclate à Vittoria ; Santos-Ladron organise la révolte à Logrono, Ibarrola à Orduna, le colonel Eraso à Roncevaux, et une colonne de royalistes se dirige vers Najara. A peu près en même temps, le curé Merino soulève les volontaires de la Vieille-Castille, et se met à leur tête; enfin, des bandes royalistes parcourent l'Aragon. Les chefs militaires placés dans les provinces combattirent l'insurrection avec des succès divers. Dans l'Aragon, Espeleta désarma les royalistes ; la bande du colonel Eraso fut dispersée près de Najara. Dans le Guipuscoa, le général Castanon, sentant son impuissance, appela de Bayonne un ancien chef de guérillas, victime des apostoliques après l'insurrection de 1820, Jaurreguy, plus communément appelé *El Pastor*. Le brigadier Lorenzo rencontra près d'Arcos les troupes de Santos-Ladron, les vainquit, et fit prisonnier Santos-Ladron ainsi que son lieutenant Icribaren. Lorenzo aurait voulu épargner les vaincus. Malheureusement, le conseil de guerre ne partagea pas cette opinion. Le 15 octobre, Santos-Ladron fut fusillé avec son lieutenant dans les fossés de Pampelune (1). Cette exécution ne fit que développer la révolte. Une foule de volontaires se jeta dans les défilés de la Biscaye, et bientôt une véritable armée se trouva réunie sous les ordres d'un général brave et habile, Zumala-Carreguy, qui installa aussitôt une junte insurrectionnelle, et composa un véritable gouvernement.

Les partisans d'Isabelle étaient loin de montrer la même activité et le même esprit de décision. Le gouvernement avait une politique flottante; les généraux se montraient pleins d'hésitations et de lenteurs calculées. Tous avaient envoyé leur adhésion à la régente, mais aucune ne déployait la vigueur nécessaire pour

étouffer la guerre civile. C'est ainsi que tout d'abord, le général Saarsfield, détaché de l'armée commandée par Rodil sur les frontières du Portugal, s'arrête à Burgos dans une funeste inaction, et laisse l'insurrection se développer dans tous les pays au delà de l'Ebre, tandis que des bandes s'aventurent sur la route de Madrid (1). Cependant, après une première surprise, le gouvernement reprit l'offensive. Dans la capitale, les volontaires royalistes sont désarmés le 27 octobre, et l'émeute, renfermée dans une caserne, est bientôt comprimée; un décret confisque les biens de don Carlos, et le 30 novembre, l'Espagne est divisée en quarante-neuf provinces; c'était un pas décisif vers l'unité administrative.

Cette énergie se communiqua aux provinces. Saarsfield se porta en avant, il lui suffit de quelques jours pour entrer à Vittoria, puis à Bilbao (1). A la fin de la campagne, les bandes de Merino étaient dispersées; Merino lui-même et son compagnon Cuevillas avaient été forcés de partir pour le Portugal; mais les carlistes étaient débandés, non pas vaincus. Il fallut remplacer Saarsfield par Géronimo Valdès; le ministre de la guerre, don José-Cruz, céda son portefeuille à Zarco del Valle; M. Zea Bermudez ne tarda pas à le suivre. Ce ministre gouvernait mal. Faible et violent en même temps, il supprimait des journaux, et rendait des arrêts de proscription qu'il ne pouvait pas faire exécuter. La guerre civile se prolongeait; les puissances du Nord n'avaient pas reconnu Isabelle; les libéraux se plaignaient. Les capitaines généraux déterminèrent la chute du ministère, dont s'était déjà détaché M. Martinez de La Rosa. Le général Quesada publia contre le cabinet un violent manifeste. Quelques jours plus tard, le capitaine général de la Catalogne, Llauder, s'adressa

à la régente pour réclamer les Cortès, et déclara le ministère tellement impopulaire « qu'il menaçait à la fois la tranquillité publique et le trône même d'Isabelle. » Le 15 janvier, M. Zea Bermudez se retira; avec lui finit le fameux et détestable système du despotisme éclairé; mais en même temps apparaissait un grand danger, l'intervention des généraux dans la politique, intervention de plus en plus fréquente, et qui de *pronunciamentos* en *pronunciamentos* devait jeter la malheureuse Espagne dans une suite non interrompue de coups d'Etat et de révolutions.

Ainsi, dès la première année d'Isabelle se caractérise nettement la période que nous allons parcourir : guerre civile alimentée par les passions les plus diverses et empreintes d'une abominable férocité; combats d'avant-postes et de partisans, surprises dans les défilés; luttes acharnées de bandes disséminées contre les efforts lents et mal conçus d'une armée régulière; hésitations d'un gouvernement qui, menacé à la fois par les carlistes et les constitutionnels exaltés, ne sait être ni ferme ni libéral; enfin, *pronunciamentos* des généraux avec tous les clubs des révoltes et des dictatures militaires.

L'année 1834 s'ouvrit sous d'heureux auspices. L'insurrection paraissait renfermée dans les provinces du Nord, et le nouveau cabinet promettait une Constitution. Son chef, M. Martinez de La Rosa, né à Grenade en 1788, avait débuté par être professeur et journaliste. Député aux Cortès en 1812, le retour de Ferdinand l'avait jeté en prison; au bout de deux ans, il avait été déporté pour quatre ans aux Presides de Penon. Il en fut tiré par la révolution de 1820; il devint même un moment ministre des affaires étrangères, mais quitta le pouvoir au bout de quelques

mois. Depuis 1824, il avait vécu en France, en Italie, et n'avait pas pris part à la tentative de 1830. Littérateur distingué, M. Martinez de La Rosa était un des chefs des constitutionnels modérés (*moderados*) opposé aux exaltés (*exaltados*), voulant le progrès par des réformes pacifiques et non par des émeutes, et se rattachant à la France, tandis que les exaltés s'appuyaient plus volontiers sur l'Angleterre.

Le nouveau ministère annonça tout d'abord qu'il s'occupait d'un statut royal, et en attendant accomplit un certain nombre de réformes ; il supprima l'entretien coûteux de magasins inutiles (*positos*), déclara entièrement libre le commerce des comestibles, rétablit l'école des ingénieurs civils, compléta le décret qui divisait l'Espagne en quarante-neuf provinces par une démarcation exacte des cours royales, accorda une amnistie qui étendait encore celle de l'année précédente, abolit la junte d'Etat établie en 1825, commission chargée de la police secrète, et institua une garde nationale.

On retrouvait malheureusement dans quelques-unes de ces mesures ce caractère de timidité qui avait perdu le ministère précédent. L'amnistie était encore partielle, et l'institution de la milice urbaine était accompagnée de tant de restrictions qu'elle devenait illusoire. La milice, en effet, ne pouvait exister que dans les communes au-dessus de 700 feux, c'est-à-dire dans 619 communes sur 18,447. Ce décret souleva partout les plus vives colères ; à Séville, à Valladolid, les milices prirent le parti de se dissoudre. Il fallut bientôt modifier la loi, autoriser les milices dans les communes de 500 feux, et reconnaître celles qui s'étaient déjà formées pour combattre les carlistes.

D'autres décrets firent une meilleure impression ;

une commission fut chargée de la refonte de toutes les lois civiles; en même temps, les Espagnols étaient déclarés tous égaux devant la loi, tous également aptes aux fonctions publiques. Le 24 mars, on créa un conseil d'Etat à peu près semblable à celui qui existait alors en France, en même temps qu'on supprimait le conseil de Castille, le conseil des Indes, le conseil de la guerre, le conseil des finances, le conseil des ordres religieux; c'était apporter l'ordre et l'unité dans une administration confuse et mal ordonnée. L'intention de mener vigoureusement la guerre et d'atteindre les vrais coupables était nettement indiquée par trois décrets du mois de mars; le premier appliquait une partie des biens du clergé au paiement de la dette publique, les deux autres ordonnaient la saisie du temporel pour les prêtres qui auraient pris part à la révolte et la suppression des couvents qui favorisaient les carlistes.

C'est au milieu de ces alternatives de justes concessions et de fâcheuses réserves que fut publié le statut royal. Là encore se retrouvaient les mêmes hésitations. On établissait bien le gouvernement parlementaire avec deux Chambres, mais combien ce projet avait d'imperfections et de lacunes. La Chambre haute était composée de membres héréditaires et de membres à vie nommés par le roi. La Chambre des députés se composait de cent quatre-vingt-huit membres nommés par l'élection à deux degrés. Dans chaque district devait se réunir une assemblée formée par les membres de la municipalité et un nombre égal des plus forts contribuables; cette assemblée choisissait deux électeurs qui, réunis aux électeurs des autres districts de la province, nommaient les députés (loi du 29 mai). Si l'on songe que les municipalités étaient nommées par

le roi, on voit quelle influence le gouvernement s'attribuait dans les élections, et combien l'Espagne était loin de posséder une représentation nationale. Après avoir annoncé que les lois ne pourraient être faites que par les deux Chambres et le roi, et qu'aux Chambres seules était réservé le droit de voter les impôts, le statut ne posait aucune limite au pouvoir royal, n'accordait aucune garantie à la liberté individuelle, se taisait sur la magistrature et sur la liberté de la presse; enfin, l'initiative des lois était laissée à la couronne, et le gouvernement, qui seul pouvait convoquer les Chambres, les proroger et les dissoudre, s'était en outre réservé le droit de faire leur réglement intérieur; le mécontentement fut général, et s'ajouta à celui que causaient les progrès de l'insurrection.

La guerre, en effet, marchait mal. Les carlistes se montraient dans toutes les provinces, et troublaient Madrid même par leurs manifestations; mais ce qui était plus grave, ils avaient dans la Navarre un partisan de premier ordre qui faisait de ce pays une citadelle impénétrable. Zumala-Carreguy était né le 29 décembre 1788 dans le village d'Ormaizteguy, de la province de Guipuscoa. En 1808, il se distingua au siége de Saragosse, puis s'enrôla sous les ordres de Gaspar Jaureguy (*El Pastor*), partagea avec lui toutes les fatigues de la guerre de l'Indépendance, et parvint successivement jusqu'au grade de colonel. Suspect au gouvernement pour ses opinions politiques, il venait d'être privé de son emploi, quand il apprit à Pampelune la mort de Ferdinand VII et le *pronunciamento* de Ladron. Quelques jours plus tard, il s'échappait de cette ville et allait se joindre à l'insurrection.

Au bout de peu de temps, Zumala-Carreguy avait organisé dans la Navarre une sérieuse résistance. Dès

le mois de juillet 1833, il s'était établi dans la vallée de l'Amescoa (1), et avait aussitôt pris le commandement que voulut inutilement lui disputer Ituralde, et qu'Eraso lui abandonna. Dans les premiers mois, il n'eut que trois bataillons mal équipés, sans vêtements et presque sans armes. Mais tandis que les bandes carlistes étaient dispersées partout, Zumala-Carreguy se maintint dans la vallée de la Borunda, et se trouva bientôt à la tête de trois mille Navarrais, Alavais et Guipuscoans. C'est alors qu'il pût commencer sérieusement la guerre de partisans. Evitant une action générale où il aurait été vaincu, il se portait sur les routes pour surprendre les convois, inquiéter les colonnes de Saarsfield ou d'Oraa, et rentrait dans ses vallées pour tomber à l'improviste sur des villes abandonnées ou des forts isolés. C'est ainsi qu'il occupa les vallées d'Ayescoa, de Salazar et du Roncal, et s'empara d'Orbaiceta, fabrique royale d'armes, où il trouva deux cents fusils, cinquante mille cartouches et une pièce de quatre qui composa d'abord toute son artillerie.

Sans cesse poursuivi par les chefs christinos, par Saarsfield, Valdez, puis Lorenzo et Oraa, Zumala-Carreguy, à force d'activité, se dérobait à tous les efforts de ses adversaires; sans bagages, sans provisions, il faisait franchir à ses soldats les montagnes les plus élevées, ou se glissait silencieusement pendant la nuit à travers les lignes ennemies; s'il se laissait atteindre, comme au combat d'Asarta et de Huesa, il n'avait besoin que de quelques jours pour réparer ses défaites (1).

Le gouvernement de Christine crut pourtant avoir trouvé un chef capable de terminer la guerre dans le général Quesada, qui ayant servi longtemps en

Navarre paraissait plus propre que tout autre aux combats de surprises et d'embuscades. Quesada se rendit aussitôt à son poste, et dans une proclamation datée de Logrono (31 janvier), il offrit la paix aux Navarrais. Il écrivit en même temps à Zumala-Carreguy, qui avait autrefois servi sous ses ordres, et l'adjura de reconnaître la reine Isabelle. Zumala-Carreguy déclina ses propositions en se retranchant derrière la junte de Navarre, et les négociations furent bientôt rompues. Dès lors fut déclarée entre les deux généraux une guerre impitoyable, et qui prit tout de suite un caractère atroce. Des deux côtés, on refusa de faire des prisonniers ; ceux mêmes qui voulaient rester étrangers à cette lutte sanglante n'étaient pas épargnés, et bientôt, sous prétexte de justes représailles, on en vint à brûler les villages, à fusiller les femmes et les enfants. Malheureusement, pendant les six années qui vont suivre, aucun parti ne pourra rejeter entièrement sur l'autre la responsabilité de ces horreurs; carlistes et christinos rivaliseront de cruauté, et se souilleront à l'envi du sang innocent.

Le 2 mai, Quesada fut surpris dans la vallée de Borunda, sur la route de Vittoria à Pampelune. Il ne s'échappa qu'en perdant une partie de son arrière-garde, et en laissant aux carlistes plusieurs prisonniers. Parmi eux se trouvait le fils du comte de L'Abisbal. Le lendemain, il fut fusillé avec cinq autres officiers. Quesada se vengea sur les carlistes qui tombèrent entre ses mains. Du reste, une proclamation de Zumala-Carreguy avait fait pressentir ces cruautés. Quelque temps avant, il avait menacé de mort « tout alcade, corrégidor ou magistrat qui ferait circuler les ordres de la reine. »

La guerre se poursuivait donc avec avantage pour

les carlistes; Zumala-Carreguy restait maître de la Navarre et de tout un côté de l'Ebre; Merino et Cuevillas, revenus de Portugal, agitaient de nouveau la Castille, et Carnicer reparaissait en Aragon. Bientôt don Carlos lui-même allait se trouver au milieu de ses partisans, et établir un gouvernement en face de celui de la reine. Malheureusement pour lui, il arrivait dans des circonstances qui ne lui permettaient pas d'augmenter beaucoup les forces de ses soldats.

Exilé par son frère Ferdinand, au moment de sa protestation contre la pragmatique-sanction, ce prince était resté en Portugal auprès de son parent don Miguel. On sait qu'il y avait entre eux communauté de situation et d'intérêts. Don Miguel, comme don Carlos, disputait le trône à sa nièce; mais plus heureux que lui, il avait pu s'imposer un moment au Portugal. Menacé par son frère don Pedro qui avait quitté le Brésil pour venir défendre par les armes les droits de sa fille Maria-Gloria, don Miguel avait longtemps compté sur les secours de Ferdinand VII, et c'est pour appuyer ses prétentions qu'en 1832 une armée avait été envoyée par le gouvernement espagnol sur les frontières du Portugal. Par un étrange retour de la fortune, cette armée venait en effet d'intervenir, mais dans un but complétement opposé, c'est-à-dire pour soutenir contre don Miguel les droits de la jeune reine. En vertu d'un traité conclu entre don Pedro, au nom de sa fille, la France, l'Angleterre et la reine Isabelle, Rodil était entré en Portugal, et avait contribué à la victoire d'Assei-Cena qui avait ruiné les espérances de don Miguel. Le 26 mai, ce prince signa à Evora-Monte un traité par lequel il s'engageait à quitter immédiatement la Péninsule. Don Carlos qui avait engagé don Miguel à résister, et lui proposait d'aller

avec lui soulever l'Espagne, fut obligé de partager le sort de son cousin et de s'embarquer avec lui pour l'Angleterre. La régente n'était pas seulement délivrée des inquiétudes que lui causait le Portugal, elle retrouvait une armée dont elle allait disposer dans le Nord; enfin, elle venait de conclure avec l'Angleterre et la France une alliance qui ne devait pas rester stérile.

Les christinos comptaient donc étouffer bientôt l'insurrection; mais leurs espérances allaient être cruellement trompées. Chargé d'aller combattre Zumala-Carreguy, Rodil entra à Madrid avec son armée qui fut passée en revue par la reine Christine, et vint s'établir à Logrono dans les premiers jours de juillet. En y arrivant, il apprit que don Carlos venait d'entrer en Navarre. Ce prince n'avait passé que quelques jours en Angleterre. Il avait rapidement traversé la France, et était arrivé en Biscaye le 9 juillet. Il s'installa aussitôt à Elisondo, et, pour faire acte de royauté, rendit plusieurs décrets concernant l'armée et le royaume. Sa présence eut du moins pour effet de ranimer l'ardeur des soldats et de confirmer l'autorité de Zumala-Carreguy. Appuyé par de nouveaux renforts, ce chef hardi était en ce moment capable de soutenir une lutte sérieuse.

Comme si ce n'était pas assez des maux de la guerre civile, à ces misères vint s'ajouter le choléra avec les fatales conséquences qu'entraînent les épidémies dans des pays ignorants ou superstitieux. Tout puissant en Espagne, le clergé y est à la fois adoré et détesté; l'opinion libérale lui était défavorable; le peuple, suivant les passions du moment, s'agenouillait devant lui ou le massacrait. Nous avons vu les décrets rendus par le gouvernement contre le clergé, suspect de favo-

riser l'insurrection ; le 15 juillet, l'inquisition fut abolie. Trois jours plus tard, excité par les passions qui se nourrissent de la guerre civile, accusant les prêtres et les moines de soutenir don Carlos et de propager l'épidémie, le peuple résolut de se venger du choléra sur les ordres religieux ; dans la journée du 18 juillet, une foule furieuse se porte sur les couvents des Jésuites, celui des Franciscains et des Dominicains pour piller, brûler et tuer. Le couvent d'Atocha était lui-même menacé, quand la milice urbaine parvint à arrêter le désordre ; il fallut une loi pour défendre les attroupements. Plusieurs moines avaient été égorgés, et l'on apprit ce jour-là ce qu'un peuple superstitieux peut nourrir de haine contre ceux qui croient avoir fondé sur l'ignorance une domination éternelle ; le massacre des moines devait se renouveler souvent dans le cours de la guerre civile. En même temps arrivait à Madrid la nouvelle d'une conjuration formée à Saragosse par le parti exalté ; l'illustre Palafox avait été arrêté pour y avoir pris part.

C'est dans ces tristes circonstances que s'ouvrit le Congrès. Il fut installé le 20 juillet au palais de Buen-Retiro par la reine Christine qui reçut le serment de tous les députés ; ceux-ci s'occupèrent aussitôt de don Carlos. Il fut d'abord déclaré déchu de tout droit au trône, ainsi que ses descendants ; un second décret lui interdisait l'entrée de l'Espagne. L'attention de l'assemblée fut ensuite appelée sur les finances ; le budget présentait un déficit de quatre-vingt-quatre millions de francs ; on décida qu'une partie des dettes, celles que Ferdinand avait contractées par des emprunts onéreux, ne seraient pas reconnues par l'Etat, et on autorisa les ministres à conclure un emprunt de quatre cent millions de réaux

(cent millions de francs) ; enfin, les députés qui n'avaient pas droit d'initiative présentèrent à la reine, sous forme de pétition, des projets de loi destinés à compléter le statut royal et à fonder le gouvernement constitutionnel ; ils réclamaient des garanties pour la liberté individuelle, la responsabilité des ministres et de tous les fonctionnaires. La pétition fut repoussée par le cabinet qui voulut y voir une atteinte aux droits de la couronne.

Du reste, le ministère formé en janvier par M. Martinez de La Rosa était déjà bien modifié. Considérablement affaibli par la présentation d'une loi sur la presse qui assujettissait les directeurs de journaux à des conditions exorbitantes (1), le cabinet n'avait pu obtenir ni un secours efficace de la France, ni la reconnaissance des puissances du Nord, dont les représentants quittèrent Madrid. Il essaya de prolonger son existence en appelant au ministère des finances M. Toreno qui était alors très-populaire. Un peu plus tard, en septembre, le ministre de la guerre Zarco del Valle fut remplacé par le général Llauder, celui qui avait renversé M. Zea Bermudez. Mais ces changements ne suffisaient pas, et les ministres étaient seuls à ne pas comprendre que le cabinet devait disparaître tout entier.

L'arrivée de don Carlos en Espagne et les succès de Zumala-Carreguy augmentaient tous les jours les dangers de la situation. Rodil avait des forces considérables ; il essaya de cerner les insurgés et les envelopper dans un vaste réseau de postes fortifiés. Mais Zumala-Carreguy échappait toujours à ses recherches; bientôt, don Carlos lui-même crut pouvoir passer dans les provinces basques. Rodil, averti, se mit à sa poursuite, et faillit même l'atteindre. Surpris le 24 sep-

tembre entre les montagnes de Saldias et du Goa, cerné par les généraux Rodil, Oraa et Lorenzo, don Carlos ne dut son salut qu'au dévouement d'un montagnard qui lui servit de guide, et le porta même sur ses épaules pendant près d'une heure.

Rodil était encore sur le coup de cet échec, quand il fut rappelé au commandement de l'Estramadure. L'armée du Nord fut divisée en deux corps qui devaient opérer dans la Navarre et dans les provinces basques, le premier sous les ordres de Mina, le second commandé par le général Osma. Le gouvernement comptait beaucoup sur le nom de Mina et sur son habileté. Mais Mina n'était plus ce qu'il avait été. Malade, vieilli, il se trouvait d'ailleurs dans une situation nouvelle pour un chef de guérillas. Commandant d'une armée régulière, il devait faire précisément le contraire de ce qu'il avait fait toute sa vie, et Zumala jouait aujourd'hui le rôle que Mina avait rempli avec tant d'éclat. Il quitta cependant la France, où il était encore, pour venir prendre le commandement de l'armée.

Avant l'arrivée de Mina que Rodil ne voulut pas attendre, l'armée fut commandée par le général Lorenzo qui n'osa rien hasarder. Zumala-Carreguy en profita pour obtenir un double avantage. Le 27 octobre, il attaqua à Alegria, près de Vittoria, une division de l'armée d'Osma, et la défit complétement. Quelques centaines d'hommes purent avec peine se maintenir dans le village d'Arieta. Le lendemain, Osma lui-même sortit de Vittoria avec de l'artillerie, mais il eut toutes les peines du monde à dégager Arieta, et fut poursuivi jusqu'aux portes de Vittoria. Zumala-Carreguy avait tué beaucoup de monde, et fait, dit-on, six cents prisonniers ; la nuit venue, pour ne pas être embarrassé dans sa marche, il les fit tous égorger.

Le chef carliste n'avait pas seulement battu un corps de quatre mille hommes, il avait pris deux canons à l'affaire d'Alegria ; il en avait trouvé un autre dans la fabrique d'Olbayceta ; ces trois pièces formaient toute l'artillerie de l'armée ; on les enlevait à dos de mulet ou on les cachait dans des trous. A cette époque, un ingénieur, Reyna, installa près du village de Labayen une forge, où il fabriqua deux mortiers et deux obusiers ; enfin, Zumala-Carreguy fit déterrer en Biscaye, sur le bord de la mer, un canon de douze qu'on parvint à transporter en Navarre sur un char traîné par six paires de bœufs ; c'est le canon connu sous le nom de Grand-Père (*El Abuelo*).

Disposant d'une artillerie, Zumala-Carreguy alla mettre le siége devant Elisondo, petite ville qui commande la vallée de Bastan. Mais il dut se retirer devant les forces combinées du général Oraa et de Mina. Celui-ci resta dans la vallée de Bastan pour recevoir un convoi qui lui apportait de France de l'argent et des munitions, mais à peine était-il rentré à Pampelune que Zumala vint de nouveau attaquer la ville d'Elisondo ; dans l'intervalle, il avait occupé Arcos, abandonnée par les troupes royales, et y avait pris des armes et des munitions. Mina accourut de nouveau, s'empara d'une partie de l'artillerie que les carlistes avaient enfouie avant de partir, et incendia le village de Lecaroz pour punir les habitants de leur complicité avec les rebelles. Cependant, il ne put arrêter Zumala, qui se transporta avec le reste de son artillerie (le *Grand-Père* et un obusier) devant Etcharry-Arenas, s'en empara, et admit dans ses rangs presque tous les soldats de la garnison. Fatigué de cette lutte sans résultats, Mina se démit de son commandement ; il fut remplacé par l'ancien ministre de la guerre,

Gironimo Valdès. Celui-ci ne fut pas plus heureux. Il ne mérita d'être loué pendant cette campagne que pour avoir signé avec Zumala-Carreguy une convention qui avait pour but d'adoucir les horreurs de la guerre; il fut décidé que, désormais, les prisonniers seraient échangés, et que les dépôts où ils seraient placés resteraient neutres. Ces dispositions auraient produit encore un meilleur effet, si elles n'avaient été singulièrement compromises par don Carlos. Quand le parti constitutionnel eut engagé des volontaires français et anglais, ce prince rendit un décret pour déclarer que le bénéfice de la convention conclue par Zumala-Carreguy ne s'étendrait pas aux étrangers. Ce fut plus tard la source des plus cruels excès.

La mort seule devait délivrer les christinos des attaques de Zumala-Carreguy. Ce soldat intrépide, vainqueur partout où il se présentait, fut obligé par les chefs de son parti d'aller mettre le siége devant Bilbao. C'était une riche proie pour un parti épuisé, et, mis en communication avec la mer, les carlistes pouvaient espérer recevoir des secours du dehors. Zumala sentait l'imprudence d'attaquer avec six canons, six obusiers et un seul mortier une place forte défendue par une garnison de quatre mille hommes et quarante pièces de canon. Ses prévisions furent trop tôt justifiées. Son feu à peine ouvert fut éteint par les canons de la place; il parvint cependant à ouvrir une brêche, mais le manque de munitions l'obligea à différer l'assaut jusqu'au lendemain; le soir, il adressa une dépêche aux ministres de don Carlos pour leur annoncer que sans doute il serait repoussé. Le lendemain matin (15 juin 1835), le feu était à peine ouvert qu'il fut blessé à la jambe d'un coup de fusil. Il mourut huit jours après. Zumala-

Carreguy était un habile chef de guérillas ; peut-être n'aurait-il pas su mieux que Mina commander de grandes armées, mais aucun chef de partisans ne montra plus d'audace et plus de ressources. Il avait en outre une vertu assez rare chez les chefs de bandes, il était désintéressé. « Je laisse, dit-il en mourant, ma femme et trois filles, unique bien que je possède. » Il aurait une place honorable dans l'histoire, s'il n'avait terni toutes ses qualités par une cruauté qui appelait trop facilement les représailles. Dans les guerres, et surtout dans les guerres civiles, les généraux n'ont pas seulement à se reprocher les meurtres qu'ils ordonnent, ils sont encore responsables de ceux que la vengeance conseille à leurs ennemis, et pendant cette période, l'Espagne a été inondée de sang.

## CHAPITRE II

### LA CONSTITUTION DE 1837

La mort de Zumala-Carreguy privait les carlistes d'un habile général, mais ne pouvait pas terminer la guerre. Le gouvernement d'Isabelle se trouvait alors réduit à l'impuissance. Attaqué de tous côtés, le ministère de Martinez de La Rosa n'éprouvait que des échecs. Tandis que la Chambre refusait d'approuver son budget, et lui reprochait amèrement d'humilier l'orgueil espagnol en sollicitant l'intervention des puissances étrangères, dans toutes les provinces éclataient des émeutes, le plus souvent impunies. Le 18 janvier, à Madrid, huit cents hommes du 2e régi-

ment s'étaient révoltés, avaient tué le général Canterac, et obtenu, après une vigoureuse résistance, le droit de quitter Madrid avec les honneurs de la guerre. Le ministre, coupable de cette faiblesse, Llauder, avait perdu son portefeuille, mais son successeur, Valdès, n'avait pas été plus heureux. Une grande expédition dirigée contre la Navarre avait complétement échoué; les troupes royales battues partout laissaient ce pays aux mains des carlistes, qui de temps en temps faisaient avec succès des excursions de l'autre côté de l'Ebre; les premiers jours d'avril, des émeutes suivies d'assassinats éclataient à Saragosse et à Malaga; une conspiration carliste se formait à Séville; Mina quittait son commandement, et Saarsfield refusait de le remplacer; l'Espagne était sans argent, sans généraux. A l'étranger, le ministère n'avait pas été beaucoup plus heureux; quand il s'était décidé à solliciter l'intervention de l'Angleterre et de la France, cette démarche, si violemment attaquée par l'opposition, avait été repoussée par le cabinet de Saint-James qui entraîna le cabinet français. Il fut seulement permis au gouvernement d'Isabelle d'appeler des volontaires; la France organisa une légion; l'Angleterre fournit sept ou huit mille hommes, sous le commandement de sir Evans; le Portugal promit un secours. C'était là de bien tristes résultats. Aussi, dès les premiers jours de juin, M. Martinez de La Rosa donnait-il sa démission. Le comte de Toreno fut chargé de composer un nouveau ministère, dans lequel entra Mendizabal.

La situation parut d'abord s'améliorer; la mort de Zumala-Carreguy, et un heureux effort de troupes fraîches commandées par Espartero, décidèrent la délivrance de Bilbao. Mais le gouvernement se trouva bientôt en face de nouveaux dangers. Espartero, qui se

borna presque toujours à frapper des coups isolés, ne poursuivit pas les carlistes La prolongation de la guerre exaspérait le parti libéral, qui en accusait le ministère soupçonné de complaisance pour le pouvoir absolu, et les moines convaincus de favoriser les carlistes; il ne se laissa apaiser ni par la promesse d'une loi plus libérale sur la presse, ni par un décret qui supprimait la Compagnie des Jésuites. De là, un mouvement marqué par des massacres et des insurrections. Le signal partit le 5 juillet de Saragosse; pendant deux jours, le peuple soulevé tua des moines et brûla des couvents; les officiers de la milice urbaine se réunirent, mais pour demander au gouvernement la suppression de tous les couvents, une loi sur la liberté de la presse, la réforme des abus ecclésiastiques, la destitution de tous les fonctionnaires suspects, enfin des mesures énergiques pour étouffer la rébellion. Quelques jours plus tard, les mêmes scènes se produisirent à Reus. Un détachement de la milice ayant été surpris et massacré par les carlistes, les habitants se portèrent sur deux couvents qu'on incendia; presque tous les moines furent égorgés : Barcelone suivit cet exemple. Le 25 juillet, six couvents furent incendiés. Llauder parvint bien à maintenir l'ordre pendant quelques jours, mais bientôt il crut prudent de quitter la ville et de se réfugier en France. Le général Pedro Bassa occupa Barcelone avec deux mille hommes de troupes; dès le lendemain de son arrivée, le palais fut forcé par la foule qui tua le général, précipita son cadavre du haut d'un balcon et le traîna dans les rues. On incendia plusieurs maisons, et les ouvriers, cédant à des passions que nous retrouvons en France et en Angleterre, brulèrent une fabrique de machines à vapeur. Une junte de gouvernement

s'installe aussitôt à Barcelone et réclame d'importantes réformes. Un fois allumé, l'incendie se propage à Murcie et à Valence. Madrid veut aussi avoir son émeute. Le 15 août, la milice se réunit pour adresser une députation à la régente. Les ministres répondirent en mettant Madrid en état de siége, et grâce à l'énergie du général Quesada, qui occupa la place Mayor avec des troupes suffisantes, le désordre fut bientôt apaisé. Mais en même temps l'Andalousie prend feu. Le 18 août, Cadix chasse tous les moines; Salamanque ferme les couvents; Malaga établit une junte révolutionnaire; Grenade proclame la Constitution de 1812 : Cordoue en fait autant; et à la fin du mois d'août, le gouvernement n'est plus obéi dans aucune province.

Le ministère essaya en vain d'arrêter le mouvement. Après avoir, dès le 29 juillet, décrété la suppression de tous les couvents qui ne comptaient pas douze individus profès, M. Toreno dénonçait les atttentats des juntes révolutionnaires, obtenait contre elles, le 2 septembre, une proclamation de la reine Christine, et le lendemain les déclarait dissoutes; mais que pouvaient des menaces qu'on n'avait pas la force de réaliser? La junte de Valence se mit en communication avec celles de Barcelone et de Saragosse, saisit les cloches des églises, abolit les droits seigneuriaux et la moitié de la dîme, et répondit par une proclamation au manifeste de la reine Christine; à Barcelone, se forma une junte qui s'érigea en gouvernement supérieur de la Catalogne, et remit en vigueur des décrets des Cortès de 1821 et 23, pour supprimer, comme à Valence, la moitié de la dîme et les droits seigneuriaux. Enfin, les juntes de l'Andalousie formèrent à Andujar une junte centrale et

convoquèrent une armée de seize mille hommes. Le comte de Las Navas, à la tête d'une forte colonne, se mit en marche pour Madrid, et sa troupe se grossit bientôt des soldats envoyés contre lui.

C'est en ce moment que Mendizabal arrivait d'Angleterre ; appartenant au parti exalté, il se prononça immédiatement pour une politique tout opposée à celle de M. Toreno, et força le ministère à se retirer. Resté le maître, il reçut de la régente des pouvoirs illimités ; au lieu de combattre les révoltés qui touchaient aux portes de Madrid, il déclara approuver la politique des juntes, et annonça que ces adresses seraient prises en considération ; il rapporta l'arrêté du 3 septembre, donna aux milices urbaines le nom de gardes nationales, accorda des assemblées provinciales, et annonça la convocation de Cortès nouvelles avec une loi électorale beaucoup plus large. En même temps qu'il promettait d'accorder la liberté de la presse, M. Mendizabal défendait aux évêques d'admettre des novices, supprimait un grand nombre de couvents et mettait leurs biens à la disposition de l'Etat ; quelques jours après, il ordonnait la levée en masse de tous les célibataires ou veufs sans enfants de dix-huit à quarante-cinq ans, et, pour fournir des ressources au Trésor, exemptait du service militaire quiconque paierait quatre mille réaux ; enfin, le 31 octobre, il flattait le parti exalté par un décret qui réhabilitait la mémoire de Riego. Ces mesures n'étaient pas toutes très-sages, mais elles entraînèrent partout la démission des juntes insurrectionnelles ; celle d'Andujar, qui essaya de résister, finit elle-même par céder. Malheureusement, M. Mendizabal était un homme d'expédients, plus habile à capter la popularité que capable de gouverner. Il s'était vanté de combler

le déficit et de terminer la guerre en six mois, et avait à ce prix obtenu de la Chambre de pleins pouvoirs; il devait tomber sans avoir tenu une seule de ces promesses.

Tous ces désordres permettaient aux carlistes de reprendre la guerre avec plus de succès. Forcés de lever le siége de Bilbao, ils s'étaient portés sur Puenta de la Reyna. Cordoba les rencontra près du village de Mendigorria, et les battit, malgré une énergique résistance, mais il rentra dans l'inaction, et se maintint sur la défensive jusqu'au débarquement des auxiliaires anglais à Saint-Sébastien, c'est-à-dire jusqu'au mois de septembre. Les carlistes en profitèrent pour s'installer dans les provinces au-delà de l'Ebre, et bloquer les troupes de la reine dans les villes de Pampelune, Vittoria, Saint-Sébastien et Bilbao; le reste du pays leur appartenait. Maîtres de quelques points sur la côte, ils avaient même une flottille qui leur permettait de recevoir des secours du dehors. Armes, chevaux, munitions, vêtements, rien ne leur manquait, et don Carlos avait établi à Onate l'image d'un gouvernement régulier. Quelques pointes même avaient été poussées dans l'Aragon et la Catalogne. Au mois d'août, une colonne de trois à quatre mille hommes, sous les ordres du général Guergué, pénétra dans le haut Aragon et arriva jusqu'à Organa, dans la Catalogne, à quelques lieues de la Sen-Urgel. Elle résista aux attaques du général don Pedro Pascors, et grossie de tous les volontaires qu'elle s'adjoignait, elle finit par former une armée de huit à dix mille hommes qui occupa tout le nord de la province.

Les christinos reçurent à cette époque des renforts importants; l'Angleterre et la France, sans intervenir directement dans les affaires d'Espagne, avaient auto-

risé l'enrôlement de volontaires. Ainsi se formèrent la légion anglaise commandée par le général Evans, et la légion française ou légion d'Alger qui eut pour chef d'abord le général Bernelle, puis le colonel Conrad. Ces deux corps devaient rendre aux christinos les plus grands services; mais un pareil secours, malgré son importance, ne compensait pas pour les christinos le désavantage de leur position. Placés dans les Pyrénées, comme au centre d'une étoile dont les rayons s'étendent de tous les côtés, les carlistes descendaient des montagnes dans la plaine par mille ouvertures. et revenaient facilement à leur premier poste; les christinos, au contraire, ne pouvaient guère étendre leurs lignes, de façon à envelopper tout le pays ; ils étaient donc réduits à des attaques isolées, et qui n'auraient réussi que par une entente complète entre tous les généraux. Or, cette entente n'existait pas. Le général Evans, par exemple, s'était réservé le droit de diriger à son gré les soldats anglais, et les chefs espagnols ne savaient pas sacrifier leur vanité à l'intérêt commun. Ainsi échouèrent les tentatives de couper la route de Bayonne à Vittoria, d'abord avec les généraux Evans et Jaurréguy, plus tard avec Espeleta et Espartero, sous les ordres de Cordoba.

Les carlistes, dont les forces grossissaient tous les jours, avaient divisé leurs soldats en deux corps ; ils avaient une armée de réserve et une armée d'opération. Ces troupes passèrent tout le mois d'octobre en marches et en contre-marches sans résultat; l'avantage finit même pas rester aux christinos. Cordoba tint ses ennemis en échec dans la Navarre, tandis que la légion algérienne atteignait aux environs de Jaca une bande qui avait pénétré en Aragon, et l'obligeait à reprendre le chemin de Pampelune. Les carlistes

furent aussi forcés de lever le siége de Saint-Sébastien. En Catalogne, Guergué fut attaqué par le gouverneur de Vich, et, malgré la supériorité du nombre, perdit une bataille importante dans la plaine d'Embache (10 octobre). Une autre bande de carlistes, commandée par le comte d'Espagne, fut rejetée sur la frontière française ; il n'y eut bientôt plus d'insurgés dans la Catalogne. En Aragon, Quilez et Cabrera, battus au mois de décembre, laissèrent leurs soldats se disperser dans les montagnes de Moya, et renoncèrent à tenir la campagne. Mais si le reste du pays était libre, les provinces du Nord n'en demeuraient pas moins aux mains de don Carlos, et Mendizabal ne tarda pas à s'apercevoir qu'il allait se trouver en face des mêmes embarras que ses prédécesseurs. Comme eux, en effet, il devait succomber sous la double étreinte de la guerre civile et des insurrections populaires.

Dans les premiers jours de janvier, une émeute ensanglanta Barcelone ; un bataillon de la milice se porta sur la prison où étaient les carlistes, et les massacra. Le colonel O'Donnel fut traîné dans la boue, et enfin livré aux flammes comme le général Bassa. Cent vingt prisonniers furent égorgés. Deux jours après se produisirent de nouveaux désordres. Cependant, en Biscaye, Cordoba laissait les carlistes s'emparer sous ses yeux de trois postes avancés près de Bilbao : Balmaceda, Mercadillo et Plencia. A Madrid, les Cortès repoussaient la loi électorale présentée par le cabinet, et accusaient un nouveau déficit dans le budget.

Mendizabal crut se tirer de ces difficultés à force d'audace ; il fit dissoudre les Cortès, et porta contre le clergé plusieurs mesures qui furent approuvées par l'opinion. Les élections lui furent favorables. Souten alors par une forte majorité, appuyé par les Espag

qui, plus orgueilleux que sages, lui savaient gré de ne pas vouloir d'une intervention française, encouragé par des manifestations populaires, il se crut assez fort pour dicter ses volontés à la régente et demanda la destitution des généraux qui lui portaient ombrage. Cette fois, Christine refusa, et Mendizabal ayant offert de nouveau sa démission, elle fut acceptée.

Avec le ministère Isturitz, les modérés revenaient au pouvoir. Le nouveau cabinet avait à réparer les fautes de Mendizabal, ce qui paraissait facile. Malheureusement, il se contenta de prouver son énergie en destituant les fonctionnaires députés qui avaient voté contre lui aux Cortès, et en préparant l'élection de ses propres partisans. Pour dompter les factions, il aurait mieux valu vaincre les généraux carlistes; mais la nouvelle campagne fut plus malheureuse que les précédentes, et eut pour résultat de produire des émeutes encore plus considérables. L'année 1836 fut marquée par des expéditions carlistes qui se répandirent dans toute l'Espagne; ce qui provoqua la formation de juntes insurrectionnelles et l'insurrection de la Granja.

Le général Cordoba s'était flatté d'établir un blocus autour des provinces révoltées, et d'enfermer l'insurrection dans un cercle de fer qu'elle ne pourrait pas franchir. Comptant sur les cent dix mille hommes qu'il avait laissés sur les bords de l'Ebre, il vint à Madrid conférer avec le ministère Isturitz, et, selon l'habitude des généraux espagnols, sacrifia les soins de la guerre aux intrigues de la politique; il eut bientôt à s'en repentir. La lutte prit tout à coup de nouveaux développements, et franchit les limites que Cordoba avait voulu lui assigner. En Catalogne circulaient des bandes nombreuses commandées par des chefs

connus : Ros d'Eroles, Tristani, Dégallat, et bien d'autres. Sur les limites des provinces d'Aragon et de Valence, les carlistes avaient un autre centre de résistance dans le Maestrazgo, pays admirablement fortifié par la nature. Des vallées étroites et de longs défilés y sont formés par des montagnes toujours couvertes de neige. Dans une de ces vallées s'élève, sur un rocher haut de deux cents pieds, la ville de Morella ; on ne peut y arriver que par deux percées étroites : Monroya du côté de l'Aragon, Villebona du du côté de Valence. Le Maestrazgo est en communication avec cinq provinces : l'Aragon, la Catalogne, le royaume de Valence, la Castille nouvelle et la Manche. L'importance de cette situation avait été comprise dès le début de la guerre, et en septembre 1833, le baron de Herbès avait occupé Morella au nom de Charles V. La ville fut reprise peu de temps après par le général Berson qui fusilla le baron de Herbès et une partie de la garnison. Des bandes insurrectionnelles n'en continuèrent pas moins à ravager le pays. Elles avaient pour chef un célèbre guérillero, Carnicer, qui tenait toujours la campagne. A cette époque, il reçut du prétendant l'ordre de passer dans les provinces basques, et fut tué au pont d'Aranda. Il eut aussitôt un successeur dans Cabrera qui se montra bien autrement redoutable.

Ce chef hardi, qui devait être le dernier défenseur des prétendants, était né à Tortose en 1808. Fils de pauvres marins, destiné à l'état ecclésiastique, il avait commencé par étudier chez un chanoine, dont sa paresse et son goût pour la débauche lassèrent la patience ; il fut chassé, et l'évêque don Victor Saez refusa de lui donner le sous-diaconat. Ainsi s'explique sans doute la haine que Cabrera portait au clergé

haine qu'il n'a jamais dissimulée et qui a souvent embarrassé don Carlos. Cabrera était sans ressources quand éclata la guerre civile; il se jeta dans une conspiration aussitôt découverte, et, dès qu'il pût s'enfuir, se mit au service du baron de Herbès, qu'il essaya, dit-on, de remplacer, en gardant Morella pour son propre compte. Quand la ville fut prise, il était sous-lieutenant. Il s'échappa avec quelques volontaires, et tint la campagne dans l'Aragon, mais toujours en sous-ordre jusqu'à la mort de Carnicer, à laquelle, suivant ses ennemis, il n'aurait pas été étranger. Quoi qu'il en soit, c'est à ce moment que commencent sa puissance et sa renommée; l'attention publique fut d'abord appelée sur lui par un crime affreux, bientôt suivi de sanglantes représailles. Le général christino Noguarès s'empara à Tortose de la mère de Cabrera, et la fit fusiller. Cabrera répondit à cet odieux attentat par le meurtre de trente-quatre femmes d'officiers christinos qu'il tenait prisonnières, et ce n'était là qu'une première vengeance; il avait alors des forces considérables, et don Carlos venait de lui accorder le grade de colonel.

Mais ce n'est pas de ce côté que devaient se porter les plus grands efforts des carlistes; ils voulaient à tout prix rompre les lignes de Cordoba, et ils y réussirent, de manière à prouver la faiblesse du gouvernement régulier et l'incapacité de ses chefs. Ce fut d'abord le chanoine Batanero qui franchit l'Ebre avec moins de trois cents hommes, et s'avança jusqu'à près de Madrid; mais une expédition bien plus extraordinaire eut lieu la même année, celle que dirigea impunément à travers toute l'Espagne le général Gomez.

Perçant les lignes des christinos près de Balmaceda, Gomez pénétra dans les Asturies avec moins de

3,000 hommes (2,700 fantassins, 160 cavaliers et 20 artilleurs). Espartero se mit à sa poursuite ; mais Gomez battit à Rodilla deux brigades de l'armée de réserve, et entra dans Oviedo qu'il rançonna. Puis, malgré les efforts combinés d'Espartero qui le poursuivait toujours sans l'atteindre, de Manso, capitaine général de la Vieille-Castille, de Latre, capitaine général de la Galice, et du général portugais de Fuente, il franchit le Minho, et entra dans Santiago le 18 juillet. Bientôt après, il repassa le Douro, et toujours suivi par Espartero, qui continuait à ne pas l'atteindre, il entra dans le royaume de Léon ; en même temps, une division carliste, commandée par Basilio Garcia, franchissait l'Ebre et envahissait la province de Soria. Don Carlos secondait d'une façon assez bizarre les efforts de ses généraux. Par un décret daté d'Aspetzia (le 25 août), il ordonnait des prières à la Vierge, qu'il avait déjà nommée généralissime de ses armées.

Ces audacieuses expéditions, dont le succès tenait à la négligence et à l'incapacité de Cordoba, excitèrent les plus vives colères ; l'agitation électorale vint encore les augmenter, et leur fournit l'occasion d'éclater. Des manifestations furent organisées en faveur des candidats de l'opposition ; le 18 juillet, à Madrid, on donna une sérénade à M. Mendizabal, et aux cris de : « Vive Mendizabal ! » se mêla naturellement celui de : « A bas les ministres ! » La foule cria même : « Mort à la France ! » pour protester contre les projets d'intervention attribués au cabinet. Le 25, les troubles recommencèrent ; deux ou trois hommes furent tués. Pourtant, le général Quesada parvint à maintenir l'ordre. Mais le même jour éclatait à Malaga une insurrection formidable. Le commandant San-Just fut tué ; le comte Donadio, qui un an auparavant présidait la junte de

trale d'Andujar, subit le même sort. Le gouvernement répondit à ces excès par un article dans la *Gazette de Madrid*. Cadix, Xérès, l'île de Léon, Séville, Cordoue suivirent l'exemple de Malaga, et proclamèrent la Constitution de 1812 ; il en fut de même à Grenade, mais toujours aux cris de : « Vive la reine ! » — « On n'a entendu partout, disait un journal, que des vivats en l'honneur de l'auguste mère des Espagnols, de l'ange qui, sur le trône ibérique, préside à nos destinées. » Le mouvement ne se renferma pas longtemps dans l'Andalousie ; le 1er août, le général Evariste San-Miguel se mit à la tête de l'insurrection à Saragosse. L'Aragon se déclara indépendant du gouvernement central, et rétablit la Constitution de 1812 ; tous les fonctionnaires adhérèrent à la proclamation du capitaine général. A Madrid, de nouveaux rassemblements se formèrent le 3 août. La capitale fut mise en état de siége, et contenue par la fermeté de Quesada qui désarma la garde nationale ; mais que pouvait un seul homme contre un peuple entier ? Le même jour (3 août), la Constitution de 1812 avait été proclamée à Carthagène ; elle le fut le 9 à Valence, le 15 à Barcelone par Mina.

Les ministres n'avaient su que lancer un décret contre Malaga, mettre cette ville en état de siége et transporter la capitale à Antequerre. Ils allaient se trouver atteints par un coup bien plus terrible. La reine Christine était alors loin de Madrid. Pour échapper aux chaleurs de l'été, elle s'était, malgré les ministres, retirée à Saint-Ildefonse, dans le palais de la Granja. C'est là que l'émeute devait venir la trouver. Le 12 août, les régiments qui étaient à Saint-Ildefonse se révoltent, et se présentent devant le palais de la régente. Ils allaient enfoncer les portes, quand celle-ci,

avec autant de présence d'esprit que de courage, les fait ouvrir, se présente aux révoltés, et leur demande ce qu'ils veulent. « La Constitution de 1812, la liberté et l'abolition de l'impôt sur le sel, » répondent les soldats. Un officier leur dit que la Constitution de 1812 appelait don Carlos au trône. « Don Carlos, nous n'en voulons pas, s'écrient les rebelles. Quant aux deux reines qu'importe que la Constitution les repousse, la nation les veut et saura les soutenir. » Il fallut parlementer ; les soldats nommèrent des délégués : six sergents, dont le plus connu est le sergent Garcia, trois caporaux et trois musiciens, avec lesquels la reine eut un entretien qui ne dura pas moins de cinq heures. Enfin, elle céda, et donna au général San-Roman l'ordre de laisser jurer la Constitution jusqu'à la réunion des Cortès.

Ces nouvelles surprirent le ministère au milieu de ses projets de résistance ; il essaya encore de lutter, et envoya à Saint-Ildefonse le général Vigo Melendez ; celui-ci revint à Madrid avec les décrets qui reconnaissaient la Constitution, et chargeaient M. Calatrava de former un nouveau cabinet. Six sergents des bataillons révoltés accompagnaient le général pour assurer l'exécution des décrets. MM. Isturitz et Galiano se dérobèrent par la fuite aux fureurs du peuple, et parvinrent en France. Quesada fut moins heureux ; reconnu à Hortalezza, à deux lieues de Madrid, il fut arrêté et massacré ; le soir, des lambeaux de son cadavre étaient traînés dans les rues de la capitale.

Rien de plus triste que la situation de l'Espagne à cette époque. Les concessions faites à la révolte ne la calmèrent pas. La reine, arrivée à Madrid le 17, fut reçue avec enthousiasme, et des illuminations célébrèrent son retour ; mais le lendemain une querelle

entre deux soldats fit couler le sang; la tranquillité fut troublée de nouveau le 19, et malgré les plus louables efforts, le général Seoane ne parvint à rétablir l'ordre qu'en envoyant à l'armée du Nord quatre ou cinq mille hommes de troupes indisciplinées. Dans les provinces, il n'y avait que désordre et confusion. Le peuple proclamait la Constitution de 1812, à laquelle les fonctionnaires refusaient de prêter serment. Un décret des nouveaux ministres n'accorda force de lois qu'aux résolutions approuvées par ordonnance royale; pour tout le reste, il fallait attendre la réunion des Cortès. En même temps, on révoqua les destitutions prononcées par le cabinet de M. Isturitz contre les députés fonctionnaires et on abolit la censure.

Naturellement, les carlistes profitèrent de ces désordres. Enhardi par l'heureux succès de son expédition dans le Nord, Gomez résolut d'opérer dans le Sud une tentative encore plus audacieuse. Au moment, où sur la foi d'un de ces brillants bulletins, comme on a toujours su les faire en Espagne, on croyait Gomez complétement détruit, celui-ci, au lieu de rentrer en Navarre, se décidait (8 août) à se jeter dans le cœur du royaume. Après avoir traversé le plateau de la Vieille-Castille, il apparut tout d'un coup à Palencia, entre Burgos et Valladolid. Il s'avança ainsi jusqu'auprès de Madrid, et rencontra à Motilla une partie de ces troupes indisciplinées que le nouveau ministre de la guerre, le général Rodil, avait fait sortir de Madrid; elles étaient sous les ordres du général Lopez. Surpris par Gomez, ces soldats furent obligés de se rendre jusqu'au dernier avec leurs chefs. Gomez ne put profiter de ce succès que pour continuer sa route vers l'Aragon, et le 7 septembre, il se présenta devant Utiel. Il y fut rejoint par le général carliste Quilez, par

don Jose de Mirallès et enfin par Cabrera ; il se trouvait à la tête de huit à neuf mille hommes. Espartero, malade, s'était fait remplacer par Alaix qui, dans ce moment, cherchait Gomez du côté de Cuença.

Heureusement pour le parti constitutionnel, la discorde se mit dans le camp des carlistes ; tandis que Gomez voulait se rendre dans l'Andalousie, Cabrera et les autres chefs étaient d'avis de rester dans le pays. D'un autre côté, le gouvernement se décida enfin à de sérieux efforts. En attendant la réunion des Cortès, convoquées pour le mois d'octobre, il ordonnait une levée en masse, et en dispensait, pour se procurer de l'argent, tous ceux qui pourraient payer 3,000 réaux. Toutes les sommes provenant de la vente des couvents furent versées au Trésor, et l'on accepta, jusqu'à concurrence de 200 millions de réaux, des avances qui porteraient un intérêt de 5 pour 100. Appelé aux finances, sur le refus de M. Ferrer, Mendizabal, par deux décrets du 16 et du 17, mit le séquestre sur tous les biens des Espagnols partis pour l'étranger depuis la proclamation de la Constitution, et de tous ceux qui auraient abandonné leur résidence pour servir l'insurrection. Le 24, on saisit les biens temporels de tous les ecclésiastiques hors du royaume. Enfin, tandis que Rodil était nommé généralissime des troupes avec les pouvoirs les plus étendus, Espartero prenait le commandement de l'armée du Nord.

Cependant, Gomez pénétrait dans l'Andalousie ; les autres chefs avaient voulu s'y opposer ; une attaque sur la ville de Requena ayant échoué, ils durent céder aux désirs de Gomez, mais ne le suivirent qu'en murmurant. Celui-ci se dirigea d'abord sur Albacete, dans le royaume de Murcie, puis essaya de tourner, en passant par la Manche, les montagnes de la Sier-

Morena qui le séparaient de l'Andalousie. Alaix, qui suivait Gomez de loin, l'observait sans vouloir l'atteindre; Gomez, de son côté, ne cherchait qu'à lui dérober sa marche; c'est donc un peu malgré eux que les deux chefs se rencontrèrent le 19 septembre à Villarodobledo. Les carlistes furent culbutés par une brillante charge de cavalerie que commandait don Diego Leon, et Alaix resta vainqueur avec treize cents prisonniers. Mais tandis qu'il se reposait de sa victoire, Gomez franchissait le fameux défilé de Despena-Perros, et entrait en Andalousie. Il traversa, sans être inquiété, Baylen et Andujar, et, le 30, arriva devant Cordoue, pendant que Rodil manœuvrait dans les environs de Tolède. Vainqueur après une courte résistance, Gomez installa à Cordoue une junte de gouvernement, battit les troupes envoyées contre lui par la ville de Malaga, et fut reçu avec enthousiasme à Lucena, à Montilla, partout où il se présentait. Malgré ces manifestations plus bruyantes que sérieuses, il ne put se maintenir à Cordoue; Alaix venait de s'établir à Jaen; Quiroga rassemblait ses troupes à Castre del Rio; Espinosa était à Carmona avec quatre mille hommes; Bertron sortait de Cadix, et Rodil occupait les défilés de la Sierra-Morena. D'un autre côté, Cabrera et Miralles demandaient à rentrer dans leur pays. Le 13 octobre, au moment où Alaix paraissait devant Cordoue, Gomez évacua cette ville, repassa la Sierra-Morena, et fondit sur Almaden qu'il soumit à une forte rançon; il poussa ainsi par Guadalupe, Truxillo et Carceres jusqu'au Tage, et de Carceres revint sur Cordoue; en deux mois, il avait deux fois traversé l'Estramadure dans toute sa longueur.

Gomez comprenait que, malgré ces succès, il ne pouvait se maintenir dans le Midi de l'Espagne; il

résolut donc de se rapprocher de la Navarre ; il espérait pouvoir donner la main à Pablo Sans qui venait de sortir des provinces basques, ou à quelque autre chef de bandes, et combiner une attaque sur Madrid ; mais Sans fut battu. Cabrera, lui aussi, abandonnait Gomez. À Truxillo, il avait manifesté l'intention de rentrer dans l'Aragon. Il n'y arriva que pour apprendre que sa place d'armes, Cantavieja, avait été prise par San-Miguel ; il voulut alors se rendre dans les provinces basques, mais il fut battu sur les bords de l'Ebre par Irribaren, et eut beaucoup de peine à s'échapper avec quelques cavaliers.

Tandis que Gomez était ainsi affaibli par des désertions et par ses propres succès, l'indignation publique obligeait enfin le gouvernement à de plus sérieux efforts. Le 15 novembre, Rodil, qui n'avait rien fait que tracer dans son cabinet des plans magnifiques avec une série de parallèles, ce qui convenait d'ailleurs parfaitement à cette guerre, car les parallèles ne se rencontrent jamais, Rodil quitta le ministère, et fut remplacé par Ribero, qui partit aussitôt pour l'Andalousie. Alaix ne parvenant pas non plus à rejoindre Gomez, on lui envoya des renforts sous les ordres d'un intrépide général, Narvaez. Ainsi pressé de tous côtés, Gomez n'eut plus qu'une préoccupation, se dérober à ses adversaires ; il se jeta d'abord dans un pays montagneux, la Serrania de Ronda, fermée par des défilés étroits qu'entourent des cimes escarpées ; le 16, il arriva à Ronda ; il en partit le 17 pour gagner Algesiras et Gibraltar ; il y trouva la mer gardée par une croisière anglaise. Obligé de revenir sur ses pas, il ne put éviter une rencontre près d'Arcos avec Narvaez qui le battit, et l'aurait écrasé s'il avait été soutenu. Narvaez profita au moins de cette victoir

pour enlever à Alaix son commandement, et il se mit à la poursuite de Gomez qui remontait vers le Nord. Mais les soldats christinos ne purent se plier aux exigences de leur nouveau chef; ils se révoltèrent contre lui à Cabra; Alaix reprit le commandement, et atteignit à son tour Gomez à Alcaudète. Le chef carliste perdit là ses bagages et son butin. Heureusement pour lui, séduits par cette riche proie, les soldats d'Alaix cessèrent de l'inquiéter, et il put regagner les provinces basques; le 19 décembre, il entra dans Orduna.

Malgré l'éclat extraordinaire de cette expédition qui avait excité l'admiration de toute l'Europe, Gomez n'avait pas réussi. Il avait traversé toute l'Espagne et déjoué tous les efforts des christinos, mais au Sud, comme dans le Nord, il n'avait pu provoquer aucun soulèvement, ni créer aux carlistes un nouveau centre de résistance. Son parti le paya de la plus noire ingratitude. Accusé d'avoir gardé pour lui et pour ses soldats la plus grande partie du butin, il fut cité devant un conseil de guerre, mis aux fers et traité en criminel d'Etat. Nous ne le retrouverons plus dans le récit de cette guerre.

Cependant, les Cortès s'étaient réunies, et avaient pu parvenir à rédiger une Constitution qui, tout en rappelant celle de 1812, n'en avait pas les exagérations, et permettait à l'Espagne de concilier sérieusement les besoins de la tranquillité publique avec les principes de la liberté. La Constitution de 1837 proclamait Isabelle de Bourbon reine d'Espagne; à côté du trône, elle plaçait un Sénat et une Chambre des députés. Les sénateurs, dont le nombre serait égal au trois cinquièmes de celui des députés, étaient nommés par la reine sur une liste de trois candidats proposés par les électeurs qui, dans chaque province, choisissaient les

députés ; ils devaient avoir quarante ans, et appartenir à des catégories à peu près semblables à celles qu'indiquait chez nous la Charte de 1830 (grands propriétaires, principaux dignitaires de la couronne, généraux, savants, etc). A chaque élection générale des députés, le Sénat serait renouvelé par tiers d'après l'ancienneté.

Les députés étaient élus pour trois ans ; ils étaient nommés par province, à raison de cinquante mille habitants, devaient être âgés de vingt-cinq ans et payer une contribution directe de mille réaux. La Chambre des députés avait l'initiative des lois et du vote des impôts.

La couronne, qui gouvernait par un cabinet formé de ministres responsables, avait le droit de convoquer les Cortès, de les proroger et de les dissoudre (1).

On le voit, ces dispositions sont à peu près celles qui ont été adoptées dans la plupart des monarchies constitutionnelles. C'est donc bien à tort qu'on a si souvent accusé la Constitution de 1837 ; son malheur était d'être le produit d'une révolte militaire, mais elle n'avait rien de dangereux. Au lendemain même d'une révolution, elle permit au parti modéré de ressaisir le pouvoir. Au général Calatrava succéda bientôt le comte d'O'Falia, et si, plus tard, Christine fut exposée à de nouveaux dangers, c'est pour avoir voulu exagérer son autorité, et supprimer une des libertés les plus chères à l'Espagne, en diminuant les droits des *ayuntamientos* ; la Constitution de 1837 ne l'arrêta dans aucun de ses projets.

## CHAPITRE III

### FIN DE LA GUERRE CIVILE

Nous avons vu comment don Carlos s'était privé d'un de ses meilleurs généraux par la disgrâce imméritée de Gomez. Il se porta un coup plus funeste encore par une proclamation, où il s'engageait à purger l'Espagne de tous les libéraux qu'il appelait des *amis de Satan*. Or, c'était précisément le moment où les christinos allaient lui opposer deux généraux plus énergiques ou plus habiles que leurs prédécesseurs, Narvaez et Espartero. Narvaez n'avait encore qu'un poste secondaire, mais Espartero était appelé au commandement de l'armée du Nord. Ce général, qui devait accumuler sur sa tête toutes les dignités dont l'Espagne peut disposer, était d'une origine obscure. Né en 1792 à Gratunala, petit village de la Manche, fils d'un charretier ou d'un charron, Espartero avait été, comme tant d'autres chefs de cette époque, destiné au clergé. En Espagne, l'Eglise est avec l'armée la seule ressource des ambitieux. La guerre de 1808 changea l'ecclésiastique en soldat. Sous-lieutenant en 1815, Espartero alla faire campagne aux colonies sous les ordres de Morillo. Il en revint en 1823 colonel et possesseur d'une grosse fortune gagnée au jeu. Il n'avait pas seulement conquis dans cette guerre une brillante position, il s'était lié avec tous les chefs qui devaient plus tard jouer un rôle important, et qui pendant la guerre civile ne cessèrent pas d'être unis, lors même qu'ils servaient sous des dra-

peaux différents. Ces hommes, dont les principaux étaient Rodil, Maroto, Alaix, Cantèrac, Narvaez, désignés ironiquement sous le nom d'*Ayacuchos* (en souvenir de la capitulation d'Ayacucho), formaient entre eux une véritable association qui résista à tous les dissentiments politiques, et Espartero en profita plus d'une fois.

Dès le début de la guerre civile, il se mit au service d'Isabelle, et ne fut pas d'abord plus heureux que les autres généraux constitutionnels; il fut battu par Zumala-Carreguy, et nous l'avons vu essayer vainement d'atteindre Gomez. Il avait su cependant donner une haute opinion de sa bravoure; aussi, quand tous les autres généraux eurent été battus, on n'hésita pas à lui donner la direction de la guerre. Le 17 septembre, il fut nommé général en chef de l'armée du Nord, vice-roi de Navarre et capitaine général des provinces basques. Il devait bientôt justifier ces faveurs par un éclatant succès. Pourtant il n'agit pas tout de suite. Les Espagnols, on a pu s'en convaincre dans l'histoire de cette guerre, sont naturellement temporisateurs : Espartero, de ce côté, l'emportait encore sur ses compatriotes. Atteint d'une maladie qui lui interdisait les grandes fatigues, ses souffrances physiques augmentaient encore les indécisions de son caractère. En ce moment, du moins, il avait une excuse; il lui fallait quelque temps pour rétablir la discipline et refaire son armée. Enfin, au mois de novembre, il se décida à marcher vers Bilbao, assiégée par les carlistes. Malgré les souffrances des assiégeants, Espartero resta longtemps tranquillement établi sur la rive opposée du Nervion. Ni les instances, ni les menaces du gouverneur ne purent le décider. « Espartero, lui écrivait celui-ci, n'est-il donc venu que pour assister à la prise

de Bilbao? » Cependant, des vaisseaux anglais étaient dans le port; deux officiers avaient établi à terre des batteries qui répondaient aux feux des carlistes. Ils proposèrent à Espartero de transporter ses soldats de l'autre côté du Nervion sur des trains de bois que protégeraient les batteries. Cette manœuvre accomplie, Espartero se mit à la tête des troupes, attaqua avec un entrain extraordinaire les carlistes placés sur les hauteurs de Luchana, et les délogea de leurs positions Le lendemain (25 décembre), Bilbao était libre. Ce fut pour l'armée un grand succès; Espartero en reporta la meilleure part aux Anglais, mais dans toute l'Espagne l'enthousiasme fut sans bornes. Espartero reçut le titre de comte de Luchana. L'année, si mal commencée pour les christinos, se terminait par une victoire qui semblait n'être que le prélude de plus grands succès.

La lutte devait cependant continuer plusieurs années et dans des conditions de plus en plus désastreuses. Ce n'est pas impunément que se prolonge la guerre, et surtout la guerre civile. Que ceux, s'il en est, qui nourrissent ces criminelles espérances, méditent le spectacle que nous offre l'Espagne de cette époque; il n'en est pas de plus navrant. Une insurrection qui ravage le pays sans pouvoir le conquérir; un gouvernement qui se défend mal et se consume dans une longue agonie; des populations qui, abandonnées par leurs chefs, ne savent pas trouver en elles-mêmes la force nécessaire pour résister; des armées habituées à l'insubordination; l'indiscipline descendant des généraux aux simples soldats, et les populations faisant de l'émeute une habitude, du massacre un passe-temps et un plaisir, voilà les maux qui affligeaient alors l'Espagne. Le goût du désordre, l'insubordination, l'amour

du meurtre et du pillage, les divisions intestines existaient d'ailleurs dans le camp du prétendant aussi bien que dans l'armée constitutionnelle, et ceci suffit à expliquer comment les deux partis passèrent quelques mois dans une complète inaction.

Les carlistes reprirent les premiers l'offensive. Au mois de février 1837, des bandes nombreuses parcourent la Catalogne, la Manche et l'Aragon. Pendant que Cabrera, retiré dans la montagne, guérit de ses blessures, un de ses lieutenants, Forcadell, descend dans le royaume de Valence, y recueille un riche butin, et bat les troupes royales le 18 février entre Bunal et Siete-Aguas. Quelques jours plus tard, en Catalogne, Tristany et Zorilla surprennent une colonne de douze cents hommes et la dispersent. En vain, pour réparer ces désastres, les généraux constitutionnels, Espartero, Evans, Saarsfield et Alaix combinent une expédition contre la Navarre. Evans se présente seul devant Ernani, et recule battu par l'infant don Sebastien; les désastres se succèdent; dans une de ces rencontres, un des meilleurs généraux christinos, Nubio, est tué, et la Catalogne se soulève; après Reus et Tarragone, Barcelone, elle aussi, a son émeute; celle-ci ne fut étouffée que grâce aux soldats anglais qui prêtèrent main-forte au gouverneur.

C'est seulement au mois d'avril que les christinos semblent reprendre l'avantage; les lignes de la Navarre sont forcées; Ernani, Irun, Fontarabie sont emportées par le général Evans, ou se rendent sans résistance; mais tout à coup on apprend que ces succès ne sont que le résultat d'une manœuvre; l'armée carliste s'est dérobée à la surveillance des christinos, elle a passé l'Arga, près d'Echarry, et s'avance sur Huesca. La tentative de Gomez va être renouvelée, mais cette fois

don Carlos est à la tête de l'expédition. Près d'Huesca, ce prince fut atteint par Irribaren qui engagea le combat. Irribaren fut tué, ainsi que le brigadier Léon qui commandait la cavalerie; le chef de la légion d'Alger, le colonel Conrad, fut également blessé; il parvint cependant à repousser les carlistes en chargeant à la baïonnette, et à force de courage couvrit la retraite de l'armée constitutionnelle qui se retira à Almudavar, sur la route de Saragosse. Don Carlos entra à Huesca en vainqueur. A Barbastro, un nouveau combat livré par le général Oraa entraîna la mort du colonel Conrad qui, abandonné par les Espagnols, soutint seul la lutte avec la légion algérienne. Ce fut le dernier exploit de ces vaillantes troupes qui, dans ces deux dernières journées, avaient perdu plus de quarante officiers et de sept cents soldats. Postés sur les deux rives de la Cinca, les christinos n'osèrent pourtant pas disputer le passage à don Carlos qui pût aller donner la main aux insurgés de la Catalogne. Précisément à la même heure, Tristany surprenait entre Vich et Berga une colonne de douze cents hommes qu'il mit en fuite, en lui faisant trois cents prisonniers. Le 15, don Carlos entra à Solsona; le 28, il franchit l'Ebre à Xerta, près de Tortose, et fut rejoint par Cabrera. Descendu dans le royaume de Valence, don Carlos y attendit un soulèvement de la population en sa faveur; voyant que tout restait tranquille, il se décida à suivre la route de Cuença et de Madrid.

Le 15 juillet, il fut pour la première fois arrêté par un général constitutionnel. Oraa l'atteignit près de Valence, lui livra un combat dans lequel les carlistes perdirent près de quinze cents hommes, et l'obligea à se réfugier dans la forteresse de Cantavieja, la place d'armes de Cabrera. C'est là que les généraux consti-

tutionnels reçurent l'ordre d'aller le chercher. Ceux-ci, en effet, où s'étaient laissé, comme le baron de Meer, attirer hors du cercle de leurs opérations par les lieutenants de Cabrera, où, comme Espartero, s'endormaient dans une fâcheuse immobilité. Ils accomplirent le mouvement ordonné avec leur lenteur accoutumée, et s'amusèrent à observer pendant quelque temps un corps de trois mille hommes, tandis que l'armée entière leur échappait et poussait en avant. En même temps, un général carliste, Zariateguy, sortait de la Navarre, franchissait l'Ebre le 20 juillet, et marchait sur Madrid. Les dangers se multipliaient pour la reine Christine. Le chef des forces carlistes en Catalogne, Urbistondo, s'emparait dans le même mois (juillet) de Berga, Gironella, Ripoll, et malgré quelques échecs installait l'insurrection dans cette province qu'il étonnait et charmait par son humanité. Le centre des opérations était déplacé; des provinces du Nord, la guerre civile descendait au midi de l'Ebre et s'établissait au cœur du royaume. Le 1er août, Zariateguy parut devant Ségovie, s'en empara, et bientôt les carlistes, franchissant la chaîne de Guadarrama, parurent à trois lieues de Madrid.

Ces nouvelles réveillèrent le courage de la capitale; quelques cris de : « Vive Charles V ! » se firent entendre, mais ils furent bientôt comprimés; la population parut décidée à se défendre, et la Nouvelle-Castille fut mise en état de siége. Le 14 août, le général Mendez-Vigo courut au devant des carlistes qu'il délogea du village de Las Rosas ; ces échecs et la nouvelle de l'arrivée d'Espartero décidèrent Zariateguy à revenir sur ses pas. Le 18, il repassa le Douro, près d'Aranda, et regagna les montagnes de Soria, toujours poursuivi par Mendez-Vigo, mais sans être atteint.

Il n'avait pas fallu moins que la prise de Ségovie pour arracher Espartero à son repos. Temporisateur par caractère, souvent arrêté par la maladie, gêné aussi, il faut le dire, par l'état déplorable de son armée, ce général n'avait rien fait depuis le siége de Bilbao. Il avait laissé son armée l'appeler par ironie la *Sentinelle de l'Ebre*, et se contentait de justifier ce reproche. Il commençait aussi, comme tant d'autres généraux espagnols, à se préoccuper au moins autant des événements politiques que des nécessités de la guerre, et, pour être dissimulée sous une indifférence affectée, son ambition n'en était que plus active; nous allons trouver sa main dans toutes les intrigues qui s'agiteront autour de la reine et des ministres. C'est ainsi qu'à la nouvelle de la prise de Ségovie, il s'avance sur Madrid ; les ministres, qui ne l'avaient pas appelé, essaient de l'arrêter, et le général Seoane l'engage à marcher vers Ségovie. Malgré ces ordres, le 12, Espartero entre dans la capitale qui l'accueille en libérateur; le 16, enfin, il se dispose à partir pour Ségovie; une émeute éclate dans deux régiments de la garde; et les officiers déclarent qu'ils ne partiront pas si les ministres ne donnent pas leur démission. Le lendemain, M. Calatrava et ses collègues se retirèrent; la reine forma un nouveau cabinet, et le portefeuille de la guerre fut offert à Espartero qui n'avait pas su calmer la sédition; il le refusa, et resta à la tête de ses troupes qu'il laissa pendant quinze jours errer dans les rues de Madrid. Enfin, le 1er septembre, il repartit pour l'Aragon, mais il dut revenir aussitôt défendre Madrid menacée par don Carlos.

Ce prince était resté quelque temps dans le Bas-Aragon, surveillé par les deux généraux, Oraa et Buerens, qui se bornaient à l'observer sans l'attaquer.

Indignés de l'inaction de leur chef, les soldats de Buerens demandèrent enfin le combat, et allèrent attaquer don Carlos près de Herrera (25 août); les constitutionnels furent vaincus, et don Carlos reprit sa marche. Le 12 septembre, il occupait Arganda, tandis que son avant-garde, sous les ordres de Cabrera et de l'infant don Sebastien, s'avançait jusqu'à deux lieues de Madrid. La ville se prépara à une résistance énergique; tout le monde s'arma, jusqu'aux membres des Cortès; pas un cri ne fut poussé en faveur de don Carlos. Tandis qu'Isabelle se retrempait ainsi dans une nouvelle popularité, ce prince, troublé par un spectacle auquel il ne s'attendait pas, était en proie aux plus cruelles agitations. S'il faut en croire un officier de sa garde, il était effrayé des conséquences de sa victoire. « Toutes proches du succès les rancunes, les vengeances, les haines ne se taisaient plus, et parlaient haut. Toutes les longues privations que son armée avaient patiemment endurées allaient finir; toutes les pertes d'argent allaient être réparées, tous les meurtres allaient être vengés! Le jour de l'entrée à Madrid serait le grand jour des rétributions et des justices. Ces choses se révélaient, ces propos se tenaient dans le camp, et Charles V, que je n'ai vu ému d'aucun danger, *a eu peur* d'un succès qui ensanglanterait sa capitale. » Ce scrupule est trop honorable pour que l'histoire n'en tienne pas compte à don Carlos; il le place bien au-dessus des aventuriers qui ne reculent devant aucun crime pour satisfaire leur ambition. D'autres causes, d'ailleurs, obligeaient don Carlos à se retirer; il n'avait pas le temps de prendre Madrid par la force; Oraa, Espartero, les généraux de la Vieille-Castille le menaçaient, et la division était dans son armée. Il partit donc, s'éloignant lentement, et parvint à Guadalaxara,

où il essaya de se maintenir. Là, il fut atteint par Espartero, et forcé de se retirer vers le Nord; peut-être même n'eût-il pas échappé à l'ennemi, s'il n'avait été protégé par Cabrera qui attira le général Oraa dans le Bas-Aragon, et par Zariateguy qui s'était avancé jusqu'à Valladolid. Attaqué par le général Carondelet, celui-ci alla rejoindre l'armée royale qui se réfugia dans les montagnes de Burgos et de Soria. Un nouveau succès d'Espartero, près de Santo-Domingo, décida don Carlos à repasser l'Ebre pour se réfugier dans les provinces du Nord. Ce prince avait à peu près recommencé l'expédition de Gomez, et sans obtenir d'autres résultats; nulle part il n'avait provoqué chez les populations l'enthousiasme qui fonde ou relève les dynasties; il put se convaincre que s'il montait jamais sur le trône, il n'y arriverait que par la force des armes.

Il est vrai que cette chance ne lui était pas interdite, et quand dans sa proclamation d'Arcimieja (29 octobre), il manifestait la résolution de renouveler bientôt sa tentative, il ne cédait pas tout à fait à de vaines illusions. On se ferait en effet difficilement l'idée de l'impuissance où était alors réduit le gouvernement de la reine. Les ministres étaient sans autorité, le Parlement sans direction, les généraux ne songeaient qu'à leurs intérêts, et les soldats se déshonoraient par des assassinats commis sous prétexte d'insurrections militaires. A Ernani, à Bilbao, à Irun, à Portugalette, le mois de juillet est troublé par les révoltes de soldats qui tuent leurs officiers; le 15 août, à Miranda, le général Escalera est massacré; à Vittoria, mêmes désordres suivis de meurtre. Le 26 août, deux bataillons d'infanterie et un escadron de cavalerie, sous les ordres du brigadier Léon Iriarte, pénètrent dans Pampelune, pillent

la caisse, destituent les autorités et assassinent le général Saarsfield. Tous ces désordres avaient deux causes ou plutôt deux prétextes ; les soldats se plaignaient de n'être pas payés et de n'être pas menés à l'ennemi ; malheureusement, leur attitude dans les combats montrait trop souvent que de ces deux griefs le premier seul pouvait leur paraître sérieux.

Le prétendant, au contraire, avait fait de grands progrès ; il avait franchi l'Ebre, derrière lequel Espartero se vantait de l'arrêter ; il avait des soldats dans l'Aragon, dans la Catalogne et dans le royaume de Valence. Toutes ces provinces étaient sillonnées par ses partisans qui occupaient des positions importantes, et semblaient n'attendre qu'une nouvelle campagne. Mais dans le camp de don Carlos, il y avait aussi des éléments de discorde et de désorganisation. Tandis que les généraux castillans, tels que Cabrera, voulaient pousser en avant, les Basques, au contraire, insistaient pour ne pas quitter leurs provinces ; Villareal, Zariateguy allèrent même, dit-on, jusqu'à vouloir proclamer don Sebastien à la place de don Carlos. La politique n'était pas une moindre cause de querelle ; les Basques luttaient pour leurs franchises, et étaient animés de sentiments libéraux ; les conseillers intimes de don Carlos, au contraire, ne songeaient qu'à rétablir l'autorité absolue du roi, les priviléges du clergé et les rigueurs de l'inquisition ; enfin, les populations commençaient à se fatiguer d'une guerre sans fin ; elles souhaitaient la paix, et leurs désirs étaient partagés par quelques-uns de leurs chefs.

Aussi, malgré toutes les promesses de la dernière campagne, l'année 1838 fut-elle plutôt défavorable à don Carlos. Le nouveau ministère comptait deux hommes, MM. O'Falia et Mon, qui avaient à cœur de

rétablir l'ordre et de relever les finances. Espartero, de son côté, avait par des exécutions rappelé ses soldats à l'obéissance ; à Miranda, le 30 octobre, il avait pris dans le régiment de Ségovie trente soldats de ceux qui avaient trempé dans le meurtre d'Escalera ; dix furent mis à mort, vingt condamnés aux galères. Il déploya la même sévérité à Pampelune. Un conseil de guerre condamna à mort le brigadier Léon Iriarte, un commandant et quatre sergents. Pour enlever tout prétexte à l'émeute, les ministres assurèrent aux troupes trois mois de solde. Ces mesures portèrent leurs fruits.

Don Carlos avait, dès le mois de décembre, organisé trois expéditions nouvelles ; il s'était transporté lui-même à Orduna, avait dirigé Andachaga vers Santander, et Basilio Garcia dans le Midi, tandis que Cabrera se jetait sur la route de Burgos. Mais toutes ces tentatives restèrent sans résultat. Basilio Garcia fut battu par Yriarte, Espartero dégagea Balmaceda, O'Donnell battit le carliste Uzurbil, et si un partisan, Cabanero, s'introduisit par trahison dans Saragosse, il fut repoussé par les habitants eux-mêmes qui lui firent perdre neuf cents hommes. Don Carlos ne remporta que deux succès vraiment sérieux ; Cabrera repoussa de Morella le général Oraa, qui perdit beaucoup de monde dans deux assauts inutiles, et défit, le 1er octobre, le général Pardinaz. Souillant sa victoire par ses cruautés accoutumées, Cabrera fit passer par les armes une centaine de sous-officiers. Partout ailleurs les chefs carlistes furent battus. Le comte Negri, Carbo, Tristany, Sagarra perdirent tous leurs soldats, ce dernier fut tué. Don Carlos ne put dépasser Estella, et reconnut bientôt les symptômes d'une chute prochaine. En Angleterre, un de ses

créanciers fut autorisé par les tribunaux à faire une saisie sur ses biens, et dans la Navarre même, Munagorri, se déclarant indépendant, entra à Verasteguy à la tête de quatre cents hommes, et proclama la nécessité de conclure la paix. La révolte éclata bientôt à Estella même, et don Carlos fut obligé de se réfugier à Durango. A l'émeute vint bientôt s'ajouter la trahison; on le crut du moins, et cités devant un conseil de guerre, Zariateguy, Ellio, Torre, Madrazo et Vergas furent condamnés à mort. Heureusement, le prince eut la sagesse de leur faire grâce et de leur rendre leurs grades, en même temps que Villareal et Casa-Eguia reprenaient des commandements importants (1).

Ces divisions et ces querelles n'étaient d'ailleurs que l'image de celles qui troublaient en même temps le parti constitutionnel. Sans cesse, les succès des généraux étaient arrêtés par des crises ministérielles, par des luttes entre des chefs rivaux et par des menaces de *pronunciamentos*. C'est ainsi qu'Espartero frappa successivement les ministres et les généraux, ses collègues. Après avoir participé à la chute de M. Mon, il demandait la mise en accusation de Cordoba et Narvaez, qui furent forcés de passer à l'étranger. « L'impunité des généraux Cordoba et Narvaez, disait-il dans un manifeste, ne pourrait être attribuée qu'à leur rang élevé, et s'ils l'obtenaient, ce serait un germe funeste qui démoraliserait et désorganiserait promptement les armées. » Ces dissensions prolongées dans les deux camps expliquent mieux que les marches et contremarches des généraux comment la guerre civile se poursuivait, sans pouvoir, ni d'un côté ni de l'autre, arriver à un dénoûment. Il ne s'agissait plus en effet que de savoir dans quel parti les querelles des chefs et leur lassitude enfanterait plus tôt la trahison. La for-

tune se décida contre don Carlos. Nous avons déjà indiqué plusieurs fois de quelles maladies était travaillé le parti de ce prince. A la suite d'une de ces révolutions de palais aussi fréquentes chez les souverains sans états que chez ceux qui gouvernent réellement, ce prince nomma général en chef Maroto qui avait autrefois fait la guerre d'Amérique. Ce choix ne fut pas approuvé par la plupart des chefs carlistes; Maroto donna aussitôt la mesure de ce qu'il pouvait faire; il marcha sur Estella, se saisit des généraux Guerguè, Garcia, Sans, Carmona, Urris et quelques autres, leur laissa juste le temps de se confesser, et les fit fusiller. Don Carlos, justement irrité, publia aussitôt (29 février) le manifeste suivant :

« Le général don Rafael Maroto, abusant de la manière la plus perfide et la plus indigne de la confiance et de la bonté avec lesquelles je l'ai distingué, malgré sa conduite antérieure, vient de tourner contre vous-mêmes les armes que je lui avais confiées pour combattre les ennemis du trône et de l'autel. Fascinant et trompant les populations par de grossières calomnies, il a fusillé, sans jugement, des généraux qui s'étaient couverts de gloire dans cette lutte, et des serviteurs qui avaient bien mérité par leurs services et par leur fidélité sans reproche. Il a supposé qu'il agissait avec mon autorisation royale, parce que c'était le seul moyen qu'il eût de se faire obéir.

« Maroto a foulé aux pieds le respect dû à ma souveraineté et les devoirs les plus sacrés, pour immoler avec perfidie ceux qui opposaient une digue insurmontable à la révolution et à l'usurpation, pour nous exposer à devenir les victimes de l'ennemi et de ses trames. Je le destitue du commandement de l'armée. Je le déclare traître, aussi bien que ceux qui lui prê-

teraient assistance ou qui lui obéiraient. Les chefs et autorités de toute classe, et chacun de vous, est autorisé à le traiter comme tel, s'il ne se présente pas immédiatement pour répondre devant la loi. »

Sans s'émouvoir de cette déclaration, Maroto prit avec lui neuf bataillons, et se rendit près de don Carlos à Villa-Franca; il dicta ses conditions au prince qui révoqua ses ministres, et publia un nouveau décret pour justifier Maroto et approuver tous ses actes. C'était là un déplorable exemple de lâcheté, et cette faiblesse enlevait plus de partisans au prince déshonoré que les succès des christinos. Ceux-ci en avaient pourtant remportés de très-réels depuis leur entrée en campagne. Dès le mois de mai, Espartero enleva aux carlistes la position de Ramalès, entre la Biscaye et la province de Santander, sur la route de Burgos. Cette brillante victoire détermina la capitulation du fort de Guardamino que Maroto livra sans combat. Dans le même mois, le brigadier Diego de Léon s'emparait du port de Biscoïn sur l'Arga, à quelques lieues de Pampelune, et battait Elio, chargé par Maroto de défendre la Navarre; Espartero lui-même entrait quelques jours plus tard dans Orduna; Cabrera put bien s'emparer de Segura qu'il brûla, mais il perdit vingt-deux jours devant Lucena, et O'Donnell l'obligea à lever le siége; peu de temps après, O'Donnell réussit à s'emparer du fort de Tarlès; enfin, vainqueur des carlistes à Armayona, Espartero rétablit la ligne de Vittoria à Durango. L'insurrection, qui pendant les années précédentes menaçait de s'étendre à tout le royaume, se trouvait de nouveau resserrée dans les provinces du Nord, qui elles-mêmes étaient sérieusement entamées.

En ce moment, la cause de don Carlos était perdue.

Maroto qui méditait une trahison, et l'avait sans doute déjà commencée, ne dissimulait plus ses sentiments; il avait mis le prince en tutelle, et quand celui-ci voulut quitter Onate pour se rendre à Estella, le nouveau ministre de la guerre, Montanegro, lui déclara que Maroto s'y opposait. Don Carlos voulut faire une nouvelle tentative à Villareal; il se présenta devant les troupes qui, au cri de : « Vive le roi ! » mêlèrent celui de : « Vive Maroto ! » Il passa ensuite aux troupes de la Guipuscoa qu'il harangua longtemps, mais sans leur arracher ni un cri ni une promesse; pas un soldat ne comprenait l'espagnol. Lardizabal traduisit en basque le discours du prince. « Voulez-vous la paix ou la guerre? ajouta-t-il. « La paix ! la paix ! s'écrièrent les montagnards. » Don Carlos se retira aussitôt et alla descendre à Hurmende, petit village de la vallée de la Borunda ; il n'avait plus d'armée.

Maroto, nous l'avons déjà dit, avait fait la guerre d'Amérique ; c'était un des chefs désignés sous le nom d'*Ayacuchos*, que la guerre civile avait pu placer dans des camps opposés sans rompre leurs relations. Fatigué d'une guerre civile sans résultat, jaloux de conserver son grade et sa fortune, Maroto résolut de s'entendre avec Espartero ; celui-ci, nommé duc *de la Victoire*, venait d'occuper Onate et Bergara; il saisit avec empressement l'occasion de terminer la guerre civile, et se prêta aisément à des négociations qui eurent pour intermédiaire l'envoyé britannique lord John Hay.

Trois propositions furent sans peine admises des deux côtés : reconnaissance d'Isabelle II, maintien des *fueros*, conservation des grades des officiers carlistes. Maroto avait d'abord demandé que don Carlos et Christine sortissent également d'Espagne, et que le fils de

don Carlos épousât Isabelle; cette prétention fut rejetée. Il essaya alors d'obtenir que le droit de succession fut maintenu aux héritiers de don Carlos dans le cas où la postérité directe de Ferdinand viendrait à s'éteindre; Espartero ne crut pas pouvoir accepter cette condition. Les pourparlers continuèrent quelques jours et se terminèrent par une petite comédie concertée d'avance entre les deux chefs. Pendant une suspension d'armes, Espartero s'avança devant les bataillons carlistes. « Voulez-vous, leur dit-il, vivre tous comme des Espagnols sous une même bannière? Tenez, voilà vos frères qui vous regardent; courez les embrasser, comme j'embrasse votre général. » Il embrasse Maroto; ses soldats s'approchent, et courent aux carlistes qu'ils embrassent; les armes sont mises en faisceaux, et les soldats ne forment plus qu'une seule troupe. Le 31 août 1839, une convention fut signée à Bergara entre les deux généraux. Ce n'était qu'une convention partielle; les carlistes avaient encore bien des généraux sous les armes, mais leurs chefs les abandonnaient; le 14 septembre, don Carlos entrait en France, et se laissait interner à Bourges.

Le gouvernement avait pourtant encore quelques ennemis à combattre. Don Carlos avait entraîné en France à sa suite six bataillons et un escadron alavais; il était accompagné du général Elio, d'Etcheverria, de Basilio Garcias et du curé Merino; restaient à soumettre l'Aragon et la Catalogne qu'occupaient le comte d'Espagne et Cabrera. Le premier n'était guère redoutable que pour les vaincus. Impérieux, violent, il faisait peser sur ses soldats, comme sur les ennemis, un joug qu'il imposait même à sa famille; sa femme, sa fille étaient soumises à toutes les rigueurs de la discipline militaire. Tout village pris était livré au-

flammes, les habitants passés au fil de l'épée. Après la prise de Berga, ses soldats eux-mêmes refusèrent d'obéir à ses ordres; la junte insurrectionnelle résolut de s'en débarrasser par un assassinat. Plusieurs circonstances servaient les desseins des conjurés. Le comte d'Espagne avait été gouverneur général de la Catalogne sous Ferdinand VII, et avait alors réprimé avec la plus grande cruauté les tentatives de révolte du parti carliste. Il avait pris une grande part à la condamnation de Bessières; deux ans plus tard, il avait fait périr le docteur Pallas et le colonel Rafi-Vidal, et avait peuplé de carlistes les présides de l'Afrique. En prenant parti pour don Carlos, il était donc venu se placer au milieu des amis et des parents de ses victimes. Un moment étouffées pendant la guerre toutes les passions allaient se réveiller avec plus de force contre lui à l'heure de la défaite; on sait assez quelle est ordinairement la fureur des partis vaincus.

Aux sentiments de vengeance vinrent bientôt s'ajouter des soupçons de trahison. Après la convention de Bergara, le gouvernement fit en effet au comte d'Espagne des ouvertures que celui-ci accepta, en s'efforçant de les tenir cachées. Mais de quelque précaution qu'on les entoure le lendemain d'une défaite de pareilles manœuvres sont devinées avant même d'être essayées; le soupçon va plus vite que la vérité. Le comte d'Espagne cependant pour cacher ses projets, reprit l'offensive, et incendia le village de Moya. Mais la conspiration était déjà ourdie.

Bientôt l'on vit arriver au camp un conseiller de don Carlos, l'avocat Arias Tejeiro, qui avait porté partout l'esprit de haine et de division. Chassé par Maroto, il s'était réfugié près de Cabrera qui l'avait chassé à son tour. Etait-ce une ruse pour lui permettre d'ap-

procher du comte d'Espagne? Ceux qui ont voulu voir la main de Cabrera dans l'assassinat de son rival, n'hésitèrent pas à l'affirmer. D'après la même tradition, un émissaire, le chanoine Espar, fut envoyé à Bourges auprès de don Carlos, et en rapporta la condamnation du comte d'Espagne; en même temps arrivait à Berga un ami de Cabrera, le colonel Sarradilla, chargé d'assurer le succès du complot. Les avis ne manquèrent pas au comte d'Espagne; il fut d'abord averti par le colonel Fontexillas; mais pour affecter une sécurité, qui n'était peut-être pas dans son cœur, au lieu d'écouter ce brave officier, il le priva de son commandement; Fontexillas passa la frontière, et se rendit en France. Cependant, le comte d'Espagne se fit escorter quelque temps par une compagnie d'une fidélité éprouvée; mais il finit par la renvoyer.

Peu de temps après, à Pratts-LLusanès, il fut averti par une lettre anonyme qui le frappa davantage; il resta cinq jours enfermé à Braga sans voir personne, méditant sans doute sur ce qu'il avait à faire. Il se décida enfin à faire venir un bataillon qui lui était tout dévoué, le bataillon *del infante don Sebastien*, et ne sortit plus qu'avec une escorte de gendarmes et de cosaques : il appelait ainsi un corps irrégulier de cavalerie qu'il avait formé lui-même.

Effrayée à son tour de ces mesures, et connaissant le caractère du comte d'Espagne, la junte insurrectionnelle de Catalogne résolut de le frapper sans perdre de temps. Cette junte, qui s'était toujours signalée par son exaltation, avait pour chefs deux hommes qui avaient encore trouvé moyen de surpasser leurs collègues par leur fureur et leur fanatisme. C'étaient le chanoine Torredabella et le curé Ferrer; ils se mirent résolûment à la tête du complot. La junte ne tenait pas

ses séances à Braga, mais au village d'Avia ; le comte d'Espagne n'y paraissait plus depuis quelque temps, quand le 26 octobre l'intendant Llabandero le décida à s'y rendre pour une question de finances. A six heures du soir, le comte parut devant la maison du curé; c'est là que se tenait la junte. Il était en grand uniforme, escorté par des gendarmes et des cosaques ; il plaça les gendarmes au rez-de-chaussée, et monta au premier dans une pièce où se trouvait une alcôve fermée par des rideaux. Il fut bien accueilli par les membres de la junte, et causa familièrement avec eux quelque temps. Torredabella et Ferrer étaient sortis ; ils rentrent au bout d'un instant pour la séance. Ferrer avait renvoyé les cosaques, et, sur un ordre supposé du comte d'Espagne, désarmé les gendarmes qui avaient obéi. La séance s'ouvre enfin ; mais à peine le comte d'Espagne a-t-il dit quelques mots que Ferrer se lève le pistolet au poing et le menace ; au même moment, les rideaux de l'alcôve s'entr'ouvent ; il en sort deux hommes qui appuient leurs pistolets sur la poitrine du comte d'Espagne ; Ferrer le renverse d'un coup de poing.

Le comte d'Espagne tombe et perd connaissance ; au bout d'un moment, il recouvre ses sens, et demande un verre d'eau qui lui est refusé ; la nuit venue, on le garotte solidement, et on le charge sur une mule ; le lendemain, tandis que le dixième bataillon entre dans Braga et proclame la déchéance du comte d'Espagne, le prisonnier est entraîné dans la montagne ; on le dépouille de ses insignes, on lui arrache son uniforme qu'on échange contre des vêtements de paysan, et pendant trois jours, on le promène, attaché sur sa mule, d'un point à un autre, pour éviter toute poursuite. Le 31, enfin, le sinistre cortége arrive au

pont de la Spia. Là se trouvaient les principaux ennemis du comte d'Espagne, don Antonio Pons, Ros-d'Erolles, Orteu que le comte avait eu pour aide-de-camp; il l'appelle; celui-ci ne répond que par un coup de pistolet; Pons, Ros-d'Erolles le criblent de coups de poignard, le cadavre est lié avec des cordes et précipité dans la Sègre; le lendemain, les paysans le trouvèrent sur le bord du torrent. Cependant Ferrer faisait annoncer dans le *Restaurateur Catalan*, journal officiel de la junte, qu'il avait laissé le comte d'Espagne en sûreté sur le territoire étranger.

La cause carliste avait encore un défenseur redoutable dans Cabrera qui occupait toujours le Maestrazgo. Ce hardi volontaire était en peu d'années parvenu à une haute fortune. En 1836, il était, après la disgrâce de Serrador, le seul *cabecilla* de Valence et de Murcie; il fut alors nommé commandant général des deux provinces, et c'est à ce titre qu'il accompagna don Carlos dans l'expédition de 1837. Chef de l'avant-garde, il s'était avancé jusqu'aux portes même de Madrid, laissant à tous les soldats la conviction que s'il avait dirigé l'expédition, il eut fait entrer l'armée carliste dans la capitale. L'année 1838, si fatale à don Carlos, éleva au contraire plus haut que jamais la fortune de Cabrera. Devenu par trahison maître de cette même ville de Morella, où il servait comme simple volontaire en 1833, il en avait fait la capitale d'un véritable royaume, entourée d'un rayon de places fortes, avec ses fonderies et ses arsenaux. C'est là qu'Oraa vint l'attaquer au mois de juillet 1838 avec une armée de vingt mille hommes divisée en trois colonnes.

Cabrera sortit de la ville avec ses meilleures troupes, et posté sur les hauteurs, il ne cessait d'inquiéter les

christinos qui essayèrent de donner l'assaut; mais les carlistes avaient placé derrière la brèche des matières combustibles qui, allumées au moment de l'attaque, arrêtèrent les christinos par une véritable muraille de flammes. Au mois d'août, un second assaut ne fut pas plus heureux. Oraa dut se retirer avec des troupes épuisées; harcelés par les ennemis, privés de leurs convois, les soldats avaient été réduits à manger leurs chevaux. Le soir même, Cabrera rentra dans Morella, et ses partisans le proclamèrent lieutenant général et comte de Morella. Don Carlos confirma ces deux titres, et adressa à Cabrera une lettre de félicitation. Le prince lui témoignait sa joie de trouver toujours en lui le couteau (*cuchillo*) des impies; il lui reprochait seulement de trop s'exposer par témérité. La lettre se terminait par ces paroles : « Que Dieu continue à t'accorder des victoires comme par le passé; que la très-sainte Vierge des douleurs, notre généralissime, te couvre de sa mante, te protége, te dirige et te défende. »

Cabrera avait une autre manière de célébrer ses victoires. Dès le lendemain, il partait pour Valence, et arrivait devant la ville le jour même où on préparait un feu d'artifice pour se réjouir de sa défaite pompeusement annoncée. Son avant-garde surprit même en train de se baigner des dames, auxquelles le chef fit galamment restituer leurs costumes. Il pilla pendant deux jours la huerta de Valence, et rentra dans Morella chargé de butin. Il en repartit aussitôt pour aller à vingt lieues, au Nord, devant Falset; c'est à la suite de cette expédition qu'il vainquit Pardinaz dans la sanglante affaire de la Maella. Ses troupes cédaient, et il essayait en vain de les arrêter, quand un colonel aragonais vint se placer auprès de lui, et rétablit le combat

en tuant Pardinaz d'un coup de lance. Privés de leur chef, les soldats christinos se rendirent tous ; ils étaient cinq mille. Les habitants de Saragosse ayant mis à mort quelques carlistes, Cabrera décida que pour un carliste, il tuerait dix christinos ; de représailles en représailles, les cinq mille prisonniers furent égorgés.

Cabrera était alors au comble de la puissance ; il possédait cinq villes importantes, plusieurs forteresses, d'excellents lieutenants ; il était le maître absolu d'un vaste territoire. Mais la convention de Bergara lui porta un coup terrible ; il essaya d'étouffer dans son armée toute idée de défection par un acte sanglant. Il réunit un jour ses principaux officiers, et leur proposa de traiter avec les christinos ; ses plus hardis lieutenants, Forcadell et quelques autres, ayant manifesté leur indignation : « Sortez, s'écria Cabrera, nous n'avons pas besoin de fous ici, » et il ferma la porte sur eux. La délibération continua, et toutes les opinions se produisirent librement. Au sortir du conseil, tous ceux qui avaient paru incliner à la conciliation furent fusillés. Malgré ces actes de vigueur, malgré le décret de don Carlos qui le nommait commandant en chef de la Catalogne et de l'Aragon, il se sentait menacé, et adressait courrier sur courrier à don Carlos pour obtenir des renforts. Celui-ci lui adressait de Bourges les lettres les plus amicales, et s'en tenait-là.

Cependant, Espartero avait enfin terminé ses préparatifs au mois d'avril 1840, et s'avançait vers Morella. Les destinées de la guerre mettaient en présence les deux chefs que la fortune avait le plus constamment favorisés. A qui devait rester la victoire ? On pouvait en douter, quand on apprit que Cabrera était dangereusement malade ; mille bruits se répandirent au

sitôt; on vit accourir auprès de Cabrera jusqu'à quatorze médecins, ce qui n'était pas le plus sûr moyen de guérir Cabrera, ni même d'être d'accord sur la nature de son mal. On parla beaucoup de typhus et de poison; on dit aussi, et avec plus d'apparence de raison, que Cabrera, usé par les plaisirs autant que par les fatigues de la guerre, succombait à l'épuisement. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne disputa à Espartero ni Segura, ni Cantavieja, ni Morella. Retiré de l'autre côté de l'Ebre, il ne monta plus à cheval qu'une fois, à la Cenia, pour lutter contre O'Donnel. Le 4 juillet, Espartero prit Berga; le 6, Cabrera entrait en France avec ses dix mille soldats qui déposaient les armes; quelques jours auparavant, à Bayonne, un autre chef carliste, Balmaceda, était entraîné par ses soldats qui le livrèrent aux autorités françaises. C'était le moment où Christine et Isabelle faisaient leur entrée dans Barcelone, au milieu d'une population enthousiaste qui prodiguait aux deux reines les témoignages d'une véritable idolâtrie.

La guerre civile était terminée; elle avait duré six années, pendant lesquelles l'Espagne avait épuisé toutes les horreurs d'une lutte sanguinaire. Comment calculer ce qu'elle avait perdu en hommes et en argent? Mais le désastre moral était bien plus considérable que les pertes matérielles; la guerre civile exalte et développe toutes les mauvaises passions qui sommeillent dans le cœur de l'homme; fanatisme, perfidies, cruautés, massacres de sangfroid, mépris de la vie humaine, instincts grossiers de la foule qui s'enivre de sang comme les bêtes féroces, voilà les véritables fléaux qu'enfante la guerre civile; aucun ne fut épargné à la malheureuse Espagne. De ces hommes qui s'étaient dévoués soit à un prince, soit aux idées libé-

rales, les uns avaient abandonné leur cause et cédé à la trahison, beaucoup étaient morts et plusieurs frappés par leur propre parti; bien d'autres furent perdus pour l'Espagne, condamnés à l'exil et à la misère. Quant à moi, quoique ce souvenir remonte à mon enfance, jamais je n'oublierai le jour où j'ai vu descendre des Pyrénées les derniers compagnons de Cabrera; il y avait là des prêtres, des soldats, des femmes, des enfants, mais toutes les physionomies portaient une telle expression de souffrances, il y avait dans l'attitude, dans les regards, jusque dans les vêtements de cette foule nous parlant une langue inconnue un si grand sentiment de tristesse, que dès ce jour la guerre civile m'apparut comme le plus grand des malheurs.

## CHAPITRE III

### LA RÉGENCE D'ESPARTERO

La guerre civile était terminée, mais l'autorité de la reine Christine n'en restait pas moins exposée aux plus dangereuses attaques, et au moment où elle se flattait d'avoir détruit les derniers débris du parti carliste, elle allait être dépossédée du pouvoir par celui-là même qu'elle considérait comme son plus ferme défenseur, par l'heureux soldat qu'elle avait fait duc de la Victoire et généralissime des armées, Baldomero Espartero.

Les hommes qui avaient embrassé le parti de la révolution et combattu la faction carliste avaient été

de tout temps divisés en deux partis, les modérés et les exaltés. Ceux-ci étaient peu nombreux, mais pleins d'audace, toujours prêts à un coup de main, et plusieurs fois ils s'étaient emparés du pouvoir par surprise. Ils avaient pour appui, à l'intérieur, les sociétés secrètes, alors très-nombreuses en Espagne (1); à l'extérieur, l'Angleterre, qui a toujours eu pour principe de soutenir, hors de chez elle, les partis les plus avancés. Les modérés s'appuyaient sur les classes les plus éclairées de la nation, une partie de la noblesse et du clergé qui n'avait pas embrassé la cause de don Carlos, et au dehors se rattachait à la France par une alliance naturelle, car les premiers groupes de ce parti avaient été formés par les *Afrancesados*, c'est-à-dire ceux qui avaient soutenu jadis le roi Joseph. Ce parti mal organisé perdait d'ordinaire le pouvoir parce qu'il n'en savait rien faire, et qu'en haine des exaltés, il s'inspirait trop souvent des doctrines et des traditions de la monarchie absolue; il finissait par le ressaisir, parce qu'au fond toutes les sociétés veulent avant tout l'ordre et la sécurité, mais ne le reprenait que pour soulever bientôt après de nouveaux orages. C'est ainsi qu'après M. Zea Bermudez, MM. Martinez de La Rosa et Toreno avaient dû céder la place à Mendizabal, qui lui-même avait bientôt disparu devant M. Isturitz; celui-ci, à son tour, avait été renversé par l'insurrection de la Granja qui avait rendu le pouvoir aux exaltés, mais leur triomphe avait été court, et les ministres, qui se succédaient depuis cette époque, appartenaient au parti modéré. Ils avaient pu rétablir un peu d'ordre en Espagne et rendu de véritables services; mais à son tour, le dernier cabinet avait alarmé les libéraux et blessé les Espagnols dans leurs sentiments les plus chers, en proposant sur les *Ayun-*

*tamientos* une loi qui diminuait les pouvoirs des conseils municipaux, et mettait la nomination des alcades dans les mains de la reine.

C'était une grave imprudence ; O'Donnell avait voté contre cette loi dangereuse, mais le gouvernement la croyait nécessaire et la soutenait avec obstination. C'est contre cet écueil qu'allait se briser la reine Christine. Les exaltés, en effet, ne pouvaient laisser échapper une aussi belle occasion ; il ne leur manquait plus qu'un chef, ils jetèrent les yeux sur Espartero. Celui-ci avait pourtant dans sa carrière donné des gages au parti modéré, mais depuis quelque temps son attitude trahissait une ambition qui supportait impatiemment un maître et des égaux ; à Bergara, il s'était conduit en souverain, et une question d'étiquette l'avait brouillé avec le nouveau ministère qu'il avait fait, sans daigner y entrer. Près de lui se trouvait un officier qui avait peu à peu conquis toute sa confiance, Linage, gagné au parti des exaltés. Celui-ci écrivit contre les ministres une lettre des plus violentes ; Espartero l'appuya ; il fit plus, il le proposa quelque temps après pour le grade de maréchal de camp ; il se vengeait ainsi des ministres qui ne l'avaient pas consulté pour dissoudre la Chambre et ordonner de nouvelles élections. La demande d'Espartero décida le départ de trois ministres, Narvaez, Montès de Oca et Calderon Collantes, mais le chef du cabinet resta, et Espartero ne fut pas apaisé.

C'est dans ces circonstances que la reine Christine se décida à quitter Madrid avec ses deux filles pour se rendre à Barcelone. On a souvent cherché la cause de ce voyage, auquel s'opposait énergiquement l'ambassadeur de France. Christine donna pour raison la santé de sa fille Isabelle ; d'autres prétendirent qu'elle

allait à la rencontre d'un prince de Saxe-Cobourg qu'elle destinait pour époux à l'infante ; le plus probable, c'est qu'elle voulait, en parcourant des provinces longtemps en proie à la guerre civile, achever sa victoire sur les carlistes, et aussi voir Espartero pour s'en faire un défenseur. Ce voyage, qui devait si mal finir, commença sous de tristes augures. Il y eut un premier dissentiment entre Espartero et les ministres à propos de l'itinéraire de la reine ; ceux-ci voulaient la faire d'abord passer à Valence, où elle avait dans O'Donnell un défenseur dévoué ; Espartero désignait Saragosse et l'Aragon. C'est cette route que choisit Christine. Elle était accompagnée de trois ministres, Perez de Castro, Cleonard et Satelo. A Saragosse, la réception fut hostile ; autour de la reine retentirent les cris : « Vive la Constitution ! à bas les ministres ! vive la duchesse de la Victoire ! » A Lerida, on trouva Espartero, qui se montra hautain pour les ministres, réservé à l'égard de la reine. Le général prit un ton plus décidé à Espenasgua, où il demanda que la loi sur les *Ayuntamientos* fut retirée. C'est après ces incidents que Christine entra dans Barcelone. La population lui fit un accueil des plus enthousiastes ; dans les rues, les portraits des deux reines étaient placés entre deux cierges, comme celui de la Madone. Mais sous ces manifestations grondait un orage qui éclata à l'arrivée d'Espartero. Celui-ci parut à Barcelone le 13, et le lendemain revint de Madrid la loi sur les *Ayuntamientos* qui n'avait plus besoin que la sanction de la reine. Espartero en demanda l'abrogation que la reine refusa. Le soir même éclatait une violente émeute dirigée par deux bataillons de l'armée d'Espartero. Le duc de la Victoire parut seulement à deux heures du matin, et apaisa l'émeute de manière à montrer qu'il

était maître de la calmer ou de l'exciter. Les ministres ayant donné leur démission, leur vie même fut menacée, et M. Perez de Castro ne dut son salut qu'au courageux dévouement du consul de France, M. Gauthier d'Arc. La reine accepta la démission des ministres, mais n'en maintint pas moins la loi sur les *Ayuntamientos*. Un nouveau cabinet fut formé à la hâte, seulement pour quelques jours, et la reine partit pour Valence, où, malgré le dévouement d'O'Donnell, l'attendaient de nouveaux affronts ; les ministres défendirent qu'on lui donnât une sérénade, et quelques jours après Madrid accomplissait une nouvelle révolution.

Cette ville était profondément agitée ; l'ayuntamiento avait déjà présenté au mois d'avril une protestation contre la nouvelle loi ; au mois de juillet, la tranquillité avait été troublée par une manifestation ridicule dite *des bèrets*, qui consistait à arracher cette coiffure sur la tête des femmes et des enfants ; le 1er septembre éclata une véritable émeute. La municipalité délibérait aux cris de la foule ; elle fit battre la générale. Le chef politique et le général Buren furent retenus prisonniers ; une collision éclata entre l'armée et la milice ; l'ayuntamiento se déclara en permanence, s'érigea en junte provisoire du gouvernement, se mit en relation avec les provinces, et défendit d'obéir *au gouvernement de Valence*. La régente ainsi attaquée essaya d'un dernier effort, et nomma Espartero président du conseil des ministres sans portefeuille. La junte provisoire consentit à publier cette ordonnance, mais sous certaines conditions. La reine devait : 1° adresser au peuple un manifeste pour réprouver les conseils des traîtres qui avaient compromis le trône et la tranquillité publique, 2° annuler l'odieux projet sur les *Ayuntamientos*, 3° dissoudre les Cortès.

Le 29 septembre, Espartero fit son entrée triomphale à Madrid dans une calèche à six chevaux, et la junte publia la liste des nouveaux ministres agréés le 10 octobre par la régente qui abdiqua le lendemain. La junte en même temps menaça de sa vengeance les anciens ministres, qui tous purent échapper, sauf M. Satelo, arrêté sur un navire marchand français, en rade d'Alicante. De Marseille, la reine Christine adressa à la nation un manifeste éloquent pour lui rappeler les services qu'elle lui avait rendus.

Elle avait le droit de tenir ce langage, car la première, sous Ferdinand VII, elle avait donné à l'Espagne un peu de liberté, et elle avait pu terminer la guerre civile. Le malheur de Christine était de n'avoir pas su, dès les premiers jours, entourer le trône d'institutions assez libérales et répudier les traditions de l'ancienne monarchie. La loi sur les *Ayuntamientos* était une faute grave et méconnaissait les véritables besoins de la nation espagnole. Elle avait donc échoué devant ce terrible problème qui consiste à maintenir l'ordre sans supprimer la liberté. Son successeur serait-il plus heureux? On pouvait en douter. Avec beaucoup d'ambition, Espartero a toujours aimé les apparences du pouvoir plus que le pouvoir lui-même; naturellement lent et irrésolu, son indécision naturelle allait s'accroître de l'embarras même de sa position, car s'il était l'instrument des révoltés, il représentait une autre idée, celle du pouvoir militaire, qui s'accommode mal du désordre et ne respecte pas toujours la liberté. Il ne pouvait d'ailleurs réaliser toutes les espérances des exaltés, et ceux-ci s'en aperçurent dès le premier jour. Au lieu d'accorder la dissolution des deux Chambres, il se borna à dissoudre les Cortès et à ordonner pour le Sénat le renouvellement partiel,

conformément à la Constitution. S'il prenait ses ministres dans le parti progressiste, ceux-ci dans leur proclamation déclaraient s'en tenir à la Constitution existante. « La régence, y était-il dit, veillera avec toute sa sollicitude à l'observation rigoureuse de la Constitution. Si la véritable opinion du pays exige qu'il y soit apporté ultérieurement quelques modifications, il restera toujours des moyens légaux d'atteindre ce but; les Cortès, et les Cortès seules, peuvent le faire. »

Ces difficultés n'étaient pas les seules; à l'intérieur, Espartero avait à compter avec les attaques plus ou moins sourdes des carlistes et des amis de la régente; à l'extérieur, il se trouvait également gêné par l'attitude réservée de la France, l'hostilité de la cour de Rome, et surtout l'amitié de l'Angleterre qui prétendait lui faire payer cher son alliance. Un moment on put croire les partis apaisés. La junte de Madrid résigna ses fonctions le 25 octobre; elle promettait seulement de surveiller les droits du peuple; les élections étaient décidées, et Espartero seul chargé du gouvernement parut surtout occupé de relever la prospérité matérielle de l'Espagne; c'est ainsi qu'il faisait décréter une contribution de guerre de cent millions et la création de nouvelles rentes à 5 pour 100. Mais il lui était absolument impossible de concilier les deux principes qu'il représentait, l'élément exalté et le gouvernement militaire. Au mois de janvier 1841, dans une revue, il félicitait la compagnie du deuxième bataillon de la milice qui, le 1<sup>er</sup> septembre, avait donné le signal de la révolte et fusillé le capitaine général de Madrid. « Vive la seconde compagnie de chasseurs, s'écria le régent en s'arrêtant devant elle. » langage au moins singulier dans la

bouche d'un général et d'un chef de gouvernement. Bientôt après il fut forcé de prendre une autre attitude. Les carlistes remuaient, et les municipalités prenaient des allures inconciliables avec l'autorité d'un pouvoir central. Le nouvel alcade de Madrid faisait une proclamation en faveur des libertés municipales. A Vittoria, l'installation de l'ayuntamiento était encore plus significative. La cérémonie avait lieu sur la place, en face de la prison ; dans une niche se trouvait le *machete vittoriano*, c'est-à-dire le glaive du bourreau. Voici la formule du serment imposé au chef de la municipalité : « Vous jurez devant Dieu notre Seigneur, et la Vierge Marie, sa mère, au nom des saints Evangiles, et du *machete vittoriano* que vous avez touché de la main, qu'en qualité de procureur général de cette ville et de sa juridiction, vous défendrez bien et fidèlement tous ses droits, franchises, exemptions et libertés qui appartiennent à cette cité. Si vous ne le faites point que Dieu vous en demande compte, et que vous ayez la tête coupée avec un glaive de fer et d'acier, tel que le *machete vittoriano.* » C'était là une véritable déclaration de guerre. Les sociétés patriotiques se multipliaient, et couvraient l'Espagne d'un immense réseau. Espartero qui avait besoin d'argent s'adressait à l'Angleterre pour négocier un emprunt, mais celle-ci demandait alors pour ses cotons un privilége qui menaçait de ruiner la Catalogne. Enfin, la cour de Rome soulevait en ce moment même une querelle déjà ancienne, mais que de nouveaux griefs venaient de raviver. Depuis 1834, en effet, le Vatican était en lutte avec l'Espagne. Le Pape Grégoire XVI refusait de nommer des évêques, et vingt-quatre siéges se trouvaient vacants. Le gouvernement ayant pris fait et cause pour l'évêque de

Malaga, condamné par l'archevêque de Séville à cause d'opinions entachées d'hérésie, la cour de Rome fit entendre de nouvelles plaintes.

C'était là pour le ministère de sérieux embarras; aux plus pressants, Espartero ne sut opposer que la violence; c'était décidément l'instinct militaire qui l'emportait. Contre les carlistes, il remit en vigueur un *bando* publié l'année précédente à Manresa; les factieux pris les armes à la main seraient mis à mort, ou condamnés aux présides avec une amende de vingt mille réaux. Dès le mois de janvier 1841, il faisait dissoudre les sociétés patriotiques, et une circulaire du ministre de l'intérieur ordonnait aux chefs politiques d'exécuter cette mesure avec vigueur. Pour secourir le Trésor, on essaya d'organiser à Madrid une société financière et de négocier un emprunt à 5 % de 700 millions de réaux; la somme était à peine suffisante pour combler le déficit qui s'élevait à 681,831,773 réaux. On voulait en même temps arriver à la capitalisation de la dette consolidée en titres portant un intérêt de 3 % : 2 millions de réaux seraient tous les mois appliqués à l'amortissement. Le duc de la Victoire annonçait une loi pour incorporer aux domaines de l'Etat tous les biens du clergé, et en attendant, il demandait aux provinces les plus riches une avance de 15 millions de réaux. Pour mieux assurer la rentrée de l'impôt, le ministre des finances prescrivait une opération cadastrale, et demandait aux propriétaires un état exact de leur fortune, bâtiments, troupeaux, revenus annuels. Mais ces ressources étaient bien incertaines, et le refus de l'Angleterre, ou plutôt les conditions qu'elle mettait à un nouvel emprunt, aggravaient encore la situation. Quant aux relations extérieures, le régent avait pu conclure un

traité avec le Portugal pour la navigation du Douro, mais la France était toujours réservée, et la cour de Rome passait à une guerre ouverte. Non content de faire fermer les bureaux de la *Rosa* et de la nonciature apostolique, l'alcade de Madrid avait opéré une saisie sur l'argent que tirait de l'Etat M. Ramirez Avallanos, chargé des affaires ecclésiastiques, et qui le jour même sortit de la capitale.

Telle était la situation quand les Cortès s'ouvrirent au mois de mars 1841. Les élections avaient, comme il arrive toujours en Espagne, donné une immense majorité au gouvernement, mais les vainqueurs du 1er septembre n'en étaient pas moins profondément divisés. Il y avait d'abord deux partis, formés naturellement de ceux qui avaient mis la révolution à profit et de ceux qui n'avaient rien obtenu, connus en ce moment sous les noms significatifs de *calzados* et *descalzados*, les chaussés et déchaussés. Ils étaient en outre séparés sur une question importante, celle de la régence. Serait-elle confiée à un seul homme ou à un conseil? Les partisans d'un chef unique s'appelaient les *unitaires*, les autres les *trinitaires*. Au milieu des agitations que provoquait cette incertitude, Espartero se tenait à l'écart, ne demandant que le droit de se retirer à Logrono, mais son agent Linage multipliait les démarches pour faire triompher la régence unique du duc de la Victoire. Telle fut en effet la décision de la commission formée à la fois par le Sénat et par les Cortès associés dans une action commune. Le 8 mai, 153 voix se déclarèrent pour une régence unique, contre 136 qui demandaient une triple régence. Seul, M. Mendizabal avait proposé que le conseil de régence fut composé de cinq membres. Quand on dut nommer le régent,

Espartero obtint 179 voix, Arguellez 103, la reine Christine 5.

Espartero prêta serment le 10 mai, et le 22, il forma un nouveau cabinet, dont la plupart des membres appartenaient à l'opinion modérée. Quelques jours plus tard, malgré l'opposition de M. Pacheco, la tutelle des filles de Christine fut enlevée à leur mère pour être confiée à M. Arguellez, qui fit immédiatement destituer onze dames d'honneur ; il suivait ainsi l'exemple que venait de donner en Angleterre Robert Peel, exigeant le renvoi des dames d'honneur de la reine Victoria. La reine Christine ne supporta pas en silence cette nouvelle atteinte à ses droits ; elle envoya au régent une lettre et une protestation qui parut dans la *Gazette officielle* du 5 août, mais tronquée et suivie d'amères réflexions. Un fait plus grave, c'est la protestation que Narvaez crut devoir également adresser de Paris, où il était alors réfugié. Le général Seoane demanda au Sénat un blâme énergique contre Narvaez. Au même moment paraissait une nouvelle protestation du Souverain-Pontife, à propos de l'évêque de Malaga et des violences dirigées contre la nonciature. Espartero répondit par un manifeste, où il accusait le Pape de favoriser don Carlos, interdisait dans le royaume la circulation de la bulle pontificale, menaçant de peines les plus sévères ceux qui la transmettraient, et obtenait des Cortès une loi qui déclarait biens nationaux tous les biens du clergé. Ce fut le dernier acte important des Chambres qui se séparèrent au mois d'août.

Jusqu'à présent, Espartero avait gouverné péniblement, mais sans faire couler le sang ; il allait bientôt entrer dans une autre période, et avoir à se défendre contre des émeutes suivies des plus cruelles répres-

sions. Au mois d'octobre eurent lieu simultanément au Nord et à Madrid deux tentatives en faveur de la reine Christine. Deux généraux, Diego Léon et Concha, essayèrent, dans la nuit du 7 octobre, d'enlever la reine Isabelle ; ils pénétrèrent dans le palais, et auraient réussi sans la résistance obstinée des hallebardiers qui combattirent près d'une heure et finirent par repousser les conjurés. Concha put échapper, mais Diego Léon fut arrêté, et fusillé quelques jours après, malgré sa jeunesse et l'éclat de ses services. A Pampelune O'Donnell ne fut pas beaucoup plus heureux ; il parvint à s'emparer de la citadelle, et donna le signal d'une révolte qui s'étendit bientôt aux provinces basques, mais la ville même de Pampelune ne s'associa pas au mouvement. Ribero, qui la gardait avec trois cents hommes, repoussa Ortigosa qui combattait pour O'Donnell, et tint ce dernier prisonnier dans la citadelle. Aussi, c'est en vain que Sarragosse, Logrono, Portugalette et la Guipuscoa essayaient de se révolter. Barcelone et Valence, au contraire, formaient des juntes qui se prononçaient pour Espartero, et les troupes arrivées de Madrid comprimaient bientôt le mouvement. Alcala était maître de Tolosa qu'il désarmait; Rodil entrait dans Vittoria, et Van-Halen obligeait, le 20 octobre, O'Donnell à chercher un refuge en France. Espartero abusa de sa victoire ; non content de mettre en état de blocus toutes les côtes de la Cantabrie, sauf Saint-Sébastien, il condamnait aux rigueurs de l'état de siége Barcelone qui n'était coupable que d'avoir montré trop d'énergie en sa faveur ; en même temps, par un *bando* de Vittoria (23 octobre), il annonçait aux provinces basques la suppression de leurs *fueros*, et faisait fusiller tous les chefs qui n'avaient pu lui échapper.

C'est après ces sanglantes exécutions qu'il convoqua les Cortès. La majorité qui lui était dévouée approuva sa conduite pendant l'insurrection ; elle le loua même à propos de son attitude dans un incident diplomatique qui fit alors beaucoup de bruit. Nommé ambassadeur de France auprès de la reine Isabelle, M. de Salvandy ne voulut remettre ses lettres de créance qu'à la reine elle-même ; le régent prétendit au contraire les recevoir ; M. de Salvandy refusa, et quitta l'Espagne. Le gouvernement français eut le bon goût de n'attacher aucune importance à cette querelle qui servit seulement à témoigner de la mauvaise humeur que nourrissaient contre nous Espartero et ses partisans tous dévoués à l'Angleterre. Malgré sa complaisance, la Chambre, cependant, ne put s'empêcher de blâmer la mise en état de siége de Barcelone. « Le Congrès espère, disait l'adresse, qu'on ne verra pas se répéter à l'avenir cette mesure inconstitutionnelle qui rappelle de si funestes souvenirs. » Hélas ! ce n'était que le prélude de rigueurs encore plus déplorables.

Le ministère d'Espartero gouvernait mal ; sans force à l'intérieur, il n'apportait devant les Chambres que des demi-mesures et des projets de loi mal préparés ; une loi sur les *ayuntamientos* fut retirée presque aussitôt que présentée ; la condition des provinces basques fut réglée par un décret qui ne leur laissait pas leur indépendance, sans les rattacher assez fortement au pouvoir central. La politique extérieure n'était pas plus ferme. Un manifeste fut lancé contre le Pape, mais la question de tarifs qui intéressait l'Angleterre et alarmait la Catalogne n'était pas résolue ; au mois de juin, la Chambre décida, par 85 voix contre 78, que le ministère n'avait pas sa confiance, et un nouveau cabinet fut formé sous la présidence du général Rodil ;

c'était le gouvernement militaire dans toute sa rigueur; tout en promettant de respecter la Constitution de 1837, le nouveau ministère insistait surtout dans son manifeste sur la fermeté qu'il saurait déployer envers toute résistance.

Les Cortès s'étaient séparées dès le mois de juillet ; il fallut les convoquer de nouveau en octobre pour leur faire voter le budget, mais leurs travaux furent bientôt interrompus par la révolte de Barcelone. Cette ville, qui avait toujours été attachée à la révolution, renfermait de nombreux éléments de désordre, une population d'ouvriers toujours turbulents, et aussi des aventuriers, venus pour la plupart de France et d'Italie, comptant sur la sécurité que leur promettaient un port toujours ouvert et une frontière facile à franchir, et se faisant un jeu de la guerre civile. Espartero, malheureusement, fournit plusieurs occasions à des hommes toujours prêts à se révolter. Barcelone avait été exaspérée par l'état de siége; elle était inquiétée par les prétentions des Anglais qui pouvaient ruiner son commerce et son industrie; le 13 novembre, une querelle entre des douaniers et des ouvriers fut le prétexte de la révolte. La ville se souleva, les troupes se replièrent sur le fort Montjuich, et dirigèrent aussitôt sur Barcelone un feu continuel. Une junte se forma qui demandait le renversement d'Espartero, la réunion de Cortès constituantes, la nomination de plusieurs régents, s'il fallait une régence, le mariage d'Isabelle avec un Espagnol, et la protection de l'industrie nationale. L'insurrection se propagea rapidement; Vich, Manresa, Igualda, Tarragone, Reuss, Gérone, Valence, Figuière envoyèrent leur adhésion à la junte; Espartero sentit la nécessité d'agir avec énergie. Il suspendit les séances des Cortès qui

n'avaient guère voté qu'un emprunt de six cents millions de réaux, envoya dans le Nord Van-Halen, et se dirigea lui-même vers Barcelone. Il repoussa les députés catalans qui venaient lui demander un peu de clémence, et avec Van-Halen soumit Barcelone à un bombardement, dont les horreurs ne furent adoucies que par le dévouement de notre consul, M. de Lesseps, et du commandant du *Mélagie*, M. Gatier. Le 4 décembre, la ville ouvrit ses portes. Van-Halen fit son entrée à travers des monceaux de cadavres, et aux rigueurs de la guerre ajouta celle d'une répression terrible; tout habitant dût remettre ses armes; tout individu qui garderait une arme ou donnerait refuge à un proscrit serait puni de mort; la délation était récompensée par une somme de 2,500 francs; enfin, Van-Halen ordonnait aux coupables de se livrer eux-mêmes aux commissions militaires. Trois cents hommes furent fusillés sans jugement, et Espartero, en s'éloignant, laissait sous les ordres exclusifs de l'autorité militaire une ville qu'il frappait en outre d'une contribution extraordinaire de douze millions de réaux.

Tant de rigueurs devaient soulever contre Espartero tous les cœurs un peu généreux; la presse entière témoigna la plus vive indignation, les députés de Barcelone protestèrent, et à Madrid, les élections municipales se firent dans un sens opposé au régent. A ces manifestations de l'opinion publique, Espartero ne sut répondre que par la dissolution des Cortès. Il le fit brutalement par l'envoi au général Rodil d'un simple billet qui indiquait un mépris absolu des formes constitutionnelles. La punition ne se fit pas attendre. Une coalition se forma aussitôt entre les diverses nuances du parti progressiste, auquel les modérés vinrent

s'unir; mais tandis que les électeurs préparaient légalement la chute d'Espartero, des troubles éclataient dans plusieurs provinces. La Chambre avait été dissoute avant le vote du budget; beaucoup de villes refusaient de le payer; à Valence, un placard affiché sur la place publique menaçait de mort quiconque paierait ses contributions, et l'on n'eût pas besoin de réaliser la menace. Le gouvernement trahit à la fois sa colère et son impuissance par des mesures contradictoires; il fit à Barcelone la remise de la contribution extraordinaire dont il l'avait frappée, et poursuivit la presse avec la dernière violence. Espartero adressa au peuple espagnol un manifeste pour lui rappeler ses services, essaya de remédier au mauvais état des finances en affermant les mines d'Almaden, et pour améliorer l'administration créa un conseil d'Etat, mesure utile sans doute, mais qui, prise en dehors des délibérations des Chambres, était une véritable atteinte à la Constitution.

Telle était la situation quand s'assemblèrent les Cortès. Le Sénat, où Espartero comptait le plus de partisans, approuva sa politique, et inséra même dans l'adresse une menace contre la France; d'ailleurs, il ne blâma pas les rigueurs déployées à Barcelone, mais les députés ne furent ni aussi complaisants, ni aussi aveugles. La coalition avait triomphé; on s'en aperçut à l'élection du bureau; un de ses chefs, M. Cortina, fut nommé président; les vices-présidents et les secrétaires appartenaient au même parti. Le ministère donna sa démission, et Espartero chargea M. Cortina de former un nouveau cabinet. Sur le refus de M. Cortina, il dut avoir recours à un député de Barcelone, d'opinions avancées, don Joaquin-Maria Lopez, qui apportait au pouvoir les griefs et les doctrines de l'op-

position. Le jour même, en effet, M. Lopez proclamait devant la Chambre la responsabilité des ministres, et déclarait se soumettre rigoureusement à la Constitution et aux usages parlementaires. La Chambre accepta les nouveaux ministres, mais proposa dans l'adresse une série de blâmes qui, passant par dessus le cabinet déchu, atteignaient Espartero lui-même; administration des finances, attitude à l'égard de la France, sévérités déployées contre la presse, bombardement de Barcelone, les principaux actes du régent étaient sévèrement condamnés; de leur côté, les ministres demandèrent la destitution des généraux Linage et Zurbano qui s'étaient signalés par leurs cruautés. Espartero refusa, et les ministres donnèrent leur démission.

Dès que cette nouvelle parvint à la Chambre, M. Olozaga, qui était avec M. Cortina le principal chef du parti progressiste, monta à la tribune, et proposa un message pour réclamer d'Espartero l'amnistie et la promesse de suivre une politique libérale. Pendant qu'Olozaga portait ce message au régent qui fit une réponse évasive, la Chambre votait des remerciments aux ministres démissionnaires. Cette proposition, comme le message, réunit l'unanimité. Espartero en était réduit à une lutte ouverte contre le Parlement; il nomma un nouveau cabinet présidé par M. Gomez Bercera, et dont faisait partie Mendizabal. Quand les nouveaux ministres vinrent à l'Assemblée, le 20 mars, il s'éleva un tumulte effroyable; Mendizabal fut traité tout haut de voleur. Dès le lendemain, M. Gomez Bercera prévint par un simple billet M. Cortina que les séances des Cortès étaient prorogées; celui-ci refusa de tenir compte de cet avertissement, et ne communiqua cette nouvelle aux députés que

lorsque le Sénat eut été invité à se séparer. M. Olozaga remonta aussitôt à la tribune pour protester contre la conduite du régent et annoncer la guerre civile. « Malheur, s'écria-t-il, malheur au pays qu'on livre à des esprits troublés! Malheur au régent qui suivra des conseils de cette nature! Car alors, comme le disait un journal du soir, que Dieu sauve la patrie et la reine ! »

La guerre était déclarée; le signal du combat fut donné par un décret d'Espartero du 26 mai qui prononçait la dissolution des Cortès. Le régent avait cru se concilier les populations par une amnistie, mais il était trop tard. A Malaga se formait déjà un gouvernement provisoire qui réclamait la chute d'Espartero et le retour du ministère Lopez. Grenade, comme Malaga, entraîna dans le mouvement toutes les autorités civiles et militaires; Almeria suivit cet exemple. En Catalogne, un jeune et audacieux officier, qui venait d'être nommé député, Prim, souleva la ville de Reus. Peu à peu, la sédition s'étend du Nord au Midi; Barcelone elle-même, sous le feu du fort Montjuich, finit par prendre parti pour le ministère Lopez. Le même mot d'ordre est adopté partout; à Valence, le gouvernement de Lopez est proclamé, et provisoirement tous les portefeuilles sont réunis dans la main d'un membre du cabinet Lopez, le général Serrano, ministre de la guerre. De nouveaux auxiliaires arrivent bientôt à l'insurrection ; Concha et Narvaez viennent prendre le commandement des rebelles, l'un à Malaga, l'autre à Valence, et Espartero se trouve enfermé dans un cercle de feu. Zurbano vint mettre le siége devant Reus qu'il bombarda, mais Prim le rejeta bientôt dans l'Aragon. Espartero dut quitter Madrid, restée d'abord fidèle, pour aller combattre l'insurrection qui se développait

dans le Midi; Van-Halen et Fucondo Infante commandaient de ce côté; Zurbano et Seoane dans le Nord; Espartero se dirigea sur Valence pour donner la main aux deux armées. Narvaez avait accepté au nom de l'insurrection d'être capitaine général de cette province; il alla délivrer Terruel, assiégée par le général Enna, et ce premier succès lui permit de couper les communications d'Espartero avec l'armée du Nord. De Terruel il marcha sur Calatayud, et de là sur Madrid, dont la municipalité ne voulut pas lui ouvrir les portes. Poursuivi par Seoane, il engagea à Torrejon de Ardoz un combat avec les troupes d'Espartero qui, au bout d'un quart-d'heure, se réunirent aux insurgés. Après ce succès, il put entrer à Madrid, et y installer le ministère Lopez qui reprit ses fonctions. Pendant ce temps, Concha, parti de Malaga, entrait dans Grenade, et se dirigeait sur Séville que Van-Halen n'avait pas honte de bombarder. C'est là qu'Espartero alla le rejoindre, et, pendant plusieurs jours, cette ville, la plus belle de l'Espagne, fut exposée aux horreurs d'un feu continuel qu'elle supporta avec un courage admirable. L'arrivée de Concha mit fin à ces cruautés. Espartero ne l'attendit pas; il gagna le port Sainte-Marie, et se jeta dans un bateau qui le conduisit à bord d'une frégate anglaise. Ainsi tombait, après trois ans d'un gouvernement inhabile et cruel, l'homme que l'Espagne avait longtemps considéré comme un héros et qui avait si mal répondu à sa confiance. Ce qu'il y avait de plus fâcheux pour Espartero, c'est qu'à ce moment même il ne comprenait pas la cause de sa chute. De Londres, il adressa au peuple espagnol un manifeste pour se justifier et excuser ceux qui l'avaient renversé. Jamais pourtant révolution n'avait été plus légitime.

Remis en possession du pouvoir, le ministère Lopez ne se trompa point sur la mission qui lui était confiée; il récompensa d'abord ceux qui avaient pris part à l'insurrection, annula les derniers décrets rendus par Espartero, et s'occupa de rétablir l'ordre; il nomma Narvaez lieutenant général des armées du royaume, enleva la tutelle d'Isabelle à Arguellez pour en charger le général Castanos, convoqua les Cortès, et décida le renouvellement entier du Sénat. En attendant la réunion des Chambres, il prononça la dissolution de l'ancienne municipalité de Madrid, et pour enlever ses dernières prétentions au général Espartero qui réclamait toujours le titre de régent, il rendit un décret qui le dépouillait de ses titres et de ses décorations. Mais il l'atteignit plus sûrement encore par une autre mesure qui paraissait destinée à terminer pour toujours les discordes civiles. Il se décida à proclamer la majorité de la reine Isabelle. Cette cérémonie eut lieu le 8 août en présence de tous le corps diplomatique. « La nation, disait le président du conseil dans « le discours qu'il adressa à la reine, la nation veut, la « nation a besoin que Sa Majesté elle-même la gouverne... « La question politique est terminée par la Constitu- « tion de 1837; la question de la légitimité est terminée « avec la guerre; avec la régence passée cesse l'occa- « sion ou le motif des ambitions turbulentes et mé- « chantes. Puisse Votre Majesté, prenant pour seule « règle de son règne les principes du gouvernement « parlementaire, éviter ou réprimer par là les erreurs « et les abus du pouvoir, ainsi que les commotions « populaires, et régner de longs jours pour le bonheur « et la gloire de l'Espagne. » Sages paroles et patriotiques espérances auxquelles l'avenir devait donner un si cruel démenti.

# LIVRE CINQUIÈME

## RÈGNE D'ISABELLE

—

### CHAPITRE I

#### LA CONSTITUTION DE 1845

Un règne sans cesse troublé par des émeutes et terminé par une révolution, des partis s'agitant sans but et constamment infidèles à leurs principes, des chefs ambitieux prétendant au pouvoir pour le pouvoir lui-même, le jeu régulier des institutions sans cesse entravé par des coteries et des passions qui rappellent les plus mauvais jours du bas-empire, et comme résultat de toutes ces fautes une désorganisation complète qui menace de tout emporter, la reine, et la monarchie, et la nation elle-même, tels sont les principaux traits du tableau que nous avons à retracer. C'est un triste spectacle, et nous en détournerions sans peine nos regards si l'histoire n'était une leçon, et si nous n'apercevions au-delà de ces régions ténébreuses la lumière d'un nouvel horizon.

Isabelle était appelée au trône dans des circonstances malheureuses. Vainqueur d'Espartero, mais vainqueur par la guerre civile, le ministère Lopez

avait voulu devancer l'époque fixée pour la majorité de la jeune reine ; c'était à ses yeux le seul moyen d'échapper aux difficultés qui l'environnaient. Ces difficultés étaient en effet sérieuses. Tandis qu'Espartero prétendait conserver la régence, et envoyait en Espagne des agents pour entretenir la guerre civile, ses vainqueurs gardaient une attitude peu rassurante pour le cabinet. A Barcelone, la junte provisoire qui avait déposé ses pouvoirs prétendit les reprendre au bout de quelques jours, sous prétexte que le ministère ne gouvernait pas constitutionnellement. Le mouvement s'étendit d'abord à Saragosse, Séville, Cordoue et Cadix, mais il fut bientôt concentré dans l'Aragon et la Catalogne qui persistaient à demander une junte centrale. L'énergie de Narvaez maintint Madrid dans l'obéissance. Quant à Saragosse et Barcelone, pour ne pas imiter les rigueurs d'Espartero, on se contenta de les bloquer. En même temps, le ministère adressait à la nation un manifeste, et répondait aux partisans d'une junte centrale que la meilleure des juntes était la Chambre des députés. Il avait en effet convoqué les Cortès et ordonné le renouvellement entier du Sénat. Les élections eurent lieu sans trouble, et offrirent à l'Espagne un spectacle tout à fait nouveau. Tous les partis ayant concouru à la chute d'Espartero, tous avaient droit à être représentés dans la nouvelle Chambre, et à côté de MM. Lopez, Cortina et Olozaga furent nommés des chefs modérés, MM. Mon, Pidal, Isturitz, et Toreno, élu malgré sa mort. Seuls, les partisans d'Espartero, Rodil, Marliani, Mendizabal et leurs amis furent exclus du Congrès. Dès que les Chambres furent réunies, le ministère leur proposa de reconnaître la majorité d'Isabelle. La discussion ne dura que deux jours, et le 10 novembre, la reine prêta serment à la

nouvelle Constitution. Par une heureuse coïncidence, on apprit le même jour la soumission de Saragosse qui allait être suivie de celle de Barcelone (19 novembre). Figuière restait le dernier asile des rebelles.

Le premier acte de la reine fut de maintenir dans ses fonctions le cabinet Lopez, mais celui-ci se retira, et la tâche de former un nouveau ministère fut confiée à M. Olozaga. Ancien précepteur de la reine Isabelle, M. Olozaga appartenait depuis longtemps au parti progressiste, et nous avons vu quelle part il avait prise à la chute d'Espartero. Tout semblait donc lui promettre un succès facile. Malheureusement, M. Olozaga se montra trop jaloux de son autorité. Il prit pour collègues des hommes qui étaient toujours restés au second rang, sauf M. Serrano, avec lequel il entra bientôt en lutte ouverte. Il blessa ainsi les exaltés, et surtout leur chef, M. Cortina. Il acheva de se séparer d'eux en proposant au Congrès une loi sur les *ayuntamientos* qui n'était que la loi de 1840. Les modérés qu'il espérait ainsi attirer à lui furent à leur tour très-irrités d'un décret qui reconnaissait les grades et les décorations accordés par Espartero. Au palais, M. Olozaga avait pour adversaire le général Narvaez, blessé de ce qu'on ne trouvait pas les auteurs d'une tentative d'assassinat dirigée contre lui, et leur querelle se compliquait d'intrigues entre les dames d'honneur. Serrano se déclara enfin ouvertement contre M. Olozaga, à propos de la nomination de M. Pidal à la présidence des Cortès. Serrano appuyait la candidature de M. Lopez. Narvaez, de son côté, n'avait été invité à un banquet diplomatique que sur les insistances de la reine, malgré M. Olozaga. Serrano et Narvaez donnèrent leur démission. Olozaga ne crut pouvoir conjurer l'orage dont il était menacé que par

la dissolution des Cortès; il rédigea à la hâte une ordonnance qu'il porta à la reine à l'insu de ses collègues, et lui demanda de la signer. Que se passe-t-il alors? M. Olozaga a toujours affirmé qu'il avait insisté auprès de la reine, mais il a repoussé avec énergie le reproche d'avoir eu recours à la violence. D'après le récit fait par Isabelle le lendemain à Narvaez lui-même, et répété le soir même par elle devant Narvaez, Serrano et le bureau de la Chambre, M. Olozaga se serait oublié jusqu'à prendre la main de la reine et lui arracher une signature par force. Il y a évidemment pour nous dans cette scène une exagération volontaire, et les faits ont été grossis par ceux qui allaient en profiter. En effet, à la suite de cette conférence, la destitution de M. Olozaga fut décidée, le décret sur les Cortès rapporté, et un jeune député, M. Gonzalès Bravo, accepta la double tâche de former un nouveau cabinet et d'attaquer M. Olozaga devant la Chambre. La scène fut des plus vives. M. Olozaga se défendit avec larmes et déploya une véritable éloquence, mais sa chute était décidée; au bout de quelques jours, il crut prudent de partir pour le Portugal.

Les modérés arrivaient enfin au pouvoir, quoique leur véritable chef, M. Narvaez, se contentât encore d'être capitaine général de Madrid. Mais M. Gonzalès Bravo était animé des mêmes dispositions. Il le prouva tout de suite en reprenant la loi sur les *ayuntamientos* de 1840 et en rappelant en Espagne la reine Christine. Il le prouva mieux encore en entrant toute de suite dans la voie, où le parti modéré s'est toujours fatalement engagé, dans la dictature. Il demanda aux Cortès la permission de procéder par décrets aux réformes qu'il méditait, sauf à les soumettre plus tard à l'approbation des Chambres. En conséquence, la session fut

suspendue le 27 décembre, et le 30 fut publié la loi sur les *ayuntamientos*, avec cette modification que tous les membres étaient nommés par l'élection populaire. Une mesure encore plus significative fut la démarche tentée dès les premiers jours de janvier 1844 pour opérer un rapprochement entre l'Espagne et le Saint-Siége. Tandis qu'il nouait des négociations avec Rome, le ministère rétablissait dans leurs fonctions les archevêques de Séville et de Santiago, et annonçait l'intention de venir au secours des ecclésiastiques ruinés par la guerre. Malheureusement, le clergé crut tout de suite au rétablissement d'une théocratie, et s'en félicita avec aussi peu de mesure que de goût. Dans un discours prononcé à l'Académie des sciences ecclésiastiques, l'orateur, après avoir constaté la mort de la philosophie, réclamait pour l'Eglise : la liberté de la foi, la liberté de l'enseignement, la liberté du saint-sacrifice, et terminait par ces paroles : « Dieu vient de donner une leçon terrible à l'Espagne, au monde entier. Deux ennemis acharnés de l'Eglise (MM. Olozaga et Mendizabal) ont osé dresser leurs têtes menaçantes, et ils ont été dévorés par la justice de Dieu. Laissons passer la justice de Dieu. »

Ces manifestations auraient dû apprendre aux ministres à quelles prétentions ils avaient affaire; d'un autre côté, l'émeute les menaçait. Un ancien chef carliste, Pantaléon Bonnet, soulevait la ville d'Alicante aux cris de : « Vive la reine constitutionnelle ! vive la souveraineté du peuple! à bas la loi des *ayuntamientos!* » Ce misérable, que Cabrera avait voulu fusiller comme voleur, parvint pourtant à trouver des complices; Carthagène et Murcie suivirent l'exemple d'Alicante. Le général Roncali triompha des rebelles non sans avoir versé beaucoup de sang ; mais les mi-

nistres commirent la faute de mettre l'Espagne tout entière en état de siége, et de faire arrêter comme complices de l'insurrection un certain nombre de députés, parmi lesquels MM. Cortina, Madoz et Garnica. A cette occasion, des protestations de dévouement furent adressées à la reine par le Sénat, les Cortès, et enfin par la Grandesse qui reparaissait pour la première fois depuis bien longtemps sur la scène politique. Malheureusement, les ministres ne virent là qu'une occasion de faire un pas de plus vers le pouvoir absolu. Au mois d'avril, à propos d'une loi sur la presse qui restreignait les droits du jury, en même temps qu'elle multipliait les amendes et la prison, le cabinet rédigea un véritable manifeste, où il affirmait encore plus nettement ses prétentions à la dictature. Ces torts graves n'étaient pas suffisamment compensés par une sérieuse application aux affaires et la préparation de projets utiles pour réformer les finances, relever la marine et donner à l'Espagne une bonne administration. Les ministres étaient exposés à un double danger. Tandis que les Chambres s'inquiétaient de n'être pas consultées et que l'opinion publique s'alarmait d'une dictature ainsi prolongée, les véritables chefs du parti modéré, ceux qui avaient l'autorité du nom et des services rendus, s'impatientaient de rester au second rang. Ils se sentaient appuyés par la reine Christine qui était rentrée à Madrid le jour même où mourait Arguellez, le *divin* orateur, celui qui l'avait remplacé dans la tutelle de ses filles. L'ancienne régente avait été reçue avec les plus grands égards, et elle reprit sur sa fille un empire qui n'était que trop naturel. C'est ainsi que le ministère disparut tout à coup ; M. Gonzalès Bravo avait d'abord appartenu au parti avancé ; il avait dans un journal violem-

ment attaqué la reine Christine. Il essaya de se rapprocher d'elle, mais y réussit mal; il était d ailleurs de naissance obscure, dans une position embarrassée, et commit la faute de le rappeler. La reine Christine décida de sa chute et de son remplacement; un nouveau cabinet se forma sous la présidence du général Narvaez. Ce général était, avec M. Martinez de La Rosa, un des amis les plus dévoués de la reine-mère; il confia tous les portefeuilles à des hommes du parti modéré : Mon eut les finances, Pidal l'intérieur; les affaires étrangères furent confiées au marquis de Viluma, partisan obstiné du gouvernement absolu; M. Gonzalès Bravo recevait à titre de consolation l'ambassade de Lisbonne.

C'était donc le même système qui se continuait. Le nouveau cabinet essaya bien de donner quelque satisfaction à l'opinion en levant l'état de siége et en convoquant les Cortès, mais ces concessions plus apparentes que réelles masquaient un retour plus décisif vers le gouvernement absolu. Ainsi, tout en annonçant qu'il se soumettrait au jugement de la Chambre, le ministère prononçait la dissolution des Cortès, et ajournait leur réunion jusqu'au 10 octobre. Jusque là, il demandait le droit d'agir comme le ministère précédent. Cet ajournement ne parut pourtant pas suffisant au marquis de Viluma, partisan du gouvernement absolu, et qui voulait voir accomplir toutes les réformes par décrets sans aucune intervention des Chambres; il offrit sa démission, et fut remplacé par M. Martinez de La Rosa qui apportait au cabinet le secours d'une parole éloquente. Les dispositions du gouvernement se traduisirent bientôt par des actes significatifs; deux décrets furent publiés pour organiser les *fueros* des provinces basques, conformément à la convention de

Bergara, et pour réduire le pouvoir des municipalités. En même temps, le ministre des finances ordonna qu'on suspendit la vente des biens du clergé; c'était un nouveau gage donné au Saint-Siége, et dans le décret pour la dissolution des Cortès, l'exposé des motifs annonçait des réformes qui menaçaient le principe même de la souveraineté nationale. « Le temps est arrivé, y était-il dit, de réformer et améliorer la Constitution elle-même dans les parties que l'expérience a démontrées n'être pas en rapport avec le véritable esprit du gouvernement représentatif. »

Le sens de ces paroles ne fut bien compris que lorsque, après les élections qui, comme toujours, donnèrent au gouvernement une immense majorité, un nouveau projet de Constitution fut soumis aux délibérations des Cortès. « Je suis persuadée, dit la reine dans le discours du Trône, que vous vous occuperez avec zèle de cet important objet, car le moindre retard pourrait produire des maux incalculables en frustrant les espérances de la nation qui aspire *à voir se fermer le plus tôt possible le champ des discussions politiques*, et affermir ainsi pour l'avenir les institutions d'après lesquelles elle est réglée. » Dans leur obscurité calculée, ces lignes indiquaient assez l'intention de réformer la Constitution de 1837 pour augmenter les droits de la prérogative royale. On s'étonna en Espagne et dans toute l'Europe de cette prétention à « *fermer le champ des discussions politiques,* » et l'on se demanda jusqu'où le ministère pourrait aller dans une voie aussi funeste.

Les modifications ainsi annoncées étaient en effet des plus graves, et inauguraient un système complètement nouveau. L'exposé des motifs qui accompagnait

les réformes ne laissait aucun doute à cet égard. Les ministres commençaient par demander la suppression du préambule qui affirmait la souveraineté nationale, et ils avaient raison d'effacer un principe que toute la Constitution tendait à supprimer. On se proposait désormais seulement « d'assurer aux Cortès l'intervention qu'elles avaient eue de tout temps dans la décision des affaires graves de la monarchie. » Ainsi, aux souvenirs de la révolution était substitué un prétendu droit historique invoqué en faveur de la royauté. Au Sénat, l'élection était remplacée par la nomination royale, et les ministres allaient jusqu'à confesser qu'à la pairie viagère, ils auraient préféré de beaucoup la pairie héréditaire, mais qu'ils ne pouvaient songer à rétablir par suite de la suppression des majorats. Ici, les ministres avaient raison; remettre au roi la nomination de la Chambre haute, c'est lui donner une trop grande influence sur cette assemblée, c'est rompre en faveur de la royauté l'équilibre qui est indispensable au gouvernement dans une monarchie parlementaire. Seulement l'impossibilité de créer une pairie viagère aurait dû avertir les ministres qu'ils tentaient une réforme dangereuse et fatale. Quant à la Chambre des députés, le nouveau projet lui attribuait une existence de cinq ans au lieu de trois; mais c'était là une précaution bien superflue, car en Espagne le premier acte de tout nouveau ministère est la dissolution des Cortès, et nous savons ce que durent les cabinets; en revanche, on enlevait à la Chambre le droit de se réunir spontanément le 1er décembre de chaque année si elle n'était pas convoquée; c'était là, disait-on, une insulte pour la royauté. La régence n'était plus élective; elle appartenait de droit au père ou à la mère du prince; à leur défaut, à son plus proche

parent. La presse était enlevée à la juridiction du jury, et la garde nationale supprimée.

Ces projets indignèrent les libéraux, et servirent de prétexte à tous ceux qui rêvaient de nouveaux changements. Des tentatives d'assassinat furent dirigées à Madrid et à Barcelone, contre le baron de Meer, puis contre Narvaez et le général Roncali. Les ministres poursuivirent les coupables avec vigueur, et en profitèrent pour compromettre un certain nombre de leurs adversaires; c'est ainsi que le général Prim fut condamné à sept ans de présides sans aucune preuve. Aux assassinats se mêlèrent les révoltes. Espartero avait, dès le commencement de l'année, lancé contre le gouvernement un manifeste qui n'avait pu réussir à émouvoir l'opinion; mais un de ses partisans les plus odieux le général Zurbano crut alors le moment propice pour prendre les armes. Il réunit dans la Vieille-Castille une bande qui fut bientôt dispersée. Les prisonniers, parmi lesquels se trouvaient son fils et son beau-frère, furent fusillés; il réussit d'abord à s'échapper, mais finit par être arrêté et subit le même sort; toutes ces exécutions eurent lieu sans jugement. Le sang était répandu par Narvaez avec plus de cruauté qu'aux époques les plus troublées de la guerre civile.

La discussion de la nouvelle Constitution devant les Chambres ne donna lieu qu'à un incident, à propos d'un article concernant le mariage de la reine. La commission nommée par les Cortès proposait de lui défendre toute alliance avec un prince exclu du trône; c'était atteindre le comte de Montemolin, le fils de don Carlos, qu'un parti voulait marier avec Isabelle. Les ministres repoussèrent cet article. Dans le reste de la discussion, il n'y a guère à signaler que le langage du

rapporteur, M. Donoso-Cortès, esprit mystique, imbu de théories autoritaires empruntées à M. de Maistre, et tempérées en ce moment par quelques complaisances pour la démocratie. C'était l'époque où dans toute l'Europe une fraction du parti catholique se rattachait à la démocratie, en haine soit de la royauté, soit de l'aristocratie : O'Connell, Lacordaire, le P. Ventura étaient les principaux chefs de cette singulière école. M. Donoso-Cortès, qui devait bientôt revenir aux théories purement absolutistes, combattit alors la pairie héréditaire. Un autre orateur, M. Tejada, fut plus franc et plus logique ; il réclama tout simplement le rétablissement de la monarchie absolue. Son discours amena à la tribune M. Martinez de La Rosa qui vint exposer et défendre les idées du gouvernement ; repoussant d'un côté la monarchie absolue, de l'autre la souveraineté du peuple, M. Martinez de La Rosa se flattait de fonder une monarchie constitutionnelle, où le roi jouirait de l'autorité qui lui appartient, en laissant aux citoyens l'usage de toutes leurs libertés.

M. Martinez de La Rosa pouvait croire que la Constitution nouvelle répondrait à cette double exigence, mais dans tous les cas, il ne se dissimulait pas à lui même qu'il ajournait ses espérances, puisque, la Constitution à peine votée, le cabinet demanda aux Chambres de s'ajourner et de le laisser seul rédiger les lois organiques.

Le ministre des finances, M. Mon, usait au moins de son pouvoir pour accomplir d'importantes réformes. Mettre le budget en équilibre, unifier la dette, et débarrasser le Trésor de tous les intrigants qui cherchaient à l'épuiser par des spéculations honteuses, tel est le but qu'il poursuivit avec autant d'énergie que de sagesse. L'Espagne avait un système d'impôts

tout à fait suranné; on continuait à percevoir depuis des siècles les taxes les plus extraordinaires, la *cruzada* par exemple, instituée sous Charles-Quint pour obtenir du Pape le droit de manger de la viande pendant le Carême; l'*alcabala*, qui datait du temps des Mores; l'impôt sur la paille, etc. M. Mon ne voulut plus que deux sortes d'impôts : l'impôt foncier, et l'impôt indirect ou des *consumos*; il espérait ainsi arriver à égaler les recettes aux dépenses qui comprenaient alors trois cents millions; avec un peu de prospérité et surtout de repos, ce budget n'avait pour l'Espagne rien d'onéreux. Il accomplit d'ailleurs immédiatement deux excellentes mesures, il supprima les contrats et les bons du Trésor (1).

Mais pour assurer le succès de ce plan, il aurait fallu un bon gouvernement, sans lequel les finances ne peuvent pas prospérer, et ce gouvernement, le ministère Narvaez ne pouvait pas le donner à l'Espagne. Au début de l'année 1845 éclataient dans diverses provinces des complots et des insurrections; elles étaient vigoureusement réprimées, mais répandre le sang à flots ne suffit pas pour assurer la tranquillité d'un pays, et les projets de loi qui se succédaient froissaient trop vivement les sentiments des libéraux pour ne pas entraîner de sérieux embarras. Le plus grave vint des projets de négociation que le ministre poursuivait avec le Saint-Siége. Au mois de janvier, une loi sur la dotation du clergé provoqua un incident parlementaire. Dix-sept députés donnèrent leur démission, « parce que, disaient-ils, la discussion n'était pas libre. » Le gouvernement triompha du départ d'adversaires qui affaiblissaient l'opposition, et fit bientôt à l'Eglise de nouvelles concessions. Il annonça le dessein de lui rendre tous les biens qui n'avaient pas

encore été vendus ; cette mesure alarmait les possesseurs des biens aliénés ; mais une autre décision inquiéta tous ceux qui, dans les rapports de l'Espagne avec la cour romaine, défendaient les anciennes traditions et les vieilles lois du royaume. Il s'agissait d'accorder *l'exequatur* aux bulles de Rome concernant la nomination des administrateurs ecclésiastiques ; c'était donner au Pape, par les vicaires généraux, une autorité absolue sur les diocèses, provoquer peut-être de violentes collisions, et fournir aux carlistes de nouvelles forces. C'était surtout admettre des prétentions toujours repoussées par le conseil de Castille, et les ministres avaient dû pour agir ainsi ne pas tenir compte des vœux du tribunal suprême de justice. Il est vrai qu'à ce prix, ils purent faire agréer à Rome (17 juin) un projet de concordat qui, en proclamant les droits de l'Eglise, assurait aux acquéreurs des biens déjà vendus une possession tranquille. Un nonce fut immédiatement envoyé à Madrid pour commencer les négociations.

Ce projet n'en fut pas moins attaqué à la Chambre par un député, M. Pena Aguajo, qui le trouvait insuffisant, et réclamait pour le clergé le rétablissement de la dîme. M. Mon lui répondit que la dîme avait été supprimée par M. Mendizabal à cause de son impopularité. Seulement il avait fallu la remplacer par une contribution générale qui n'avait pas suscité de moins vives réclamations ; on avait cru plus sage de l'abolir et de dédommager l'Eglise en lui donnant une dotation fournie par le budget.

Déjà blessé par les concessions faites au clergé, le parti libéral fut encore plus irrité par la présentation d'une loi électorale qui, à côté de changements excellents, avait le tort de réduire le nombre des électeurs.

Voici quelles en étaient les principales dispositions : la Chambre se composerait désormais de 306 députés élus directement par autant de districts, chaque district comprenant environ 40,000 âmes. Pour être député, il faudrait être âgé de vingt-cinq ans, et posséder depuis une année un revenu de 12,000 réaux provenant de biens fonds, ou payer annuellement une contribution directe de 1,000 réaux. Serait électeur tout Espagnol âgé de vingt-cinq ans, domicilié dans le district, et payant depuis un an une contribution de 400 réaux. La moitié seulement de cette contribution serait exigée de certaines catégories de fonctionnaires, magistrats, officiers, professeurs, membres des académies, etc. Le mandat de député était gratuit. Substituer l'élection par district à l'élection par province, c'est-à-dire l'élection raisonnée au hasard du scrutin de liste, c'était sans doute accomplir un grand progrès ; mais il était fâcheux de diminuer par l'élévation du cens le nombre des citoyens qui pouvaient participer aux affaires publiques. Une dernière disposition de la loi n'était pas moins grave ; la confection des listes électorales n'était plus confiée aux *ayuntamientos*, mais aux chefs politiques, c'est-à-dire au gouvernement lui-même, trop justement soupçonné de vouloir en abuser.

Les ministres, il est vrai, s'efforçaient de se faire pardonner leur politique par une sérieuse application aux affaires. M. Pidal donnait aux universités une organisation nouvelle et ranimait l'instruction publique ; de son côté, M. Mon s'empressait, dès le mois de janvier, d'apporter à la Chambre un projet de budget régulier ; c'était la première fois qu'une pareille tentative était réalisée dans des conditions régulières ; jusqu'alors tous les cabinets qui s'étaient succédé

avaient été forcés de demander aux Cortès un pouvoir discrétionnaire. Ces budgets, d'ailleurs, se soldaient tous en déficit, et en 1843, le déficit dépassait la somme de 100 millions de francs. Les réformes tentées par M. Mon étaient assez importantes pour exiger un peu d'attention. Il évaluait les recettes à 1,250,635,353 réaux, et les dépenses à 1,205,522,688 réaux ; il y aurait donc eu, si les calculs du ministre étaient justes, un excédant de recettes qui s'élevait à 50,000 réaux ; c'était peu sans doute, mais jamais l'Espagne n'était arrivée à un si beau résultat. M. Mon supprimait un certain nombre de contributions surannées, irrégulières ou vexatoires, celles de la paille, du clergé, des rentes provinciales, etc., qu'il proposait de remplacer comme il suit : 1° une contribution directe de 350 millions de réaux sur le produit net des propriétés mobilières et immobilières, 2° un impôt estimé à 18 millions sur les actes de transmission des biens, 3° un droit de 100 millions sur la consommation de certaines denrées, 4° un droit sur les baux porté à 15 millions.

M. Mon voulait en outre régler la situation financière de l'Espagne avec la France. En 1829, le gouvernement espagnol avait reconnu nous devoir, pour avances faites depuis 1823 et continuées pendant six ans, la somme de 80 millions. Il s'était engagé à nous payer tous les ans 2,400,000 francs pour l'intérêt du capital, et 1,600,000 francs pour prime d'amortissement. En 1844, l'Espagne, qui avait fort mal tenu ces engagements, était en retard sur les exercices précédents pour une somme de plus de 7 millions. Désireux de liquider la situation, M. Mon négocia un emprunt de 50 millions réparti en cinq années. Par malheur, il comptait pour réussir dans ces opérations sur un excé-

dant de recettes de 17 millions, excédant chimérique, car dans ses calculs, M. Mon avait oublié de faire figurer au passif les intérêts de la dette étrangère s'élevant à 21 millions; on n'avait prévu aucune dépense pour les travaux publics, et les recettes des premiers mois de l'année nouvelle ne répondaient pas aux prévisions du ministre. M. Mon n'en demandait pas moins à la Chambre un pouvoir discrétionnaire pour régler la question de la dette; il y avait donc là, malgré tout le zèle et l'habileté du ministre des finances, une situation embarrassée.

De nouvelles difficultés se présentèrent bientôt. Au mois de février, une conspiration avait été découverte à Valence; au mois de juillet, la Catalogne se souleva à propos de la conscription qu'elle supportait pour la première fois, et les partisans d'Espartero essayèrent d'en profiter pour organiser un soulèvement, aussitôt réprimé par le général Concha; au mois d'août, c'est à Madrid même qu'à l'occasion d'une contribution nouvelle les carlistes tentèrent une sédition soutenue par les progressistes. Devenu prétendant à la couronne par l'abdication de son père don Carlos, le comte de Montemolin adressait à peu près en même temps à la nation un manifeste qui resta sans écho en Espagne comme dans le reste de l'Europe. Mais s'il triomphait des émeutes, le ministère semblait prendre plaisir à irriter l'opinion publique. Il déplut aux modérés par la destitution du baron de Meer qui administrait la Catalogne avec autant d'énergie que de sagesse, et irrita tout les libéraux par une nouvelle loi sur la presse. On se rappelle qu'au moment où fut présentée la Constitution de 1845, la question de la presse avait été réservée. Voici comment était comblée cette lacune. Le jury était supprimé et remplacé par un tribunal

spécial composé de six juges ; ce changement considérable n'était pas soumis à la délibération des Chambres, mais opéré par un simple décret.

C'est ainsi que peu à peu s'accumulaient contre le cabinet des sujets de mécontentement qui devaient finir par le perdre. Un des premiers symptômes du sort qui le menaçait fut l'acquittement des députés Madoz, Cortina et leurs amis, arrêtés à propos des troubles d'Alicante. Persistant à demander des juges, malgré une amnistie dont ils ne voulurent pas profiter, ces députés furent enfin absous par la cour de Madrid. En même temps éclataient dans le cabinet même des dissentiments que le caractère altier et inquiet de Narvaez ne pouvait qu'envenimer. Ce général avait eu avec M. Mon particulièrement des discussions de la dernière violence ; il était lui-même à la cour dans une position difficile. Mêlé aux intrigues qui s'agitaient de tous côtés pour le mariage de la reine, il avait adopté un candidat un moment accepté, puis définitivement écarté, le comte Trapani. Usé par l'emploi exagéré de la force et divisé par ses dissentiments, ce cabinet était fatalement condamné. La discussion de l'adresse avait manifesté dans le parti modéré lui-même quelques ferments d'opposition. Le 10 février, Narvaez donna sa démission sans consulter ses collègues qui furent pourtant forcés de le suivre. Un nouveau cabinet fut formé non sans peine par le marquis de Miraflorès, homme honnête et conciliant, mais sans autorité, et qui ne garda le pouvoir que trente-quatre jours. Il céda bientôt sa place à Narvaez, qui lui-même ne se soutint pas longtemps. Il ne parut en effet animé que de sentiments de vengeance, destitua tous ses anciens adversaires, appela aux plus hautes positions des chefs comme Cuevillas, compromis dans

le parti carliste, et Balbao, tristement célèbre par sa cruauté; mais au bout de dix-neuf jours, il quitta le ministère, résigna toutes ses fonctions, et partit pour la France; c'était un véritable exil. Le parti modéré gardait cependant le pouvoir; M. Isturitz qui remplaçait Narvaez professait les mêmes opinions; tous les changements qui s'opéraient depuis quelques mois étaient de véritables révolutions de palais, et témoignaient d'une façon éclatante que l'Espagne, malgré ses deux Chambres et sa Constitution, ne possédait pas dans sa sincérité le gouvernement parlementaire.

## CHAPITRE II

### LES MARIAGES ESPAGNOLS

Composé d'hommes de second ordre, le cabinet formé par M. Isturitz manquait évidemment d'autorité, et paraissait condamné à ne vivre que peu de jours. Il rencontrait une certaine opposition dans les Chambres, froissées de ces changements qui avaient lieu en dehors d'elles. En même temps s'étendait à la Galice une insurrection qui avait d'abord éclaté à Lugo contre Narvaez, mais que l'entrée en Espagne du général Iriarte transformait en un mouvement esparteriste. Vigo, Tuy, Guardia se prononcèrent dans les premiers jours de mars, et les insurgés qui avaient installé une junte à Pontavedra se virent bientôt appuyés par Santiago; leur mot d'ordre était la Constitution de 1837 et le mariage d'Isabelle avec l'infant

don Enrique. La révolte fut bientôt réprimée. Le général Concha partit de Valladolid, et rencontra Iriarte près d'Astorga; il le battit complètement, et alla rejoindre le général Villalonga qui commandait en Galice. Il divisa aussitôt son armée en trois corps, destinés l'un à couvrir les frontières du Portugal, le second à garder Orense, tandis que le troisième manœuvrerait entre Orense et Santiago. C'est sous les murs même de cette ville que le général Concha rejoignit un corps d'insurgés fort à peu près de deux mille hommes, sous les ordres du commandant Solis. Concha les rejeta dans la ville, où il entra de vive force, et les força à déposer les armes. Le 27 mars, l'insurrection était terminée. Le commandant Solis et dix-huit officiers furent passés par les armes; mais aussitôt après la lutte, le gouvernement adopta des mesures de clémence; le 1er mai fut publié un décret d'amnistie. On alla plus loin; une des créatures de Narvaez, le général Balboa, qui commandait dans la Vieille-Castille, avait publié un *bando* de la dernière violence; il y menaçait de mort, sans jugement, toute personne suspecte de sympathie ou de connivence avec la révolte; le général Balbao fut révoqué de ses fonctions.

Mais le cabinet Isturitz était réservé à un bonheur encore plus grand, et qui ne contribua pas peu à prolonger sa durée; il eut l'avantage de terminer une négociation commencée depuis longtemps, et qui intéressait alors non seulement l'avenir de l'Espagne, mais toute la politique européenne, la négociation des mariages espagnols.

L'Europe, en effet, se préoccupait à bon droit du mariage de la reine; Isabelle n'était qu'un enfant, et le choix de son époux devait assurer une grande

influence à la famille et même au peuple qui pourrait le décider en sa faveur. Mais si toutes les puissances s'intéressaient à cette question, elles n'avaient pas toutes les mêmes droits pour s'y mêler. La Russie, la Prusse, l'Autriche avaient refusé de reconnaître Isabelle; elles ne pouvaient guère intervenir dans son mariage; le prince de Metternich seul l'essaya, parce qu'il y fut deux fois provoqué; en 1833, des négociations avaient été entamées pour préparer l'union d'Isabelle avec un archiduc; M. de Metternich ne voulut pas donner suite à une proposition que l'âge d'Isabelle rendait d'ailleurs assez inutile; plus tard, il eut l'idée de marier Isabelle avec le comte de Montemolin. C'était suivant ce prince, qui a toujours passé pour un habile politique, le moyen de terminer la guerre civile et de mettre d'accord les prétentions rivales, et séduit par un rapprochement qui n'avait pourtant rien d'exact, il citait alors l'exemple de Ferdinand et d'Isabelle la Catholique, sans voir qu'entre Ferdinand et Isabelle l'union était facile, puisque chacun apportait une couronne, tandis que le comte de Montemolin et Isabelle, représentant deux principes différents, celui de la légitimité et celui de la révolution, prétendre les unir, c'était vouloir une alliance impossible entre des idées et des passions qui se combattront éternellement. Cette erreur, d'ailleurs, n'est pas particulière au prince de Metternich et à l'Espagne; elle est commune à tous ceux qui, le lendemain d'une révolution, croient pacifier un pays en réconciliant des princes condamnés par les circonstances à représenter des principes opposés, comme si le sort d'un grande nation pouvait dépendre d'une querelle ou d'une réconciliation de famille.

L'Angleterre et la France étaient dans une position

qui leur donnait plus d'autorité dans la question des mariages espagnols; ces deux gouvernements n'avaient pas seulement reconnu Isabelle, ils avaient de bonne heure conclu un traité pour la soutenir; ils lui avaient même fourni de l'argent, des soldats et des vaisseaux; aussi leur intervention fût-elle aussi directe que possible, mais dans des vues bien différentes. La France, il faut le dire à son honneur aujourd'hui plus que que jamais, s'est toujours montrée dans sa politique beaucoup plus soucieuse des principes et de son influence morale que des intérêts matériels. L'Angleterre, au contraire, a d'abord toujours eu pour but de trouver à son commerce de nouveaux débouchés. C'est le secret de toute sa politique à l'égard du Portugal d'abord, puis de l'Espagne, depuis deux siècles. Aussi la France, si elle reconnut tout de suite la reine Isabelle parce qu'elle représentait le même principe que la dynastie de Juillet, garda-t-elle dans ses relations la plus grande réserve pour ne pas réveiller des susceptibilités qui ne manqueraient pas de raviver les souvenirs de la Restauration et du premier Empire. M. Mignet porta à la reine Isabelle une lettre de Louis-Philippe pour saluer son avènement; mais dès que la question d'intervention fut agitée, la France refusa toujours d'agir autrement que de concert avec l'Angleterre. Elle résista même plusieurs fois aux demandes les plus pressantes du gouvernement espagnol, et se borna à permettre l'enrôlement d'une légion étrangère que M. Molé ne voulut pas augmenter. Il alla jusqu'à déclarer que jamais la France n'interviendrait en Espagne. Avec plus de sagesse et de bonne volonté, MM. Thiers et Guizot avaient eu également soin de ménager toujours les intérêts et la dignité de l'Espagne. Appuyant la reine Christine et le parti modéré

qui se rattachait à la France, ils n'en avaient pas moins pris pour règle absolue de ne pas se mêler aux querelles intérieures des partis, et quand Espartero, pour flatter les progressistes et les Anglais, obligea notre ambassadeur, M. Salvandy, à se retirer sans avoir même présenté ses lettres de créances, le gouvernement français eut le bon goût de ne pas s'en apercevoir. L'Angleterre mettait un plus haut prix à ses services. Volontiers mêlée aux luttes des partis qui divisaient l'Espagne, elle appuyait de préférence les progressistes, mais leur demandait des traités en faveur de ses produits manufacturiers. C'est ainsi qu'en pesant sur Espartero pour obtenir l'importation des cotons anglais, elle avait provoqué l'insurrection de la Catalogne et décidé la chute du duc de la Victoire; c'était le moment où la France souffrait sans se plaindre un réglement qui frappait d'interdit tous nos ports de l'Océan.

La même opposition se rencontra dans la question des mariages. La France, plusieurs fois sollicitée d'unir Isabelle à un des fils de Louis-Philippe, et spécialement au duc d'Aumale, avait toujours refusé, mais demandait en revanche le droit d'exclusion pour tout prince qui ne fut pas de la famille de Bourbon. L'Angleterre affectait plus de désintéressement; elle prétendait laisser à l'Espagne toute liberté, pourvu toutefois que le choix ne se portât pas sur un fils de Louis-Philippe; c'était là, disaient les ministres anglais, une question européenne. En même temps se produisait la candidature d'un prince de Saxe-Cobourg, frère du roi du Portugal et proche parent du mari de la reine Victoria. C'était le moment où cette heureuse maison aspirait à tous les trônes de l'Europe en s'appropriant la fameuse devise de l'Autriche (1). Cepen-

dant, grâce au caractère conciliant de lord Aberdeen, M. Guizot, qui conduisit pendant plusieurs années cette négociation avec autant de dignité que de prudence, était enfin arrivé à établir entre les deux gouvernements un accord à peu près complet. Les fils de Louis-Philippe étaient écartés, ainsi que le duc de Saxe-Cobourg; le comte de Montemolin, vivement poussé par M. de Metternich, s'était vainement adressé à lord Aberdeen qui lui avait tout de suite répondu de façon à décourager ses espérances. Restaient les princes de la maison de Bourbon : le comte d'Aquila et le comte de Trapani, frères de la reine Christine; le duc de Cadix et le duc de Séville, fils de l'infant don François de Paule et de la princesse Charlotte. Des deux côtés se présentaient quelques difficultés. La cour de Naples n'avait pas reconnu Isabelle; la princesse Charlotte poursuivait la reine Christine d'une haine qui ne lui laissait pas de repos. « J'enrage chez moi, disait-elle, j'enrage à la promenade, j'enrage au spectacle, j'enrage partout. » M. Guizot obtint que la cour de Naples reconnut Isabelle, et sur le refus du comte d'Aquila, le comte de Trapani devint candidat à la main d'Isabelle. On le fit sortir de chez les jésuites, et l'on envoya à Madrid le prince Carini pour commencer les négociations. Quelque temps plus tard, la princesse Charlotte mourut, et ses fils purent à leur tour devenir des candidats sérieux. Malheureusement, l'aîné n'avait aucune des qualités qui font un roi; c'était à peine un homme; le second, don Eurique, d'un caractère inquiet et turbulent, causait au gouvernement par ses passions violentes et son indiscipline les plus graves embarras; il appartenait aux progressistes et à l'Angleterre.

Ces négociations déjà si difficiles se compliquaient

encore de l'attitude prise par la reine Christine et des desseins qu'elle nourrissait en secret. Rentrée en Espagne sous le ministère de Gonzalès Bravo, l'ex-régente avait tout de suite repris un grand ascendant. Isabelle l'avait reçue moins en reine qu'en fille. « On a beau faire, disait-elle à M[me] de Santa-Cruz pendant qu'on discutait l'étiquette qui devait présider à la première entrevue de la reine avec sa mère, dès que j'apercevrai maman, je courrai l'embrasser. » Elle tint parole. La régente avait épousé en France M. Munoz, et s'était ainsi exposée à perdre son douaire. M. Munoz fut fait duc de Rianzarès, son mariage reconnu, et les deux époux installés au palais reçurent une dotation considérable. Christine tint bientôt dans sa main le sort des ministres; elle renversa Gonzalès Bravo, appela Narvaez au pouvoir, et détruisit le cabinet Miraflorès. Il y eut à cette occasion dans la Chambre une séance des plus vives. Le président ayant convoqué les Cortès pour se plaindre du rôle auquel on réduisait les députés de la nation, le général Pezuela l'insulta si grossièrement qu'il dut quitter la salle, pour n'être pas arrêté par les huissiers, sur l'ordre même du président. 111 voix contre 27 se déclarèrent en faveur du président et pour la défense des prérogatives parlementaires. Le ministère Miraflorès n'en tombait pas moins quelques jours après, et dans ce changement, on surprenait la main de la régente. On conçoit que celle-ci fut très-préoccupée du mariage d'Isabelle. Jalouse avant tout de lui ménager de solides appuis Christine, qu'on avait soupçonnée d'abord d'appuyer la candidature de son frère, le comte de Trapani, avait une autre ambition. Elle voulait pour sa fille un des fils du roi Louis-Philippe, d'Aumale ou Montpensier, et, à leur défaut, le duc de Saxe-Cobourg,

candidat préféré de l'Angleterre. Aussi quand notre ambassadeur, le comte Bresson, vint lui demander la main de sa seconde fille pour le duc de Montpensier, elle s'écria avec vivacité : « Pourquoi pas pour Isabelle? » Enfin, dans un voyage que la reine Victoria fit à Eu en 1845, il fut convenu que la reine Isabelle épouserait un Bourbon, à l'exclusion des fils de Louis-Philippe, et que sa sœur serait donnée au duc de Montpensier; le second mariage ne devrait avoir lieu que lorsque la reine Isabelle aurait eu un enfant.

Mais bientôt tout fut changé. La candidature du comte de Trapani excita en Espagne une indignation générale, et fut rendue impossible par une protestation publique d'un certain nombre de députés. D'un autre côté, la chute du ministère de Robert Peel appela aux affaires étrangères, au lieu du sage et conciliant Aberdeen, l'impétueux et remuant Palmerston, qui trouva malheureusement un instrument trop commode dans l'ambassadeur anglais en Espagne, sir Henri Bulwer, animé des mêmes passions et poursuivant son but sans scrupules. Sir Bulwer remit au gouvernement espagnol une note qui insistait sur la mauvaise administraton du royaume, et soutenait très-énergiquement la candidature du duc de Saxe-Cobourg. De son côté, la reine Christine, pour forcer la main au roi Louis-Philippe, déclarait pencher pour le candidat de l'Angleterre, si on ne lui accordait pas pour sa fille aînée un prince français. Lord Palmerston finit cependant par abandonner le duc de Saxe-Cobourg, mais en déclarant que le seul mari possible pour Isabelle était le prince Enrique, qui venait en ce moment même de faire une proclamation qui touchait à la révolte. Rendu à sa liberté d'action, M. Guizot

donna à M. Bresson l'ordre de tout terminer, et il fut enfin décidé que la reine Isabelle épouserait don François d'Assise duc de Séville, et que la sœur d'Isabelle épouserait le duc de Montpensier; les deux mariages devaient avoir lieu le même jour. Le 29 du mois d'août, les Cortès furent convoquées pour la communication de cette double résolution qui fut approuvée à l'unanimité moins une voix (1). Quelques protestations eurent lieu, mais hors de l'Espagne. L'infant don Enrique, par une lettre datée de Gand (9 septembre), refusait de reconnaître le mariage du duc de Montpensier et les droits que cette union pouvait donner à des princes français sur le trône d'Espagne. De son côté, le comte de Montemolin, reprenant le rôle de prétendant à la place de son père qui venait d'abdiquer en sa faveur, s'échappait de Bourges et annonçait ses prétentions à la couronne. « Des institutions conformes à l'esprit de notre époque, la sainte religion de nos aïeux, la libre administration de la justice, le respect sincère de la propriété et la conciliation de tous les partis, » tels étaient les principaux traits de ce programme, où à côté de déclarations expresses en faveur de l'ancien régime étaient inscrites ces promesses banales qui se retrouvent dans les manifestes de tous les prétendants. Sir Bulwer adressait en même temps au gouvernement une double note, appuyée bientôt après par une communication de lord Palmerston, pour rappeler les réserves du traité d'Utrecht. Les protestations du comte de Montemolin et de l'infant don Enrique restèrent sans écho; quant à Sir Bulwer, le ministère espagnol lui rappela, non sans dignité et sans raison, qu'un ambassadeur étranger n'avait pas à intervenir dans l'administration intérieure du royaume. Ces mariages furent d'ailleurs,

l'année suivante, l'objet de discussions ardentes dans les Chambres françaises et dans les Cortès espagnoles; des deux côtés, les ministres eurent à se défendre contre le reproche d'avoir abaissé la dignité de leur pays, mais en Espagne comme en France la majorité approuva leur conduite. Seule, l'Angleterre continua à manifester son irritation, et sir Bulwer se livra à des menées qui eurent pour résultat son départ de l'Espagne.

En terminant l'exposé de ces négociations, nous ne pouvons nous empêcher d'exprimer quelques réflexions bien naturelles. Ces faits ne révèlent-ils pas dans leur nudité les misères des familles royales? Une jeune fille expie l'avantage d'être placée sur un trône en voyant sa main offerte successivement à une foule de prétendants sans que jamais son cœur soit consulté. « Si mon mariage se fait promptement, disait-elle un jour, se sera avec Trapani; s'il tarde un peu, ce sera avec Cobourg; s'il tarde beaucoup, ce sera avec Montemolin. » Les intrigues ou les combinaisons de la politique, si l'on aime mieux ce mot, lui destinaient un autre mari, le duc de Cadix, et nous verrons plus tard quels furent pour elle le résultat de cette union remplie des plus cruelles déceptions pour la reine et pour la femme. Quant aux intérêts qui s'agitaient alors autour du trône, une amère ironie du sort allait bientôt en démontrer la vanité. En refusant pour un de ses fils la main d'Isabelle, Louis-Philippe écrivait un jour qu'il faudrait d'abord s'assurer que la reine Isabelle garderait sa couronne; il a été renversé avant elle, et le duc de Montpensier, que l'Angleterre affectait alors de redouter, successivement chassé de France et d'Espagne, a payé d'un double exil l'honneur dangereux d'avoir été placé sur les marches de deux trônes.

Il y a quelques jours à peine, je visitais à Séville le magnifique palais de San-Telmo qui appartient à ce prince. J'y entrai avec la vive satisfaction d'un Français qui retrouve tout à coup à l'étranger quelque chose de la patrie absente, mais mon attention fut bientôt captivée par un magnifique tableau de Papety, représentant une visite faite par le duc de Montpensier aux ruines d'Athènes. Le lieu même de la scène et la plupart des personnages m'étaient connus; presque tous depuis cette époque avaient été frappés par l'exil ou par la mort; la reine des Belges, Coletti, M. Piscatory ne sont plus; le roi et la reine de Grèce ont été détrônés; le peintre lui-même a été enlevé par la mort aux plus légitimes espérances. Enfin, les ruines d'Athènes, qui forment le fond même du tableau, en sont comme l'éloquent commentaire; tout était d'accord pour me rappeler combien sont prompts les coups de la fortune, et que pour l'homme rien n'est certain, excepté le malheur et la mort.

## CHAPITRE III

### LE PARTI MODÉRÉ

Le parti modéré était arrivé au pouvoir par la chute d'Espartero; la Constitution de 1845 assurait son triomphe; aussi dans les changements de cabinets qui s'étaient si rapidement succédé, la politique, au moins celle qui s'agitait devant les Cortès, ne jouait-elle aucun rôle. Les Chambres s'étaient même émues de la situation à laquelle elles étaient condamnées, et

plusieurs fois elles avaient protesté contre les intrigues du palais qui faisaient et défaisaient les ministères. Cette action était surtout manifeste depuis les complications qu'avaient amenées les négociations des mariages espagnols. Narvaez avait succombé en grande partie pour avoir pris sous sa protection la candidature du comte de Trapani. Le ministère Miraflorès, menacé du même sort, avait trouvé dans le Congrès un appui inattendu et qui produisit les scènes les plus violentes. Il n'en avait pas moins succombé pour faire place à un nouveau ministère Narvaez, auquel avait succédé au bout de dix-neuf jours le ministère Isturitz, sans que le pays eut jamais été consulté.

Mais à travers ces changements, la politique était la même, et les ministres continuaient tous, avec plus ou moins de succès, l'œuvre entreprise en 1845. C'est ainsi que l'année suivante vit voter la loi électorale et se poursuivre les négociations avec le Saint-Siége, négociations rendues plus faciles par la mort de Grégoire XVI et l'avènement de Pie IX, animé à cette époque des intentions les plus libérales. Les élections qui eurent lieu à la fin de l'année ne firent qu'augmenter la force du parti modéré; la grande majorité fut acquise au ministère; mais ce qui était plus important, les progressistes, renonçant enfin au système d'abstention qu'ils avaient adopté, sollicitèrent les suffrages des électeurs et rentrèrent dans la vie politique; MM. Madoz, Cortina, Mendizabal vinrent siéger au Congrès, et autour d'eux se groupèrent environ soixante députés du même parti.

Ce succès, et il était réel, aurait dû soutenir le ministère Isturitz; il précipita sa chute. Dans les situations bien nettement dessinées, les majorités en effet vont à leurs vrais chefs, et les conservateurs avaient

déjà les yeux tournés vers Narvaez. Celui-ci n'arriva pourtant pas tout de suite au pouvoir. Trois ministères encore se succédèrent à de courts intervalles : le ministère Sato-Mayor, le ministère Pacheco, et le ministère Garcia Goyena qui affligèrent l'Espagne par les plus fâcheuses intrigues et ne surent qu'avilir le pouvoir. Au mois de mai, une émeute éclatait en Catalogne, et des bandes carlistes désolaient le pays ; un membre du cabinet Pacheco qui avait pris le nom de *Puritain*, M. Salamanca, était accusé de corruption en plein Parlement par des hommes comme MM. Mon et Pidal ; enfin éclataient entre la reine et son époux des querelles qui avaient le scandale de la plus grande publicité. Don François d'Asise se réfugiait au Pardo, et tout puissant au palais le général Serrano défiait les ministres. Sommé de se rendre en Andalousie, il refusait, et le lendemain, le cabinet tout entier était destitué. A l'extérieur, don Miguel venait de nouveau disputer le trône à sa nièce dona Maria, et excitait une révolte qui exigeait la coopération de l'Espagne, de la France et de l'Angleterre. Toujours irritée par les mariages espagnols, cette dernière puissance se maintenait dans une attitude hostile ; lord Palmerston avait adressé au cabinet Sato-Mayor des notes menaçantes, et le nom de sir Bulwer était mêlé à toutes les tentatives de révolte. « Du 12 février 1846 au 11 octobre 1847, c'est-à-dire en dix-neuf mois, s'étaient succédé, avec des alternatives de violence, six cabinets qui tous soi-disant modérés et conservateurs n'avaient vécu qu'au milieu des agitations et des embarras (1). »

Ces désordres expliquent le retour aux affaires de Narvaez qui avait au moins le mérite d'assurer au pays, mieux que tout autre, la tranquillité matérielle.

Il obtint aussitôt un rapprochement entre le roi et la reine, et exigea que Serrano partit pour Grenade; le parti conservateur vit avec joie l'avénement d'un ministre qui savait se faire obéir. Par malheur, les libéraux ne pouvaient pas être aussi satisfaits. Ils étaient justement inquiets de voir confier le portefeuille de l'intérieur à un jeune homme, M. Sartorius, qui devait cette haute fonction au rôle qu'il avait joué dans les élections de 1846. Il n'était alors que sous-secrétaire d'Etat; mais chargé d'assurer au ministère la majorité dans les Cortès, il avait dirigé les élections avec une activité et une absence de scrupules qui n'était pas d'un bon augure pour l'avenir. Le parti progressiste montra donc tout de suite au nouveau cabinet une défiance que celui-ci ne tarda pas à justifier. Il débuta cependant par convoquer les Cortès, et quelques députés en profitèrent pour accuser M. Salamanca de concussion; il s'agissait du chemin de fer d'Aranjuez, de négociations d'un emprunt avec la maison Ardoin, et d'une conversion de traites pour la maison de la reine; pour cette seule affaire, M. Pidal accusait M. Salamanca d'avoir dérobé vingt-cinq millions de réaux. Celui-ci se défendit avec beaucoup de vivacité, et à la suite d'une scène des plus violentes, il tomba évanoui. Une enquête n'en fut pas moins ordonnée par 128 voix contre 28; mais cette affaire ne devait pas avoir de suite; l'attention fut bientôt détournée par de plus graves événements.

Au mois de février, le roi Louis-Philippe fut détrôné; il était impossible qu'une révolution qui eut son contre-coup en Italie, en Autriche, et même en Prusse, n'eût pas un écho en Espagne. Narvaez qui le pressentait demanda aux Cortès, dès le 28 février, la suspension des garanties constitutionnelles, et le

mois suivant (21 mars), il suspendit les séances des Cortès. Les désordres qui éclatèrent un peu plus tard parurent malheureusement justifier cet abus de pouvoir. Le 6 mai éclatait à Madrid une émeute où étaient représentés tous les partis, depuis les républicains unitaires ou fédéraux jusqu'aux partisans du comte de Montemolin, demandant les uns *el rey neto*, c'est-à-dire le régime absolu, les autres la Constitution de 1837 ou même celle de 1812. L'émeute fut dissipée, mais coûta la vie à quelques soldats et au général Fulgosio. Quelques jours après, les provinces basques s'insurgeaient; des chefs carlistes se montraient aux environs d'Alicante; les contrebandiers paraissaient en armes à San-Roque et dans la Serrania de Ronda; Valence et Carthagène étaient prêtes à se soulever, et l'on signalait sur les côtes la présence de bateaux à vapeur chargés d'armes. Cette dernière circonstance, rapprochée de quelques paroles échappées aux chefs des révoltés et d'instructions données par sir Bulwer à des agents subalternes, trahissaient dans ces soulèvements la main de l'Angleterre. Lord Palmerston acheva de découvrir ses projets en adressant à sir Bulwer une note qu'il chargeait l'ambassadeur de communiquer au gouvernement espagnol quand le moment serait venu, c'est-à-dire quand l'émeute aurait triomphé ou que la répression aurait fait couler des flots de sang. Dans cette note, lord Palmerston allait jusqu'à sommer le gouvernement espagnol « d'élargir les bases de l'administration, en appelant au sein du pouvoir exécutif quelques-uns de ces hommes qui possèdent la confiance du parti libéral. » Ce conseil pouvait être sage, mais il n'appartenait pas à lord Palmerston de le donner, et surtout de le faire appuyer par des émeutes. Le ministère espagnol ré-

clama l'éloignement de sir Bulwer, mais lord Palmerston refusa d'y consentir ; le cabinet Narvaez se décida alors à un acte énergique. Dans une note adressée à lord Palmerston, il lui demandait de quel droit il se mêlait des affaires intérieures de l'Espagne. Que dirait lord Palmerston si l'Espagne intervenait en faveur de l Irlande ou des malheureux Hindous ? En même temps, il envoyait ses passeports à sir Bulwer qui fut enfin obligé de quitter Madrid. C'était une rupture avec l'Angleterre, mais une rupture commandée par la dignité de l'Espagne. Cette attitude si ferme permit même à Narvaez de ne pas prolonger la querelle, et quand les Cortès s'ouvrirent de nouveau au mois de décembre, la reine put exprimer l'espoir de voir bientôt rétablir les bonnes relations entre l'Espagne et l'Angleterre. Le nouveau cabinet avait d'ailleurs réussi à maintenir l'ordre à l'intérieur ; les émeutes avaient cessé dès le mois de mai, et si Cabrera avait pu pénétrer en Catalogne, il n'avait pas réuni des troupes suffisantes pour causer au gouvernement de sérieuses inquiétudes ; aussi cette année de 1848, qui avait rempli de troubles l'Europe entière, avait causé en Espagne moins d'agitation que partout ailleurs. Narvaez avait même pu, avant la fin de l'année, renoncer aux mesures exceptionnelles qu'il avait d'abord adoptées, rétablir les garanties constitutionnelles, lever l'état de siége et rouvrir les Cortès. Il avait aussi trouvé l'occasion de rendre à l'Espagne une certaine importance, en l'associant aux efforts d'autres puissances pour défendre le Saint-Siége contre la révolution. On sait comment Pie IX, qui s'était d'abord mis à la tête du mouvement libéral en Italie, fut bientôt dépassé ; la république s'installa dans Rome même, et le Pape dut aller chercher un refuge dans les Etats

du roi de Naples, à Gaëte. La France décida de marcher au secours du Souverain-Pontife, et Narvaez voulut que les troupes espagnoles prissent part à cette expédition. En agissant ainsi, il ne flattait pas seulement les sentiments religieux de ses compatriotes, il plaçait l'Espagne à côté de la France et de l'Autriche, il forçait l'Europe entière à reconnaître sa souveraine. Aussi l'opposition fût-elle très-embarrassée, lorsque à propos de la discussion de l'adresse elle essaya d'attaquer le cabinet. N'osant toucher, comme le fit avec raison l'opposition française, au fond même de la question, à l'opportunité de s'armer pour rétablir l'autorité du Pape, les orateurs furent obligés de se rejeter sur le côté purement matériel, sur les dépenses qu'avait entraînées l'expédition. Narvaez leur répondit victorieusement, et il lui suffit de quelques mots pour réduire au silence M. Olozaga.

Une insurrection carliste, encore fomentée par l'Angleterre, ne fut pas plus heureuse que celle de l'année précédente. Cabrera poursuivi dans le Haut-Aragon et la Haute-Catalogne, abandonné de ses officiers et de ses soldats, fut réduit à se livrer aux gendarmes français. Tristany et quelques autres chefs carlistes avaient réuni quelques soldats dans le village de San-Lorenzo; ils en furent délogés par les troupes de la reine qui s'emparèrent de San-Lorenzo, et, malgré tous les efforts de Cabrera, dispersèrent les insurgés. Quant au comte de Montemolin, il s'était fait arrêter par les douaniers français avant d'avoir mis le pied en Espagne.

Tout paraissait donc favoriser Narvaez, et il gouvernait sans obstacles, au moins apparents, quand tout à coup, le 18 octobre 1849, il donna sa démission qui fut acceptée par la reine. L'Espagne apprit avec surprise

l'existence d'un nouveau ministère formé sous la présidence du général Cléonard, et composé d'hommes inconnus ou tristement célèbres, comme le général Trinidad Balbao, qui, dans la Manche, s'était conduit moins en soldat qu'en assassin. C'était sous l'influence de l'époux de la reine, don François d'Assise, et de son confesseur, le P. Fulgencio, que s'était accomplie cette révolution ; l'Espagne crut à une restauration de l'ancien régime avec la dissolution des Cortès et l'instruction publique livrée au clergé ; tous les corps constitués protestèrent, et les fonctionnaires donnèrent leur démission. Le nouveau cabinet fut condamné par l'indignation publique, et Narvaez ressaisit aussitôt le pouvoir. Son premier soin fut de punir ceux qui avaient conspiré contre lui ; le P. Fulgencio fut exilé, ainsi que le secrétaire du roi, et une religieuse, la sœur Patracinio, qui a depuis joué un si triste rôle dans l'histoire de l'Espagne ; l'ancien ministre Balbao fut envoyé à Centa ; enfin le roi lui-même se vit enlever le gouvernement du palais et l'administration des domaines de la couronne.

Cette révolution n'avait duré que quatre jours, mais il importe de la signaler, parce qu'elle nous révèle la source principale des maux qui ont affligé l'Espagne sous Isabelle. Dès cette époque, la reine était entourée d'une camarilla qui exerçait sur elle la plus grande influence, et prétendait gouverner en dehors des ministres et des Chambres. C'était d'un côté la reine Christine et son mari, le duc de Rianzarès, qui compromettait son nom dans les plus honteuses spéculations ; de l'autre, des confidents intimes, secrétaires, confesseurs, favoris de tout espèce ; seulement, la reine Christine prétendait toujours maintenir le régime constitutionnel, tandis que la camarilla réunie

autour d'Isabelle, et composée surtout de membres du clergé, la poussait à une restauration du gouvernement absolu. C'est l'élément qui doit peu à peu introduire des germes de dissolution dans le parti modéré et le conduire à la ruine. Quelle n'était pas déjà sa force à cette époque, puisqu'il avait osé s'attaquer à Narvaez, et qu'il avait un moment réussi à le renverser! Le général avait sans doute repris le pouvoir, mais désormais il se sentirait toujours menacé de ce côté; un parti purement absolutiste était formé en dehors de lui et contre lui.

Les finances étaient pour Narvaez un autre sujet d'inquiétude. Le budget, en Espagne, n'a jamais pu être mis en équilibre, et dans les dernières années, les dépenses avaient pris des proportions excessives. Ce n'était pas seulement les exigences de la politique qui épuisaient le Trésor; la reine était d'une prodigalité sans mesure, et Narvaez lui-même avait accepté d'elle un cadeau de huit millions de réaux. Aussi les discussions du budget donnaient-elles toujours lieu aux scènes les plus violentes. En 1850, la querelle entre M. Rios-Rosas et Gonzalès Bravo devint si vive qu'il en résulta un duel. M. Gonzalès Bravo fut très-grièvement blessé. On ne peut donc pas s'étonner que ce cabinet ait successivement usé cinq ministres des finances, MM. Bertrand de Lis, Orlando, Mon, Bravo Murillo et enfin Seijas. La retraite de M. Bravo Murillo fut le premier signal de la chute du cabinet; le prétexte était un désaccord avec le ministre de la guerre, à propos d'une réduction dans le budget. Mais la vérité, c'est que l'autorité de Narvaez commençait à peser à tout le monde; l'Espagne se sentait trop durement menée, et le parti qui à la cour rêvait une domination sans contrôle désirait rencontrer des

instruments plus maniables que le duc de Valence. Celui-ci finit par céder à cette opposition sourde qu'il sentait toujours autour de lui, et de lassitude il donna sa démission qui fut aussitôt acceptée. Il ne se retirait pas sans quelque orgueil. S'il avait eu le tort de gouverner despotiquement, il avait au moins épargné à l'Espagne les horreurs de la guerre civile, dissipé les factions et maintenu sa dignité au dehors. Il avait repoussé les prétentions de l'Angleterre, associé l'Espagne à l'expédition romaine, défendu Cuba contre une première tentative de Lopez; avant de quitter le pouvoir, il avait reçu à Madrid le nouvel ambassadeur de la reine Victoria, lord Howden, nommé en remplacement de sir Henri Bulwer, et laissait son pays pacifié au dedans, respecté au dehors. L'histoire n'aurait que des éloges à lui donner, s'il avait su concilier avec la fermeté d'un gouvernement énergique les principes de la liberté, et si dans la répression des désordres il s'était montré plus soucieux des droits de l'humanité. Il avait ainsi compromis le parti modéré que son successeur M. Bravo Murillo devait perdre entièrement.

Ancien ministre des finances, Bravo Murillo avait donné sa démission pour n'avoir pu équilibrer le budget. Il parut donc ne pas avoir d'autre but en revenant au pouvoir, et se présenta aux Cortès comme un ministre d'affaires. C'est la tactique ordinaire de ceux qui, pour détourner les nations de leurs plus grands intérêts, c'est-à-dire de la gestion des affaires publiques, prétendent substituer à la politique les améliorations matérielles. M. Bravo Murillo n'en trouva pas moins dans la Chambre une opposition redoutable; il fut attaqué avec la dernière violence par MM. Mon et Pidal, et battu plusieurs fois; pour

comble de malheur, dans un vote important le ministre de l'instruction publique se sépara de ses collègues; il fut obligé de donner sa démission, et le cabinet disloqué se vit forcé de dissoudre les Cortès. Il n'y gagna rien, car ses adversaires furent presque tous réélus, et ne songèrent qu'à l'attaquer avec plus d'acharnement. Le cabinet, au contraire, s'affaiblissait tous les jours par des changements continuels; M. Bertran de Lis passait des affaires étrangères à l'intérieur, Asteta de l'intérieur à l'intruction publique, et le marquis de Miraflorès prenait les affaires étrangères. Ces modifications révélaient dans le ministère un manque absolu de force et d'homogénéité. Il eut alors à combattre une opposition où se rencontraient les éléments les plus divers; d'abord les progressistes que les dernières élections avaient ramenés à la Chambre en assez grand nombre, puis des groupes importants du parti conservateur déjà fractionné et divisé sous Narvaez, les anciens amis du duc de Valence, et enfin, car il faut aller au fond de tous les maux qui travaillent l'Espagne, le parti militaire. Dans ce pays, les généraux jouent toujours les premiers rôles; on va d'Espartero à Narvaez, on ira plus tard de Narvaez à O'Donnell pour revenir d'O'Donnell à Narvaez; mais un cabinet présidé par un ministre en habit noir n'a aucune autorité ni sur l'armée, ni sur la majorité de la nation. M. Bravo Murillo n'était qu'avocat, et par malheur il n'avait pas dans son cabinet un général illustre; il confia le portefeuille de la guerre d'abord au comte de Miratal, puis au général Lersundi encore peu connu, enfin à Espeleta qui eut pour successeur le général Lara, remplacé lui-même par le général Urbina. La rapidité de ces changements suffit à prouver que tous ces choix étaient éga-

lement défectueux. Il y eut en effet un premier conflit entre le général Lersundi et le capitaine général de Madrid, Pezuela, conflit qui entraîna d'abord la démission de Pezuela, puis celle de Lersundi. Son successeur, Espeleta, ne fut pas plus heureux ; il eut, lui aussi, à soutenir une lutte avec le capitaine général de la Havane, Concha, qui venait de sauver l'île d'un véritable guet-à-pens.

Il existe depuis longtemps aux Etats-Unis un parti qui rêve l'annexion de Cuba. Ce parti peu scrupuleux a toujours été l'allié naturel des aventuriers qui ont voulu tenter quelque entreprise contre les possessions espagnoles, et ce qu'il y a de plus fâcheux, il est le plus souvent servi par la complicité plus ou moins tacite du gouvernement. C'est fort de cet appui qu'en 1850 un ex-général, Lopez, avait essayé avec quelques bandits un coup de main qui avait échoué. L'année suivante, Lopez renouvela sa tentative ; mais cette fois, il fut vaincu, pris et fusillé avec quelques-uns de ses complices. Après ce succès, le général Concha proposa au gouvernement des réformes que le cabinet refusa d'approuver, et la querelle devint assez vive pour qu'il fallut destituer le général. C'était pour les ministres un adversaire de plus.

Mais M. Bravo Murillo ne se contentait pas de grossir le nombre de ses ennemis, il allait les réunir dans une puissante coalition et leur donner l'appui de l'opinion publique en se prêtant à des projets coupables qui menaçaient de détruire le gouvernement constitutionnel et rendaient l'insurrection légitime. Nous avons déjà signalé près d'Isabelle l'existence d'un parti qui voulait le rétablissement du pouvoir absolu. M. Bravo Murillo s'était associé à ces dangereux complots. Plusieurs circonstances l'y avaient décidé. D'abord, un

attentat dirigé contre la reine Isabelle avait provoqué un redoublement d'enthousiasme pour elle. Isabelle venait d'avoir une fille; elle se rendait à Notre-Dame-d'Atocha pour la cérémonie des relevailles, quand elle fut frappée par un curé, Merino, vieillard exalté, qui jusqu'au moment de sa mort ne témoigna aucun repentir. La révolution qui venait de s'accomplir en France ne pouvait manquer d'encourager les partisans du gouvernement absolu. Le 2 décembre 1851, au mépris de ses serments et des droits les plus sacrés, le Président de la République française avait fait arrêter les hommes les plus considérables de l'Assemblée, l'honneur du pays et de l'armée. Quelques soldats, des aventuriers perdus de dettes et avides de jouissances grossières, s'étaient faits les complices de ce guet-à-pens; protégé par le honteux accord des passions les plus viles, la peur, l'égoïsme et la bassesse, Louis-Napoléon avait asservi la France pour la conduire à l'abîme. Ce crime, couronné d'abord par le succès, fut applaudi dans toute l'Europe de tous les ennemis de la liberté. M. Bravo Murillo songea à donner à l'Espagne un gouvernement qui se rapprochât de celui de la France, et prépara des réformes qui auraient détruit toute trace du régime constitutionnel.

Ce ministre suspendit aussitôt les Cortès, et se hâta de rendre un décret contre la presse qui, dans ces occasions, est toujours frappée la première. Les dispositions nouvelles promulguées au mois d'avril étaient des plus rigoureuses. On exigeait le dépôt préalable pour toutes les publications. Quant aux journaux, leur existence devenait à peu près impossible. Tout directeur de journal devait être âgé de vingt-cinq ans, avoir un domicile d'une année au

moins dans la ville même, jouir de tous ses droits civils et politiques, et payer deux mille réaux de contribution directe. Les peines pouvaient s'élever à six années de prison et quarante mille réaux d'amende. Les délits seraient soumis à un jury composé des plus fort imposés, cent pour Madrid, soixante pour les autres villes.

Cette loi n'était que le prélude des réformes constitionnelles, et indiquait assez dans quel esprit elles pouvaient être conçues ; ce qui en transpirait déjà portait l'inquiétude même dans les rangs du parti modéré. M. Bravo Murillo n'avait pas d'ailleurs l'autorité nécessaire pour les imposer à la nation. On savait qu'il avait des adversaires jusque dans le palais, et Christine elle-même s'était hautement prononcée contre ses projets. Ceux qui pouvaient avoir du goût pour la dictature ne supportaient pas qu'elle fût exercée par un autre qu'un soldat, et tous les partis ne tardèrent pas à se coaliser contre un ministre plus audacieux que puissant. Au mois de mai, une protestation fut adressée à la reine contre la suspension des Cortès. Elle était signée par le marquis del Duero, Pacheco, Gonzalès Bravo, Madoz, O'Donnell, Ros de Olana, Evariste San-Miguel, le comte de La Villahermosa, c'est-à-dire par des hommes d'opinions les plus diverses ; les modérés y donnaient la main aux progressistes.

Cette coalition se retrouva tout entière en face du ministre, quand il se décida enfin à ouvrir les Cortès au mois de décembre. Le candidat qu'il avait adopté pour la présidence de la Chambre, M. Tejada, échoua, et M. Martinez de La Rosa fut élu à une assez grande majorité. Celui-ci se hâta de donner sa démission de ses fonctions de vice-président du conseil d'Etat pour

protester avec plus d'éclat contre les réformes attendues. Le lendemain, M. Bravo Murillo prononça la dissolution des Cortès; c'était appeler le pays à se prononcer. En même temps, avec une franchise qui l'honore, il publiait les projets annoncés depuis trop longtemps, et qui justifiaient trop bien les inquiétudes de tous les hommes raisonnables. Ils n'étaient qu'une ingénieuse imitation de la Constitution imposée à la France en 1852, avec l'hypocrisie de moins. Le budget serait permanent, et la Chambre n'aurait plus le réglement du contingent militaire ; en l'absence des Cortès, le roi pourrait prendre des mesures législatives. Le Sénat serait composé de membres viagers et de membres héréditaires; pour aider ces derniers à soutenir la dignité de leur rang, les majorats seraient rétablis. Les députés étaient réduits de 349 à 171; l'âge de l'éligibilité était élevé de vingt-cinq à trente; le cens de 1,000 à 2,000 réaux de contribution directe. Le roi nommait le président et les vices-présidents de la Chambre; les discussions auraient lieu à portes closes; l'adresse serait toujours votée après un seul discours. Par une disposition qui indiquait chez le ministre un reste de bon sens, il était défendu de discuter ces décrets.

Ces réformes avaient au moins le tort d'être inopportunes. « Avons-nous donc eu un 24 Février, disait spirituellement Mendizabal, pour avoir besoin d'un 2 Décembre? » Les partis se mirent aussitôt à l'œuvre, et le 10 décembre paraissaient les manifestes des modérés et des progressites. Tous deux, dans des termes différents, protestaient avec la même énergie contre la suppression du régime constitutionnel, et menaçaient la monarchie d'une ruine certaine. Narvaez avait reçu l'ordre de quitter l'Espagne; il obéit, mais

de Bayonne il adressait à la reine des observation conçues dans le même sens; M. Bravo Murillo n'avait plus qu'une ressource, tenter un coup d'Etat. Il recula devant cette extrémité, et donna sa démission le 14 décembre.

Avec lui périssait le parti modéré, divisé en groupes hostiles et réduit à l'impuissance. L'histoire, en effet, ne peut tenir compte ni du ministère Roncali, ni du ministère Lersundi. Le premier fut attaqué très-violemment au Sénat par le général Serrano qui lui reprochait de n'avoir pas rappelé Narvaez, à la Chambre des députés par MM. Mon, Negrete, Sartorius, Rios-Rosas, Gonzalés Bravo et Pidal. Il proposa aux Cortès une émissions de bons du Trésor pour la somme de trente millions de réaux, et fut forcé de suspendre immédiatement les Cortès; quelques jours plus tard, il donnait sa démission. Le cabinet Lersundi crut que la conciliation lui réussirait mieux; il annonça qu'il retirait les réformes proposées par M. Murillo, et appela à des postes importants quelques-uns de ses adversaires, M. Collantes et M. Sartorius; il succomba à son tour, et fut, au mois de septembre, remplacé par un nouveau ministère qui avait pour chef M. Sartorius, l'ancien collègue de Narvaez. Celui-ci se hâta d'appeler au pouvoir les généraux qui étaient l'âme du parti militaire, Pezuela, le marquis de Novaliches et Cordova; il rappela le maréchal Narvaez, et n'oublia dans ses promotions que le général O'Donnell. Mais M. Sartorius avait commis une faute grave en aspirant au titre de chef de cabinet; il ne put désarmer la coalition. En vain, par un décret du 4 octobre, convoqua-t-il les Cortès pour le 19 novembre; en vain, à l'ouverture des Chambres, annonça-t-il que tout projet de réforme était abandonné, il trouva devant lui des

adversaires implacables, et alla se briser devant une question qui semblait n'être qu'une question d'étiquette. Le Sénat avait été saisi sous le ministère précédent d'un projet de loi sur les concessions de chemins de fer, concessions qui avaient donné lieu à des spéculations honteuses, et où se trouvait compromis le duc de Rianzarès. M. Sartorius soumit une loi nouvelle à la Chambre des députés, et réclama devant le Sénat la priorité pour son projet. Le Sénat refusa à la majorité de 105 voix contre 69, et le ministre répondit à cette décision en suspendant les Cortès ; il destitua de leurs fonctions tous les sénateurs qui avaient voté contre lui, et souleva une coalition plus redoutable que celle qui avait combattu M. Bravo Murillo ; seulement plus hardi ou plus ambitieux que lui, M. Sartorius garda le pouvoir sans s'inquiéter de provoquer de nouveaux désordres.

## CHAPITRE IV

### VILCAVARO

L'attitude du ministère plaçait en effet l'Espagne entre la dictature et la guerre civile. M. Sartorius n'ayant pas assez d'autorité pour être un dictateur, la guerre civile devenait inévitable. Elle s'annonça bientôt par des symptômes manifestes. Le 29 décembre parut sur une feuille volante une protestation de journalistes appartenant à des opinions très-différentes ; le directeur d'*El Clamor Publico* se joignait aux rédacteurs de *la Nacion*, de *la Epoca*, de *Las Novedades*,

du *Diario Espanol*, de *l'Oriente* et d'*El Tribuno*. Quelques jours après (12 janvier 1854) adhéraient à cette protestation des hommes politiques appartenant aux partis les plus opposés, MM. Quintana, Madoz, Evariste San-Miguel, Olozaga, le duc de Rivas, Pastor Diaz et Pacheco. Le lendemain se réunissaient chez le général Concha, marquis del Duero, deux ou trois cents sénateurs ou députés, tant progressistes que conservateurs, qui rédigèrent une adresse à la reine pour l'avertir des dangers de la situation; enfin, le marquis de Gerona, ministre de la justice, donna sa démission, et le cabinet affaibli se plaça tout entier sous la protection du ministre de la guerre, le général Blaser, qui prit un rôle tout à fait prépondérant; les hostilités étaient déclarées. Les ministres firent une démarche encore plus décisive, lorsque le 18 janvier ils donnèrent l'ordre d'arrêter O'Donnell, en même temps qu'ils exilaient le général Concha aux Canaries, don José Concha et le général Infant aux îles Baléares ; des mandats d'amener furent en outre lancés contre un certain nombre de députés et de généraux, MM. Gonzalès Bravo, Alexandre Castro, Rios-Rosas et Serrano. L'état de siége fut établi dans Madrid et dans toutes les provinces.

Mais il ne suffit pas d'adopter des mesures rigoureuses, il faut encore les faire exécuter, et les ministres ne le pouvaient pas. Ils étaient si mal servis qu'O'Donnell échappa pendant six mois à toutes les recherches de la police, et, malgré une maladie grave, resta à Madrid, sans jamais cesser de diriger la conspiration qui éclata quelques mois plus tard. Don José Concha quitta Madrid, mais s'arrêta à Saragosse pour y organiser une insurrection. Le 30 mars, il y eut dans cette ville un véritable combat qui se termina par l-

défaite des révoltés et la mort de leur chef, le colonel Horre. Don José Concha put gagner Barcelone et la frontière française; il se réfugia à Paris.

On s'agitait partout; à la même époque, Barcelone était en proie à une émeute d'ouvriers qui ne fut étouffée qu'après une lutte de deux jours; à Madrid, tout se préparait pour une révolte, et un parti rêvait le renversement d'Isabelle, en prenant pour programme l'union ibérique, c'est-à-dire la réunion de l'Espagne et du Portugal, sous l'autorité d'un prince portugais. Les ministres étaient instruits de ces projets par le gouvernement anglais qui en avait eu communication et s'était hâté de les repousser. Mais que faisaient-ils pour conjurer l'orage? Ils frappaient leurs ennemis un peu au hasard et sans les connaître tous; c'est ainsi que le ministre de la guerre laissait la direction de la cavalerie au général Dulce, ami d'O'Donnell, et qui devait lui fournir une armée. La révolte faillit éclater le 13 juin. Le mécontentement était général, et le gouvernement l'augmenta encore en demandant le paiement anticipé d'un semestre de contributions. O'Donnell sortit de sa retraite; mais tout n'était pas prêt; il fallut attendre encore quinze jours. Enfin le 27 juin, Dulce annonça pour le lendemain une revue de toute la cavalerie. Le 28, il réunit ses troupes au Champ-des-Gardes, les entraîna hors de la ville, et leur présenta les généraux O'Donnell, Ros de Olano et Messina qui donnèrent le signal de la révolte.

L'homme que cette nouvelle surprit le plus fut le général Blaser; en vain avait-on voulu plusieurs fois lui ouvrir les yeux sur la conduite de Dulce; la veille même averti du mouvement qui se préparait, il avait répondu : « Je sais ce que c'est, » et ne s'était pas

inquiété d'une revue organisée à son insu. Il fut pris au dépourvu et presque sans troupes. Rappelée en toute hâte de la Granja, la reine proposa une résolution hardie ; elle offrit de se rendre seule au milieu des insurgés ; elle eut probablement séduit les soldats et gagné O'Donnell qui n'avait jamais été mêlé aux partis politiques, et à ce moment même adressait à Isabelle une lettre, où il se bornait à réclamer la démission des ministres. C'est précisément à quoi ceux-ci ne pouvaient consentir ; ils détournèrent la reine de son projet, qui aurait peut-être tout sauvé, et lancèrent le général Lara à la poursuite des rebelles. La rencontre eut lieu le 30, au village de Vilcavaro ; on se battit des deux côtés avec une égale bravoure, et la lutte resta indécise. Les troupes de la reine demeurèrent maîtresses du champ de bataille, mais ne purent poursuivre la cavalerie d'O'Donnell qui se dirigea vers le sud de l'Espagne.

La situation était critique pour O'Donnell ; il n'avait pu provoquer ni une défection dans l'armée, ni une émeute à Madrid ; Serrano vint le joindre, mais seul, et Narvaez, retiré à Loja, se tenait sur la réserve. Mais tout allait changer par l'intervention d'un parti qui jusqu'alors n'avait pas pris part à la lutte, le parti progressiste. Un jeune écrivain, Canova des Castillo, vint rejoindre O'Donnell, et rédigea pour lui un manifeste, connu sous le nom de Manifeste de Manzanarès (il était daté de cette ville), pour réclamer d'importantes réformes, le rétablissement des libertés municipales, de la garde nationale, et la convocation des Cortès constituantes ; c'était le programme du parti progressiste. O'Donnell qui l'approuva se déclarait, en le signant, le chef de l'armée constitutionnelle ; il n'en continua pas moins sa marche vers le Sud, et il arriva

jusqu'à Séville, où vint bientôt le trouver la nouvelle de son triomphe.

En effet, le manifeste de Manzanarès ne fut pas plutôt connu à Madrid qu'il s'organisa un comité progressiste pour soulever la ville; chaque jour apporta aux ministres une défection et un désastre; le 9 juillet, c'est le colonel Buceta qui s'empare de Cuença; la garnison de Montesa se révolte le 16, et le lendemain on apprend que Valladolid et Barcelone se sont prononcées. Frappés par tant de coups à la fois, M. de Sartorius donne enfin sa démission, et la reine appelle le général Cordoba qui perd un temps précieux en vaines tentatives pour former un cabinet déjà frappé à mort, *le cabinet de quarante heures*. Cependant l'émeute éclate dans Madrid ; c'est au sortir des courses de taureaux que la foule s'assemble; elle grossit aux abords du café Suisse, et arrive jusqu'au palais en poussant les cris de : « Mort aux ministres ! mort aux voleurs ! mort aux polacos ! » auxquels se mêlent quelques cris de : « Mort à Christine ! » Ces troubles furent encore augmentés par la publication dans la *Gazette* du décret qui acceptait la démission des ministres, mais en leur accordant les plus grands éloges. Quelques journalistes, MM. Corradi, Coello et Salmeron essayèrent de s'installer à l'Hôtel-de-Ville pour y former une junte insurrectionnelle. Les jours suivants éclatèrent les plus graves désordres; la foule se porta vers la maison du banquier Salamanca, le palais de la reine Christine et l'Hôtel des Postes; tout fut mis au pillage; le ministère formé par Cordoba avait disparu; il n'y avait plus à Madrid que deux juntes formées l'une rue de la Montera chez un banquier, M. Sévillano, sous la présidence du général San-Miguel, l'autre organisée dans les faubourgs; elle avait mis à sa tête un célèbre torrero,

Pucheta. La reine fut obligée de s'adresser à un insurgé, au colonel Garrigo, pris à Vilcavaro et condamné à mort, qu'on fit sortir de prison pour lui donner le commandement des troupes ; la garde nationale prit pour chef le général San-Miguel qui obtint la la réunion des deux juntes en une seule dont il garda la direction, et qui accepta la périlleuse mission de maintenir l'ordre en attendant la formation d'un nouveau gouvernement.

A qui le pouvoir allait-il appartenir ? Il semblait naturel que la reine appelât tout de suite le général O'Donnell au ministère. O'Donnell, toujours très-attaché à la reine Christine pour laquelle il avait combattu Espartero, n'était pas un ennemi de la royauté, il n'était qu'un rebelle par occasion ; mais avoir recours à lui, c'était sanctionner la révolte ; Isabelle aima mieux s'adresser à Espartero. Cette décision était-elle heureuse ? Il est permis d'en douter. Tombé du pouvoir en 1843, Espartero, depuis son retour en Espagne, n'était pas sorti de sa retraite de Logrono ; il avait même refusé de prendre au Sénat la place que le ministère lui avait donnée en 1847 pour l'opposer à Narvaez ; mais il était resté tout dévoué au parti progressiste, et se renfermait volontiers dans de vagues invocations à la volonté nationale. Il n'était pour la reine ni un ministre énergique, ni un ami très-sûr ; au moment même où la lettre d'Isabelle lui était adressée, il avait quitté Logrono pour aller à Saragosse reconnaître la junte insurrectionnelle installée dans cette ville. Il ne se hâta même pas de répondre à l'invitation qui lui était faite ; il se contenta d'envoyer à Madrid son aide-de-camp, le général Allende Sallazar, qui, invoquant lui aussi la volonté nationale, tint à Isabelle un langage d'une obscurité menaçante. En attendant,

Madrid était la proie des malfaiteurs qui, jusqu'au 25, la livrèrent au pillage et à l'incendie. Le général San-Miguel fut obligé d'adresser les plus pressants messages à O'Donnell qui se hâta plus qu'Espartero. Les deux généraux arrivèrent à peu près en même temps et se partagèrent le pouvoir; Espartero fut président du conseil des ministres sans portefeuille, mais donna la marine à son aide-de-camp, le général Allende Sallanzar; O'Donnel garda pour lui le ministère de la guerre.

La situation était pleine de périls. Le gouvernement manquait d'unité; il rapprochait dans une alliance difficile deux hommes séparés par leur passé moins encore que par leurs espérances. Progressiste malgré lui, O'Donnell ne désirait pas seulement le maintien d'Isabelle, il voulait un gouvernement ferme, la tranquillité assurée, et portait dans l'exercice du pouvoir une infatigable activité. Espartero, au contraire, appartenait au parti progressiste; mais toujours temporisateur, par habitude autant que par calcul, d'une indolence au moins égale à son ambition, il attendait de la *volonté nationale*, du hasard même, tous les titres que les évènements pourraient lui apporter, sans s'arrêter à rien de fixe ou de limité, et laissait parler pour lui ses amis qui poussaient jusqu'à la révolte l'imprudence de leur langage. C'est ainsi qu'Allende Sallanzar, dans une adresse aux électeurs, déclarait que la question dynastique était sans importance.

Ces étranges paroles se trouvaient pourtant en désaccord manifeste avec le décret qui convoquait les Cortès constituantes. Il y était dit expressément : « Les Cortès sauveront la monarchie; elles seront un lien entre le trône et la nation, entre la liberté et la dynastie, objets qui ne peuvent être mis en discussion,

points sur lesquels le gouvernement n'admet ni doute ni discussion. » Vaines précautions qui ne faisaient que révéler des craintes trop bien fondées. Qui pourrait en effet empêcher de débattre ces questions dans les assemblées électorales? Elles devaient se produire jusque dans les Cortès. Le désordre était général; partout s'étaient formées des juntes insurrectionnelles qui s'étaient emparées des pouvoirs publics, avaient levé des troupes et nommé des généraux; elles étaient au nombre de trente-huit, et furent reconnues par le gouvernement qui les réduisit pourtant à n'avoir qu'une voix consultative et à devenir les auxiliaires des pouvoirs publics.

On convoqua une Assemblée constituante, et en attendant on pourvut aux premières nécessités par des mesures qui attestaient une grande confusion dans les idées. Il y eut dans les premiers moments des décrets puérils, celui par exemple qui rétablissait les municipalités de 1843; il y en eut de dangereux; le conseil d'État qui avait rendu de si grands services fut aboli; on supprima également le Sénat; en convoquant une Assemblée constituante, on déclara qu'il n'y aurait qu'une seule Chambre comme en 1812 et en 1837; enfin, il fallut récompenser les rebelles; O'Donnell avait promis aux soldats deux ans de réduction sur leur service militaire, aux officiers un grade supérieur; pour n'exciter aucune jalousie, cet avantage fut étendu, après la victoire, à l'armée tout entière; on nomma 58 brigadiers, 12 colonels, 17 lieutenants-colonels, 142 commandants, 238 capitaines, 212 lieutenants; on excitait ainsi par un appât grossier tous les ambitieux à des révoltes nouvelles, tandis que, par le renvoi des troupes, on se privait des forces nécessaires pour maintenir l'ordre.

Les troubles, en effet, n'étaient pas terminés; une émeute éclata à propos du départ de la reine Christine. Le club de l'Union, dont Espartero s'était laissé nommer président, voulait garder la régente et lui faire son procès. La mère d'Isabelle avait pourtant toujours été opposée aux réformes de M. Bravo Murillo et à toute tentative contre le régime constitutionnel; elle subissait en ce moment l'impopularité qui s'attachait à son mari, le duc de Rianzarès. Espartero promit de s'opposer à son départ; il finit cependant par céder à la pression de ses collègues, et Christine partit enfin le 28 août sous la conduite du colonel Garrigo, devenu général à la suite des derniers évènements; le soir même une émeute éclata; Espartero hésita un moment sur la conduite à tenir; mais les insurgés menaçant de mort Espartero, comme O'Donnell, la répression fut immédiate et des plus énergiques; la population refusa de s'associer à un mouvement où se trouvait mêlé l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Soulé, qui poursuivait par tous les moyens l'annexion de Cuba. Les insurgés, cernés dans l'ancienne église de Los Basilios, furent forcés de déposer les armes, et se rendirent sans avoir tiré un coup de fusil. Le gouvernement en profita pour dissoudre les clubs.

L'ouverture des Cortès constituantes manifesta plus clairement encore les difficultés de la situation. D'abord Espartero voulut avoir la présidence, et il l'obtint; O'Donnell se fit à son tour nommer vice-président; mais ces dignités étant incompatibles avec le ministère, on dut songer à d'autres candidats. M. Olozaga, l'ancien adversaire d'Espartero en 1843, aujourd'hui son allié, avait, dit-on, mené cette intrigue qui finit par exposer Espartero au ridicule; il espérait ainsi arriver, selon le refus d'Espartero, soit à la présidence

de la Chambre, soit à celle du cabinet; il n'obtint ni l'une ni l'autre. Espartero resta ministre, et M. Madoz fut élu président des Cortès.

L'Assemblée avait une Constitution à faire, et dès les premiers pas elle se trouva jetée dans d'étranges embarras. Elle était composée de progressistes, de conservateurs et même de républicains. Ceux-ci voulurent mettre en discussion la royauté d'Isabelle, mais n'obtinrent que 19 voix contre 194; le 8 mai, 201 voix se prononcèrent pour l'établissement de deux Chambres. Mais la discussion la plus délicate s'établit à propos de la question religieuse. L'Espagne, qui était encore très-monarchique à cette époque, est toujours restée profondément catholique, et, sur ce point, tous ceux qui ont essayé d'établir des réformes déjà adoptées dans d'autres pays ont expié par un échec le tort d'être trop en avance sur l'opinion publique. Aussi ni la Constitution de 1812, ni celle de 1837 n'avaient pu décréter la liberté de conscience. Les Cortès de 1854 n'osèrent pas davantage l'établir ouvertement. Après avoir déclaré que la religion catholique était la religion de l'Etat, elles reculèrent devant la nécessité d'accorder la liberté des cultes; plusieurs amendements furent proposés; l'Assemblée s'arrêta enfin à la déclaration suivante : « La nation s'oblige à maintenir et à protéger le culte et les ministres de la religion catholique que professent les Espagnols; mais aucun Espagnol ni étranger ne pourra être poursuivi pour ses opinions et ses croyances tant qu'il ne les manifestera pas dans des actes contraires à la religion. » C'était bien peu sans doute; c'en était pourtant assez pour inquiéter le pays et provoquer les protestations de plusieurs évêques.

M. Madoz, il est vrai, prétendait prendre sa revanc

sur l'Eglise par une mesure financière; il proposa une loi de désamortissement qui avait pour objet la vente des biens de l'Etat, des communes, du clergé, des établissements de bienfaisance et d'instruction publique, et pour qu'on ne se méprit pas sur le sens de sa proposition, il eut bien soin de déclarer que l'Espagne s'emparerait des biens du clergé au nom du droit imprescriptible de la nation, sans qu'il y eût à consulter le Saint-Siége. « Nous ne demandons de consentement à personne, parce que nous n'en avons pas besoin. » C'était annuler le concordat conclu en 1851 et rompre avec la cour de Rome. La Chambre adopta la proposition de M. Madoz, mais la reine refusa d'abord de sanctionner la loi. Pour vaincre sa résistance, ce ne fut pas trop de l'intervention puissante d'Espartero et d'O'Donnell; il fallut en outre lui assurer qu'aucune protestation n'était venue de Rome, ce qui était contraire à la vérité. La réponse à ces imprudentes réformes ne se fit pas attendre; des émeutes carlistes éclatèrent dans la Castille et l'Aragon, les autorités des provinces basques déclarèrent qu'elles ne pourraient pas faire exécuter la loi.

Les Cortès se séparèrent au mois de juillet après avoir voté seulement les bases constitutionnelles; elles se réunirent de nouveau en octobre pour discuter la Constitution, et dès leurs premières séances, la lutte des partis s'affirma de nouveau. Les progressistes, dirigés par M. Olozaga, réunirent tous leurs efforts contre O'Donnell qu'ils affectaient de séparer d'Espartero; mais cette tactique souvent renouvelée échoua toujours. Cependant, l'ordre ne se rétablissait pas dans les provinces; des émeutes éclataient en Catalogne, à Saragosse, à Valence; elles étaient réprimées par O'Donnell qui penchait de plus en plus du côté

des modérés et se sentait encouragé par le parti conservateur. Les Cortès qui avaient tout aboli n'avaient su ni organiser des institutions sérieuses, ni remplacer l'impôt sur les *consumos*, si maladroitement aboli. Le duc de la Victoire, toujours en lutte avec O'Donnell, quoiqu'il parut en public toujours occupé à le soutenir, se prétendait las de la politique, et demandait à se retirer. Plusieurs fois il avait cédé aux prières de ses collègues, mais enfin une crise éclata qui mit les deux généraux ouvertement en lutte. Au mois de mai des incendies éclatèrent à Rio-Seco, Valladolid et Plasencia. Le ministre de l'intérieur, M. Escosura, envoyé en mission dans les provinces, crut trouver un remède à ces désordres par une loi contre la presse, et prépara un projet qui débutait par une attaque des plus vives contre les modérés. O'Donnell exigea la démission de M. Escosura. Espartero, à son tour, voulut qu'O'Donnell se retirât en même temps que le ministre de l'intérieur. Sur le refus du cabinet, il porta le conflit devant la reine qui ne voulut pas se priver des services d'O'Donnell. Espartero renouvela l'offre de sa démission qui, cette fois, il vit accepter (14 juillet) non sans surprise et sans dépit.

O'Donnell forma immédiatement un nouveau ministère composé de conservateurs et de progressistes modérés, et donna aux chefs de l'armée l'ordre de se tenir prêts. Il savait bien que la retraite d'Espartero serait suivie d'une émeute; il prit ses mesures pour la bataille qui eut lieu dès le 15 juillet. Le combat ne dura qu'un jour, et se termina en faveur d'O'Donnell. Des émeutes qui éclataient en même temps à Barcelone et Saragosse furent également réprimées par les généraux Dulce et Zapatero; la victoire des modérés était complète.

Le nouveau ministère ne tarda pas à sanctionner son triomphe par des décrets qui annulaient l'œuvre des deux dernières années ; le 15 août, la milice nationale était abolie ; le 2 septembre, le gouvernement prononçait la dissolution des Cortès, et le 15, il remettait en vigueur la Constitution de 1845. Un acte additionnel portait que les délits de presse seraient déférés au jury et que les Cortès siégeraient tous les ans quatre mois. Le Sénat était rétabli, mais ne devait plus compter que cent quarante membres; les députés fonctionnaires seraient soumis à une réélection; dans les villes de quarante mille âmes la nomination des alcades était réservée à la couronne. Par une disposition assez singulière, il était interdit de discuter l'acte additionnel.

Ainsi dans la lutte qui existait depuis 1854 entre les modérés et les progressistes, lutte qui se personnifiait en deux hommes, O'Donnell et Espartero, la victoire demeurait à O'Donnell. Mais ce dernier voulait rester libéral, et n'inspirait pas assez de confiance aux conservateurs qui voyaient toujours en lui le rebelle de Vilcavaro. Son cabinet se trouvait divisé sur des questions graves, par exemple sur la vente des biens du clergé. Sûr de ses collègues, M. Cantero, le ministre des finances, y poussait; M. Rio-Rosas y était opposé, et triomphait avec l'assentiment de la reine. L'arrivée de Narvaez à Madrid précipita la crise en rendant au parti conservateur son véritable chef. Dans un bal de la cour, qui eut lieu le 10 octobre, la reine lui fit un accueil si empressé qu'O'Donnell en fut alarmé. Le lendemain, il demanda à Isabelle l'exécution immédiate de plusieurs mesures, parmi lesquelles se trouvait la loi sur les biens du clergé; sur le refus de la reine, il donna sa démission ; le jour suivant, Narvaez

composait un nouveau cabinet, et rendait aussitôt des décrets pour lever le sequestre mis sur les biens de la reine Christine et révoquer la loi de désamortissement des biens de l'Eglise; il ne restait plus rien des réformes essayées depuis 1854.

## CHAPITRE V

### L'UNION LIBÉRALE

Narvaez en reprenant le pouvoir n'y ramenait pas avec lui le parti modéré, il y revenait isolé, comme un chef sans soldats. Divisé sous le premier ministère de Narvaez, affaibli sous M. Bravo Murillo et définitivement compromis par M. Sartorius, le parti modéré n'existait plus; quelques-uns de ses membres s'étaient ralliés au parti progressiste; la plupart s'étaient laissé entraîner vers les doctrines du pouvoir absolu, représentées auprès de la reine par une camarilla qui prétendait décider du sort des ministres. Elle avait renversé O'Donnell, et n'allait pas tarder à combattre Narvaez. Celui-ci avait pourtant formé un cabinet qui n'avait aucune répugnance pour la monarchie absolue. A côté du général Urbistondo, qui avait longtemps servi sous les drapeaux de don Carlos, il avait placé au ministère de l'intérieur un homme jeune encore et plein d'ardeur, mais qui se vantait d'être un ennemi de la liberté, M. Candido Nocedal. Il manifesta bientôt plus clairement ses desseins par une loi sur la presse, connue sous le nom de *loi Nocedal*, qui dépassait en rigueur toutes les mesures précédentes.

D'après cette loi, tous les imprimés déclarés subversifs ou immoraux pouvaient être supprimés avant leur publication ; l'auteur était libre d'opter entre une suppression immédiate ou une poursuite avec toutes ses conséquences. Pour être directeur d'un journal, il fallait avoir vingt-cinq ans, un an de domicile, payer 2,000 réaux de contribution directe à Madrid, 1,000 en province, et depuis trois ans au moins. Le cautionnement était de 300,000 réaux pour Madrid, 200,000 pour les provinces ; le cautionnement des journaux hebdomadaires s'élevait à 60,000 réaux. L'autorité devait connaître d'avance le nom du directeur et de tous les rédacteurs ; chaque article serait signé par son auteur ; enfin, le journal ne pouvait paraître que deux heures après avoir été soumis au procureur fiscal. Les amendes pouvaient aller jusqu'à 60,000 réaux ; les délits de presse étaient soumis à un tribunal dont les membres dépendaient du ministère de l'intérieur.

La consternation fut universelle ; la presse était condamnée à mort ; d'un autre côté, le ministère qui avait ajourné la réunion des Cortès au mois de mai, les renvoyait après une session de deux mois qui, par sa brièveté même, leur enlevait le contrôle des affaires publiques ; le gouvernement constitutionnel était supprimé. Narvaez ne tarda pas lui-même à s'en apercevoir ; ne pouvant plus s'appuyer sur le parlement, le jour où il voulut renverser les ennemis qu'il rencontrait au palais près de la reine, il se trouva sans force et fut obligé de donner sa démission.

Le ministère Armero Mon qui lui succéda essaya de revenir à des mesures plus modérées ; mais le parti conservateur qui avait la majorité dans le Congrès ne le suivit pas dans cette voie. Il révéla son hostilité en

nommant pour président des Cortès, en opposition avec le candidat du cabinet, M. Bravo Murillo, l'auteur des fameuses réformes de 1852. Le ministère se retira aussitôt pour faire place au cabinet Isturitz, qui lui-même fut accusé par le Congrès de n'avoir pas une politique assez ferme, et ne put subsister quelque temps que sous la protection un peu embarrassante de M. Bravo Murillo; celui-ci, dans un discours qui était un véritable manifeste, renouvela la plupart de ses anciennes propositions qui n'allaient à rien moins qu'à rétablir le pouvoir absolu. C'était en effet alors la pensée secrète d'un certain nombre de conservateurs et surtout des conseillers intimes d'Isabelle. M. Isturitz ne put échapper à la tutelle du Congrès que par la clôture de la session que proposa M. Posada Herrera, récemment appelé au ministère de l'intérieur. La lutte n'était qu'ajournée. Au mois de juin, M. Posada Herrera demanda la dissolution des Cortès, et divisé sur cette question importante, le cabinet dut se retirer. Le 1er juillet, un nouveau ministère fut formé par le général O'Donnell, qui voulut inaugurer une politique de conciliation; il choisit la plupart de ses collègues dans le parti progressiste, mais garda deux membres de l'ancien ministère, MM. Posada Herrera à l'intérieur, Quesada à la marine. Il suivit le même système pour les principaux emplois; partout des modérés étaient placés à côté des progressistes, soit à la tête des provinces comme capitaines généraux, soit dans l'administration civile ou dans les ambassades.

En appelant avec lui au pouvoir des hommes d'opinions différentes, MM. Pidal, Pacheco, Isturitz, Cortina et le général Prim, MM. Cantero et Pastor Diaz, O'Donnell prétendait organiser un parti, qui avait essayé plusieurs fois de se former, celui de l'Union

libérale. Il prit pour programme des principes bien simples : respect à la Constitution, respect aux droits des citoyens, conservation de l'ordre public et maintien de l'honneur national ; le difficile était de rester fidèle à ces principes ; il l'essaya au moins avec courage. Constitution nouvelle du conseil royal devenu le conseil d'Etat, restriction des crédits supplémentaires, levée de l'état de siége dans les provinces de Barcelone, Tarragone, Lerida et Malaga, tels furent les actes destinés à satisfaire d'abord l'opinion publique. La dissolution des Cortès était une conséquence des changements qui venaient de s'opérer ; le ministère la proposa, mais il voulut en même temps réviser les listes électorales. Cette opération présentait au point de vue du droit strict une véritable difficulté ; elle ne doit au terme de la loi être exécutée que tous les deux ans, et elle avait eu lieu en 1857. Les ministres, cependant, passèrent outre, en donnant pour raison l'imperfection de ces listes, où manquaient beaucoup d'électeurs remplacés par des hommes qui n'avaient pas droit d'y figurer. Ces irrégularités étaient trop fréquentes pour qu'il ne fut pas facile d'en profiter. Les ministres invoquèrent donc à l'appui de leur conduite l'intérêt même de la loi, prétendant qu'ils lui étaient plus fidèles « en altérant sa condition antérieure que si, par un respect exagéré de sa lettre, ils permettaient la violation flagrante de son esprit. » Quelle que soit la force de ce raisonnement, les ministres l'adoptèrent et convoquèrent les électeurs pour le 1er décembre. Quoique très-vivement disputées, les élections donnèrent, comme toujours en Espagne, une immense majorité au cabinet. Pourtant il ne se trouvait pas sans adversaires. Parmi les progressistes, les nouvelles Cortès comptaient MM. Esco-

sura, Olozaga, Madoz, Corradi, Calvo Assensio, Salmeron et Sagasta; les modérés avaient pour chefs au Sénat le marquis de Molins, le duc de Rivas; à la Chambre des députés, le comte de San-Luis (M. Sartorius), Gonzalès Bravo et Moyano.

L'opposition contre le ministère était donc assez vive; et M. Calvo Assensio trouvait beaucoup d'approbateurs, quand il s'écriait : « L'*Union libérale* a la mission de détruire; elle n'a rien créé et ne peut rien créer; elle ne sert qu'à alimenter des espérances chez les plus candides, à offrir un refuge aux fatigués et une pâture aux plus avides. L'*Union libérale* n'a ni traditions, ni principes, ni histoire, et elle ne peut avoir d'avenir. » O'Donnell ne s'effrayait pas de ces difficultés. Il avait l'appui des progressistes contre les modérés, quand ceux-ci lui reprochaient de n'avoir pas dans le discours du trône fait mention du concordat, et l'appui des modérés contre les progressistes, quand il refusait d'étendre le droit électoral; mais ce qui faisait surtout sa force, c'est que ni conservateurs, ni progressistes n'étaient d'accord entre eux, de sorte qu'il pouvait opposer le duc de Rivas à M. Bravo Morillo, M. Calvo Assensio à M. Olozaga; c'est sur les divisions intestines de chaque parti qu'il s'appuyait pour les réduire à l'impuissance. Sa politique toute d'équilibre ne se prêtait que trop à ces manœuvres. S'il appelait les progressistes au pouvoir, s'il promettait de rendre au jury le jugement des procès de presse et de restituer aux Cortès leur légitime influence, il gardait la loi Nocedal qu'il faisait exécuter dans toute sa rigueur, créait au sein du parlement une majorité dévouée qu'on put nommer sa *brigade irlandaise*, et n'accordait les plus hautes fonctions qu'à ses parents ou ses créatures. Une autre tactique d'O'Don

nell consistait à occuper l'attention publique des questions de politique étrangère. Il commença par flatter le parti conservateur en refusant de reconnaître le royaume d'Italie, en même temps qu'il envoyait à Rome un négociateur habile, M. Rios-Rosas, pour reprendre cette éternelle question des biens du clergé. Sur ce point au moins, il réussit complétement. M. Rios-Rosas obtint du Saint-Siége une convention par laquelle l'Etat devenait possesseur de tous les biens de l'Eglise, à la condition de lui payer la somme équivalente en rente de 3 pour 100.

Mais c'est surtout par l'éclat des armes et le bruit d'expéditions lointaines qu'O'Donnell voulait séduire ses compatriotes; c'est ainsi qu'en 1858 les troupes espagnoles marchèrent à côté des troupes françaises dans l'expédition de Cochinchine, concoururent à la prise de Saïgon et de Touran, et eurent leur part dans tous les succès de cette brillante campagne. Mais en 1859, O'Donnell fut encore plus heureux; il eut la bonne fortune de trouver une guerre qui est toujours populaire en Espagne, une guerre contre les Maures. C'était là une question vraiment nationale, et qui devait assurer au ministère une longue durée, en imposant silence à tous ses ennemis; aussi O'Donnell profita-t-il de l'occasion qui vint s'offrir.

On sait que l'Espagne possède encore sur la côte d'Afrique un certain nombre de positions, dont la plus importante est Ceuta; de ce voisinage avec les tribus guerrières du Maroc naissent de nombreux différends qui ont d'ordinaire un dénouement pacifique. Dans les premiers mois de 1859, les Maures du Riff avaient fait prisonniers un adjudant et quelques soldats espagnols qui furent rendus peu de temps après au consul de Tanger. Mais un conflit plus sérieux ne

tarda pas à s'élever. Les Kabyles de l'Angherra vinrent ravager les environs de Ceuta et renversèrent le drapeau espagnol. Des réparations furent exigées, et aussitôt s'ouvrirent des négociations savamment traînées en longueur des deux côtés jusqu'au mois d'octobre, où la guerre fut déclarée. O'Donnell ne perdit pas de de temps; quarante mille hommes avaient été réunis au camp de San-Roque, près d'Algesiras; il les divisa en trois corps sous les ordres du général Echague, du général Zabala et du général Ros de Olano; Prim commandait une division de réserve, et c'est O'Donnell lui-même qui était à la tête de l'expédition. Le 19 novembre. Echague débarquait devant Ceuta; O'Donnell le suivait de près avec Prim et Zabala (26 novembre); enfin, le 12 décembre, Ros de Olano, à son tour, arrivait en Afrique.

L'expédition présentait de grandes difficultés; sur cette côte, le Maroc est protégé par une chaîne de montagnes coupée de gorges profondes et couverte de rochers taillés à pic, la Sierra-Bullones. Ceuta est située dans une de ces gorges qui aboutit à un défilé, le défilé d'Anghera, par où l'on pénètre dans l'intérieur du pays. Elle est elle-même dominée par deux constructions importantes; à gauche par la tour d'El Hacho, à droite par un ancien palais maure nommé le Serrallo; c'est là qu'alla se porter Echague; il y établit un camp dont les redoutes le protégeaient contre les Maures en fermant le défilé d'Anghera. Ces dispositions permirent à l'armée entière de s'organiser aux environs de Ceuta. Le général O'Donnell avait décidé de marcher sur Tetuan, sans pénétrer dans l'intérieur du pays, pour n'avoir pas à franchir la Sierra-Bullones, mais en suivant la côte de la Méditerranée, ce qui lui permettait de rester toujours en communica-

tion avec l'Espagne. C'est une route difficile où les deux vallées de Castillejos et de Tetuan sont séparées par le cap Negro ; il fallait ouvrir un chemin à l'artillerie à travers des bois d'oliviers et de chênes verts, franchir des marécages, enlever des rochers ; à ces obstacles, encore augmentés par les pluies et les tempêtes de l'hiver, vint s'ajouter le choléra ; l'épidémie enleva à l'armée plus de dix mille hommes ; les Espagnols mirent deux mois pour aller de Ceuta à Tetuan, la distance est de neuf lieues. Il fallait d'ailleurs combattre en marchant. Les Marocains animés par l'esprit religieux ne laissaient pas à l'ennemi un jour de repos. Le 23, le 24 et le 25 novembre, Echague livre trois combats ; le 30, il est encore attaqué. Prim a son tour le 8 et le 12 décembre ; nouvelles tentatives des Arabes le 15 pendant qu'on célèbre la messe, le 25, jour de la Noël, et le 30. Pendant ces jours d'épreuve, l'armée espagnole se montra admirable de courage et de patience. Enfin elle put prendre l'offensive, et le 1er janvier 1860, elle pénétra dans la vallée de Castillejos. Là s'engagea une véritable bataille. Prim se rendit maître de la vallée après un vif combat, mais il lui restait à conquérir les hauteurs couronnées d'Arabes qui l'enveloppaient de leurs feux ; les premiers plateaux furent brillamment enlevés ; alors emporté par son ardeur, Prim s'élance sur un coteau voisin avec un bataillon du *Prince*, soutenu par deux bataillons de *Cordova ;* les Arabes entourent les Espagnols, et bientôt s'engage une lutte corps à corps ; les Espagnols commencent à plier sous le nombre, quand Prim saisissant le drapeau de Cordova s'élance au milieu des ennemis ; son cheval est tué, ses aides-de-camp blessés, mais il va toujours en avant sans quitter son drapeau ; enfin,

Zabala, Eurique O'Donnell accourent à son secours; les Arabes ne songent plus à disputer le champ de bataille, sur lequel ils laissent plus de deux mille cadavres.

Restait à franchir la Sierra-Negron pour arriver au cap Negro et enfin à la vallée de Tetuan. Les épreuves des Espagnols n'étaient pas terminées; le 7 janvier, ils furent assaillis devant la Sierra-Negron par une affreuse tempête, tandis que la route interceptée derrière eux par les Arabes ne leur laissait plus de communication avec Ceuta. Les soldats demeuraient exposés à toutes les souffrances dans ce camp qui a reçu le nom sinistre de *Camp de la faim*. Le 10 janvier seulement, la tempête était apaisée, et l'armée reprenait sa marche; le 14, elle doublait le cap Negro après un vif combat et pénétrait dans la vallée de Tetuan. Là elle rencontrait de nouvelles troupes que le général don Diego de Las Rios amenaient d'Espagne par mer.

Tetuan est placée sur un amphitéâtre de collines, à l'extrémité d'une vallée arrosée par le Guad-El-Gelu. La ville est protégée par deux constructions avancées, le fort Martin et la Douane, vaste bâtiment carré. L'armée marocaine s'était établie sur les hauteurs en avant de la ville; elle était commandée par un frère de l'Empereur, Muley-Albas. O'Donnell n'attaqua pas tout d'abord; il établit l'armée espagnole derrière des retranchements qui allaient de la Douane au fort Martin, et construisit sur la plage un chemin de fer qui portait les provisions amenées d'Algesiras, de Gibraltar et de Ceuta. Les combats ne reprirent que le 23; cette première attaque fut suivie d'un nouvel effort le 31 janvier; les Arabes, excités par l'arrivée d'un autre frère de l'Empereur, déployèrent la plus grande bravoure, mais sans forcer les retranchements

des Espagnols. Le 3 février, O'Donnell se décida à reprendre l'offensive, et le lendemain eut lieu une attaque générale. Le signal fut donné par Prim qui s'élança dans les retranchements avec ses Catalans ; à l'autre extrémité de la ligne, les soldats de Ros de Olano pénétraient en même temps dans le camp ennemi ; au bout de trente-cinq minutes d'une lutte acharnée, les Arabes commencèrent à plier. Eurique O'Donnell vint compléter la victoire en s'emparant du camp de Muley-Albas et de la tour Gealeli. Le succès était complet. Le 5, au matin, O'Donnell sommait Tetuan de se rendre, et le 6, il entrait dans la ville, dont le gouvernement fut confié au général Rios.

O'Donnell s'apprêtait à marcher sur Tanger, quand il fut arrêté par des propositions de paix. Des négociations s'ouvrirent aussitôt, et se prolongèrent jusqu'aux premiers jours de mars. Mais les Espagnols voulaient garder Tetuan ; les Maures ne pouvaient pas le leur abandonner ; il fallut de nouveau recourir aux armes. Le 16 mars, les Arabes attaquèrent les Espagnols devant Tetuan, et soutinrent sans succès un combat qui dura plus de six heures ; le lendemain, il est vrai, Muley-Albas offrait de nouveau la paix, mais O'Donnell résolut de marcher en avant, et le 23, l'armée se remit en route. Au moment où elle entrait dans la petite vallée de Gueldras, elle se trouva en face d'une armée de cinquante mille hommes qui occupait toutes les hauteurs. Prim attaqua le premier chassant devant lui tout ce qui se trouvait dans la plaine ; pendant ce temps, Rios occupait les hauteurs, et Echague combattait sur la gauche ; au troisième assaut, Prim, maître de la plaine, s'empara enfin des plateaux qui la dominaient, et décida la victoire. Le lendemain,

Muley-Albas se présentait au camp espagnol et demandait de nouveau la paix.

O'Donnell céda ; il sentait combien il lui était difficile, malgré ces succès, d'arriver jusqu'à Tanger. Il n'était pas moins périlleux de s'obstiner à garder Tetuan. Ici, le Maroc était protégé par la jalousie de l'Angleterre qui, pour maintenir l'importance de Gibraltar, avait déclaré qu'elle s'opposerait à tout établissement de l'Espagne sur la côte d'Afrique. Il fallut se contenter d'une indemnité de cent millions et d'un agrandissement de territoire autour de Ceuta. C'était peu sans doute, et l'Espagne se trouva cruellement déçue. Mais O'Donnell cédait aux exigences de l'Angleterre ; il avait d'ailleurs fourni à l'Espagne l'occasion de se relever aux yeux de l'Europe, en établissant sur des exploits sérieux la bravoure de cette armée qu'on s'était trop habitué à ne voir figurer que dans les guerres civiles. Les soldats firent dans Madrid une entrée triomphale ; Prim fut nommé marquis de Castillejos, O'Donnell duc de Tetuan.

A la même époque, O'Donnell eut l'occasion d'affirmer avec énergie les droits de l'Espagne sur Cuba. Le Président des Etats-Unis, M. Buchanan, ayant dans son message de 1859 annoncé l'annexion prochaine de cette île, le ministre exigea une satisfaction qui lui fut accordée ; il releva avec la même dignité les paroles blessantes de lord Palmerston dans le Parlement anglais, à propos d'une discussion sur la traite des nègres, et eut un moment l'espoir de voir l'Espagne reprendre en Europe une position qu'elle avait perdue depuis longtemps ; l'Empereur des Français avait demandé qu'elle fut admise au rang des puissances de premier ordre, mais cette proposition resta sans résultat.

Le ministère ne triompha pas avec moins de bonheur d'une insurrection fomentée par les carlistes. Au mois d'avril, le général Ortega, parti des îles Baléares, débarqua avec quelques troupes à San-Carlos-de-Rapita ; il y rencontra deux personnages qu'il présenta aussitôt aux soldats ; c'étaient le comte de Montemolin et son frère don Fernand. Mais les soldats, au lieu de se mettre à la disposition des prétendants, crièrent : « Vive Isabelle ! » et tirèrent sur le général qui fut arrêté ainsi que les princes. Quelques jours après, Ortega fut fusillé, malgré les supplications de son fils qui venait de se distinguer par sa valeur dans l'expédition du Maroc. Quant aux princes détenus d'abord à Tortosa, la reine se vengea d'eux en leur pardonnant ; le 2 mai, une amnistie fut proclamée et les princes mis en liberté. Il est vrai qu'avant de quitter l'Espagne, ils avaient signé une déclaration par laquelle ils s'engageaient *sur l'honneur* à ne plus favoriser aucune tentative de ce genre, et à renouveler, dès qu'ils seraient libres, leur renonciation au trône. Mais le 2 juin suivant, le troisième fils de don Carlos, don Juan, déclarait à son tour ne pas accepter la décision de ses frères, et revendiquait pour lui-même la couronne d'Espagne. Ce qu'il y eut de plus surprenant, c'est que bientôt le comte de Montemolin lui-même et son frère don Fernand annoncèrent qu'ils retiraient toutes leurs promesses. « L'acte de Tortosa, disait le comte de Montemolin, était le résultat de circonstances exceptionnelles et extraordinaires. Médité dans une prison et signé dans un moment où toute communication avec le dehors lui était interdite, il ne remplissait aucune des conditions nécessaires pour sa validité. » Le prince ajoutait naïvement que c'était l'avis de jurisconsultes de ses amis. Du reste, ces

princes n'eurent pas longtemps à cacher leur confusion. Au mois de décembre, don Fernand mourut subitement, et au mois de janvier, le comte de Montemolin était emporté, ainsi que sa femme, le même jour, par une maladie aussi mystérieuse que rapide.

Tous ces succès rendait facile l'attitude du cabinet devant les Cortès; il n'en fut pas moins attaqué avec vivacité par l'opposition, mais il sortit vainqueur de la lutte. Il proposa une nouvelle loi électorale qui portait le chiffre des députés à trois cent quarante-neuf, et établissait dans chaque district un minimum de trois cents électeurs; il promettait en même temps une nouvelle loi sur la presse, mais en attendant faisait exécuter avec une nouvelle rigueur la loi Nocedal; le journal *El Pueblo* fut condamné à une amende de 24,000 réaux pour un article contre le Souverain-Pontife.

Les affaires d'Italie causaient en effet au cabinet de sérieux embarras. La négociation avec le Saint-Siége pour la vente des biens ecclésiastiques terminait enfin un long différend, mais les progrès du royaume d'Italie éveillaient des susceptibilités que le gouvernement espagnol ne pouvait satisfaire. Il refusait de reconnaître le nouveau royaume, mais se sentait dans l'impossibilité d'intervenir par les armes, et se bornait à une protestation stérile en faveur de la duchesse de Parme et du roi de Naples; il ne pouvait donc contenter ni le parti modéré, ni les progressistes qui auraient voulu lui imposer des marques de sympathie pour l'indépendance italienne.

Sans doute, ces signes de défiance disparaissaient dans l'éclat des triomphes qu'O'Donnell avait remportés; mais c'était pour les années suivantes des menaces qu'il eût été sage de ne pas négliger. Les em-

barras, en effet, allaient se multiplier. O'Donnell avait accepté un peu légèrement l'offre du Président de la République de Saint-Domingue, le général Santa-Anna, qui avait voulu rendre ce territoire à l'Espagne. On ordonna *la rèincorporation* d'une province détachée du royaume depuis 1808, et l'on crut que rien ne serait plus facile à exécuter, tandis qu'une expédition devint nécessaire pour soutenir une lutte qui devait avoir les plus tristes résultats. Toujours mal engagé dans la question italienne, le gouvernement eut en 1861 les plus graves difficultés avec le roi Victor-Emmanuel. François II, en quittant le trône, avait fait remettre ses archives aux consuls espagnols ; Victor-Emmanuel les réclama, et, sur le refus d'O'Donnell, retira son ambassadeur, le baron Tecco, qui fut à Barcelone l'objet d'une véritable ovation ; l'Espagne se vit forcée de céder. Elle prenait en même temps part à cette malheureuse expédition du Mexique qui devait être si funeste à la France. L'Espagne, comme l'Angleterre et la France, avait de sérieux griefs contre le Mexique, et demandait en vain au successeur de Miramon, Juarez, des réparations que celui-ci ne pouvait ou ne voulait accorder. Le 31 octobre 1861, un traité fut conclu à Londres pour entreprendre une action commune aux trois gouvernements ; l'Espagne agit la première. Une escadre partie de la Havane s'empara de la Vera-Cruz, et les Espagnols étaient établis au Mexique quand y arrivèrent les forces de la France et de l'Angleterre.

Mais si les trois gouvernements étaient d'accord pour punir le Mexique, ils ne poursuivaient pas le même but. Tandis que les Français songeaient à fonder, en face de la République des Etats-Unis, un Empire latin avec l'archiduc Maximilien pour chef, et es-

sayaient une restauration impossible en faveur d'un prétendu parti conservateur qui représentait les plus âpres convoitises et les violences d'un fanatisme exalté, les Anglais et les Espagnols se bornaient à venger leurs injures et à obtenir des indemnités raisonnables. Aussi Prim, arrivé au Mexique avec des forces considérables, accepta-t-il les conférences ouvertes à Orizaba et la convention de la Soledad qui promettait à l'Espagne une réparation suffisante. Quand le général Lorencez, pour obéir à des instructions secrètes, rompit les conférences et se dirigea vers Puebla, Prim se retira et partit pour l'Europe. Le ministère approuva sa conduite, sans soupçonner les orages qu'il allait déchaîner. Très-irrité de ce qu'il regardait comme une déception, Napoléon III, quand il reçut aux Tuileries le nouvel ambassadeur d'Espagne, le général Concha, lui exprima combien il était mécontent et surpris de la divergence survenue entre les deux gouvernements.

Ces paroles eurent un grand retentissement à Madrid, et aggravèrent la situation du cabinet, déjà affaibli par la mort de Martinez de La Rosa. Le parti progressiste en profita pour l'attaquer avec plus de violence. Il avait déjà contre lui de nombreux griefs. A l'intérieur, la politique du ministère penchait de plus en plus vers la dictature, et la coterie qui dominait Isabelle en obtenait tous les jours de nouvelles complaisances. Des protestants qui s'étaient réunis à Séville pour pratiquer leur culte avaient été arrêtés et condamnés aux galères ; l'arrêt était conforme à la loi, mais n'en excitait que plus d'indignation. Une insurrection avait éclaté à Loja au nom des opinions démocratiques ; elle avait été réprimée au bout de quatre jours, mais le ministère, contrairement aux principes de la Constitu-

tion, avait fait revivre une ordonnance de 1821 pour traduire les coupables devant un conseil de guerre. La reine, il est vrai, avait profité d'un voyage en Andalousie pour faire grâce aux insurgés comme aux protestants de Séville, dont la peine fut commuée en un exil perpétuel. Mais il est facile de voir combien ces mécontentements accumulés allaient donner de vivacité aux débats des Cortès.

La lutte fut des plus vives au Sénat, où Prim s'emporta contre notre ministre, M. Billaut, jusqu'à dire « qu'il lui ferait sentir la pointe de sa lame de Tolède. » Le marquis de Miraflorès et M. Bermudez Castro blâmèrent le ministère de n'avoir pas poussé l'expédition jusqu'au bout, et leur opinion fut soutenue par le général Concha, venu de Paris exprès pour se mêler aux débats. Le ministère sortit vainqueur de cette lutte, mais il n'en eut pas moins contre lui une opposition formidable. Les modérés, dirigés par M. Gonzalès Bravo, lui reprochaient son origine révolutionnaire, les progressistes ses attitudes dictatoriales. Interpellé par M. Rivero sur une circulaire du gouverneur de Cadix contre le parti démocratique, O'Donnell avait répondu que ce parti n'avait pas d'existence légale. On lui reprochait aussi avec raison ses rigueurs contre la presse ; les poursuites et les amendes se multipliaient. L'*Iberia* avait été condamnée à payer 20,000 réaux, *El Pueblo* 40,000. On le blâma également d'avoir ressuscité l'ordonnance de 1821 qui soumettait de simples citoyens aux conseils de guerre ; enfin, on l'attaqua pour sa conduite au Mexique. Le vote ne fut pas favorable à l'opposition, puisqu'elle ne réunit que 72 voix contre 150, mais le ministère se sentit ébranlé par les débats, et donna sa démission. O'Donnell restait le chef du nouveau cabinet; su-

lement ce n'était qu'une tentative inutile; il fut forcé de se retirer au mois de mars.

Ainsi se termina cet essai d'Union libérale qui semblait promettre à l'Espagne un gouvernement durable et énergique. Après cinq ans, O'Donnell tombait sans avoir donné à l'Espagne des institutions qui pussent la garantir de nouveaux désordres. Il avait pourtant administré avec succès et non sans gloire. Il n'avait pas seulement relevé l'honneur national au dehors, il avait au dedans dompté les factions, développé le travail et l'industrie. Les chemins de fer avaient été poussés avec activité, et partout se développait une véritable prospérité. La reine, en parcourant les provinces avec son jeune fils Alphonse (né en 1857) qui assurait l'hérédité du pouvoir, avait partout recueilli les témoignages de la plus vive sympathie, et constaté de grands et sérieux progrès. Malheureusement tous ces succès ne tenaient qu'à un homme. O'Donnell constituait seul son parti, et M. Rivero avait pu dire, sans se tromper, aux députés de la majorité : « Vous n'êtes que des zéros, dont O'Donnell est l'unité. » Avec lui disparaissait sa politique et les résultats qu'il avait obtenus.

On le vit bien au peu de succès des ministres qui essayèrent de le remplacer. Ce fut d'abord M. de Miraflorès qui suscita aux Cortès une discussion orageuse, où les partis se livrèrent, à propos d'O'Donnell et de Narvaez, un combat qui passa par dessus la tête du ministère. M. Rios-Rosas flétrit « les manœuvres, les perfidies, les mensonges, les abus de pouvoir, les monstruosités réactionnaires du ministère O'Donnell. » Un autre député reprocha au frère de l'ancien ministre, Henri O'Donnell, d'avoir simulé la crainte d'une émeute pour empêcher Narvaez d'arriver au pouvoir.

A ce nom, M. Calvo Assensio ne put se contenir. « Le jour, dit-il, où cet homme de sinistre mémoire reprendra le gouvernement, un cri d'indignation retentira d'un bout de l'Espagne à l'autre. » Au Sénat, Prim s'emporta également contre l'administration de Narvaez qu'il appela une « administration de sang, de scandales, d'arbitraire et de tyrannie. » Narvaez, en lui répondant, rappela que Prim avait été condamné comme complice d'une tentative d'assassinat dirigée contre lui, et qu'il avait obtenu la grâce de Prim sur les sollicitations de sa mère.

Après cette bataille, le ministère lui-même se vit attaqué par les efforts combinés des partisans du dernier cabinet, des néo-catholiques et des progressistes; la lutte fut soutenue au nom de ces partis par MM. Posada Herrera, Nocedal et Olozaga. Celui-ci, à propos de la non célébration de la fête du 2 mai, accusa le cabinet d'une complaisance coupable pour la France, et M. Miraflorès crut ne pouvoir échapper à ces coups que par la brusque clôture de la session.

Les nouvelles élections devaient avoir lieu au mois d'octobre. M. Miraflorès adressa à tous les gouverneurs de province des instructions pour empêcher, contrairement aux usages, tout Espagnol non électeur d'assister aux réunions préparatoires. Le parti progressiste s'empara de ce grief pour refuser de se mêler à la lutte. L'abstention fut complète, et quatre-vingt mille électeurs seulement nommèrent une Chambre exclusivement composée de députés conservateurs. Les progressistes se divisèrent à propos des élections des députés provinciaux. MM. Prim et Olozaga voulurent cette fois enlever au ministère des nominations qui leur étaient assurées, tandis que le parti démocratique, représenté par MM. Rivero, Orense, Figueras,

Garcia Ruis et Castelar, persista dans son système d'abstention.

Le ministère affecta à l'ouverture des Cortès une certaine modération et annonça qu'il s'occuperait surtout d'améliorations matérielles; il n'en échoua pas moins devant le Sénat, quand il proposa de nommer des membres héréditaires. Il fut remplacé (15 janvier) par le ministère Arzazola-Lersundi, qui prétendait représenter les traditions historiques de l'Espagne, et céda lui-même le pouvoir au bout de six semaines (3 mars) à MM. Mon et Pacheco. Ce nouveau cabinet formé sous l'influence de M. Salamanca, qui avait rendu à la reine des services d'argent, s'annonça par des concessions libérales; il promit d'adoucir la loi sur la presse, retira tous les projets de réforme qui semblaient un retour au programme de M. Murillo Bravo, et rendit aux villes la nomination de leurs corrégidors et de leurs alcades. Mais les ministres manquaient d'autorité; ils ne surent pas décider la question du retour de la reine Christine. Isabelle s'adressa alors à O'Donnell, et, sur son refus, à Narvaez.

## CHAPITRE VI

### CHUTE D'ISABELLE

Le nom seul de Narvaez indiquait un retour pur et simple au gouvernement absolu; pourtant à ses débuts il trompa également les espérances de ses amis et les craintes des libéraux. La reine Christine eut la permission de revenir à Madrid, et partout se

manifestaient des symptômes d'apaisement. Le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Llorente, se montra tout d'abord aussi sage que libéral. Il se trouvait dans une situation difficile; la conquête de Saint-Domingue, entreprise avec une coupable légèreté, n'avait abouti qu'à un échec et ne coûtait pas moins de trois cents millions de réaux; au Pérou, l'amiral Pinzon, en s'emparant contre le droit des gens des îles Chinchas, avait soulevé l'indignation de toute l'Amérique; enfin, les relations avec Victor-Emmanuel étaient toujours interrompues. M. Llorente, ne consentait pas seulement à l'abandon de Saint-Domingue et à une réconciliation avec le Pérou, il voulait sérieusement que l'Espagne, renonçant à des traditions surannées, reconnut le nouveau royaume d'Italie. De son côté, le ministre de l'intérieur, M. Gonzalès Bravo, également propre à développer les théories les plus libérales et les principes du pouvoir absolu, essayait de rappeler les progressistes sur le terrain de la Constitution, rendait un peu de liberté aux journaux, et recommandait aux gouverneurs la plus grande impartialité dans les élections. Mais ce n'était là qu'un essai qui ne devait pas se prolonger, et le cabinet se hâta de justifier la défiance des progressistes qui avaient résisté à toutes ces avances. Dès le mois d'octobre, le ministre de l'instruction publique faisait une circulaire pour enlever toute indépendance à l'enseignement supérieur. A peine les élections étaient-elles terminées que M. Gonzalès Bravo, si libéral la veille, tenait un autre langage. « L'heure est venue, disait-il, où le pouvoir exécutif doit recouvrer la plénitude de la force que lui assurent la confiance de Sa Majesté, l'appui probable de la nation légitimement représentée et la protection tutélaire des lois. » Il terminait en

annonçant une nouvelle loi sur la presse. En même temps, M. Llorente se retirait, en apparence, pour un désaccord à propos de la rédaction d'un paragraphe du discours du trône, celui qui concernait l'abandon de Saint-Domingue, en réalité pour ne pas s'associer aux mesures de répression que préparait le cabinet.

La retraite de M. Llorente détermina une crise qui témoigna dans quel embarras étaient alors tous les partis; le cabinet donna sa démission; la reine fit successivement appeler O'Donnell, le marquis de Miraflorès, M. Isturitz. Le marquis de Novaliches composa un ministère dont les membres eurent juste le temps de mettre leur uniforme pour se présenter à la reine qui ne put les recevoir; elle avait trouvé, ou cru trouver une autre combinaison. Enfin, après quatre jours d'un imbroglio non moins piquant que celui de la plupart des comédies espagnoles, Narvaez reprit le pouvoir, mais dépouillé de toute velléité libérale et considérablement amoindri. Il venait en effet de se heurter contre un écueil où s'étaient brisés déjà bien des ministres, où devait se briser enfin la monarchie elle-même.

Quelles que soient les réserves et la dignité de l'histoire, il est pourtant des détails qu'il n'est pas permis de négliger, quand ces détails, si misérables qu'ils puissent être, ont une influence considérable sur les destinées des nations. Sous la reine Isabelle, le gouvernement a toujours subi l'influence occulte d'une camarilla qui exploitait d'étranges faiblesses d'esprit et des passions malsaines. Le rôle joué autrefois par le général Serrano appartenait alors à M. Marfori, personnage qui exerçait sur la reine la même autorité que le Prince de la Paix sur la femme de Charles IV. Mais cette reine, aussi dévote que passionnée, avait en

même temps d'autres conseillers : c'était le frère Cirilo de La Alameda, ancien général des Franciscains, longtemps conseiller de don Carlos, devenu l'ami d'Isabelle, et cardinal-archevêque de Tolède ; c'était aussi le P. Claret, connu par un livre, *la Clé d'or*, plein de ces impudeurs de langage qui, sous prétexte de mysticisme, s'allient trop souvent aux divagations d'une dévotion exaltée. Mais la figure la plus étrange de ce singulier conseil était la sœur Patrocinio, abbesse du couvent de San-Pascal-d'Aranjuez ; exilée, emprisonnée même, cette religieuse, qui se vantait autrefois de posséder les stigmates de la passion, avait toute autorité sur Isabelle, faisait et défaisait les ministères. O'Donnell la consultait, et Narvaez était obligé de la subir. Telle était la coterie qui poussait constamment la reine vers le pouvoir absolu.

Le nouveau cabinet n'était malheureusement que trop d'accord avec les intentions secrètes de la camarilla. Fidèle à sa promesse, M. Gonzalès Bravo avait préparé une loi sur la presse qui rétablissait la censure, et, par un singulier raffinement, atteignait jusqu'aux articles non publiés. En outre, les tendances mêmes des journaux pouvaient être l'objet d'une condamnation ; un gouverneur, un simple alcade avaient le droit de prononcer administrativement des amendes de 400 à 2,000 réaux. C'était le système français perfectionné.

Le ministre n'eut pas longtemps à attendre pour se servir de ces nouvelles armes, et c'est l'Université qui eut l'honneur de s'attirer les premiers coups. Les finances, en Espagne, sont toujours embarrassées ; la reine voulut en profiter pour faire un coup d'éclat ; elle déclara abandonner au Trésor tout son patrimoine, à condition qu'on lui en paierait le quart en argent.

Un jeune et brillant écrivain, qui était en même temps professeur à l'Université de Madrid, M. Emilio Castelar, publia dans son journal *la Democracia*, sous le titre d'*El Rasgo*, un article pour prouver que le prétendu sacrifice de la reine imposait une nouvelle charge à la nation, obligée de payer immédiatement une somme considérable pour des biens qui au fond étaient sa propriété. Le ministre ne se contenta pas de traduire M. Castelar devant les tribunaux, il demanda au recteur de le destituer, et sur le refus du recteur, M. Montalvan, qui ne voyait pas dans l'article du journal un délit universitaire, M. Montalvan lui-même fut destitué et remplacé par le marquis de Zafra. Les étudiants prirent naturellement parti pour leur recteur, et se proposèrent de lui donner une sérénade ; ils eurent d'ailleurs la prudence de demander à l'autorité une permission qui leur fut accordée. La sérénade ne donna lieu qu'à de nombreux attroupements, mais sans désordre. L'installation du nouveau recteur ne se passa pas aussi tranquillement. Il y eut des cris, des sifflets, enfin des charges exécutées par la troupe qui tua une dizaine de personnes. Parmi les victimes se trouvaient, comme toujours en pareil cas, des passants inoffensifs ; le duc de Veragua faillit être assommé, et quelques sénateurs furent sérieusement maltraités ; il y eut une centaine de blessés. Ces faits eurent un grand retentissement jusque dans la Chambre, où, pour la première fois, M. Gonzalès vit se réunir contre lui jusqu'à cent cinq voix. Le lendemain de ces scènes, le ministre de l'instruction publique mourait sous l'obsession du sang versé, et les électeurs vengeaient le recteur destitué, M. Montalvan, en le nommant député.

A ces symptômes qu'un gouvernement sage ne

devrait jamais dédaigner s'ajoutait une crise financière. M. Barzanallana ne voulait pas recourir à l'emprunt; il avait proposé une anticipation d'impôts de 600 millions de réaux, représentée par des obligations hypothécaires. Son projet repoussé, il se retira, et fit place à M. Castro qui fut réduit à suivre le même système en le gâtant. M. Castro, en effet, se contentait de 300 millions de réaux qu'il demandait à l'emprunt, sauf à revenir à la contribution forcée si l'emprunt ne réussissait pas; c'est ce qui arriva; la souscription ne donna que 53 millions; pour le reste, il fallut avoir recours à l'impôt. Par une manœuvre également malheureuse, M. Castro émettait les titres de la dette dans des conditions tellement défavorables que pour avoir 600 millions, l'Etat s'imposait la charge de 1 milliard 100 millions.

Tout allait également mal; à la Chambre, M. Rios-Rosas interpellait les ministres, et les défiait de gouverner autrement que par la dictature; la municipalité de Madrid et la députation provinciale faisaient des protestations qui obligeaient le ministre à les dissoudre; enfin, une révolte éclatait à Valence. M. Gonzalès Bravo voulut tenir tête à l'orage; la loi sur la presse n'était pas discutée, il demanda l'autorisation de l'appliquer immédiatement, et rétablit la censure; quelque temps après, il donna l'ordre aux gouverneurs de fermer « tous les casinos, réunions, sociétés, *tertulias*, où l'on parlerait politique. » Mais à quoi bon tant d'ardeur? Vainqueur sur la place publique, le cabinet allait être renversé par une intrigue du palais; le choix d'un majordome, telle est la question qui fut la cause ou plutôt le prétexte d'une nouvelle crise; le 25 juin 1865, O'Donnell reprenait le pouvoir.

Etait-ce un retour vers les idées libérales. On pou-

vait le croire, et O'Donnell parut un moment satisfaire ces espérances. Dans la politique extérieure, il réalisa deux mesures depuis longtemps réclamées par l'opinion publique, l'abandon de Saint-Domingue et la reconnaissance du royaume d'Italie. Il fut malheureusement moins sage dans une question qui eut pour l'Espagne des résultats désastreux. Au moment où l'amiral Pinzon avait attaqué le Pérou, toutes les républiques du Sud de l'Amérique avaient manifesté la plus vive indignation. Ces sentiments n'avaient éclaté nulle part avec de plus force qu'au Chili. Des officiers espagnols furent insultés à Santiago et faillirent périr. Le gouvernement de Madrid avait exigé des réparations qui avaient été accordées, et tout paraissait terminé quand O'Donnell arriva au ministère. Il refusa de ratifier les conventions déjà conclues, et ordonna à l'amiral Pareja de commencer les hostilités. Celui-ci vint s'établir devant Valparaiso, et déclara en état de blocus toutes les côtes du Chili; c'était agir contrairement aux lois de la guerre qui ne reconnaissent le blocus que quand il est effectif. Les Chiliens ne se laissèrent pas alarmer; quelques jours après une de leurs frégates, *Esmeralda*, s'emparait d'une corvette espagnole, *El Callao*, et Pareja se brûlait la cervelle de désespoir. Son successeur, l'amiral Nunez, ne fut pas plus heureux. Il se fit battre devant l'archipel de Chiloé par les forces réunies du Pérou et du Chili, et pour se venger bombarda avec une honteuse barbarie le magnifique port de Valparaiso. Cet attentat, contre lequel protestèrent tous les consuls, fut le seul exploit des Espagnols avec la prise de deux navires, *El Tornado* et *Queen-Vittoria*, capturés sous pavillon anglais, ce qui donna lieu à de sérieux démêlés avec la Grande-Bretagne.

A l'intérieur, ce fut le même spectacle d'heureux commencements et de sages résolutions aboutissant à des fautes et à des excès. On revint tout d'abord sur les plus fâcheuses décisions du cabinet précédent. Les journaux furent amnistiés, la loi sur la presse révoquée et les généraux rappelés de l'exil. Le cabinet proposa une loi pour établir le jury, rendit à Madrid sa municipalité dissoute par M. Gonzalès Bravo, et remit à la tête de l'Université le recteur destitué, M. Montalvan. Une nouvelle loi électorale était préparée pour concilier les deux systèmes opposés, celui de l'élection par districts et celui de l'élection par provinces, en même temps qu'une diminution du cens augmentait sensiblement le corps électoral. Mais le cabinet avait à lutter contre des difficultés qui devaient bientôt l'emporter. D'abord, l'abus des coteries; les fonctions publiques devinrent la propriété exclusive des ministres et de leurs amis, ce fut un vrai partage de famille. Le parti progressiste ne se ralliait pas au nouveau pouvoir; ses chefs, Prim et Olozaga, ne cessaient pas de conspirer, et mettaient tout leur espoir dans une révolution militaire. Avec une défiance profonde des généraux et des *pronunciamientos*, le parti démocratique, de son côté, jugeait que le temps des demi-mesures était passé, et plus hardi que les progressistes, il voulait aussi une révolution, mais une révolution accomplie par le peuple et qui renverserait le trône d'Isabelle. Enfin, la cour avait subi O'Donnell plus qu'elle ne l'avait accepté, et la camarilla n'attendait qu'une occasion pour se débarrasser d'un ministre qui n'avait ni son affection ni sa confiance. Que pouvait O'Donnell contre toutes ces difficultés? Dès les premiers jours de 1866, il était menacé par une insurrection que Prim avait fomentée,

et qui éclatait à Aranjuez. Ce ne fut qu'une échauffourrée, et Prim dut précipitamment regagner le Portugal. Mais ce qui faisait la véritable faiblesse du cabinet, c'est qu'il ne trouvait nulle part un appui solide. Le parti modéré, toujours divisé en Espagne et porté vers le gouvernement absolu, ne le soutenait pas; l'union libérale n'existait plus, et dans l'incertitude qui troublait alors les esprits, les intérêts matériels étaient en souffrance. Au bout de quelque temps, le cabinet crut ne pouvoir se soutenir qu'à l'aide de pouvoirs extraordinaires. Autorisation de percevoir les impôts, de conclure un emprunt, d'augmenter les forces militaires, enfin exercice d'une véritable dictature en politique comme en finances, voilà ce qu'O'Donnell était réduit à demander à la Chambre quand éclata à Madrid l'insurrection de 22 juin.

Cette insurrection ne surprit pas O'Donnell qui l'attendait depuis longtemps, comme du reste à peu près tout le monde à Madrid. Elle éclata pourtant avec une violence extraordinaire. Dans la nuit, les artilleurs de la caserne San-Gill se révoltèrent, massacrèrent leurs officiers, et donnèrent le signal de la guerre civile; les soldats des autres corps étaient gagnés, et dans quelques instants, la garnison de Madrid tout entière paraissait devoir se soulever; le parti démocratique se mêlait au mouvement, et s'apprêtait à combattre à côté des soldats sous les ordres du général Pierrad, brave soldat, mais n'ayant pas les qualités nécessaires pour assurer le succès d'une telle entreprise. O'Donnell, au contraire, fut admirable d'énergie et d'activité. « Ce soir, dit-il en montant à cheval, l'émeute sera vaincue ou je serai mort. » Il courut se placer à l'entrée de la rue d'Alcala, de manière à occuper la Puerta-del-Sol, et s'efforça de maintenir

l'insurrection dans le quartier de San Gill, tandis que Serrano, qui montra ce jour-là autant de courage que d'habileté, s'assurait que le palais n'était pas menacé, courait à la caserne del Principe, et, secondé par la ferme attitude du colonel Concha, retenait dans le devoir des troupes hésitantes et secrètement gagnées à la révolte. Immobile, à l'entrée de la rue d'Alcala, O'Donnell attendit que Serrano eut accompli sa périlleuse mission, puis sûr de n'être pas tourné, il donna le signal de l'attaque. Vainqueur à San-Gill, il se reposa sur Serrano et Concha du soin de terminer la journée, et se rendit au palais, où il fut reçu en sauveur.

Malheureusement, il ne sut pas se modérer après la victoire, et céda trop à ce besoin de dictature et de vengeance qui vit au fond du cœur de tous les ministres espagnols. Dès le lendemain, il demanda aux Cortès de suspendre les garanties constitutionnelles, et les rigueurs commencèrent. Elles furent telles qu'on pouvait l'attendre d'un ministre résolu et d'une cour épouvantée. De nombreux prisonniers furent traduits devant des conseils de guerre et fusillés. Un certain nombre d'hommes remarquables, chefs politiques ou habiles écrivains, furent condamnés à la peine du garrot (*garrotte vile*); c'étaient en autres MM. Zorilla, Sagasta, Bercera, Castelar.

Ces rigueurs furent heureusement atténuées par la générosité de quelques personnes qui se dévouèrent pour donner asile aux accusés les plus compromis. Le duc d'Albe sauva le général Pierrad. M. Castelar trouva un asile dans la maison d'une Espagnole mariée au secrétaire de la légation des Etats-Unis, M^me^ Perrey, qui transforma bientôt sa maison en un véritable asile, et invoqua les priviléges des ambassadeurs pour dé-

jouer tous les efforts de la police. Elle garda chez elle les condamnés qui durent quelquefois entendre de leur refuge le bruit des exécutions et des fusillades sous lesquelles tombaient leurs complices. Ils purent enfin s'échapper sous divers déguisements, et se rendre soit en France, soit en Angleterre ou bien en Portugal. Mais le sang coula à flots, et le nombre des victimes dépassa celui de tous les régimes précédents. « Après ce qui vient d'arriver, avait dit O'Donnell, il est impossible de laisser la société sans défense. Je veux la liberté, je la veux aujourd'hui comme je la voulais hier, comme je l'ai toujours voulue, depuis que je l'ai défendue sur le champ de bataille ; mais pour qu'il y ait la liberté, il faut qu'il y ait une société, et pour cela il faut mettre un terme à l'anarchie produite par les passions destructives qui se sont emparées de nous. » En tenant ce langage et en y conformant sa conduite, O'Donnell ne s'apercevait pas qu'il travaillait contre lui-même. L'ancien fondateur de l'Union libérale ne pouvait déployer, sans se perdre, toutes les sévérités d'un pouvoir absolu. Comme tous les hommes qui ne représentent plus leurs principes, il s'enlevait toute sa force et ne devait pas profiter de sa victoire.

Dans la journée même de l'émeute, quand il vint rassurer la reine, pour laquelle il avait risqué sa vie, il trouva près d'elle Narvaez qui, légèrement blessé dans la matinée, avait été recueilli au palais ; c'est pour Narvaez que le duc de Tetuan avait combattu. On lui laissa le temps d'assumer tout l'odieux des exécutions qui suivirent la lutte ; puis, à propos d'un fait insignifiant, d'une promotion de sénateurs, dans laquelle il avait pourtant fait à la reine toutes les concessions désirées, on le renvoya. Isabelle repoussa le décret, et fit comprendre au ministre qu'il avait un

successeur. C'était Narvaez, qui forma un cabinet trop rapidement pour ne pas laisser voir que ses choix étaient sans doute préparés depuis longtemps; ses principaux collègues étaient : aux affaires étrangères Eusebio Calonge, aux finances Barzanallana, à l'intérieur Gonzalès Bravo.

L'Espagne sut tout de suite ce qu'elle avait à attendre du nouveau gouvernement! Son premier acte fut de mettre les scellés sur les imprimeries et sur les bureaux de tous les journaux de Madrid qui représentaient l'opinion libérale. Plus de trois mille personnes furent transportées aux îles Philippines, aux Canaries ou à Fernando-Po; en Espagne même, les prisons se remplirent. Par un nouveau décret, le gouvernement s'attribuait le droit de nommer les maires, et le ministre de l'intérieur prescrivait à ses agents de poursuivre avec plus d'ardeur les membres des sociétés secrètes. Partout était déployée la même énergie. Le ministre de l'instruction publique imposait à l'enseignement les plus dures restrictions. « Il ne suffit pas aux gouvernements, disait-il dans une circulaire restée célèbre, s'ils veulent rester dignes de ce nom, de rétablir l'ordre matériel, base certaine de tout progrès véritable, il faut assurer aussi l'ordre moral, il faut déterminer et garantir les droits de la science qui ne furent jamais plus compromis, plus exposés à une effrayante éclipse que lorsque le vertige révolutionnaire, sous prétexte de liberté absolue de la pensée et de souveraineté de la raison, enchaîne la raison et avilit la pensée, en les soumettant à la tyrannie de l'erreur, la plus triste, la plus humiliante des tyrannies. » Après quelques phrases contre les novateurs révolutionnaires, et contre les conceptions d'une philosophie vaporeuse et d'une critique étrangère au

génie espagnol, le ministre ajoutait : « Ce que le gouvernement espagnol nie, ce que nie le bon sens, c'est le droit qu'auraient les professeurs d'enseigner directement ou indirectement des doctrines qui répugnent aux principes fondamentaux de la religion catholique. La religion catholique est la religion exclusive de l'Etat. Attaquer le catholicisme, c'est blesser ce qu'il y a de plus profond et de plus délicat dans l'organisation sociale, c'est conspirer contre l'honneur de la patrie. Le gouvernement ne souffrira pas que l'enseignement se convertisse en élément de propagande politique, et qu'il devienne un danger pour les vérités sociales, et moins encore pour les vérités religieuses. »

Ces rigueurs étaient dépassées par le capitaine général de Madrid, Pezuela, qui défendit la lecture « dans les cafés, cercles ou autres lieux publics de tout journal étranger qui aurait, seulement une fois, mal parlé du gouvernement espagnol ou de la religion catholique. » Il était réservé à Narvaez de pousser plus loin la violence. Emus de ces excès, le président du Congrès et plusieurs députés signèrent une protestation contre des actes qui violaient la Constitution ; le capitaine général fit saisir la protestation dans les bureaux de la Chambre. Le président, M. Rios-Rosas, se rendit auprès de Narvaez qui lui reprocha durement sa conduite, le fit arrêter immédiatement et transporter aux îles Canaries ; plusieurs députés subirent le même sort ; parmi eux étaient MM. Herrera, Lopez Roberts, et deux anciens ministres, MM. Fernando de La Hoz et Salaverria. M. Rios-Rosas fut embarqué à Carthagène en compagnie de vingt-huit galériens. Il est vrai que quelques temps après on lui adressa des excuses. « Dites au gouvernement, dit M. Rios-Rosas, que je lui suis très-reconnaissant de ce regret tardif, mais qu'...

soit tranquille. Des vingt-huit galériens, il n'est rien resté après moi. » Quant au général Serrano, qui essaya de fléchir la reine, au sortir du palais il fut arrêté, et conduit par un commissaire de police d'abord à Alicante, puis à Mahon.

Quelques jours plus tard parut un décret qui prononçait la dissolution des Cortès ; l'exposé des motifs annonçait quel but se proposaient les ministres et quel sort ils réservaient au gouvernement parlementaire. « Le moment est venu où il faut que les Espagnols soient gouvernés suivant l'esprit de leur histoire et la nature des sentiments qui constitue leur génie national. Il faut que les débats parlementaires soient restreints dans les limites des pouvoirs dont les Cortès doivent être dotées, et qu'ils ne puissent en aucun cas dépasser, comme cela s'est fait malheureusement plusieurs fois, les bornes de la justice générale, et les exigences de la courtoisie et des convenances. » Et le ministère ne s'en tenait pas aux paroles. C'était d'abord l'armée, à laquelle Narvaez interdisait de se mêler de politique, tout en lui demandant des adhésions qui ressemblaient à de véritables *pronunciamentos* ; il usait ensuite d'une prétendue loi d'ordre public qui, dans un de ses articles, autorisait tout gouverneur et tout alcade à expulser, de leur propre autorité, tout individu suspect. « Il y a, dit à ce propos M. de Mazade, en Espagne, neuf mille alcades, dont trois mille ne savent pas ou savent à peine lire. »

Ce ministère servait-il au moins les intérêts matériels du pays ? Les finances étaient dans un état déplorable. M. Ballarzallana trouvait la dette intérieure tombée à 35 francs, la dette différée à 32. Il demanda au clergé un don volontaire, aux fonctionnaires l'abandon d'une partie de leur traitement, aux contri-

buables l'anticipation d'une année de contributions, sans parvenir à trouver les ressources nécessaires. Les seules satisfactions qu'eut l'Espagne, elle les trouva dans la politique étrangère. Les Etats-Unis offrirent leur intervention pour terminer la guerre avec le Chili, et l'Angleterre qui élevait de vives réclamations à propos d'un vaisseau chilien, le *Tornado*, légitimement saisi par des marins espagnols, vit repousser ses injustes prétentions.

L'année 1867 s'annonça par de nouvelles rigueurs ; les journaux étaient saisis, les personnes arrêtées arbitrairement et soumises aux lois militaires ; le gouvernement cherchait même à atteindre les condamnés qui s'étaient réfugiés à l'étranger ; c'est ainsi que l'on préparait les élections. La veille, cependant, du jour où les députés devaient être nommés, Narvaez, par un reste de pudeur, leva l'état de siége ; mais en même temps la *Gazette* publiait un décret qui accordait au gouvernement le droit de faire arrêter tous ceux qui lui paraîtraient suspects. On ne s'étonnera pas que dans ces conditions le ministère ait eu une immense majorité ; l'opposition obtint pourtant quelques nominations : à Tolède, celle de M. Nocedal, candidat carliste ; à Barcelone, celle de M. Madoz qui refusa de siéger. Les députés, réunis à Madrid au mois de mars, furent d'abord convoqués par le ministre des finances qui les pria de s'occuper exclusivement d'affaires. La plus importante des mesures qu'il leur soumit était la suppression des taxes portant sur les droits de barrières, les dîmes, les ventes, les magasins et le bétail. Ces impôts, dont le rapport était presque nul, seraient remplacés par une contribution de 10 pour 100 sur le revenu liquide des propriétés urbaines, rurales et mobilières, et par un impôt proportionnel sur les béné-

fices du commerce et de l'industrie. Ce décret accordait en outre la libre exportation des produits ; c'était pour certaines provinces une véritable délivrance.

Mais ce n'était pas assez pour relever les finances. M. Barzanallana, qui avait demandé le paiement anticipé d'une année de contributions, eut la bonne pensée de reconnaître les droits des porteurs de certificats anglais et français, et, comme il avait obtenu des Cortès pour cette opération une somme plus que suffisante, il procura au Trésor un bénéfice de 400 millions de réaux. Il fut plus heureux encore en s'adressant au crédit public ou plutôt à la fierté espagnole. Ne pouvant faire coter ses valeurs à la Bourse de Paris, ni à celle de Londres, il demanda à la Banque de Madrid d'émettre 500 millions de réaux à 6 pour 100, et ouvrit une souscription publique. L'Espagne entière répondit à cet appel, et plus de 5,000 souscripteurs fournirent 540,696,000 réaux.

C'était là pour le cabinet un véritable succès. Par malheur, de graves événements allaient lui rappeler ce qu'il y avait de trompeur dans cette tranquillité qu'il ne maintenait que par les proscriptions et les supplices. Au mois d'août, une insurrection fomentée par Prim éclata en Catalogne. Mal combinée, privée de l'appui de son véritable chef qui ne pénétra pas en Espagne, l'insurrection fut bientôt comprimée. Les généraux Pierrad et Contreras, qui avaient essayé de tenir la campagne avec quelques soldats, furent trop heureux de pouvoir repasser la frontière, et Madrid, contenue par Narvaez, n'essaya pas de remuer. Prim fut réduit à se justifier dans une lettre datée de Genève, où il accusait les circonstances, le mauvais temps, ses adversaires, ses amis, tout le monde enfin, excepté lui-même, sans se demander si la défiance

qu'il excitait dans tous les partis n'était pas la première cause de cet échec.

Au mois de novembre mourait à Biarritz le duc de Tetuan. Le fondateur de l'Union libérale avait passé dans l'exil les deux dernières années de sa vie. Son corps fut rapporté à Madrid, et enseveli avec les plus grands honneurs. Narvaez prononça son oraison funèbre, et le gouvernement prodigua les hommages à celui dont il avait refusé d'écouter les conseils; la reine ne songea peut-être pas même en ce moment qu'elle perdait un ami dont le secours serait bientôt cruellement regretté. Comptant sur l'appui de Narvaez, elle voyait arriver sans inquiétude cette fatale année de 1868 qui allait lui enlever le trône et la précipiter dans l'exil. Les Cortès, réunies le 28 décembre, furent unanimes à féliciter le gouvernement de son énergie. Le 23 janvier, la reine célébra l'anniversaire du prince des Asturies en accordant une amnistie pour les délits de presse et les actes de rébellion de 1867, et quelques jours plus tard, elle recevait du nonce du Pape la Rose d'Or que le Souverain-Pontife envoie tous les ans à un monarque catholique.

Cependant, la chute d'Isabelle n'était pas éloignée; au mois de février, M. Barzanallana quittait le portefeuille des finances, parce que le ministère ne consentait pas à des réformes sérieuses; peu de temps après, des troubles éclataient à Grenade; au commencement d'avril, Barcelone eut aussi son émeute, mais la perte la plus sensible pour la royauté fut celle de Narvaez qu'une courte maladie emportait au mois d'avril. Avec tous ses défauts, Narvaez représentait une politique de résistance à outrance, et sa cruauté imposait une véritable terreur aux ennemis d'Isabelle. Sans doute, il ne l'eût pas sauvée, nous le croyons du moins,

parce qu'elle est tombée victime de ses fautes, mais il eût peut-être retardé sa chute de quelques années. La reine lui accorda des honneurs plus grands encore qu'au duc de Tetuan, mais profita de sa mort pour étonner Madrid par un nouveau scandale. Narvaez n'avait pas d'enfants a qui laisser ses dignités et son nom. Isabelle fit un titre de noblesse du nom de la ville où était né Narvaez (Loja), et érigea le marquisat de Loja en faveur de don Carlos Marfori. Il eut été plus sage de faire quelques concessions au parti libéral; mais personne n'y songea. Nommé président du conseil en remplacement de Narvaez. M. Gonzalès Bravo déclara qu'il persisterait dans la même politique. Isabelle ne se croyait menacée d'aucun danger; elle venait de marier sa fille au comte de Gorgenti, frère du roi de Naples, François II, et les Cortès votaient en silence tous les projets du gouvernement. Le cabinet subit quelques modifications; M. Marfori quitta la marine pour devenir intendant du palais, poste qui lui convenait mieux, d'autres ministres furent changés, mais la politique n'était pour rien dans ces événements qui ne troublèrent pas l'opinion publique.

C'est d'un autre côté que devait venir la tempête. Depuis 1866, les réfugiés espagnols n'avaient pas cessé d'entretenir à Paris, à Bruxelles, à Lisbonne de véritables foyers de conspiration. Prim, Olozaga, Sagasta étaient les principaux chefs de ces comités qui gardaient des intelligences avec Madrid. Ils avaient préparé l'insurrection de 1867, si mal dirigée par Prim et qui avait misérablement avortée. Cet échec ne découragea pourtant pas les ennemis de la royauté, tous les jours plus enhardis par les fautes du gouvernement. La mort de Narvaez et la conduite des

nouveaux ministres vinrent encore augmenter leurs espérances. Réunis au moins pour le combat, les unionistes, les progressistes et les républicains étaient prêts à une action commune, et bientôt se fit sentir jusque dans Madrid cette agitation sourde qui précède les révolutions. Déjà au mois de mai circulait dans la capitale un manifeste violent publié au nom des Amis du Peuple; en juin eut lieu à Bayonne une conférence entre les délégués des comités de Madrid et le général Prim. Le 3 juillet enfin, le jour même où Isabelle quittait Madrid pour se rendre à la Granja, le journal *la Nueva Iberia* publiait sous ce titre : *la Ultima Palabra*, un article qui invitait formellement tous les libéraux à se réunir pour combattre la royauté. Troublé par ces menaces, averti probablement aussi par la police impériale, M. Gonzalès Bravo crut couper court à toute tentative de révolte par une mesure hardie qui allait au contraire donner à l'insurrection le seul élément qui lui manquât, des généraux et une armée. Le 7 juillet, les généraux Serrano, Dulce, Zavala, Cordoba furent arrêtés à Madrid pour être conduits d'abord à Cadix, puis aux îles Canaries. Le lendemain, un officier se présentait chez le duc de Montpensier, qui était alors à San-Lucar avec sa famille. « — Je suis chargé, lui dit-il, de vous arrêter. — Pour me conduire où ? — Je n'en sais rien. » Après ce court dialogue, le duc, à qui l'on ne voulut pas même laisser deux heures de répit, fut conduit sur un vaisseau qui le transporta à Lisbonne. Le duc de Montpensier n'était pourtant coupable que de vivre à l'écart, après s'être prononcé contre la politique des ministres d'Isabelle. Il est vrai que ces protestations lui avaient fait une situation difficile pour lui-même, dangereuse pour le gouvernement. On pouvait dire de lui ce

qu'on a dit de son père, ce qu'on a répété souvent des princes de sa famille, sa position conspirait pour lui. Mais c'est bien vainement que le ministère essaya de justifier ces arrestations en invoquant la nécessité d'éloigner des personnages que leur importance rendait dangereux.

Il n'avait pourtant fait que précipiter le danger qu'il voulait conjurer. Avant de partir pour les Canaries, les généraux déportés purent, à Cadix même, entrer en relations avec l'amiral Topete, brave marin jusqu'alors étranger à la politique, mais blessé de l'abandon dans lequel on laissait la marine. Les mesures prises contre les généraux, et surtout contre le duc de Montpensier, auquel l'attachait une vive amitié, achevèrent de l'exaspérer. Il songea d'abord à ramener l'Espagne au gouvernement constitutionnel, mais en restant fidèle à la reine Isabelle ; plus tard, quand il fut entré en communication avec Prim et les principaux réfugiés, il comprit que la chute d'Isabelle était décidée, et se flatta de mettre sur le trône la duchesse de Montpensier. Mais s'il hésita sur le but final du mouvement, il n'éprouva aucune indécision pour l'accomplir, et devint l'âme de la nouvelle révolution. Maître de la flotte, il pût, dans les premiers jours de septembre, envoyer à Gibraltar un navire au devant de Prim, Sagasta et Zorilla, partis d'Angleterre sur *le Delta*, tandis que par ses ordres un autre vaisseau allait aux îles Canaries chercher le maréchal Serrano ; en attendant les conjurés, il gardait la mer avec la flotte qu'il avait fait sortir de la baie de Cadix. Le 17 septembre, au soir, Topete reçut le général Prim à bord de son vaisseau, *la Saragosse*, et le présenta à ses officiers ; le même jour, il adressa aux habitants de Cadix une proclamation pour leur annoncer l'insurrection ; le

lendemain, Prim appela l'Espagne aux armes, et le 19, Serrano, arrivé des Canaries, prit la direction du mouvement. A la même heure, le général Izquierdo, depuis longtemps gagné à la conjuration, faisait révolter Cadix, et bientôt toute l'Andalousie fut en feu. Carthagène seule refusa de recevoir Prim qui parut devant le port avec trois frégates, mais fut forcé de se retirer.

Ces nouvelles surprirent la reine Isabelle au moment où elle rentrait à Saint-Sébastien. Elle jouissait alors des derniers applaudissements de la foule, et se plaisait à ces manifestations populaires qui ne manquent jamais aux souverains jusqu'au jour de leur chute et les endorment dans les plus funestes illusions. Le réveil fut terrible, et dès les premiers moments, il fallut reconnaître la gravité de la situation. Les ministres, dans un accès de faiblesse qu'on ne saurait trop flétrir, abandonnèrent la reine au milieu même des dangers qu'ils avaient tant contribué à lui créer; ils donnèrent leur démission et passèrent la frontière. Le maréchal Concha forma un nouveau ministère et réunit en sa main tous les pouvoirs. Aussi bien le danger était imminent; Santander, le Ferrol, Santona prenaient parti pour l'insurrection, et, symptôme plus grave, les courtisans disparaissaient; le capitaine général Pezuela refusait le ministère. Le comte de Girgenti donna un spectacle bien différent; il courut se mettre à la tête de son régiment, et put arriver à temps pour prendre part à la bataille d'Alcolea, où il fut fait prisonnier, après avoir vaillamment combattu.

Le maréchal Concha avait mis toute l'Espagne en état de siége et formé trois armées; celle du centre commandée par le marquis del Duero, celle de la Catalogne, l'Aragon et Valence, sous les ordres de

Cheste, celle de l'Andalousie avec le marquis de Novaliches. Cette dernière devait seule combattre les insurgés ; la rencontre eut lieu entre Andujar et Cordoue au pont d'Alcolea. Le marquis de Novaliches, que Serrano avait conjuré de s'unir à lui, répondit noblement qu'il resterait fidèle à la reine, et tint parole. Il combattait avec courage, quand il fut atteint par une balle qui lui fracassa la mâchoire. Cet incident décida le sort de la journée et celui de la monarchie. Dès que la nouvelle de cette bataille arriva à Madrid (et elle y fut bientôt connue, malgré les efforts du gouvernement pour la tenir secrète), une insurrection éclata, et il se forma une junte provisoire composée de Prim, Dulce, Olozaga, Cantero, Figuerola, Rivero et Figueras.

Pendant que ces événements se passaient en Andalousie, la reine Isabelle, restée à Saint-Sébastien, montrait la plus étonnante hésitation. Le maréchal Concha la pressait de rentrer à Madrid, mais sans son entourage, et surtout sans Marfori. Peut-être si elle fut venue seule aurait-elle encore pu sauver sa couronne ; trois fois elle monta en wagon, trois fois elle en redescendit sans donner le signal du départ. Une fatale passion l'emporta sur le soin de sa dignité, sur celui de son trône et sur l'intérêt de ses enfants ; elle ne put pas se résoudre à la séparation qu'exigeaient le maréchal Concha et l'opinion publique. Le 29 septembre, renonçant à la couronne, elle quitta Saint-Sébastien et se rendit à Biarritz. Elle y fut reçue par l'empereur Napoléon III qui ne comprit pas cette leçon de la fortune, et ne songea pas sans doute en ce moment qu'un avenir prochain réservait à ses propres fautes une expiation bien autrement cruelle.

Ainsi est tombée la reine Isabelle, arrachée du der-

nier trône qui restât à la famille des Bourbons, emportant avec elle non seulement une monarchie, mais le respect, et, pour ainsi dire, la foi traditionnelle que les Espagnols avaient pour la royauté. Il pourra encore y avoir des rois en Espagne, il n'y aura plus des souverains aimés, adorés, comme l'étaient les descendants de Charles-Quint ou de Philippe II, comme l'a été la reine Isabelle elle-même. Aujourd'hui, sur cette terre classique de la foi monarchique, le prestige, qui faisait des rois autant de divinités, s'est évanoui ; il faut en rendre grâces, sans doute, aux progrès de la raison humaine ; mais les souverains y sont bien aussi pour quelque chose ; c'est le spectacle de leurs faiblesses et de leurs fautes qui a ouvert les yeux de la nation.

---

Les événements qui ont suivi la chute d'Isabelle sont trop près de nous pour appartenir encore à l'histoire. Il nous suffira de les rappeler en quelques mots, avec la confiance qu'ils n'auront rien d'imprévu pour nos lecteurs. Depuis quatre-vingts ans, l'Espagne a essayé tous les gouvernements ; monarchie absolue, royauté constitutionnelle, dictature militaire, agitations révolutionnaires, elle a tout tenté et tout usé. Il ne lui reste aujourd'hui qu'un gouvernement possible, c'est la République. On put croire que l'Espagne s'y arrêterait en 1868. Là, sous l'impulsion du parti démocratique, toutes les conquêtes de l'esprit moderne, liberté de la presse, égalité des cultes, suffrage universel, avaient été soutenues avec éloquence par M. Castelar et ses amis, et peu à peu pénétré dans la

constitution. Malheureusement les chefs du gouvernement provisoire s'obstinèrent à vouloir un roi pour l'Espagne, et le cherchèrent avec plus de persévérance que de dignité. Plusieurs candidatures se produisirent parmi lesquelles nous devons avant tout indiquer celle du duc de Montpensier, repoussée par le gouvernement de Napoléon III, et celle du prince de Hohenzollern inspirée par la Prusse. On sait les suites de cette tentative. Elle fut la cause ou plutôt le prétexte d'une guerre dans laquelle le gouvernement impérial déjà chancelant cherchait à retremper sa popularité; guerre follement entreprise, aussi mal dirigée, qui a précipité Napoléon III du trône, et coûté deux provinces à la France, deux fois en ce siècle privée de ses frontières, deux fois livrée à l'étranger, et toujours par la fatale influence des Bonaparte.

Enfin le trône d'Espagne fut offert au fils du roi Victor-Emmanuel, au prince Amédée qui l'accepta sous les plus fâcheux auspices. Le jour même où le prince arrivait en Espagne, son protecteur Prim mourrait frappé par des assassins que n'ont pas encore été découverts. Amédée a gouverné trois ans l'Espagne, sans se créer des partisans, sans faire oublier son titre d'étranger; aux embarras intérieurs, manque d'argent, troubles partiels, révolte de Cuba, les carlistes qui ne connaissent aucun scrupule ont ajouté les fléaux de la guerre civile. Amédée qui a eu au moins le mérite de rester toujours un roi constitutionnel et de se refuser à tous les coups d'Etat, a successivement abandonné le pouvoir aux partis qui obtenaient la majorité dans les Chambres, allant ainsi des radicaux aux conservateurs pour revenir aux radicaux, et, quand il a reconnu l'impossibilité de le maintenir par les voies légales, il a loyalement renoncé à la couronne. C'est ainsi qu'après

une royauté éphémère l'Espagne est revenue à la République. Seule aujourd'hui la République avec l'union fédérale des provinces, comme en Suisse, pourrait assurer la tranquillité de l'Espagne et lui rendre un peu de prospérité. L'entreprise réussira-t-elle ? Elle est dirigée par des hommes qui n'ont pas démenti au pouvoir les principes qu'ils professaient dans l'opposition, des hommes d'honneur, éloquents et convaincus, MM. Castelar, Figueras et Pi y Margal. Mais les difficultés sont immenses. Sans parler des carlistes, qui peuvent agiter les provinces du Nord, porter dans les montagnes le meurtre, le vol et l'incendie, mais ne réussiront jamais à obtenir quelques succès au delà de l'Ebre, la nouvelle République à bien des obstacles à vaincre ; à l'intérieur, la pénurie absolue du trésor, les menaces des coalitions monarchiques et celles de l'Internationale, l'indiscipline de l'armée, la question de l'esclavage et la révolte de Cuba. Puisse une nouvelle Assemblée constituante assurer à l'Espagne le repos et la liberté

# NOTES

—

INTRODUCTION, p. XVII. — Le feu roi, dit Mme d'Aulnoy, alla un soir frapper à la porte d'une dame d'honneur; celle-ci qui le reconnut n'eut garde de lui ouvrir, et se contenta de lui répondre : « Allez, allez, et que Dieu vous conduise; je ne veux pas devenir religieuse. » (*Vaya, vaya, con Dios, no quiero ser monja.*)

LIVRE Ier, CHAPITRE Ier, p. 2. — Philippe V n'alla pourtant pas aussi loin; il décida simplement que les filles ne pourraient régner qu'à défaut d'enfants mâles.

LIV. II, CHAP. II, p. 8. — Pour toutes ces questions, qui touchent à l'essence même du gouvernement constitutionnel, nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer nos lecteurs à l'excellent ouvrage de Bahegot sur la *Constitution anglaise* (collection Germer Baillière); voir aussi notre ouvrage *Mirabeau et la Constituante* (Didier).

LIV. III, CHAP. Ier, p. 91. — Un journal de cette époque traduit bien le sens de cette scène : « Tu triomphais Fernando, et à partir de ce moment commence une seconde période de son règne. Tu donnés le mot d'ordre et celui du commandement (*el Santo*), et le cardinal se tait. »

— p. 93. — Le ministre des vengeances de Ferdinand, le général Eguia, qui avait mérité de perdre son commandement pendant la guerre, était resté fidèle à l'ancien régime jusque dans son costume et dans sa coiffure; il portait la queue, d'où le surnom de *Coletilla* sous lequel il est devenu si tristement célèbre.

— p. 93. — Un moine, le P. Agostino de Castro, dans son journal l'*Atalaya* demandait « la potence pour tous les libéraux, sans droit et sans jugement. » Le règne de Ferdinand a été supérieurement traité dans l'excellent ouvrage de M. Hubbard : *Histoire contemporaine de l'Espagne;* Paris, chez Armand Auger.

Liv. IV, Chap. Ier, p. 199. — L'ancien gouverneur de Pampelune, Santos-Ladron, était adoré de la population; sa mort ne pouvait que fournir des soldats aux rebelles.

— p. 200. — Hennigsen affirme que Saarsfield penchait plutôt pour l'insurrection.

— p. 200. — Bilbao, ville commerçante, était très-libérale et très-hostile aux carlistes.

— p. 205. — La vallée d'Amescoa, si célèbre pendant la guerre carliste, est située dans une gorge profonde, découpée sur les massifs montagneux des sierras d'Urbasa et d'Andia; la vallée a trois lieues de long, mais elle est à peine large d'une demi-lieue au point où elle l'est le plus. Elle renferme huit villages, dont cinq appartiennent à la haute Amescoa, trois à la basse. Le nombre des habitants est à peu près de mille; ils ne possèdent que des troupeaux; ils fréquentent les marchés hebdomadaires d'Estella, de Salvatierra et de Vittoria, ce qui leur donne, avec une connaissance admirable du pays, le moyen d'entretenir des relations étendues et de se procurer les plus utiles renseignements.

— p. 205. — Zumala Carreguy avait trouvé un dévouement sans bornes chez les habitants qui se laissaient fusiller plutôt que de donner des indications sur sa marche. Ils le secondaient au contraire avec une rare diligence. Le système d'espionnage était d'ailleurs très-bien organisé. Un officier carliste, porteur d'un ordre, n'avait qu'à remettre le papier à un alcade. Celui-ci regardait aussitôt sur le *rôle de voyage* quel était l'homme qui devait partir. En atteignant le prochain village, le messager, s'il se trouvait fatigué, le remettait à un autre paysan : chacun partait à son tour. En rase campagne même, s'il trouvait un berger, un voyageur qui lui répétait trois fois le mot *luego*, il pouvait lui confier la dépêche qui était toujours remise en lieu sûr. Celui qui aurait refusé de s'en charger, ou aurait commis une trahison, aurait été dénoncé par sa propre famille.

Les deux cartes qui servent à l'étude de cette guerre ont été dressées par les soins de M. Rollet, capitaine d'état-major.

**Liv. IV, Chap. II, p. 233.** — Voir là-dessus de curieux détails dans les *Mémoires du marquis de Miraflorès*. Tome Ier.

**Liv. IV, Chap. III, p. 258.** — Voici les noms de quelques-unes de ces sociétés : Communeros — la Jeune Isabelle — les Larmes de Torrijos — Isabellinos — les Vengeurs d'Alibaud — la Sainte-Hermandad.

**Liv. V, Chap. Ier, p. 288.** — *Note sur les contrats.* — Pour bien faire sentir l'importance de cette réforme, nous croyons devoir reproduire les explications fournies par une correspondance du *Journal des Débats*.

« Les contrats étaient de différentes natures ; les plus considérables se faisaient sur les principales branches des revenus publics, comme le sel, le tabac, le papier timbré, les mines d'Almaden, etc. Mais les plus scandaleux étaient les petits contrats que le gouvernement acquittait sur les *livranzas*, c'est-à-dire les traites sur les trésoriers et sur les intendants de province. Les procédés qu'on employait pour les obtenir, les bénéfices qu'on en retirait sont aussi étranges qu'immoraux. Un prétendu capitaliste quelconque de Madrid ou de province, quelquefois un étranger, se présentait au ministre et lui offrait un prêt, par exemple de 4 millions de francs. S'il avait quelque protection, ou s'il savait, par des moyens que je ne veux pas trop qualifier, se rendre favorables les employés les plus en crédit auprès du ministre ou mériter la bienveillance particulière de Son Excellence, ses offres étaient agréés et il devenait *contratista* du gouvernement. Le ministre lui remettait tout de suite des papiers sur l'Etat pour 4 millions comme garantie. Avec ces papiers, le *contratista* obtenait facilement d'emprunter chez le premier banquier 1 million qu'il versait au Trésor. Ce premier versement exécuté, le prêteur recevait du gouvernement des traites sur une province quelconque, et souvent sur la province dont il connaissait l'intendant ou le trésorier. Ces fonctionnaires donnaient au *contratista* des fonds sur lesquels ils prélevaient, taux ordinaire 12 %. On m'a assuré même que parfois ces intendants étaient eux-mêmes les prêteurs anonymes. Ainsi le *contratista* effectuait le second versement d'un million avec de l'argent qu'il avait déjà touché. Le troisième versement se faisait

presque toujours en lettres de crédit de 3 °/₀ ayant cours à la Bourse, sur lesquelles il avait un bénéfice net de 75 °/₀. Ainsi un prêteur recevait 25 °/₀ de l'Etat, ce qui lui faisait 1 million sur 4 d'intérêt ; il gagnait sur 2 millions versés en papier 1 million et demi : en tout 2 millions 500,000 francs. Mais il avait à payer l'intérêt de 25 °/₀ du premier million emprunté, l'intérêt de 4 millions de 12 °/₀ remis à l'intendant complaisant, ce qui réduisait son bénéfice de 750,000 francs. De plus, il avait des pots de vin à donner aux employés de l'administration centrale qu'on pourrait bien évaluer à 270,000 francs. Ainsi, sans débourser un sou, un *contratista* gagnait 1 million et demi sur un emprunt de 4 millions dans l'espace de six à neuf mois; ce qui mettait l'intérêt courant à 25 °/₀, et privait l'industrie de toute ressource, les banquiers aimant mieux prêter à l'Etat.

LIV. V, CHAP. II, p. 302. — Voir sur ces négociations M. Guizot, tome VIII de ses mémoires. *Mémoires du marquis de Miraflorès*. 2me partie, cuadro III.

*(Pour les dernières années du règne d'Isabelle, voir dans le* Journal des Débats *les articles de M. John Lemoine, et dans la* Revue des Deux-Mondes *les études de M. Ch. de Mazade réunies en un volume (Didier).*

# TABLE DES MATIÈRES.

BEAUVAIS. — IMPRIMERIE E. LAFFINEUR.


509786
DP203
R4
UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY



